



JEUDI 13 AVRIL 2023

Les mots sont trop faibles, trop insignifiants pour exprimer notre vie.

- ▶ **LES PREMIERS ACTEURS DE L'ÉVOLUTION HUMAINE** (Alice Friedemann) p.2
- ▶ **Un monde contrefait - Troisième partie - L'orgueil** (Tim Watkins) p.5
- ▶ **Qu'est-ce que l'hopium ?** (Erik Michaels) p.9
- ▶ **Contemplation du jour : L'effondrement arrive CXX** (Steve Bull) p.12
- ▶ **Contemplation du jour : L'effondrement arrive CXIX** (Steve Bull) p.13
- ▶ **Discussions sur l'écologie : Nate Hagens et la grande simplification** p.15
- ▶ **Qu'est-ce qui ne va pas avec la science ? La plupart du temps, c'est la façon dont nous la gérons mal.** (Ugo Bardi) p.21
- ▶ **Le chœur montant des sceptiques des énergies renouvelables** (Andrew Nikifuruk) p.23
- ▶ **Les voitures de Tesla sont-elles vraiment écologique ?** (OilPrice) p.30
- ▶ **Des scientifiques trouvent le moyen de fabriquer de l'hydrogène avec de l'eau de mer** (OilPrice) p.33
- ▶ **Les grandes compagnies pétrolières peuvent-elles développer la géothermie ?** (OilPrice) p.35
- ▶ **La tyrannie de la minorité** (Simon Sheridan) p.37
- ▶ **Les risques d'un monde connecté - Faut-il renoncer à l'internet des objets ?** (Kurt Cobb) p.41
- ▶ **Treize façons d'aborder la désinformation** p.43
- ▶ **Urgence écologique, le rôle de la violence** (Biosphere) p.66
- ▶ **LA MANIPULATION** (Patrick Reymond) p.67
- ▶ **Quand les victimes des lois anti-carbone prennent le pouvoir** (Bill Wirtz) p.70

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ **« Le plus grand krach, -92 % d'ici l'été selon Dent Investissement. Analyse ! »** (Charles Sannat) p.72
- ▶ **L'inflation alimentaire hors de contrôle en France** (Charles Sannat) p.82
- ▶ **Préparez-vous à une avalanche économique, car une crise majeure du crédit a déjà commencé** (Michael Snyder) p.86
- ▶ **« La Banque de France met en garde Bercy sur les crédits ! »** (Charles Sannat) p.89
- ▶ **Les banques, canaris dans la mine économique** (Charles Gave) p.93
- ▶ **Le calme avant la tempête** (Zach Scheidt) p.97
- ▶ **Pas de solution à l'inflation** (Bruno Bertez) p.98
- ▶ **La solution aux faillites : la dévaluation du dollar** (Simone Wapler) p.100
- ▶ **Quand les empires meurent** (Jeff Thomas) p.102
- ▶ **Adieu, roi dollar** (Jim Rickards) p.106
- ▶ **Cette fois-ci pourrait vraiment être différente** (Jim Rickards) p.108
- ▶ **A quel point les taux d'intérêt sont-ils élevés ?** (Brian Maher) p.112
- ▶ **Contes de la vallée de Calchaqui** (Bill Bonner) p.114
- ▶ **Retour à la normale** (Bill Bonner) p.119
- ▶ **À l'attaque !** (Bill Bonner) p.122
- ▶ **C'est ça le capitalisme !** (Bill Bonner) p.126

▲ [RETOUR](#) ▲

- Thermorégulation de la chaleur corporelle, car la marche debout réduit la lumière directe du soleil et augmente la circulation de l'air sur le corps.
- La nécessité pour les mères de porter leur bébé et donc d'inventer les premiers outils : des sacs pour porter le bébé et la nourriture récoltée (champignons, plantes, larves, tubercules, etc.).
- Grâce à un meilleur régime alimentaire et à une meilleure recherche de nourriture à l'aide de filets et, plus tard, d'outils et d'armes, un cerveau plus volumineux a pu être soutenu, ce qui a entraîné une augmentation de la quantité et de la qualité de la nourriture, et donc un développement plus important du cerveau...
- La bipédie est peut-être apparue avant les outils et leur a permis de se développer.

Getting in touch with your inner Neanderthal : a book review of Gregory Cochran and Henry Harpending. 2009. « L'explosion de 10 000 ans. Comment la civilisation a accéléré l'évolution humaine ».

Ce livre affirme de manière stupéfiante que **notre évolution s'est accélérée 100 fois plus vite au cours des 10 000 dernières années qu'au cours des six millions d'années précédentes.** Même les personnes qui vivaient il y a 4 000 ans étaient génétiquement et culturellement différentes de nous.

Comment le savons-nous ? En examinant l'ADN de l'homme et du chimpanzé. Nous savons que nous nous sommes séparés des chimpanzés il y a environ 6 millions d'années, ce qui nous permet de comparer les différences génétiques et donc le taux de changement génétique à long terme. Le taux de changement des derniers milliers d'années est 100 fois plus élevé que le taux à long terme des derniers millions d'années. Si nous avions toujours évolué à un rythme aussi rapide, la différence entre l'ADN du chimpanzé et celui de l'homme serait beaucoup plus importante.

Si une évolution aussi rapide semble impossible, il suffit de penser à la différence entre les chiens et les loups. Il a fallu moins de 15 000 ans pour passer du loup au chihuahua. **Il n'existe aucun autre mammifère sur terre dont les formes et les tailles soient aussi variées que celles des chiens.** Les chiens ont également des comportements très différents. Par exemple, certains apprennent beaucoup plus vite que d'autres. Les border collies n'ont besoin que de 5 répétitions d'un nouvel ordre pour l'apprendre et le suivre correctement dans 95 % des cas, alors qu'un basset hound aura besoin de 80 à 100 répétitions et n'obéira correctement que dans 25 % des cas.

Et ce n'est pas qu'une question d'apparence : les chiens comprennent beaucoup mieux nos ordres et nos gestes que les loups.

Le scientifique russe Dmitri Belyaev a créé **un renard domestique** en seulement 40 ans en sélectionnant les renards les plus apprivoisés à chaque génération.

En ce qui concerne l'homme, il est évident que l'évolution s'est produite au cours des 50 000 dernières années – il suffit de regarder toutes les variétés de couleurs de peau, d'yeux et de cheveux. Jusqu'à récemment, nous ne pouvions voir que des apparences superficielles, mais grâce aux tests génétiques, nous pouvons voir plus que des différences superficielles : nos os, nos fonctions hépatiques et cérébrales, notre résistance aux maladies, etc. **Nous pouvons tous parler** et nous avons également développé une meilleure ouïe pour comprendre un langage complexe et peut-être pour mieux écouter aux portes.

Pendant longtemps, les scientifiques n'ont pas compris pourquoi l'homme a opéré un changement très soudain il y a environ 50 000 ans : un art, une culture, des outils et des armes avancés et complexes ont soudain fait leur apparition. Depuis plusieurs décennies, les scientifiques tentent de comprendre ce qui s'est passé.

Il s'agit d'une question différente de celle du « moteur principal », qui consiste à savoir pourquoi nous sommes tels que nous sommes. D'autres propositions incluent l'homme chasseur, la fabrication d'outils, la parole, l'intelligence sociale, la maîtrise du feu, un climat en constante évolution, etc. et plus probablement encore, une

synergie de ces facteurs et de nombreux autres non répertoriés, comme l'explique si bien Peter Corning dans « Nature's Magic » (La magie de la nature).

Une fois que notre étonnante culture a évolué, nous n'étions plus liés par la sélection naturelle – nous n'avions pas besoin de développer la fourrure lorsque nous nous sommes installés dans des climats plus froids, car nous pouvions fabriquer des vêtements chauds, et nous n'avions pas besoin de développer des muscles puissants pour chasser de grands animaux – nous pouvions fabriquer de meilleures armes.

Et une fois que nous avons eu de meilleures armes, comme l'atlatl, qui permet de lancer des lances sur de longues distances, les humains n'ont plus eu besoin d'être de lourdes carcasses musclées risquant leur vie à chaque fois qu'ils chassaient. Nous sommes devenus plus petits, nous avons besoin de moins de nourriture et c'est peut-être la raison pour laquelle nous avons surpassé **les Néandertaliens**.

Mon commentaire : Je ne crois pas que la recherche ait confirmé cette hypothèse, mais le livre le dit, pour information :

*Mais comment avons-nous pu évoluer aussi rapidement il y a 50 000 ans ? Voici la théorie qui fait l'effet d'une bombe : **nous nous sommes croisés avec les Néandertaliens** ! Les auteurs expliquent qu'une erreur courante consiste à penser que les Néandertaliens étaient plus proches des singes que des hommes, ce qui n'est pas du tout vrai. Les Néandertaliens avaient également un gros cerveau, parlaient et coopéraient fortement entre eux lorsqu'ils chassaient ensemble. Notre population était trop restreinte pour que nous ayons suffisamment de mutations pour évoluer rapidement. La seule façon dont ce changement soudain a pu se produire est que nous ayons acquis des gènes utiles des Néandertaliens. Il aurait suffi de quelques douzaines de bébés mi-humains mi-néandertaliens au cours de milliers d'années pour que nous acquerions leurs meilleurs atouts génétiques.*

En fin de compte, le résultat le plus important de notre évolution récente a été notre capacité à innover. Chaque nouvelle innovation a entraîné de nouvelles pressions sélectives, qui nous ont fait évoluer d'une nouvelle manière. L'innovation la plus importante, et celle qui a provoqué le plus d'évolution au cours des 10 000 dernières années, a été l'invention de **l'agriculture**.

Avec l'avènement de l'agriculture, la population humaine s'est considérablement accrue, ce qui a permis d'augmenter considérablement le nombre de mutations potentiellement bénéfiques – 100 fois plus qu'au Pléistocène.

L'agriculture a également créé des régimes alimentaires auxquels les premiers agriculteurs n'étaient pas adaptés. Ils mangeaient beaucoup plus de glucides et moins de protéines, ne recevaient pas toutes les vitamines dont ils avaient besoin et vivaient beaucoup moins longtemps et en moins bonne santé.

Mais des mutations sont apparues et ont changé la donne. Voici un exemple (que vous connaissez peut-être) : Il y a environ 8 000 ans, la capacité de boire du lait à l'âge adulte est apparue en Europe. Aujourd'hui, environ 95 % des habitants du Danemark et de la Suède n'ont aucun problème à digérer les produits laitiers, et 80 % du reste des Européens, en moyenne. Une mutation différente, qui a eu le même effet, est apparue en Afrique de l'Est, et aujourd'hui 90 % des Tutsi tolèrent le lactose. Les régions densément peuplées ont développé une résistance aux maladies, la capacité de boire de l'alcool et de nombreuses autres aptitudes non superficielles que nous pouvons aujourd'hui « voir » grâce aux études génétiques.

Dans l'Ancien Monde, lorsque la guerre n'était pas la principale cause de décès, la famine et la malnutrition ont limité les populations qui atteignaient leur capacité de charge. Les plus pauvres manquaient tellement de nourriture qu'ils ne se reproduisaient pas, tandis que l'élite avait plus que les deux enfants nécessaires pour se remplacer et avait deux fois plus de descendants survivants que les pauvres. Les enfants de riches qui réussissaient le moins bien devenaient les nouveaux agriculteurs, si bien qu'au bout d'un millier d'années, tout le monde

descendait des classes riches.

Une fois que les élites dirigeantes ont existé, elles n'ont pas eu de mal à contrôler les agriculteurs, qui ne pouvaient pas quitter leurs terres en signe de protestation, sous peine de mourir, ce qui les obligeait à payer les impôts, à être enrôlés dans les guerres et, d'une manière générale, à endurer tout ce que les élites leur imposaient.

Les auteurs suggèrent qu'en fin de compte, **les gens ont été domestiqués par des élites**, qui ont éliminé les paysans agressifs, tout comme les fermiers éliminent les animaux les plus agressifs. Les élites ont sélectionné une population qui se soumettait à l'autorité. Le trouble déficitaire de l'attention n'existe pas en Chine – les élites ont complètement éliminé ce comportement de la population. J'ai trouvé l'idée fascinante et effrayante. La discussion complète se trouve aux pages 110-113. Cela explique peut-être pourquoi les Américains ont permis la plus grande disparité de richesse entre les riches et les pauvres dans l'histoire de notre pays, n'ont pas manifesté avec des torches et des fourches sur Wall Street, etc.

Un chapitre du livre est consacré aux raisons pour lesquelles les Juifs ashkénazes sont tellement plus brillants que les autres populations. Bien qu'ils représentent moins d'une personne sur 600, ils ont remporté un prix Nobel de science sur quatre et trop d'autres réalisations pour être énumérées ici. L'hypothèse de base est que, parce qu'ils ont été contraints d'occuper pendant des siècles des emplois difficiles de cols blancs dans la finance et les domaines connexes, et qu'ils ne pouvaient pas se marier en dehors de leur groupe, l'évolution a opéré une sélection en faveur de l'intelligence. Malheureusement, cette sélection s'accompagne de troubles génétiques tels que la maladie de Tay Sachs et d'autres maladies.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Un monde contrefait – Troisième partie – L'orgueil

Tim Watkins 12 avril 2023

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP
The storm is breaking... Are you prepared?



J'étais adolescent quand j'ai découvert que le « cool » était une courbe en cloche. Vous êtes à une fête, par exemple, et un type prend une guitare acoustique et interprète les derniers tubes... c'est cool. Ajoutez un harmonica et vous vous rapprochez du « peak cool » – surtout si le gars écrit ses propres chansons. Mais dès que vous ajoutez la grosse caisse sur votre dos, vous avez tout fichu en l'air. C'est une idée radicale dans une société fondée sur le mythe de la croissance infinie, dans laquelle si un peu est bien et beaucoup est mieux, alors plus doit certainement signifier le meilleur de tous.

Cela nous renseigne sans doute sur notre incapacité à faire face à la série de crises devenues existentielles à mesure que notre soif insatiable de toujours plus se heurte de plein fouet aux limites imposées par une planète finie. Considérons que seule une poignée de militants parle des diverses crises qui passent presque inaperçues dans les médias officiels, notamment, mais pas exclusivement, l'épuisement des ressources, les pénuries d'énergie, la pollution de l'air, la pollution de l'eau et la pollution de la terre : Épuisement des ressources, pénurie d'énergie,

épuisement des sols, perte de biodiversité, contamination par les microplastiques, pollution chimique, ruissellement des nutriments, acidification des océans, pénurie d'eau, famine, résistance aux antibiotiques, pandémies, guerre, armes de destruction massive, échec de la gouvernance, effondrement des infrastructures, catastrophes naturelles, vagues migratoires, cyberattaques, conséquences de l'intelligence artificielle.

Vous remarquerez que je n'ai pas inclus le changement climatique – la seule crise dont l'establishment parle sans cesse – dans cette liste. Ce qui est étrange avec le changement climatique, ce n'est pas – comme le prétendent un nombre croissant d'opposants à la technocratie au pouvoir – qu'il ne se produit pas, mais qu'il est devenu la raison d'être de la quasi-totalité des politiques publiques. Et ce qu'il faut retenir de cette focalisation, c'est que les (non-)solutions proposées pour lutter contre le changement climatique n'apportent aucune réponse aux autres crises qui se multiplient, et qu'elles vont même en aggraver un grand nombre. Comme l'a récemment mis en garde **Olivia Lazard**, spécialiste de la géosécurité, « nous pourrions en fait perdre l'avenir de la planète » :

« Nous pourrions en fait perdre l'avenir de l'humanité en essayant de la sauver au nom du climat. Et c'est là l'ironie suprême, n'est-ce pas ? »

Le déséquilibre des politiques publiques au cours des dernières décennies nous indique qu'il s'agit de bien plus qu'une simple réponse à une crise. Après tout, comme n'importe quel enfant de cinq ans vous le dira, si le problème est de produire trop de gaz à effet de serre, alors la réponse est de cesser d'en produire ! Mais cela reviendrait à admettre qu'il y a peut-être assez et que la quête perpétuelle de plus est peut-être vouée à l'échec. Ainsi, la « solution » à une croissance trop forte doit simplement être plus de croissance.

L'origine de notre réponse particulière – et principalement occidentale – au changement climatique est un discours prononcé par Margaret Thatcher devant les Nations unies le 8 novembre 1989 :

« De tous les défis auxquels la communauté mondiale a été confrontée au cours de ces quatre années, il en est un qui est apparu plus clairement que tous les autres, à la fois en termes d'urgence et d'importance – je veux parler de la menace qui pèse sur notre environnement mondial... »

« Ce que nous faisons aujourd'hui au monde, en dégradant les surfaces terrestres, en polluant les eaux et en ajoutant des gaz à effet de serre dans l'air à un rythme sans précédent, tout cela est nouveau dans l'expérience de la terre. C'est l'homme et ses activités qui modifient l'environnement de notre planète de manière dommageable et dangereuse... »

« Nous assistons à une augmentation considérable de la quantité de dioxyde de carbone qui pénètre dans l'atmosphère. L'augmentation annuelle est de trois milliards de tonnes : et la moitié du carbone émis depuis la révolution industrielle reste encore dans l'atmosphère. »

« Parallèlement, nous assistons à la destruction à grande échelle des forêts tropicales, qui sont les seules à pouvoir éliminer le dioxyde de carbone de l'air... »

Cette partie du discours aurait tout aussi bien pu être prononcée par Sainte-Greta elle-même. Ce sont pourtant les « solutions » proposées par Thatcher qui ont indiqué qui allaient être les gagnants et les perdants du nouveau mouvement « vert » :

« Il ne sert à rien de se disputer pour savoir qui est responsable ou qui doit payer. Des régions entières de notre planète pourraient être frappées par la sécheresse et la famine si le régime des pluies et des moussons devait changer en raison de la destruction des forêts et de l'accumulation des gaz à effet de serre. »

« Nous devons nous tourner vers l'avenir et non vers le passé, et nous ne parviendrons à résoudre les problèmes que grâce à un vaste effort de coopération internationale... »

« Mais en plus de la science, nous devons aussi nous occuper de l'économie. Cela signifie d'abord que nous devons avoir une croissance économique continue afin de générer la richesse nécessaire pour financer la protection de l'environnement. Mais il doit s'agir d'une croissance qui ne pille pas la planète aujourd'hui et ne laisse pas à nos enfants le soin d'en assumer les conséquences demain. »

« Deuxièmement, nous devons résister à la tendance simpliste qui consiste à blâmer l'industrie multinationale moderne pour les dommages causés à l'environnement. Loin d'être les méchants, c'est sur elles que nous comptons pour effectuer les recherches et trouver les solutions. »

« C'est l'industrie qui développera des produits chimiques alternatifs sûrs pour les réfrigérateurs et les climatiseurs. C'est l'industrie qui concevra des plastiques biodégradables. C'est l'industrie qui trouvera les moyens de traiter les polluants et de rendre les déchets nucléaires sûrs – et de nombreuses entreprises, comme vous le savez, ont déjà des programmes de recherche massifs... »

Il n'y aura pas de retour à l'idylle rurale du village anglais préindustriel avec ses moyens d'échange marxistes. Au contraire, l'avenir numérique vert devait être dominé par des formes technocratiques – et supranationales – de gouvernement et d'entreprises multinationales dans une économie néo-féodale où la masse de la population est réduite au statut de serfs impuissants. Mais les moyens de réaliser cette utopie technocratique verte étaient à peine disponibles à la fin des années 1980. Les premiers ordinateurs de bureau produits en masse n'étaient apparus qu'au milieu de cette décennie, de même que les premiers téléphones « mobiles », qui étaient aussi gros qu'une brique et nécessitaient des batteries aussi lourdes que celles utilisées dans une voiture. Même l'internet embryonnaire n'en était qu'à ses balbutiements. Et pourtant, à peine une décennie plus tard, l'avenir numérique proposé semblait bien plus plausible, tant pour ceux qui y voyaient le sauveur de l'humanité que pour ceux qui y voyaient le spectre de Skynet attendant de nous asservir et de nous dévorer.

La miniaturisation et la consommation de masse au XXI^e siècle ont donné l'apparence du progrès technologique au point que les militants communistes et les technocrates fascistes proposent la même techno-utopie sous la forme du communisme de luxe entièrement automatisé ou de la quatrième révolution industrielle – la seule différence étant que nous, simples paysans, sommes gouvernés par l'avant-garde du prolétariat qui s'identifie comme telle ou par une bande de gauleiters technocrates dirigés par le méchant de Bond préféré du monde entier :

« Nous n'avons pas encore pleinement saisi la vitesse et l'ampleur de cette nouvelle révolution. Pensez aux possibilités illimitées qu'offrent des milliards de personnes connectées par des appareils mobiles, donnant lieu à une puissance de traitement, à des capacités de stockage et à un accès aux connaissances sans précédent. Ou encore, pensez à la confluence stupéfiante des percées technologiques émergentes, couvrant des domaines aussi variés que l'intelligence artificielle, la robotique, l'internet des objets, les véhicules autonomes, l'impression 3D, la nanotechnologie, la biotechnologie, la science des matériaux, le stockage de l'énergie et l'informatique quantique, pour n'en citer que quelques-uns. Nombre de ces innovations n'en sont qu'à leurs débuts, mais elles atteignent déjà un point d'inflexion dans leur développement, car elles s'appuient les unes sur les autres et s'amplifient mutuellement dans une fusion de technologies à travers les mondes physique, numérique et biologique ».

Mais il ne s'agit pas seulement d'utiliser la technologie numérique pour donner du pouvoir à une nouvelle élite technocratique. Il ne s'agit pas d'une simple prise de pouvoir pour le simple plaisir du pouvoir. Il s'agit d'une tentative plus profonde de la part de la technocratie d'utiliser ce qui semble être une puissance numérique infinie pour recréer le monde à son image... sur Terre comme au ciel. Ce qui rend les technologies de collecte d'énergie renouvelable non renouvelable si centrales dans le processus, c'est qu'elles semblent fournir une énergie éthérée différente du carbone fossile désordonné qui est tiré de la Terre elle-même. En ce sens, elles se situent aux côtés des substituts de viande cultivés en laboratoire, des pollinisateurs robotisés et des œufs végétaliens – des simulacres du monde réel. Le point final de la révolution proposée est le téléchargement de la conscience humaine – très probablement uniquement celle des vrais croyants – dans le métavers virtuel afin de transcender entièrement la Terre.

Il s'agit bien sûr d'une grande arrogance. Vouloir jouer à Dieu se termine rarement bien. Et nous devons certainement nous fier à notre propre expérience de la technologie numérique pour voir à travers l'illusion. Combien d'heures avez-vous passé à vous frayer un chemin à travers un standard téléphonique automatisé que l'on nous a vendu comme « *la technologie qui rend la vie plus facile* » ? Et comment profitez-vous de votre vie de loisir maintenant que les ordinateurs et les robots font tout le travail difficile qui était fait par les humains ?

Ce décalage entre l'argumentaire et la réalité explique en partie le gouffre politique qui s'est creusé dans les États occidentaux – et qui explique en grande partie les votes en faveur du Brexit et de Trump en 2016 – entre **les « virtuels » et les « physiques »**. Les virtuels ont tendance à être des métropolitains formés à l'université qui passent la plupart de leur temps de travail devant des écrans. Les « physiques », en revanche, exercent des métiers qui nécessitent de mettre de la terre sous ses ongles. Comme l'explique **Mike Boyd** :

« Les Virtuels constituent désormais sans ambiguïté la classe dirigeante. Dans un monde où le savoir est le principal élément permettant d'avancer ou d'être quelqu'un, ils ont été les grands gagnants, accumulant un statut et une influence financière, politique et culturelle.

« Mais la classe dirigeante virtuelle peut être obtenue. Elle a un gros problème qui n'a pas encore été résolu. Les villes où ils occupent la réalité physique banale ont besoin de toute une série d'infrastructures physiques et de main-d'œuvre pour fonctionner : électricité, égouts, nourriture, chaîne d'approvisionnement vitale de Sumatra à Latte, etc. En fin de compte, ils restent dépendants du monde physique ».

Une grande partie du soutien à une sorte de Green New Deal provient des suspects habituels des secteurs de l'énergie, de la banque et de la finance... et pour la même raison : ils espèrent continuer à s'enrichir grâce aux subventions gouvernementales, aux services de conseil ESG et à l'échange de droits d'émission de carbone dans le cadre d'un système de Ponzi. La seule surprise ici est la manière dont tant d'activistes s'identifiant comme tels ont pris le rôle d'idiots utiles pour promouvoir cette dernière frénésie d'alimentation des entreprises avant que la planète Terre ne soit finalement épuisée. Mais pour la prêtrise technocratique qui dirige les politiques dans les pays occidentaux, la **non-solution** proposée au changement climatique est une tentative idéologique de numérisation du monde physique... il s'agit d'utiliser la technologie pour remplacer le monde réel – y compris ces physiques ennuyeux – complètement. L'inconvénient est que **la quatrième révolution industrielle proposée n'existe que dans la tête des virtuels sans fondement qui se rendent à Davos en jet privé pour faire la leçon au reste d'entre nous sur les empreintes de carbone**. En d'autres termes, les technologies n'existent pas dans le monde réel ou n'ont pas encore quitté le banc d'essai.

C'est l'absence d'infrastructures qui nous met la puce à l'oreille. De même que nous pouvions prédire l'échec actuel du Brexit en raison de l'incapacité délibérée des gouvernements à investir dans les infrastructures nécessaires pour le faire fonctionner, nous pouvons déjà constater l'échec de la transition énergétique en l'absence de réseaux énergétiques améliorés et de la capacité de stockage massive nécessaire pour ne serait-ce qu'effleurer la question de l'abandon des combustibles fossiles. De la même manière, la Grande Réinitialisation proposée dépend d'une mise à niveau et d'une expansion impossible du système de communication mondial – y compris, très probablement, la fonte des calottes polaires (oh l'ironie) comme conséquence de l'implantation des nouveaux centres de données nécessaires dans les derniers endroits froids de la planète.

Vous pouvez pousser un soupir de soulagement en pensant qu'Elon Musk n'installera jamais de puce informatique dans votre cerveau. Et c'est pour la même raison que vous ne pouvez pas acheter le réfrigérateur promis qui commande automatiquement de la nourriture à votre supermarché local... l'infrastructure n'existe pas. Il en va de même pour les technologies d'énergie réellement renouvelable et les voitures sans conducteur. **Le Führer mondial Herr Schwab** et ses disciples rêvent peut-être d'imposer un régime autoritaire à la population mondiale à l'aide de scores de crédit social et de monnaies numériques programmables des banques centrales. Mais non seulement l'infrastructure n'existe pas, mais elle n'existera jamais... Et une fois les combustibles fossiles épuisés,

la viande artificielle numérisée et les œufs végétaliens – ainsi que les crypto-monnaies nécessaires pour les payer – disparaîtront plus vite que les enfants d'un séminaire du Dalai Lama. Mais cela n'empêchera pas la technocratie de tout détruire à la poursuite de l'utopie qu'elle propose.

L'illusion – car c'est bien de cela qu'il s'agit – que l'on nous vend n'est rien d'autre que la version numérique de la vie éternelle que les humains poursuivent depuis qu'ils ont commencé à s'apercevoir que leurs jours sur cette planète étaient comptés. Il s'agit en grande partie d'une version geek de la prétention de l'industrie de la médecine cosmétique à nous offrir – à grands frais – la façade de la jeunesse éternelle. Et là aussi, la beauté améliorée est une courbe en cloche. Certes, le développement de la chirurgie esthétique après la Première Guerre mondiale a permis à de nombreux survivants de se montrer en public. Aujourd'hui encore, les personnes défigurées en tirent un grand bénéfice. Mais ce bienfait est trop facilement annulé lorsque ceux qui ne sont pas défigurés cherchent à améliorer ce qui l'était déjà. Bien sûr, une petite amélioration cosmétique peut fonctionner. Mais le danger omniprésent est de tout gâcher.

Il en va de même pour **la Grande Réinitialisation** proposée. Non seulement la technologie numérique ne tiendra pas ses promesses – parce que ce qui est promis ne fonctionnera pas dans le monde réel – mais elle détruira tout ce que nous avons auparavant dans cette tentative. Nous finirons certainement par ne plus rien posséder... mais je doute que quiconque s'en réjouisse. Car le résultat final sera un monde réel si profondément brisé que les technocrates eux-mêmes comprendront finalement la folie de poursuivre leur quatrième simulacre industriel... très probablement lorsqu'ils connaîtront le même sort que la dernière cabale de corporatistes à avoir tenté de façonner le monde selon leurs utopies fantaisistes.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Qu'est-ce que l'hopium ?

Erik Michaels 12 avril 2023



ERIK MICHAELS

Problèmes, difficultés et technologie

Ce blog couvre de nombreux aspects différents du dépassement écologique en se concentrant sur le changement climatique, la charge polluante et le déclin de l'énergie et des ressources. Les domaines d'intérêt spécifiques comprennent également l'anthropocentrisme, l'orgueil démesuré, la dissonance cognitive et le biais d'optimisme.



Combien de fois vous surprenez-vous à dire : « J'espère que [remplir le blanc] arrivera », ou une variante de cette phrase ? Qu'est-ce que l'espoir au juste ? Le dictionnaire décrit l'espoir comme un substantif, je cite :

« Un sentiment d'attente et de désir qu'une certaine chose se produise ».

Il le décrit également comme un verbe, je cite :

« Vouloir que quelque chose arrive ou soit le cas ».

L'espoir est donc une émotion ou un désir. Que l'on soit plein d'espoir ou sans espoir, cela signifie que l'on est

toujours lié à l'espoir. L'une des choses dont je parle le plus souvent est l'idée d'espoir. De nombreuses personnes affirment qu'elles ont besoin d'espoir pour survivre. Mais est-ce vraiment vrai ? Non, bien sûr. Pourquoi ? Parce que le présent est généreux ; vous n'avez pas besoin de vous en détourner. C'est l'éthique de Live Now. L'espoir, en revanche, vous oblige à abandonner le présent au profit d'un avenir possible.

C'est là que réside la faille de la logique : pourquoi échanger le présent contre un avenir « possible » ? Et si ce futur n'arrive jamais ? On échange littéralement la réalité contre un fantasme – un fantasme qui n'arrivera peut-être jamais. L'espoir ou le désespoir sont toujours liés à l'espoir – ce sont les deux faces d'une même pièce. C'est le message que transmet Stephen Jenkinson.

Étant donné que l'espoir maintient une personne enchaînée à un idéal qui ne se réalisera peut-être jamais, et qu'elle est donc obligée de renoncer au présent en échange de ce futur possible, est-ce un bon compromis ? Cela dépend de nombreux facteurs. Certains avenir sont plus probables que d'autres. Mais renoncer aujourd'hui à quelque chose qui ne se produira peut-être jamais est pour le moins risqué. Dans bien des cas, de nombreuses personnes adhèrent à ce qui s'apparente à des CONNAISSANCES plutôt qu'à des FAITS. J'ai souligné à plusieurs reprises les faits concernant l'utilisation non durable des technologies et j'ai clarifié mes déclarations dans des articles récents afin de distinguer l'utilisation non durable de l'utilisation durable des technologies. Il suffit de dire que **la technologie durable consiste en des types de technologie principalement développés avant 10 000 ans avant notre ère.** Des arguments peuvent être avancés en faveur de certains types d'utilisation de technologies basées sur des populations considérablement réduites, mais il existe des dépendances à certains critères qui ne peuvent être prédits aujourd'hui pour une utilisation future, car les conditions ont une façon de changer radicalement par rapport aux attentes.

Une grande partie des mouvements environnementaux que je vois aujourd'hui dépendent totalement d'une approche humaine unifiée, ce qui semble de plus en plus intenable. **En constatant la division croissante entre les nations, en particulier les États-Unis, la majeure partie de l'Europe, la Russie et la Chine, une approche unifiée du dépassement écologique et/ou de l'un de ses symptômes, comme le changement climatique, semble hors de portée.** La preuve que l'idée d'une unité mondiale est hors de portée est partout si l'on choisit de la voir. C'est (l'unité) un objectif noble, mais dans quelle mesure est-il pratique et réaliste ? J'ai entendu cet objectif toute ma vie, étant né pendant la guerre du Viêt Nam, avec une chanson populaire de John Lennon. Cette chanson s'intitulait Give Peace a Chance (Donne' une c'ance à la paix). Cependant, une autre chanson de John 'ennon a eu un impact plus important sur moi : Imagine, une chanson très populaire au début des années 1980. J'ai toujours admiré l'idéalisme et le désir qui se cachent derrière cette chanson, mais sommes-nous plus près d'un monde uni aujourd'hui ? Je pense que les faits et les liens présentés dans mon article *Fausses croyances et déni*, deuxième partie, indiquent une toute autre histoire.

Maintenant que j'ai décrit ce qu'est l'espoir, **qu'est-ce que l'hopium ? L'hopium est la dépendance à l'espoir et, malheureusement, comme toutes les autres dépendances, elle est malsaine.** Elle n'est pas très différente de notre dépendance à la technologie ou à l'énergie. Mais l'hopium a plus à voir avec les faux espoirs qu'avec la réalité. Par exemple, je vois un flux constant d'articles promouvant les dispositifs de collecte d'énergie non renouvelable « renouvelable » et la soi-disant « transition énergétique », alors que toutes les preuves disponibles indiquent qu'il s'agit d'un pur espoir, tout comme l'électrification concomitante. Ces deux questions sont liées à l'inadéquation de l'électricité pour remplacer les combustibles fossiles dans les réseaux de transport, principalement en raison du réseau électrique lui-même et des différences entre la portabilité et la densité énergétique du pétrole. Malgré toutes les preuves disponibles aujourd'hui en effectuant de simples recherches auprès de sources qualifiées, de nombreuses personnes adhèrent à des idées qui n'ont tout simplement pas d'avenir parce qu'elles sont fondées sur des exigences qui ne peuvent être satisfaites ou qui sont irréalisables et/ou irréalistes.

J'ai demandé à un promoteur de la décroissance quel était son calendrier pour atteindre les objectifs et il m'a répondu qu'il faudrait 40 ans. Pour être honnête, cet objectif semblait très réaliste en termes de calendrier pour ce qu'il proposait. Le problème, c'est qu'il nous reste probablement environ 7 ans avant que les points de

basculement (voir ceci, ceci, ceci et ceci) n'entraînent les systèmes dont nous dépendons dans un nouveau paradigme, un paradigme dont on peut garantir qu'il sera moins fiable que celui que nous avons actuellement (qui devient déjà de plus en plus imprévisible et peu fiable !). De même, de nombreuses autres idées et plans ont tous des échéances dont la mise en œuvre nécessiterait bien plus que 7 ans. **Même les campagnes populaires « net zéro » s'appuient toutes sur des échéances lointaines et sur des technologies fantaisistes qui n'existent pas à l'échelle actuelle**, et la probabilité que les conditions d'aujourd'hui et les pays et/ou les frontières qui existent aujourd'hui existent encore en 2050 est au mieux très faible. **La plupart d'entre nous ne peuvent imaginer à quel point le paysage et les conditions seront différents en 2050, et encore, si notre espèce existe encore. Un hiver nucléaire pourrait décimer notre espèce et provoquer une extinction fonctionnelle, faisant de nous des morts-vivants.**

Certaines personnes m'ont accusé de « rechercher la perfection » ou de « vouloir vivre comme un homme des cavernes », ce qui est faux. J'accepte simplement que notre situation difficile nous oblige à vivre aujourd'hui et à ne pas faire de plans pour l'avenir, car cet avenir sera probablement bien différent de ce que l'on attend. La compréhension et l'acceptation des situations difficiles exigent nécessairement un ajustement de nos attentes. Se fixer des objectifs élevés est une bonne chose, mais comprendre l'ampleur des exigences de ces objectifs devrait également faire partie de la détermination de leur degré de réalisme (ou non). Certains objectifs, tels que la décroissance, se réaliseront, qu'ils soient planifiés ou non. Les objectifs qui vont dans ce sens sont donc tout à fait acceptables en ce qui me concerne. Mais il faut être prudent : **l'effet de masque des aérosols (c'est-à-dire l'assombrissement de la planète) sera réduit par ces efforts et les points de basculement seront probablement atteints plus tôt que prévu si la majorité de la société décide de s'engager dans cette stratégie.** La civilisation s'écroulera plus rapidement et le chaos collectif s'installera plus vite que prévu dans les rues de votre quartier. La magie réside dans le fait de savoir que tout cela se produira. Une fois que l'on a accepté ces faits, on peut rester calme lorsqu'on lit des articles à ce sujet ou qu'on entend parler du dernier fiasco dans les journaux. Ces expériences ne seront toujours pas agréables, mais au moins elles ne seront pas aussi choquantes qu'elles le seront pour ceux qui n'ont jamais su ou qui nient la vérité.

J'ai souvent utilisé le mot « espoir » dans ce blog, mais je me suis rendu compte en parcourant les titres de mes articles que je n'en avais pas de spécifique. Pourquoi les gens s'enchaînent-ils à l'espoir ? Parce qu'ils ont peur de l'inconnu. Bon nombre des sujets que j'aborde ici sont en effet effrayants et, comme mécanisme de défense, de nombreuses personnes se contentent d'« espérer » que le danger disparaisse. D'autres décident que la façon de s'attaquer aux problèmes auxquels nous sommes confrontés est de « passer à l'action », mais ne comprennent souvent pas que l'action nécessaire est un travail difficile – acheter des panneaux solaires, des aliments différents, un véhicule électrique ou n'importe quel autre produit ne change rien à l'ensemble de la situation. Cultiver sa propre nourriture, marcher ou faire du vélo au lieu de prendre sa voiture ou couper son propre bois de chauffage au lieu d'utiliser la chaudière demande bien plus d'efforts. Ceux qui n'ont pas la même éthique n'auront aucun problème à utiliser l'énergie et les ressources que vous avez travaillé dur pour les conserver, ce qui rend tout progrès réel illusoire.

Ce que la plupart des gens ne réalisent pas, c'est que la réduction de l'utilisation des technologies est nécessaire si l'on veut réduire le dépassement écologique, et que c'est la réduction du dépassement qui est nécessaire si l'on veut réduire les émissions pour lutter contre le changement climatique. La réduction de l'utilisation des technologies peut être obtenue en réduisant le nombre de personnes utilisant les technologies existantes ou en réduisant le nombre de personnes utilisant les mêmes technologies, mais cela nécessite une fois de plus l'unité dont j'ai parlé plus haut. C'est là qu'entre en jeu l'absence d'action à **travers l'illusion du contrôle. Il n'y a pas de personne ou d'entité unique qui contrôle la civilisation. Il s'agit d'un système auto-organisé, de sorte que lorsque quelque chose perturbe une partie du système, celui-ci cherche à corriger le problème pour reprendre ses activités. Au cours de l'année écoulée, par exemple, les flux de gaz naturel russe ayant été interrompus en raison de la guerre en Ukraine, les Européens ont été plus nombreux à brûler du bois pour se réchauffer.** Ce même type de scénario se reproduit pour d'autres types d'utilisation de l'énergie et des ressources, et cette même destruction se produira dans une grande partie du reste du monde au fur et à mesure que le temps passe, comme un moyen de négocier le maintien de la civilisation.

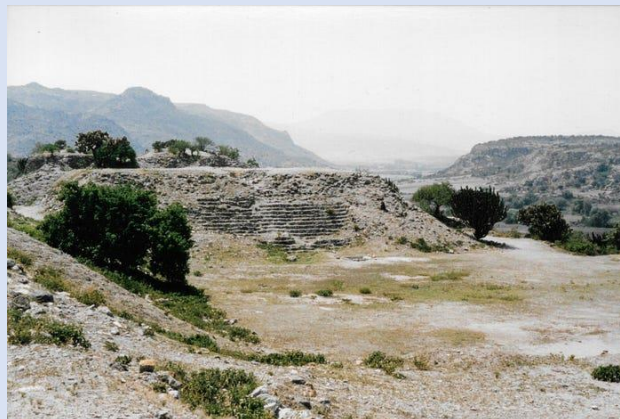
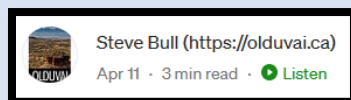
Le plus souvent, l'espoir se traduit par la vision d'un événement positif. Le plus souvent, les événements ou résultats négatifs potentiels sont niés ou ignorés. En d'autres termes, l'optimisme fait généralement partie du programme de l'espoir. À l'heure où j'écris ces lignes, je vois ce qui se passe avec l'IA (intelligence artificielle). Un article paru récemment dans Time Magazine m'a fait réfléchir à ce sujet. Elle a certainement le potentiel d'augmenter considérablement les émissions de carbone électrique en raison de la consommation accrue d'énergie pour l'alimenter, mais il y a aussi beaucoup d'autres considérations à prendre en compte. La vidéo en lien est tout simplement effrayante. Il s'agit de la fonction exponentielle cubée. Si le plus grand défaut de l'espèce humaine est son incapacité à comprendre la fonction exponentielle, qu'accomplira l'IA lorsque cette courbe exponentielle sera multipliée sur elle-même ? Certains espèrent que l'IA pourra « résoudre » le problème du changement climatique. Il est certain que l'IA verrait que nous sommes la cause du dépassement par notre comportement en matière d'utilisation de la technologie. Comment l'IA pourrait-elle choisir de « résoudre » le changement climatique en sachant qu'il est causé par un dépassement et que nos choix comportementaux collectifs en sont la cause ? En vertu du principe de précaution, les développeurs de l'IA devraient prouver que l'IA n'est pas dangereuse avant de l'interfacer avec la société humaine. Est-ce de l'espoir ?

J'ai laissé quelques questions assez sérieuses, morales et autres, dans cet article. Cet article devrait rendre plus qu'évident le fait que l'utilisation de la technologie nous a conduits au bord du précipice et qu'une technologie émergente est sur le point d'accélérer à nouveau ce processus. Les humains vont-ils enfin dire « trop c'est trop » et débrancher cette technologie ou la libérer, comme d'autres technologies, pour créer un tout nouveau danger jamais connu auparavant ? J'aimerais certainement croire que nous pourrions mettre fin à notre dépendance à l'égard de la technologie. Je suppose qu'il me reste à espérer que ce n'est pas de l'espoir.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Contemplation du jour : L'effondrement arrive CXX

Steve Bull 11 avril 2023



Mexique (1988). Photo de l'auteur.

La contemplation d'aujourd'hui est un commentaire « très bref » que j'ai laissé sur l'article le plus récent d'Andrew Nikiforuk publié sur le site de médias en ligne The Tyee. Andrew est l'un des rédacteurs de ce site et l'une des rares voix qui y remettent en question le discours sur les énergies « renouvelables ». L'article en question vaut la peine d'être lu.

Les technologies d'exploitation de l'énergie non renouvelable et renouvelable (également appelées « énergies renouvelables ») pour tous, même si les besoins en énergie électrique sont considérablement réduits, restent un

rêve impossible, qui garantit une surcharge accrue des puits planétaires, une perte de biodiversité et l'extraction et la combustion de combustibles fossiles – en particulier à l'échelle que beaucoup (la plupart ?) suggèrent – ce qui nous place encore plus loin dans le dépassement écologique (notre situation fondamentale).

Je n'ai guère de doute sur le fait qu'elle continuera à être poursuivie, car la caste dirigeante de la société en tire un grand profit – et c'est l'une des principales raisons pour lesquelles l'histoire selon laquelle elle est non seulement possible, mais doit être tentée (de plus en plus par le biais de la législation) est si largement commercialisée. Les singes dominants qui racontent des histoires parmi nous dépendent largement du récit selon lequel non seulement les humains se situent au-dessus et au-delà de la nature, mais que tous les « problèmes » peuvent être résolus grâce à notre ingéniosité, et en particulier à nos prouesses technologiques. Il suffit d'ignorer les conséquences environnementales et le fait qu'ils possèdent tous les processus industriels nécessaires pour créer ces merveilles et les institutions financières nécessaires pour financer ce rêve des "énergies renouvelables pour tous".

Ce dont nous devons discuter, c'est d'un avenir peu ou pas technologique (le « terme "pe" » étant basé sur des processus non électriques) pour les technologies basées sur la biomasse et de **la manière dont nous pourrions réduire de manière significative notre population humaine avant que la nature ne le fasse à notre place.**

Nous devrions nous concentrer sur la relocalisation de tous les processus de « survie » les plus importants, à savoir la production alimentaire, l'approvisionnement en eau potable et les besoins régionaux en matière d'hébergement. À plus grande échelle, nous devons réfléchir à la manière de démanteler toutes les complexités dangereuses que nous avons construites (par exemple, les centrales nucléaires et leurs déchets radioactifs, les installations de production chimique et leurs composants toxiques, les laboratoires de biosécurité et leurs dangereux agents pathogènes) avant que les ressources, en particulier l'énergie, ne soient si rares que ces installations ne puissent plus être gérées en toute sécurité.

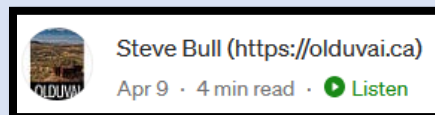
Pour être franc, **la décroissance « gérée »** n'est probablement pas à l'ordre du jour pour diverses raisons, dont la moindre n'est pas l'élan de notre trajectoire actuelle et une caste dirigeante de la société qui ne lâchera pas sa quête du calice de la croissance perpétuelle qui lui assure des flux de revenus (et, par conséquent, des positions privilégiées au sommet des structures de pouvoir et de richesse inhérentes à une société complexe).

Une discussion qui inclut **la pensée magique des « énergies renouvelables pour tous »** doit être évitée, car cette voie ne mène qu'à une plus grande destruction écologique – et à la garantie que la base même de toute vie sur cette planète sera détruite de manière irréversible.

▲ [RETOUR](#) ▲

[.Contemplation du jour : L'effondrement arrive CXIX](#)

Steve Bull 9 avril 2023



Mexique (1988). Photo de l'auteur.

La contemplation suivante est une réflexion rapide et une réponse à un commentaire posté sur l'essai que j'ai publié hier.

Le commentaire :

La chose la plus importante et la plus efficace à faire est d'informer et de convaincre la population générale des problèmes et des risques. Dans une démocratie efficace, les politiciens seront influencés par le point de vue

du public – regardez où en est le parti libéral aujourd’hui parce qu’il est trop occupé à se quereller pour écouter le public.

Ce que j’en pense :

Oui et non.

Tenter d’informer le grand public est peut-être une entreprise importante, mais il est très probable qu’elle ne sera pas couronnée de succès pour diverses raisons, dont les principales sont : notre prédisposition, due à des mécanismes psychologiques influents, à nier la réalité anxiogène ; et la gestion/contrôle généralisé et gargantuesque de la narration par l’élite dirigeante qui bénéficie des arrangements du statu quo.

Je dirais (et je l’ai fait) qu’il est plus efficace de concentrer son énergie sur sa communauté locale et d’essayer d’y développer la résilience et l’autosuffisance, car c’est là que cela comptera le plus lorsque les choses iront de plus en plus mal.

En outre, c’est en se concentrant sur sa communauté locale que l’on pourra véritablement agir sur un changement de comportement et sur les actions qui en découlent pour se préparer à la Longue Urgence [1] provoquée par notre situation de dépassement écologique.

Malgré les croyances, les récits et le marketing largement répandus qui prétendent le contraire, je continue à penser que **le point de vue du public n’a que peu ou pas d’effet sur la prise de décision politique** – sauf peut-être en marge pour apaiser les gens et continuer à leur tendre la carotte de l’« espoir » qu’ils peuvent influencer l’élite qui les gouverne ; et, peut-être, dans de très petites communautés locales où les « dirigeants » vivent et interagissent quotidiennement avec leurs administrés.

Comme je l’affirme depuis un certain temps, les masses n’ont que peu ou pas d’influence lorsqu’il s’agit d’éloigner nos gouvernements d’une trajectoire de croissance et de politiques connexes qui nous ont conduits à un dépassement écologique et ont préparé le terrain pour un retour significatif à la moyenne.

Alors que la plupart des citoyens croient qu’ils ont un pouvoir d’action par le biais des urnes et qu’ils peuvent influencer sur les décisions prises aux niveaux municipal, provincial, national et international, je soutiens qu’il s’agit d’une croyance trompeuse, d’un mythe propagé par nos élites pour aider à établir la validité morale de leurs positions privilégiées au sommet des structures de pouvoir et de richesse d’une société complexe. La plupart des gens l’acceptent comme une vérité évidente parce qu’elle leur permet d’atténuer **une dissonance cognitive importante en les aidant à croire qu’ils « ont leur mot à dire »**.

Cette croyance nous est enseignée à l’école, nous y sommes constamment exposés par les médias, nous l’entendons de nos parents, de notre famille, de nos amis, et nous l’acceptons par conséquent comme une évidence, sans grand esprit critique. Mais tout comme **l’histoire selon laquelle l’élite préhistorique descendait des dieux**, la notion de gouvernement représentatif consiste à créer un système de croyances qui confère une validité morale aux quelques privilégiés qui occupent des positions de pouvoir dans nos sociétés complexes.

Je continue à affirmer que nous devons faire ce qu’il faut sans notre élite dirigeante. Tout ce qu’elles sont susceptibles de faire, c’est d’exploiter les préoccupations du public pour satisfaire leurs propres intérêts, et principalement pour préserver les systèmes et les politiques qui soutiennent leur pouvoir et leur richesse. Il s’agit en particulier de maintenir en place les politiques qui répondent à cet objectif principal. Qu’il s’agisse de poursuivre le calice de la croissance perpétuelle, de manipuler les systèmes monétaires/financiers/économiques pour maintenir leurs flux de revenus, et/ou de s’engager dans de dangereux jeux d’échecs géopolitiques, l’élite se contentera de tirer parti de toutes les demandes du public pour parvenir à ses propres fins.

Je dirais que la préhistoire et **l’histoire démontrent que la caste dirigeante présentera toujours ses actions et ses**

politiques comme étant bienveillantes et/ou bénéfiques pour le « peuple », tout en récoltant les « récompenses » qui découlent de ses machinations. C'est « la volonté des dieux » ou « cela représente la volonté du peuple ».

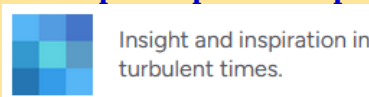
Non, ce n'est pas le cas. Elle sert l'élite, qu'il s'agisse d'une guerre contre un autre maléfique ou de la distribution de vastes quantités de monnaie fiduciaire par le biais d'une création massive de dettes. Certains avantages sont mis en avant tandis que les conséquences négatives (qui sont toujours supportées par les masses) sont ignorées, niées ou rationalisées.

Je crois qu'en fin de compte, nous nous rendons compte que nous sommes des animaux qui rationalisent, et non des animaux rationnels. Et, en tant que **singes conteurs d'histoires**, nous créons des récits pour nous aider à éviter les pensées/idées anxiogènes en rationalisant les preuves/faits qui vont à l'encontre de nos croyances – comme la notion que nous n'avons pas d'action dans le monde de la sociopolitique au sein d'une société vaste et complexe. Nous croyons ce que nous voulons croire, et croire que nous sommes maîtres de notre vie est l'une de ces croyances fermement ancrées dont il est difficile, voire impossible, de se défaire.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Discussions sur l'écologie : Nate Hagens et la grande simplification

Par Rex Weyler, Nate Hagens, initialement publié par Greenpeace Blogs 11 avril 2023 Resilience.org



*Nate Hagens est un ancien rédacteur du site web **Oil Drum**, qui traite des implications de la limitation des ressources. Il a fondé l'Institute for the Study of Energy & our Future, a donné un cours populaire à l'université du Minnesota, « Reality 101 », sur la situation écologique difficile de l'homme, et produit aujourd'hui deux des podcasts les plus populaires dans le domaine de l'environnement : The Great Simplification, dans lequel il interviewe des écologistes et des analystes de ressources compétents, et Frankly, ses réflexions personnelles basées sur ce qu'il a appris des différents experts. M. Hagens est né à Milwaukee, dans le Wisconsin, en 1969. Comme sa famille déménageait souvent, suite à la carrière de médecin militaire de son père, le jeune Nate se sentait souvent isolé et se consolait par ses promenades dans la nature. Il est devenu vice-président de la société d'investissement Salomon Brothers, puis a eu une révélation écologique, a quitté Wall Street et a commencé sa carrière dans l'analyse de l'énergie et de l'écologie. J'ai rencontré M. Hagens chez lui, dans le Minnesota, pour parler de son parcours personnel et de ses réflexions sur l'environnement.*

Comment êtes-vous entré dans le monde de la finance ?

Après le lycée, je voulais un emploi bien rémunéré pour avoir un meilleur appartement, une plus belle voiture, toutes ces choses superficielles, alors j'ai étudié le commerce à l'université, avec une mineure en langue chinoise. Avant d'entamer mes études supérieures, je suis allé en Chine pendant un an et j'ai pu constater que la majeure partie du monde ne vivait pas comme nous aux États-Unis. C'est en Chine que j'ai perçu la première graine de la reconnaissance du fait que notre situation environnementale difficile était peut-être liée à la consommation d'énergie.

Ensuite, j'ai obtenu mon MBA à l'université de Chicago. Je dois admettre que l'étude de formules économiques obscures m'a semblé étroite et sans intérêt. Mon premier travail chez Salomon Brothers consistait à appeler tous ceux qui possédaient plus de 100 millions de dollars d'actifs et à les inscrire comme clients d'investissement. À part la bonne nourriture, je détestais la vie à New York. Je trouvais les actions ennuyeuses et je me suis donc concentré sur les obligations, les devises, les matières premières, les swaps et les produits dérivés.

Que s'est-il passé ? Vous avez eu une sorte de révélation. Comment avez-vous réalisé que les limites

physiques et l'écologie étaient les grands enjeux ?

J'aimais la nature depuis l'enfance, mais j'ai découvert les travaux d'**Herman Daly** [Steady State Economics], puis je l'ai rencontré. Il est décédé récemment. Il avait un grand esprit et un grand cœur. En tant qu'économiste, il a consacré sa vie à résoudre des problèmes humains, il a plus ou moins inventé l'économie écologique, et il m'a incité à me pencher davantage sur les limites énergétiques et environnementales en tant que clés de toute économie.

L'un de mes clients s'intéressait aux contrats à terme sur le pétrole, et j'ai donc fait des recherches sur le pétrole et l'énergie en général. Pendant mes deux années d'études supérieures en finance/économie, je ne me souviens pas que le mot « **énergie** » ait jamais été mentionné. En me penchant sur le pétrole et son rôle dans notre économie, j'ai pris conscience de trois choses essentielles :

Premièrement, j'ai réalisé à quel point les ressources pétrolières étaient puissantes ; **deuxièmement**, j'ai vu que tout notre système économique reposait sur l'énergie, même si personne n'en parlait ; **et enfin**, j'ai compris que les hydrocarbures fossiles atteindraient leur maximum et déclineraient au cours de ma vie.

Relier ces trois points a été un véritable coup de massue pour un jeune homme de 27 ans qui avait choisi une carrière à Wall Street. **Toute notre économie humaine dépendait d'une ressource qui allait bientôt décliner.**

J'ai eu une autre révélation en apprenant ce qu'on appelle les « externalités », à savoir que les dommages causés à l'environnement par l'activité humaine n'étaient même pas pris en compte dans nos théories économiques, ni dans les prix que nous payons pour les choses. Mon intérêt pour le pétrole et les systèmes humains est devenu une obsession. J'ai compris que la crise énergétique serait aussi une crise économique. J'ai passé plus de temps à étudier l'énergie qu'à trouver de nouveaux clients ou à étudier les marchés. En 2002, j'ai donc rendu leur argent à mes clients, j'ai quitté Wall Street et j'ai commencé à me former à l'écologie et à l'énergie à plein temps. Deux ans plus tard, j'ai décidé que si je devais passer 40 à 50 heures par semaine à étudier l'énergie et les systèmes humains, autant obtenir un doctorat. Je me suis donc inscrit à l'université du Vermont et j'ai obtenu un doctorat en ressources naturelles.

Debout face aux grandes compagnies pétrolières et gazières sur Wall Street à New York. Michael Nagle / Greenpeace



Des militants tiennent une banderole devant le « Taureau de Wall Street » pour représenter les communautés qui s'opposent aux plus grandes compagnies pétrolières, gazières et cimentières du monde, responsables de la crise climatique © Michael Nagle / Greenpeace

C'est un curieux retournement de situation. Aujourd'hui, vous vous êtes créé une carrière d'intellectuel public en vous penchant sur la crise écologique et l'avenir énergétique. Votre podcast s'intitule « La grande simplification ». Expliquez-nous cette idée :

L'histoire à laquelle nous sommes confrontés peut être comprise par un élève de sixième année. En fait, plus

l'éducation et le conformisme social sont poussés, plus la transe du consensus nous éloigne de la simple vérité de notre situation. Voici ce que mes études m'ont révélé :

Nous sommes une espèce sociale qui s'organise autour de l'énergie et du surplus matériel.

De tous les intrants de notre économie, l'énergie est le plus important. Pour faire fonctionner l'économie humaine pendant une année, nous utilisons environ 100 milliards de bep [barils de pétrole, équivalent] de carbone fossile et d'hydrocarbures.

La corrélation entre l'énergie et le PIB est supérieure à 99 %. Les matériaux et le PIB sont corrélés à 100 %. L'espoir de pouvoir découpler globalement l'énergie et les matériaux de notre économie est illusoire. Certaines régions, les États-Unis et l'Europe, sont en train de découpler l'énergie et le PIB, mais elles y sont parvenues en exportant leurs industries à forte intensité énergétique vers l'Asie. Au niveau mondial, la consommation d'énergie et les émissions de carbone continuent d'augmenter.

Le surplus d'énergie, **principalement les combustibles fossiles**, mais tout surplus d'énergie, permet la complexité – chaînes d'approvisionnement mondiales, commerce, électronique, gadgets, croissance, réseaux – qui nécessite non seulement de l'énergie bon marché, mais aussi davantage d'énergie.

Cependant, la complexité qui s'est développée au cours des siècles passés **s'inversera** au cours du siècle à venir. C'est ce que j'ai compris. Ce renversement historique est ce que j'appelle « **la grande simplification** ».

Aujourd'hui, nous voulons remplacer le pétrole pour des raisons de réchauffement climatique et passer aux énergies renouvelables. Cela compensera-t-il le renversement de la tendance en matière d'énergie fossile ?

Pas pour l'instant. Alors que nous avons construit de nouvelles infrastructures énergétiques, nous n'avons pas ralenti l'extraction des hydrocarbures fossiles, et nos technologies d'extraction sont de plus en plus destructrices. Nous procédons actuellement à la fracturation des roches mères et nous creusons dans les sables bitumineux du Canada, ce qui ne fait qu'aggraver la destruction de l'environnement. **Historiquement, les transitions énergétiques prennent des siècles, et nous n'avons jamais cessé d'utiliser une source d'énergie ; nous ne faisons qu'ajouter de nouvelles sources d'énergie, comme nous le faisons actuellement. Tout porte à croire que nous devons adopter un monde où il y aura moins d'énergie, et pas seulement des énergies différentes.**

Le pétrole conventionnel a déjà atteint son maximum et est en déclin. En outre, les barrages hydroélectriques, les panneaux solaires et les éoliennes nécessitent l'ensemble du parc mondial de machines fonctionnant à l'énergie fossile pour fabriquer de l'acier et du ciment, pour extraire et transporter les minéraux nécessaires. Cela changera peut-être un jour, mais pour l'instant, la production de panneaux solaires avec des panneaux solaires n'est pas à l'ordre du jour.

Pour éviter un krach économique, les gouvernements et les banques impriment de l'argent et des garanties financières afin de maintenir notre consommation à des niveaux élevés. **Cependant, l'argent est en fin de compte une créance sur l'énergie, et la dette est une créance sur l'énergie future. En tant que culture mondiale, nous avons accumulé plus de 350 % de notre PIB annuel en dettes, une dette qui ne cesse de croître et qui, en fin de compte, ne sera pas remboursée à l'ère de la réduction de la consommation d'énergie.**

Entre-temps, même si de nombreuses personnes connaissent ces faits ou en ont l'intuition, nous nous organisons principalement – en tant qu'individus, familles, petites entreprises, sociétés et États-nations – pour accumuler des profits, liés à 99 % à l'énergie, à 100 % aux matériaux et à 80 % au carbone. **En fait, nous sommes devenus une « amibe » aveugle et affamée, un superorganisme aveugle et insensible qui échappe au contrôle des politiciens, des milliardaires, des électeurs ou des institutions.**

Plate-forme gazière de Culzean en mer du Nord. Marten van Dijk / Greenpeace



Le soleil se couche derrière les plateformes Culzean de Total, situées dans le champ de Culzean. Culzean est un champ de condensats de gaz situé en mer du Nord britannique, à 230 kilomètres de la côte d'Aberdeen © Marten van Dijk / Greenpeace

Expliquez pourquoi la dette est une créance sur l'énergie future.

Tous les gouvernements et institutions mondiaux prévoient une croissance annuelle d'environ 3 % à l'avenir. Cette croissance est nécessaire pour payer les intérêts de la dette mondiale. À 99 %, même en tenant compte de gains d'efficacité sans précédent, cela signifie que l'économie mondiale – et la demande d'énergie – doubleront au cours des 30 prochaines années et doubleront encore au cours des 30 années suivantes. Pour que ces prévisions de croissance se réalisent, pour que les dettes soient payées, il faudra de plus en plus d'énergie, et une personne âgée de 15 ans aujourd'hui s'attendrait à ce que l'empreinte énergétique/matérielle de l'humanité ait quadruplé d'ici à ce qu'elle atteigne l'âge de 75 ans.

Mon travail suggère que même le prochain doublement ne se produira pas face à des limites énergétiques, matérielles et environnementales très réelles. Dès que nous ne serons plus en mesure de croître suffisamment pour assurer le service de la dette et des créances financières, nous assisterons à un jeu de chaises musicales dans les systèmes financiers mondiaux.

La dette ou le « crédit » nous permet de consommer aujourd'hui des ressources qui, sans crédit, seraient encore disponibles à l'avenir. Nous produisons des choses que nous ne pourrions pas produire sans dette. Il s'ensuit qu'une fois que les marchés ne croient plus que les gouvernements peuvent être responsables sur le plan budgétaire ou que la croissance ne peut pas se poursuivre, nous assistons à une forte réduction de la production économique, semblable à celle des années 1930. Ce sera le début de la Grande Simplification, l'événement le plus important jamais rencontré par une culture humaine mondiale.

Certains trouveront cela déprimant.

Nous pouvons encore prendre des mesures significatives à de nombreuses échelles. Cette simplification est une caractéristique probable de l'avenir de l'humanité. Si nous l'acceptons et si nous nous y préparons, nous pourrions atténuer certains des dommages causés à la société. Si nous ignorons la réalité, notre progéniture et celle d'autres espèces souffriront davantage. Nous devons prendre conscience des limites écologiques de la Terre. Nous devons commencer à réduire la consommation frivole, en particulier, bien sûr, dans les pays riches. Cela ne se produira probablement pas à l'échelle nationale, mais à l'échelle individuelle/locale, cela conduira à la résilience.

Globalement, la plupart des gens, même s'ils s'informent sur ces questions, ne sont pas vraiment préoccupés par le changement climatique, l'épuisement de l'énergie, etc. La plupart des gens s'inquiètent de leurs moyens de subsistance, de leurs identités construites, de leur situation personnelle. L'histoire de la Grande Simplification

menace presque toutes les identités construites, ce qui la rend impopulaire et difficile à préparer ou même à évoquer. Pour beaucoup, la crise écologique semble complexe, menaçante, abstraite, dans le futur, et n'a pas de réponses faciles, de sorte que peu de gens en parlent.

J'ai appris à ne pas raconter toute l'histoire, car il faut faire un compromis entre l'exactitude et l'utilité pour les gens. J'ai également appris qu'il y a un « plafond de verre » dans la transmission de ces informations dans la hiérarchie sociale. Les humains de haut rang n'aiment pas entendre ce message, principalement parce qu'ils ont été élus ou se sont enrichis à l'époque des attentes de croissance. Comme il n'y a pas de solutions faciles ou rentables, la plupart des humains de haut rang ne veulent pas s'attaquer à ce problème.

Dans vos podcasts, vous discutez avec d'autres analystes et activistes mondiaux qui partagent certains de vos constats. Qu'avez-vous appris ?

J'ai récemment appris que la production pétrolière américaine était plus en difficulté que je ne le pensais. Dans la course à l'autosuffisance énergétique des États-Unis, qui a échoué, nous avons en fait « drainé l'Amérique d'abord ». Nous pratiquons désormais la fracturation pour obtenir du pétrole de réservoirs étanches à partir de roches mères, un processus qui épuise 80 % des ressources au cours des deux premières années. L'industrie doit donc continuellement trouver de nouveaux endroits où forer. La quantité de ressources n'a pas changé, nous avons simplement développé une paille plus grande et plus large pour aspirer le pétrole de la Terre. Pour l'instant, nous continuons à extraire le liquide, mais nous ne serons pas longtemps à l'abri du bruit de la gorgée <son que l'on fait lorsque nous buvons un liquide avec une paille et que nous arrivons à la fin du verre>.

Les écologistes sérieux avec lesquels j'ai discuté m'ont aidé à comprendre que le changement climatique n'est pas le problème fondamental. Il s'agit d'un symptôme d'un dysfonctionnement beaucoup plus important lié à notre addiction culturelle à la croissance. Nous ne résoudrons pas ou ne réduirons pas les perturbations climatiques grâce à la technologie si nous ne l'associons pas à d'autres objectifs sociétaux. Nous devons valoriser le bien-être des personnes et des écosystèmes de la Terre plutôt que de nous contenter de mesures matérielles.

Vous parlez de «cécité énergétique» chez les politiciens, le public et même les activistes. En quoi une prise de conscience plus profonde de l'énergie modifie-t-elle la manière dont nous pouvons répondre à nos défis ?

Nous nageons dans l'énergie comme un poisson nage dans l'eau : Nous ne la remarquons que lorsqu'elle devient soudainement indisponible. Voici quelques données fondamentales sur l'énergie qui pourraient modifier notre approche du changement lui-même :

La primauté de l'énergie : L'énergie est au cœur de la nature et des systèmes humains. Chaque être vivant sur Terre, même chaque rivière et chaque système climatique, transforme l'énergie. Chaque bien de notre système économique mondial a besoin d'énergie pour être imaginé, extrait, créé, livré, entretenu, exploité, réparé et éliminé. Il n'y a pas d'exception. Chaque produit résultant du PIB a commencé quelque part sur Terre par un petit feu. Cela est vrai même pour nos courriels et nos sites web, nos panneaux solaires et nos éoliennes.

Centrale éolienne de Jeneponto à Sulawesi. Muchtamir / Greenpeace



Un homme s'occupe de ses chevaux dans un champ d'herbe près d'un parc d'éoliennes à la centrale éolienne de Jeneponto, dans le sud de Sulawesi. © Muchtamir / Greenpeace

Avantages énergétiques : Un baril de pétrole fournit la même quantité de travail qu'un être humain travaillant à plein temps pendant 11 ans. Étant donné que les êtres humains peuvent être plus efficaces que les systèmes mécaniques pour transformer le travail musculaire en travail utile, nous réduisons la valeur du pétrole d'environ 60 %, de sorte qu'un baril de pétrole représente environ 4,5 années de travail humain. Étant donné que nous utilisons chaque année l'équivalent de 100 milliards de barils de combustibles fossiles, ce sont en fait 400 à 500 milliards de travailleurs humains qui viennent s'ajouter aux 4 à 5 milliards de travailleurs humains réels de notre système économique. Au cours des derniers siècles, cette impulsion énergétique a entraîné des profits massifs, des augmentations de salaires et des biens bon marché. L'impulsion énergétique des hydrocarbures a stimulé l'économie humaine – l'activité humaine – qui a été multipliée par plus de 1000 par rapport à ce qu'elle était il y a cinq siècles. Mais cela nous amène à la question suivante :

L'épuisement de l'énergie : Notre système économique traite cet énorme bénéfice annuel comme s'il s'agissait d'un intérêt, alors qu'en réalité, nous puisons dans le principe, le principe naturel de la Terre, toute l'énergie et les matériaux que nous tirons de la Terre et que nous utilisons pour l'économie humaine. Nous puisons dans les réserves d'hydrocarbures fossiles 10 millions de fois plus vite qu'elles n'ont été alimentées par la photosynthèse quotidienne il y a des millions d'années.

Propriétés énergétiques : **Tous les joules ne sont pas égaux.** Les différentes technologies énergétiques ont des propriétés différentes, telles que la densité de puissance, la transportabilité, la sécurité, la distribution spatiale, etc. Nous ne pouvons pas simplement remplacer un type d'énergie par un autre. Par exemple, l'énergie solaire et l'énergie éolienne sont formidables, mûres et efficaces, mais elles ne produisent que de l'électricité, soit environ 20 % de la consommation mondiale d'énergie aujourd'hui. Cette part peut augmenter, mais de nombreuses activités industrielles – chaleur extrême et à grande échelle, barges océaniques, camions et équipements lourds, exploitation minière, etc. Nous n'avons pas encore de solution pour remplacer plus de la moitié de notre consommation industrielle d'énergie issue des hydrocarbures. En outre, il faut de l'énergie pour obtenir de l'énergie. C'est vrai pour tous les organismes vivants. **À l'échelle mondiale, notre énergie nette est déjà en baisse.** De plus en plus d'énergie est utilisée pour l'extraction, la création, la transformation, le stockage et la transmission de l'énergie.

Énergie et bien-être : Nous nous sentons autorisés à consommer de grandes quantités d'énergie, mais une fois les besoins de base satisfaits (environ 100 gigajoules par habitant dans le monde), l'augmentation de la consommation d'énergie n'apporte que très peu d'avantages. Les citoyens des États-Unis et du Canada utilisent plus de 300 GJ par habitant, ce qui laisse une grande marge de manœuvre pour simplifier. Nous pouvons réduire notre demande d'énergie sans réduire de manière significative le bien-être général de l'humanité.

De qui devrions-nous écouter et apprendre ?

Les personnes qui cherchent des solutions dans une optique écologique plutôt que technologique, les personnes qui sont sceptiques à l'égard des récits populaires et qui ne regardent pas trop la télévision.

Je viens de parler avec Vandana Shiva des défis de la simplification. Elle accomplit un travail remarquable en Inde, en sortant les communautés de l'engrenage de l'agriculture industrielle à haute énergie, en ramenant les gens à la terre, en créant leur propre sécurité alimentaire locale – c'est ce qu'elle a appelé le « yoga de la terre ». Un avenir humain décent est possible, mais nous devons tous faire un peu plus de travail physique et vivre plus simplement.

▲ RETOUR ▲

.Qu'est-ce qui ne va pas avec la science ? La plupart du temps, c'est la façon dont nous la gérons mal.

Ugo Bardi Jeudi 13 avril 2023



« Un scientifique, le Dr Hans Zarkov, travaille nuit et jour pour perfectionner l'outil qui, espère-t-il, sauvera le monde... Son grand esprit est mis à rude épreuve par cet énorme effort ».
(extrait de « Flash Gordon » d'Alex Raymond).

Nous avons parfois tendance à considérer la science comme le travail de scientifiques individuels, peut-être du genre « savant fou ». De grands esprits se battent pour percer les mystères de la nature grâce à la puissance brute de leur esprit. Mais, bien sûr, ce n'est pas ainsi que fonctionne la science. **La science est un vaste réseau de personnes, d'institutions et d'instruments.** Elle consomme d'énormes quantités d'argent provenant des budgets gouvernementaux et des entreprises privées. Et la majeure partie de cet argent est aujourd'hui gaspillée dans des recherches inutiles qui ne profiteront à personne. La science est devenue une grande machine à fabriquer du papier dont l'objectif semble être principalement la glorification de quelques scientifiques superstars. Leur rôle principal semble être de parler avec désinvolture et de manière prémonitoire de la façon dont ce qu'ils font profitera un jour à l'humanité, à condition que davantage d'argent soit injecté dans leurs projets de recherche.

Dans son blog, Adam Mastroianni fait quelques considérations simples et bien pensées sur les raisons pour lesquelles **la science est devenue le désastreux gaspillage d'argent et d'énergie humaine qu'elle est aujourd'hui.** Le problème ne réside pas dans la science elle-même, mais dans la façon dont nous gérons les grandes organisations.

Vous avez peut-être déjà été confronté à ce problème au cours de votre carrière. Les organisations semblent bien fonctionner pour l'objectif pour lequel elles ont été créées lorsqu'elles comptent quelques dizaines de personnes,

voire jusqu'à une centaine de membres. Ensuite, elles se transforment en conventicules dont l'objectif principal semble être de rassembler des ressources pour elles-mêmes, même au détriment de l'entreprise dans son ensemble.

Est-ce inévitable ? Probablement oui. Cela fait partie du fonctionnement des systèmes adaptatifs complexes (CAS), et les organisations humaines sont des CAS. Ces systèmes sont axés sur l'évolution : s'ils existent, c'est qu'ils sont stables. Les systèmes existants sont donc ceux qui ont réussi à atteindre un certain degré de stabilité. Ils y parviennent en éliminant impitoyablement les parties inefficaces du système. Le meilleur exemple est l'écosystème de la Terre : **Vous avez peut-être entendu dire que l'évolution signifie la « survie du plus apte ». Mais non, ce n'est pas le cas. C'est le système qui doit survivre, pas les créatures individuelles. Les créatures les plus aptes ne sont rien si le système dont elles font partie ne survit pas. Les écosystèmes survivent donc en éliminant ceux qui ne sont pas aptes.** Gorshkov et Makarieva les appellent les « individus en décomposition ». Vous trouverez ces considérations dans leur livre « Biotic Regulation of the Environment ».

Il en va de même pour la CAS que nous appelons « Science ». Elle a évolué de manière à maximiser sa propre survie et sa stabilité. Il suffit de connaître un peu le fonctionnement de la science pour s'en rendre compte. C'est une organisation rigide, inflexible, qui se réfère à elle-même et qui est réfractaire à toute tentative de réforme de l'intérieur. C'est un point que Mastroianni souligne très clairement dans son billet. L'entreprise scientifique consacre énormément de ressources et d'efforts humains pour éliminer ce qui est défini comme de la « mauvaise science », c'est-à-dire tout ce qui menace la stabilité de l'ensemble du système. Cela inclut l'organisation baroque des revues scientifiques, le contrôle par **le système désastreusement inefficace de l'«évaluation par les pairs»**, la distribution des fonds de recherche par des réseaux rigides de vieux copains, l'exploitation bestiale des jeunes chercheurs, et bien d'autres choses encore. Tout cela tend à détruire à la fois le très mauvais (ce qui est une bonne chose) et le très bon (ce qui n'est pas du tout une bonne chose). Mais tant le très bon que le très mauvais menacent la stabilité de l'establishment scientifique bien établi. **Les découvertes vraiment révolutionnaires qui pourraient réellement changer le monde se répercuteraient dans les hiérarchies établies et feraient s'effondrer le système.**

Mastroianni aborde ces points d'un point de vue différent, qu'il appelle le problème des « **liens faibles – liens forts** ». Ce point de vue est correct si l'on considère la science non pas comme un système autoréférencé, mais comme un sous-système d'un système plus large, à savoir la société humaine. En ce sens, la science existe pour servir des objectifs utiles et pas seulement pour payer les salaires des scientifiques. Ce que dit Mastroianni, c'est que nous devrions nous efforcer d'encourager la bonne science au lieu de décourager la mauvaise. Ce que nous faisons, c'est nous contenter de la médiocrité, et nous ne faisons que gaspiller de l'argent dans ce processus. Voici comment il résume son idée.

When you have a STRONG-LINK problem:	When you have a WEAK-LINK problem:
Increase outliers/variance/weirdness because you'll benefit from having more very good things	Decrease outliers/variance/weirdness because you'll be harmed by having more very bad things
Don't gatekeep because you might accidentally keep the best out	Gatekeep because it keeps the worst out
Ignore the worst	Improve the worst
Improve the best	Ignore the best
Accept risk , because the downside doesn't matter	Avoid risk , because the downside is all that matters

Je vous encourage vivement à lire l'intégralité du billet de Mastroianni, car il est très bien argumenté et

convaincant. C'est ce que nous devrions faire pour transformer la science en quelque chose d'utile dont nous avons cruellement besoin en cette période difficile pour l'humanité. Mais le fait que nous devrions faire cela ne signifie pas que cela sera fait. Notez dans le billet de Mastroianni la case « Accepter le risque ». C'est un anathème pour les bureaucrates, et la nécessité de le faire garantit presque que cela ne sera pas fait.

Pourtant, nous pourrions au moins essayer de pousser la science à faire quelque chose d'utile. Les prix pourraient être une bonne idée : en offrant des prix, vous ne payez que pour le succès, mais pas pour l'échec. Mais en science, les prix sont rares ; à part le prix Nobel et quelques autres, les scientifiques ne concourent pas pour des prix. C'est un point sur lequel nous pourrions travailler. Et, qui sait, nous pourrions réussir à améliorer la science, au moins un peu !

▲ [RETOUR](#) ▲

Le chœur montant des sceptiques des énergies renouvelables

Le techno-rêve vert est tellement destructeur, disent-ils, « nous devons proposer un plan différent ».

Andrew Nikiforuk 7 avril 2023 TheTyee.ca

Independent
journalism that swims
against the current.

THE TYEE

Andrew Nikiforuk, rédacteur en chef de Tyee, est un journaliste primé dont les livres et les articles portent sur les épidémies, l'industrie de l'énergie, la nature et plus encore.



L'exploitation minière du cobalt au Congo, selon le journaliste Siddharth Kara, « ramène l'humanité à une époque où les peuples d'Afrique n'étaient évalués qu'à leur coût de remplacement ».

« Au cours de ce siècle, il est fort probable que l'épuisement mondial des ressources naturelles forcera une réorganisation complète des structures sociales et économiques, peut-être violemment. » — Walter Youngquist, « *Notre planète pillée* »

Nous allons devoir réduire considérablement le rêve d'un avenir dans lequel nous remplacerons les infrastructures de combustibles fossiles vieilles de 150 ans par une « énergie propre » d'ici 2050.

C'est le message d'un certain nombre de rapports et de livres importants récents. Ils soulignent un certain nombre de problèmes liés à l'illusion des énergies renouvelables, notamment la complexité de la tâche, la toxicité de l'extraction des terres rares et la rareté des minéraux critiques.

Ces réalistes ancrés, dont le journaliste français Guillaume Pitron et le géologue australien Simon Michaux, ont tous trois messages fondamentaux :

Il y a des limites dramatiques à la croissance.

La vérité et la réalité ne sont pas linéaires.

Et le monde a besoin d'un meilleur plan pour éviter l'effondrement autre que le remplacement d'un système de combustible fossile non durable par un autre système d'exploitation minière intensive alimenté par des énergies encore plus extrêmes. En d'autres termes, électrifier le Titanic ne fera pas fondre les icebergs sur son passage.

« Doubler la mise sur la mauvaise chose »

Pour des raisons largement idéologiques, de nombreux écologistes et « transitionnistes » ont présenté la transition vers les énergies renouvelables comme une voie sans heurts et sans nids-de-poule.

Ce faisant, ils ont ignoré une grande partie de la géologie fondamentale, de la physique de l'énergie et même de la géopolitique. En conséquence, beaucoup imaginent la construction de millions de batteries, d'éoliennes, de panneaux solaires, de lignes de transmission et de technologies associées, mais ils minimisent l'intensification nécessaire de l'extraction du cuivre, du nickel, du cobalt et des minéraux rares dont vous n'avez probablement jamais entendu parler, tels que dysprosium et néodyme.

L'un des grands mensonges de la société technologique moderne est celui de l'abondance minérale sans fin. Les consommateurs urbains, qui connaissent peu les réalités énergétiques qui sous-tendent leur existence, ont avalé l'idée que les gadgets numériques et l'automatisation vont en quelque sorte détacher la société du monde physique et nous permettre de faire plus avec moins, conduisant à une dématérialisation de la société.

Mais c'est une fiction en gros démystifiée depuis longtemps par des gens comme l'écologiste de l'énergie **Vaclav Smil** et le regretté géologue Walter Youngquist. Le citoyen nord-américain moyen consomme non seulement 1,3 million de kilogrammes de minéraux, de métaux et de carburants au cours de sa vie, mais n'a aucune idée d'où ils viennent ni à quel prix.

L'empreinte minière mondiale actuelle est déjà « non durable » si ce mot plastique a encore un sens. Dans son livre *Extraction to Extinction*, le géologue britannique David Howe note poliment que les opérations minières actuelles sont désormais devenues leur propre force géologique, grattant, triant et collectant chaque année plus de saleté, de roches et de sédiments que les rivières, le vent, la pluie et les glaciers du monde. Mais vous ne pouvez pas construire de panneaux solaires, d'éoliennes ou de voitures électriques sans extraire plus de cuivre, de lithium, de fer et d'aluminium ainsi que les métaux de la technologie des terres rares qui n'apparaissent qu'en petites concentrations. Cela signifie un grattage et un creusement beaucoup plus destructeurs des fonds océaniques, des forêts tropicales et des toundras à une échelle inconcevable pour la plupart des écologistes.

Déjà, la machine industrielle mondiale qui sert notre boutique jusqu'à ce que vous laissiez tomber la culture a déterré plus de matériaux et de métaux que la biomasse vivante totale du globe. En d'autres termes, nos machines, téléphones portables, bâtiments, voitures, routes asphaltées, béton, plastique, gravier et briques ont commencé à l'emporter sur les plantes, champignons, animaux et bactéries du monde d'ici 2020. Si nous continuons sur cette voie extractive, la pile de matériaux extraits par l'homme sur cette planète gémissante triplera la biomasse mondiale d'ici 2040.

Cela importera-t-il vraiment si nous atteignons des émissions nettes nulles en éteignant les derniers vestiges de la biodiversité dans le processus, demande le physicien américain **Tom Murphy** dans un essai récent. Il considère la prescription actuelle pour arrêter le changement climatique avec un boom minier pour soutenir une production industrielle de technologies renouvelables comme une voie dangereuse.

« C'est doubler la mauvaise chose : soutenir et accélérer la machine qui dévore la planète vivante. Avancer sur les énergies renouvelables est la dernière chose pour laquelle les créatures de la Terre voteraient et serait

considérée comme l'une des décisions les plus perturbatrices que nous pourrions prendre.

Murphy est loin d'être seul dans cette évaluation. Après que la sceptique américaine des énergies renouvelables [Alice Friedemann](#) ait compilé les coûts miniers de l'extraction de minéraux de terres rares nécessaires aux énergies renouvelables, y compris d'énormes bassins de résidus, des eaux souterraines empoisonnées, des déchets radioactifs et une géopolitique volatile, elle a catégoriquement conclu : « *Notre quête d'un modèle de croissance plus écologique a abouti à intensifié l'exploitation minière de la croûte terrestre pour en extraire l'ingrédient de base – les métaux rares – avec un impact environnemental qui pourrait s'avérer bien plus grave que celui de l'extraction du pétrole* ».

Faire un tas

Il y a des années, l'historien américain et critique technologique Lewis Mumford a soutenu que la dépendance de la civilisation à l'exploitation minière intensive avait radicalement changé ses valeurs. Au fur et à mesure que le secteur de l'extraction devenait plus important pour les empires, il a contaminé la pensée économique avec une philosophie vouée à tuer plutôt qu'à vivre. Dans l'industrie minière, la fin justifie toujours les moyens. Et dans une société technologique, tout est désormais miné, des sols au comportement des gens sur Internet.

En 1934, Mumford [décrivait](#) ce que cette philosophie destructrice impliquait : « *Le mineur travaille, non par amour ou pour se nourrir, mais pour 'faire son tas'* ». La malédiction classique de Midas est peut-être devenue la caractéristique dominante de la machine moderne : tout ce qu'elle touchait était transformé en or et en fer, et la machine n'était autorisée à exister que là où l'or et le fer pouvaient servir de fondement.

Ainsi, lorsque vous supprimez tous les mots en plastique et les affirmations gonflées, ce que vous trouvez dans l'enthousiasme pour une nouvelle ère d'énergies renouvelables, c'est la perspective de faire une autre pile. Au Canada, les sociétés minières se lèchent déjà les babines avec plus de 50 projets d'extraction de terres rares [actuellement en cours](#). L'Association minière du Canada [déclare](#) sans ironie qu'« il existe une synergie naturelle entre l'exploitation minière » et les soi-disant « technologies propres ». Pourtant, *ni l'exploitation minière ni la technologie ne sont vertes ou propres*.

[En Australie, les géologues s'exclament](#) maintenant sans gêne : « *Nous aurons besoin de plus de mines pour sauver la planète. Mais plus de mines auront l'effet inverse. Des paysages plus détruits, des bassins versants dégradés et des communautés rurales déplacées. Tout cela pour maintenir notre dépendance technologique vis-à-vis des minéraux.* »

Le téléphone intelligent moyen contient au moins 40 éléments du tableau périodique, dont le cobalt et six minéraux de terres rares qui font briller l'écran. La voiture électrique moyenne utilise six fois plus de minéraux critiques qu'une voiture à combustion. Une centrale éolienne terrestre nécessite neuf fois plus de ressources minérales qu'une centrale électrique au gaz équivalente. Un vélo électrique est plus minéral qu'un vélo ordinaire. [Et ainsi de suite](#). Les énergies renouvelables n'ont tout simplement pas accéléré la demande de minéraux de terres rares, mais une variété de métaux de base tels que le cuivre, l'argent et le cobalt.



Olivia Lazard, spécialiste des conflits miniers : « Nous pourrions en fait perdre l'avenir de l'humanité en essayant de le sauver au nom du climat. Et c'est l'ironie ultime, n'est-ce pas ? »

Chaque véhicule électrique [contient](#) environ 75 kilogrammes de cuivre, soit trois fois plus qu'un véhicule conventionnel. Une seule éolienne contient généralement 500 kilogrammes de nickel. Ce nickel nécessite 100 tonnes de charbon sidérurgique pour être raffiné. Et chaque panneau solaire en silicium cristallin contient 20 grammes de pâte d'argent. Il faut 80 tonnes métriques d'argent pour générer environ un gigawatt d'énergie solaire. (En termes de puissance, cela [équivalait](#) à 9 000 Nissan Leaf.)

La demande devrait monter en flèche. Un récent rapport britannique sur les minéraux critiques [a estimé](#) : « *La demande mondiale de minéraux pour batteries de véhicules électriques (lithium, graphite, cobalt, nickel) devrait augmenter de six à 13 fois d'ici 2040 dans le cadre des politiques déclarées, ce qui dépasse le taux auquel les nouveaux matériaux primaires et des sources secondaires sont en cours de développement.* »

Calculer des vérités qui dérangent

Simon Michaux est un géologue d'origine australienne qui travaille maintenant pour la Société géologique de Finlande. Au cours des deux dernières années, Michaux a [produit](#) un certain nombre d'articles complets qui remettent en question l'hypothèse selon laquelle il y a suffisamment d'énergie et de minéraux pour remplacer les moteurs à combustion par des moteurs électriques et les combustibles fossiles par d'autres formes d'énergie «verte».

Michaux a récemment [fait un calcul important](#) sur ce qui serait nécessaire pour remplacer un système alimenté par des combustibles fossiles par un système "renouvelable" sur la base des chiffres de consommation de 2019. L'ampleur de la chose est ahurissante. [Le seul remplacement de 46 423 centrales électriques alimentées au pétrole, au charbon, au gaz et à l'énergie nucléaire nécessiterait la construction de 586 000 centrales électriques alimentées par l'éolien, le solaire et l'hydrogène. C'est 10 fois plus que le système existant en raison de la faible densité de puissance des énergies renouvelables.](#)

La construction de telles infrastructures nécessitera un volume incroyable de métaux et de minéraux de terres rares et une exploitation minière à une échelle beaucoup plus grande. Pas étonnant que les milliardaires parlent d'astéroïdes miniers, de Mars et du fond de l'océan.

Depuis 400 avant notre ère, diverses civilisations ont extrait 700 millions de tonnes de métaux (du bronze à l'uranium) avant 2020. Mais une soi-disant transition verte nécessitera l'extraction de 700 millions de tonnes métriques supplémentaires d'ici 2040 seulement, calcule [Michaux](#). **Copper** raconte ici la sombre histoire. (Essayer de faire fonctionner un téléphone ou une éolienne sans ce métal.) [Les réserves actuelles de cuivre s'élèvent à 880 millions de tonnes. Cela équivaut à environ 30 ans de production. Mais l'industrie aura besoin de 4,5 milliards de tonnes de cuivre pour fabriquer une seule génération de technologies renouvelables, estime Michaux. C'est six fois le volume de cuivre extrait au cours de l'histoire.](#)

Après cette génération vient beaucoup plus, et plus tôt que vous ne pourriez l'imaginer. En moyenne, une éolienne et un panneau solaire doivent être remplacés tous les 25 ans et c'est pourquoi le critique énergétique **Nate Hagens** les a [qualifiés](#) de « *reconstructibles* » au lieu d'énergies renouvelables.

Les réserves mondiales de métaux de batterie tels que le lithium à forte consommation d'eau en Amérique latine et le cobalt extrait par le travail forcé au Congo présentent encore plus de problèmes. Ils représentent moins de 5 % des besoins de la société pour une transition énergétique. Ainsi, comme le [souligne](#) Michaux dans ses recherches, la société devra développer des matériaux pour les batteries différents de ceux du lithium. "Le message ici", déclare-t-il sèchement dans une présentation, "est que nous devons proposer un plan différent."

La baisse de la qualité du minerai complique ce tableau. La machine industrielle mondiale a déjà exploité les réserves de métaux les plus faciles à extraire. En conséquence, le volume de roche traitée pour l'or a augmenté de 20 à 50 % entre 2000 et 2009, tandis que la production a diminué de 11 % ou n'a pas changé. Les coûts, quant à eux, ont considérablement augmenté. La baisse des rendements [hante](#) toute l'industrie des mines de métaux.

Payer plus pour moins s'accompagne de coûts énergétiques extrêmes. À mesure que la qualité du minerai diminue, l'industrie doit utiliser plus d'énergie pour l'extraire. Des études récentes montrent que la teneur moyenne en minerai des mines de cuivre a diminué d'environ 25 % en seulement 10 ans. Cela signifie que plus de combustibles fossiles doivent être brûlés pour transporter et écraser plus de roches. En conséquence, la consommation totale d'énergie dans l'extraction du cuivre a [augmenté](#) à un rythme supérieur à la production.

L'intensité énergétique croissante se traduit par des émissions plus élevées pour des rendements moindres. Multipliez le problème de l'épuisement de la qualité du minerai par d'autres métaux essentiels pour les énergies renouvelables et vous avez une [crise mondiale majeure](#) en préparation. Michaux estime que l'empreinte carbone de l'industrie minière mondiale pourrait bientôt dépasser celle de l'agriculture industrielle.

L'objectif de sevrer le monde des combustibles fossiles avec des énergies renouvelables se heurte à un autre problème géologique. L'exploitation minière n'est pas une application que vous pouvez télécharger du jour au lendemain. Sur 1 000 gisements potentiels, seuls un ou deux deviennent des mines économiques. Il faut en moyenne 10 à 20 ans pour développer un gisement exploitable. De plus, des conditions de marché de plus en plus volatiles [ont entraîné la fermeture](#) de deux mines en exploitation sur 10.

L'extraction des métaux technologiques est également une affaire de haute énergie et d'émissions élevées. Même **l'Agence internationale de l'énergie** a récemment [admis](#) dans son rapport sur les minéraux : « *La production de minéraux de transition énergétique peut entraîner d'importantes émissions de GES. Ces minéraux nécessitent généralement beaucoup plus d'énergie pour être produits par unité de produit que d'autres matières premières, ce qui entraîne une intensité d'émissions plus élevée.*

En réponse aux travaux de Michaux et au rapport de l'IEA, un groupe d'universitaires sans formation en géologie a récemment écrit un article dans la revue *Joule* affirmant que les gens n'avaient rien à craindre. "*Historiquement, les marchés des minéraux se sont ajustés pour répondre à la demande croissante au fil du temps.*"

Le journal prétend malheureusement que l'épuisement, la corruption, les guerres, les pénuries d'eau et la géopolitique n'existent pas sur les marchés miniers mondiaux. De plus, il [omet](#) les minéraux nécessaires aux batteries et ne répond qu'à un dixième de la demande nécessaire à la transition énergétique.

Réalités des terres rares

Ajoutons maintenant plus de complexité à cette image et examinons le cas unique des éléments de terres rares, ou ETR, qui occupent 17 places sur le tableau périodique. Ces métaux dits technologiques peuvent être trouvés dans toute la croûte terrestre en petites quantités, ce qui signifie que l'industrie doit utiliser plus d'énergie pour extraire plus de minerai afin d'obtenir moins du produit souhaité pour le raffinage.

Cela explique pourquoi **les éléments de terres rares nécessaires aux « technologies énergétiques propres » ainsi que la plupart des systèmes militaires génèrent 2 000 tonnes de déchets toxiques pour chaque tonne produite, dont une tonne de déchets radioactifs.**

Les Japonais appellent les ETR « les germes de la technologie » car ils possèdent des propriétés catalytiques, métallurgiques, nucléaires, électriques, magnétiques et luminescentes uniques. Le néodyme et le praséodyme, par exemple, sont utilisés pour fabriquer des aimants permanents essentiels pour les moteurs électriques et les éoliennes. Les véhicules conventionnels n'ont pas besoin de ces minéraux, contrairement [aux véhicules électriques](#) — environ un kilogramme par véhicule.



*Le journaliste français **Guillaume Pitron** : « La dissimulation des origines douteuses des métaux en Chine a donné aux technologies vertes et numériques la brillante réputation dont elles jouissent. Cela pourrait très bien être l'opération de greenwashing la plus étonnante de l'histoire. Photo de Reda Settar.*

Les métaux de terres rares sont sales à extraire et sales à traiter. Un récent examen de l'environnement canadien [a souligné](#) que les ETR sont tout sauf verts, notant que « la contamination radioactive et la toxicité des ETR sont des risques potentiels uniques par rapport à d'autres types de mines ». Il a ajouté : « Ces risques potentiels sont cryptiques et présentent un risque élevé pour la santé publique, car il existe peu de stratégies d'atténuation éprouvées appropriées pour le Canada pour réduire ou minimiser leurs effets néfastes. »

Pour mémoire, il n'y a pas de normes ou de lignes directrices fédérales canadiennes sur la qualité de l'eau pour les ETR.

L'une des raisons pour lesquelles la plupart des consommateurs numériques et de nombreux écologistes connaissent peu les pratiques minières destructrices nécessaires pour alimenter leurs téléphones et leurs voitures électriques en ETR se résume à la politique chinoise.

Il y a des décennies, cet État autoritaire a pris la décision stratégique de se concentrer sur la production d'ETR dans le cadre de ses ambitions impériales. Pour dominer les marchés mondiaux (et il l'a fait), le gouvernement a largement ignoré les coûts environnementaux horribles, écrit Guillaume Pitron dans *The Rare Metals War : The Dark Side of Clean Energy*. En conséquence, la Chine a fourni les ETR nécessaires aux gadgets technologiques que les Nord-Américains utilisent sans relâche dans leur vie quotidienne. Les chaînes d'approvisionnement éloignées et le manque de transparence de la Chine ont caché les coûts environnementaux dans la Chine rurale et les consommateurs ont supposé à tort que leurs voitures et téléphones électriques étaient le produit d'une conception immaculée.

Pitron expose les résultats dans son livre. « La dissimulation des origines douteuses des métaux en Chine a donné aux technologies vertes et numériques la brillante réputation dont elles jouissent. Cela pourrait très bien être l'opération de greenwashing la plus étonnante de l'histoire. Un autre aveuglement s'est également installé : « contrairement à l'économie du carbone, dont la pollution est indéniable, la nouvelle économie verte se cache derrière de vertueuses revendications de responsabilité pour le bien des générations futures ».

Voici donc à quoi ressemble réellement la révolution verte. Si vous avez possédé un téléphone portable ou un ordinateur au cours des 25 dernières années, vos gadgets ont probablement été assemblés avec des minéraux de terres rares de Bayan Obo, le plus grand gisement minéral d'éléments de terres rares au monde. Autrefois une montagne sacrée en Mongolie, le gouvernement chinois a réduit sa géographie en ruine dans le cadre de sa stratégie visant à dominer les marchés des terres rares.

Sur une période de 10 ans, la population cancéreuse de la région est [passée](#) de 2 000 à 300. « D'abord les animaux sont tombés malades, puis les nourrissons, puis tous les autres », disait le refrain local. Un village près du bassin de résidus radioactifs et acides de la mine était connu sous le nom de «village de la mort» parce que 60 de ses habitants sont morts d'un cancer du cerveau ou du poumon entre 1993 et 2005. Les déchets de résidus radioactifs, les fluorures et l'arsenic ont contaminé à la fois les chaînes alimentaires et l'eau potable.

[Même les scientifiques chinois réticents avertissent](#) désormais que « la prospection géologique intensive des gisements de minerai de terres rares... cause des dommages extrêmes à l'environnement ». Ils « craignent également désormais qu'il y ait des installations de stockage de résidus généralisées concomitantes à de graves pollutions » en raison de la demande croissante des « industries vertes de haute technologie ».

La voie vers une économie à faible émission de carbone semble tout aussi laide et destructrice en République démocratique du Congo où des hommes, des femmes et des enfants extraient du cobalt. Environ 72% de l'approvisionnement mondial en cobalt provient soit de mines géantes appartenant à des Chinois, soit de soi-disant mineurs artisanaux qui se bousculent pour trouver du minerai dans un enfer colonial.

Dans son livre *Cobalt Red*, le chercheur britannique Siddharth Kara détaille les forêts rasées, les bassins versants pollués, les communautés appauvries et l'héritage du vol. Demandez à n'importe quel mineur congolais et il vous dira que le visage de la révolution renouvelable n'est ni vertueux ni propre. Kara conclut : « *L'exploitation continue des personnes les plus pauvres au Congo par les riches et les puissants invalide le prétendu fondement moral de la civilisation contemporaine et ramène l'humanité à une époque où les peuples d'Afrique n'étaient évalués qu'à leur coût de remplacement.* »

Ajoutons une autre réalité brutale sur la géopolitique des ressources minérales technologiques de la planète. Ils ont tendance à se concentrer en Amérique latine, en Afrique, en Asie centrale, en Amérique du Nord et en Europe du Nord. Les gisements sont souvent situés dans des juridictions corrompues, en manque d'eau ou très vulnérables aux événements climatiques. En fait, l'industrie minière [affiche](#) l'un des taux de corruption les plus élevés de la planète.

La Chine et la Russie ont toutes deux réalisé que les technologies qui régissent la vie moderne nécessitent des minéraux de terres rares, et elles se démènent pour monopoliser ces ressources en Afrique et dans d'autres régions. Ces tyrans se rendent compte qu'un propriétaire et raffineur mondial de ces précieux minéraux aura plus de pouvoir qu'un acheteur mondial comme l'Europe. La Russie n'a pas seulement envahi l'Ukraine à cause de la folie des grandeurs de Poutine ; L'Ukraine est l'un des endroits les plus riches en ressources d'Europe.

Olivia Lazard, experte en écologie politique des conflits, a récemment souligné ces sombres développements dans une [présentation TED](#) et dans une [interview](#) ultérieure : « *Si nous plongeons dans une ruée vers les minéraux de terres rares (et ce processus a déjà commencé), alors divers les entreprises pourraient bien piller ce qui reste de la planète ainsi que les fonds marins et les astéroïdes lointains sur la voie très voûtée de la décarbonisation* », a noté Lazard. « *Nous pourrions en fait perdre l'avenir de l'humanité en essayant de le sauver au nom du climat. Et c'est l'ironie ultime, n'est-ce pas ?* »

L'ironie ultime est aussi un enfer ultime. Étant donné que la « voie vers une économie à faible émission de carbone » nécessite un boom minier toxique et non durable, les experts lèvent tranquillement des drapeaux rouges depuis des années. Le Kleinman Center for Energy Policy, par exemple, [a averti](#) en 2021 que « la transition vers une énergie propre nécessitera une mobilisation économique à une échelle jamais vue depuis la révolution industrielle, et mettra à rude épreuve la production mondiale de silicium, de cobalt, de lithium, de manganèse et d'un hôte d'autres éléments critiques.

Le centre [a ajouté](#) que le fait de ne pas éviter les réalités toxiques de la Chine et du Congo « compromettrait la durabilité des technologies d'énergie renouvelable utilisant les ETR et pourrait partiellement compenser leurs avantages en matière d'émissions ».

« Nous avons besoin d'une discussion franche »

Voici donc le problème de base tel que résumé avec éloquence par Michaux.

En 150 ans, la civilisation a construit un système industriel très compliqué basé sur des combustibles fossiles bon marché. Le bon marché de ces carburants a créé un système bancaire robuste et un système agricole industriel. Elle a alimenté l'urbanisation et la mondialisation. De plus, l'énergie bon marché a entretenu l'illusion que les ressources sont inépuisables.

Maintenant que les émissions de combustibles fossiles ont cuit le climat et décimé la diversité biologique, nos dirigeants intrépides veulent remplacer tout ce système par un système plus complexe et plus riche en minéraux.

Ils veulent le faire à un moment où les flux économiques ont ralenti en raison de la hausse du coût des combustibles fossiles extrêmes tels que le gaz de schiste fracturé et le bitume extrait. L'ensemble du processus de remplacement d'un système en déclin par une entreprise minière plus complexe est désormais censé avoir lieu avec un système bancaire fragile, des démocraties dysfonctionnelles, des chaînes d'approvisionnement brisées, des pénuries critiques de minerais et une géopolitique hostile.

Pendant ce temps, les événements climatiques détruisent les infrastructures et produisent de grandes vagues de migrants sans abri en provenance d'États défaillants.

Toutes ces réalités incontestables mettent en évidence le fait que nos rêves d'un boom des énergies renouvelables sont illusoire. Nous avons besoin d'une [conversation différente](#) de celle du statu quo alimenté par les combustibles fossiles ou d'un Green New Deal.

Michaux a offert quelques entrées. « Nous avons besoin d'une discussion franche sur les minéraux dont nous pensons avoir besoin par rapport à ce que nous avons », a-t-il déclaré dans une excellente interview avec Nate Hagens sur son podcast, *The Great Simplification*. « Et puis nous allons réaliser que ce que nous avons ne fonctionnera pas avec le plan existant. »

Fondamentalement, nous devons parler d'un avenir avec moins au lieu d'un avenir avec plus.

La société devra fabriquer des produits simples, durables et facilement recyclables. « Et nous allons réduire nos besoins et notre société va se simplifier », ajoute Michaux.

C'est la conversation que nous devrions avoir maintenant. Celui que nous continuons à éviter.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Les voitures de Tesla sont-elles vraiment écologique ?

Par Alex Kimani - Apr 11, 2023, OilPrice.com



- Pour déterminer les coûts environnementaux, il faut tenir compte à la fois de la production, de l'analyse du cycle de vie et des coûts d'élimination des véhicules.
- Les émissions des véhicules sont divisées en deux grandes catégories : les polluants atmosphériques, qui contribuent aux problèmes de santé, et les gaz à effet de serre.
- Tesla affirme qu'en 2020, ses voitures auront permis d'économiser 5,0 millions de tonnes d'émissions de CO2e, soit l'équivalent des émissions d'environ 1,1 million d'automobiles.



Les sceptiques des véhicules électriques affirment parfois que la fabrication et la mise au rebut des véhicules électriques à batterie comme les Teslas, ainsi que la dépendance au charbon pour produire l'électricité qui les alimente, font que les VE ont une empreinte carbone plus importante que les véhicules non électriques.

Si cette affirmation peut sembler absurde à première vue, elle repose néanmoins sur une base solide, car il a été prouvé que la fabrication et la mise au rebut des VE génèrent beaucoup plus de gaz à effet de serre que les modèles non électriques. Toutefois, ce n'est qu'une partie du tableau, car **la majeure partie de la pollution associée aux véhicules est liée à leur utilisation sur route pendant de nombreuses années.**

Pour déterminer le coût environnemental de ce compromis, plusieurs universités et organisations professionnelles ont réalisé des analyses du cycle de vie qui comparent la quantité de gaz à effet de serre générée par la production, l'utilisation et l'élimination d'un V.E.B. par rapport à des véhicules à essence de taille comparable.

Les émissions des véhicules sont divisées en deux catégories générales : les polluants atmosphériques, qui contribuent aux problèmes de santé, et les gaz à effet de serre (GES), tels que le dioxyde de carbone et le méthane. Ces deux catégories d'émissions sont souvent évaluées au niveau du tuyau d'échappement, du puits à la roue et du berceau à la tombe. Les émissions du puits à la roue sont les émissions liées à la production, au traitement, à la distribution et à l'utilisation des carburants, tandis que les émissions du berceau à la tombe comprennent les émissions du puits à la roue ainsi que les émissions du cycle du véhicule associées à la fabrication, au recyclage et à la mise au rebut des véhicules et des batteries.

La bonne nouvelle : bien que ces études aient abouti à des chiffres d'émissions variables, elles ont invariablement constaté que la différence d'émissions de gaz à effet de serre causée par la production à forte intensité de carbone des BEV par rapport aux véhicules à moteur à combustion interne est pratiquement effacée au cours des premières années de la vie d'un VE.

Dans l'une de ces études menées par l'université du Michigan, il faut 1,4 à 1,5 an aux berlines à VE pour effacer l'avantage des véhicules à moteur à combustion interne en matière de pollution, en raison du processus de fabrication ; 1,6 à 1,9 an pour les VUS et environ 1,6 an pour les camionnettes. Ces chiffres sont basés sur le nombre moyen de kilomètres parcourus par les véhicules aux États-Unis.

Selon l'étude, les émissions des berlines B.E.V. représentent en moyenne 35 % des émissions d'une berline à combustion interne ; les S.U.V. électriques produisent 37 % des émissions d'un véhicule à essence, tandis que les pick-up B.E.V. produisent 34 % des émissions d'un modèle à combustion interne. Les véhicules tout électriques, les véhicules électriques hybrides rechargeables (PHEV) et les véhicules électriques hybrides (HEV, qui fonctionnent comme des VE sur des distances limitées) produisent moins d'émissions à l'échappement que les véhicules à moteur à combustion interne, et aucune émission à l'échappement lorsqu'ils ne fonctionnent qu'à l'électricité.

Production d'électricité

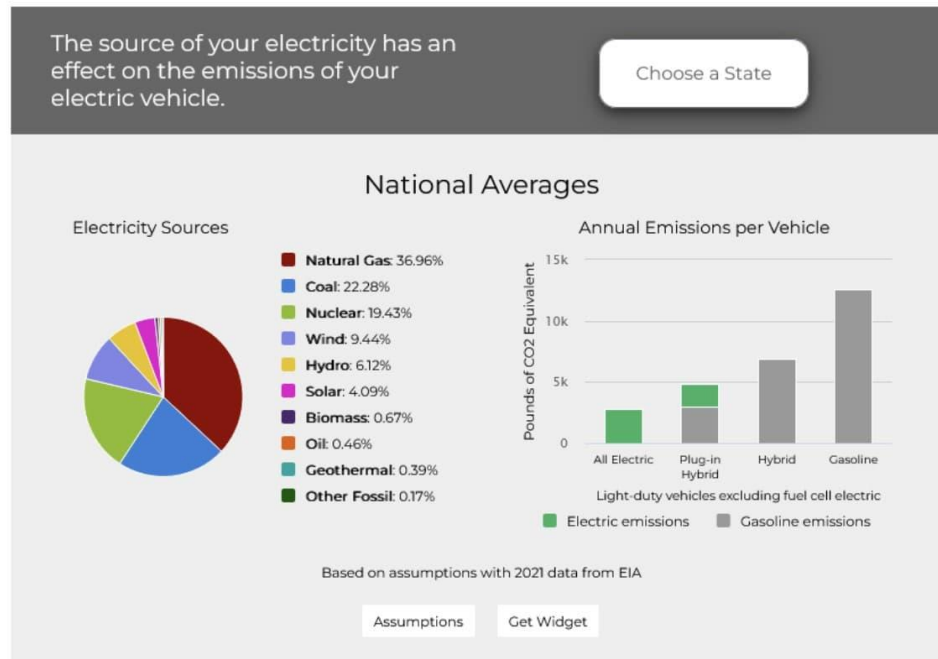
Même si les véhicules tout électriques et les véhicules hybrides rechargeables fonctionnant uniquement à l'électricité ne produisent aucune émission à l'échappement, la production d'électricité peut générer des émissions en fonction de la manière dont l'électricité est produite.

Selon Greg Keoleian, directeur du Center for Sustainable Systems à l'université du Michigan, 78 des 3 143 comtés des États-Unis ont en fait plus d'émissions provenant des berlines électriques que des véhicules à combustion

interne, car ils produisent la majeure partie de leur électricité en brûlant du charbon.

Mais dans l'ensemble, les véhicules électriques sont beaucoup plus respectueux de l'environnement que les véhicules à moteur à combustion interne.

Selon le ministère américain de l'énergie, le véhicule tout électrique moyen aux États-Unis produit 2 817 livres d'équivalent CO2 par an ; les véhicules hybrides rechargeables émettent 4 824 livres d'équivalent CO2, les véhicules hybrides produisent 6 898 livres tandis que les véhicules à essence produisent 12 594 livres d'équivalent CO2 par an.



Source d'électricité et impact sur les émissions

Source : Ministère de l'énergie des États-Unis : Département de l'énergie des États-Unis

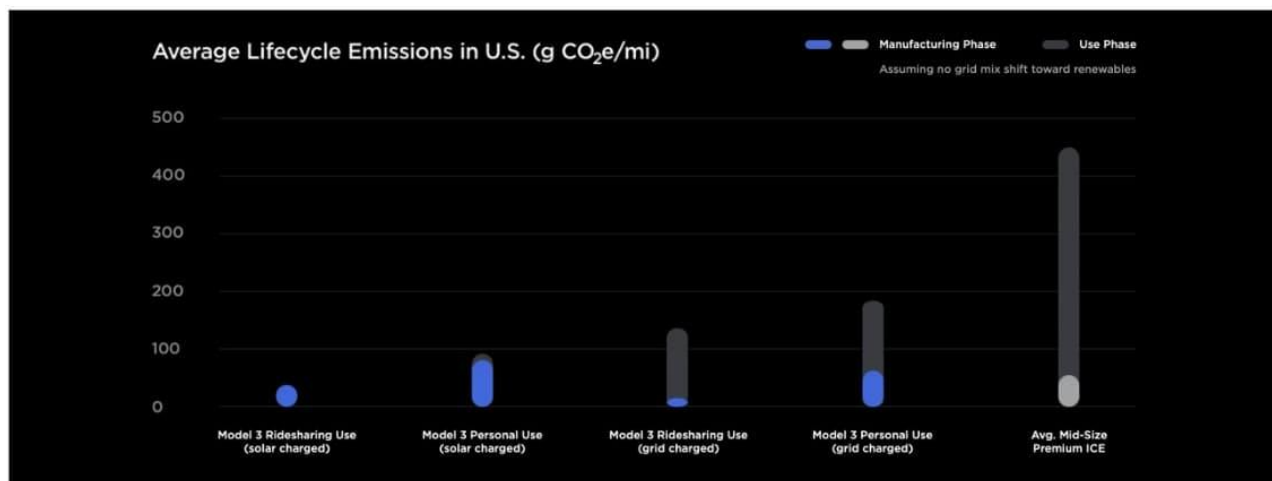
La force de Tesla

Dans son dernier rapport d'impact, Tesla indique qu'elle a mis en œuvre une intégration verticale complète de son processus de fabrication afin de minimiser son profil d'émissions. Le fabricant de VE affirme que les voitures Tesla peuvent convertir l'électricité en énergie de manière plus efficace que les autres VE équivalents, et prétend que la Model 3 Standard Range Plus (SR+) est le véhicule le plus économe en énergie sur le marché.

En ce qui concerne l'élimination des batteries, Tesla affirme que peu de batteries Tesla, même celles des anciens modèles, ont été mises hors service jusqu'à présent parce que ses blocs de batteries sont conçus pour durer plus longtemps que le véhicule lui-même. L'entreprise affirme que pour préparer l'avenir, ses usines de batteries ont commencé à mettre en œuvre un système de recyclage interne en boucle fermée qui recyclera tous les types de batteries Tesla et réutilisera jusqu'à 92 % de leurs métaux bruts.

Tesla affirme qu'en 2020, ses voitures auront permis d'économiser 5,0 millions de tonnes d'émissions de CO2e, ce qui correspond aux émissions d'environ 1,1 million d'automobiles ou aux émissions annuelles de l'État du Vermont.

Émissions moyennes sur l'ensemble du cycle de vie



Source : Tesla

▲ [RETOUR](#) ▲

Des scientifiques trouvent le moyen de fabriquer de l'hydrogène avec de l'eau de mer

Par Haley Zaremba - April 09, 2023, OilPrice.com



Jean-Pierre : *article lèche-botte (il ne mentionne pas les défauts de...).*
Produire de l'hydrogène à partir de l'eau est très fortement déficitaire du point de vue énergétique, point à la ligne.

- La production d'hydrogène vert nécessite des quantités massives d'eau pure.
- Des chercheurs ont cherché des moyens de produire de l'hydrogène vert à partir d'eau de mer.
- L'eau salée dégrade généralement les électrolyseurs à grande vitesse, mais les scientifiques cherchent des solutions pratiques pour rendre les électrolyseurs résistants à l'eau de mer.



Join Our Community

L'hydrogène vert a longtemps été présenté comme une sorte de solution miracle pour éliminer progressivement les combustibles fossiles et assainir nos secteurs industriels, maritimes et manufacturiers difficiles à décarboniser. Il peut brûler comme un combustible traditionnel à base de carbone, et jusqu'à des températures suffisamment élevées pour fabriquer de l'acier, mais ne laisse rien d'autre que de la vapeur d'eau. C'est donc le

Saint-Graal de l'énergie propre, n'est-ce pas ? Mais bien sûr, rien n'est jamais aussi simple. En réalité, la création d'hydrogène - un processus qui implique la division des molécules d'eau - est extrêmement énergivore et présente des compromis importants qui ont entravé sa croissance. L'hydrogène est déjà utilisé dans des processus industriels partout dans le monde, mais presque rien n'est "vert". L'hydrogène est aussi propre que la source d'énergie utilisée pour le produire, et l'hydrogène vert ne concerne que l'hydrogène produit à partir d'énergies renouvelables. L'hydrogène gris désigne l'hydrogène fabriqué à partir de combustibles fossiles. Certains incluent également une troisième catégorie, l'hydrogène bleu, qui est fabriqué à partir de gaz naturel, ce qui en fait une option moins polluante que le pétrole ou le charbon. Actuellement, la production d'hydrogène vert coûte plus de deux fois plus cher que l'hydrogène gris, soit environ 5 dollars par kilogramme.

La transition de notre économie des combustibles à base de carbone vers l'hydrogène vert nécessiterait donc des quantités massives d'énergie verte et de cet autre élément vert : l'argent. Outre les questions économiques, l'Agence internationale de l'énergie a déclaré qu'il serait contre-productif de détourner trop d'énergie verte d'autres applications pour l'utiliser dans la production d'hydrogène vert. En bref : au lieu de résoudre la crise climatique, nous ne ferions que déplacer les ressources et les émissions dans un jeu à somme nulle.

En savoir plus : Le Royaume-Uni en fait-il assez pour respecter ses engagements ambitieux en matière de climat ?

Un autre problème est que la production d'hydrogène vert nécessite des quantités massives d'eau pure, une ressource de plus en plus rare. Cela signifie que l'augmentation de la production d'hydrogène vert pourrait sérieusement aggraver les pénuries d'eau douce déjà pressantes à l'échelle mondiale. "La production d'un kilogramme d'hydrogène par électrolyse nécessite environ 10 kilogrammes d'eau", a récemment indiqué la revue Science. "Faire fonctionner les camions et les industries clés à l'hydrogène vert pourrait nécessiter environ 25 milliards de mètres cubes d'eau douce par an, ce qui équivaut à la consommation d'eau d'un pays de 62 millions d'habitants.

Face à ce dilemme, certains chercheurs se sont penchés sur les moyens de produire de l'hydrogène vert à partir d'eau salée. Cette innovation signifierait que nous pourrions théoriquement utiliser l'océan comme source inépuisable d'eau pour produire de l'hydrogène propre. Et certains d'entre eux affirment qu'ils ont trouvé la solution. Trois groupes de recherche différents - à l'université RMIT de Melbourne, à l'université d'Adélaïde et à l'université technologique de Nanjing - ont fait état d'avancées majeures dans leurs efforts respectifs pour appliquer les électrolyseurs à l'eau de mer.

Le problème est que le fait de travailler avec de l'eau salée - par opposition à l'eau douce - crée un sous-produit malheureux, le chlore gazeux, qui est très corrosif et entraîne la défaillance des électrolyseurs en quelques heures seulement, alors qu'ils peuvent normalement durer des années. Les trois groupes de recherche ont fait des progrès considérables dans la recherche de moyens de contourner cet effet, en recouvrant leurs électrodes de divers composés et membranes. Les trois équipes sont parvenues à leurs fins, mais c'est l'université technologique de Nanjing qui a réalisé la percée la plus impressionnante, puisque son électrolyseur aurait fonctionné pendant 3 200 heures sans montrer de signes de dégradation.

Bien que ces avancées soient extrêmement intéressantes, le problème de l'eau n'est qu'un des nombreux problèmes auxquels est confronté l'hydrogène vert. L'énergie et le coût constituent encore des obstacles considérables à l'augmentation et à la généralisation de l'utilisation de l'hydrogène vert dans les applications industrielles. Toutefois, les travaux réalisés par ces groupes de recherche constituent une lueur d'espoir. Si le problème de l'eau peut être résolu, il n'est pas inconcevable qu'en temps voulu, les autres problèmes puissent être atténués de la même manière. Si le potentiel de l'hydrogène vert est exploité, il est presque impossible de surestimer l'impact qu'il aurait sur le climat, l'économie et le monde.

[**▲ RETOUR ▲**](#)

Les grandes compagnies pétrolières peuvent-elles développer la géothermie ?

Par Tsvetana Paraskova - Apr 08, 2023, OilPrice.com



- **L'énergie géothermique est une source d'énergie renouvelable car la chaleur est produite en permanence à l'intérieur de la terre.**
- **En théorie, la géothermie pourrait parfaitement convenir à l'industrie pétrolière et gazière et aux prestataires de services de forage.**
- **Les opérations de forage coûteuses, les marges réduites et le nombre limité de sites de forage empêchent les grandes compagnies pétrolières de s'engager dans davantage de projets géothermiques.**



L'industrie pétrolière et gazière explore le potentiel de l'énergie géothermique pour fournir davantage d'électricité et de chauffage propres. Si la géothermie présente l'avantage de ne pas dépendre des conditions météorologiques comme d'autres sources d'énergie verte, cette forme d'énergie a des coûts de développement plus élevés et des délais plus longs que l'énergie solaire et éolienne. En théorie, la géothermie pourrait parfaitement convenir à l'industrie pétrolière et gazière et aux prestataires de services de forage, car elle implique la cartographie des ressources souterraines, l'exploration et le forage. Plusieurs grandes entreprises et prestataires de services se sont récemment associés à des start-ups et à des sociétés de technologie et d'ingénierie pour explorer les possibilités de développement de la géothermie aux États-Unis et ailleurs.

Mais des obstacles majeurs subsistent. Le coût élevé du forage et du développement, les risques liés au forage souterrain, la disponibilité des services de forage qui dépend souvent du cycle de l'industrie pétrolière et les rendements plus faibles que ceux du pétrole et du gaz sont autant de facteurs qui ont contribué à freiner le développement de l'énergie géothermique, malgré le fait qu'il existe de nombreuses régions dans le monde qui présentent un potentiel élevé.

Faible part de l'énergie géothermique dans la capacité de production d'énergie renouvelable

L'énergie géothermique est une source d'énergie renouvelable car la chaleur est produite en permanence à l'intérieur de la terre. Contrairement à l'énergie solaire et éolienne, l'énergie géothermique ne dépend pas de l'ensoleillement ou du vent.

Pourtant, malgré des décennies de développement, la géothermie n'est pas si populaire.

Fin 2021, les centrales géothermiques représentaient 0,5 % de la capacité totale installée de production d'énergie renouvelable dans le monde, avec une capacité installée totale d'environ 14,4 gigawatts (GW), selon les données de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA). La capacité installée cumulée à la fin de

2021 était supérieure de 44 % à celle de 2010.

La part de la géothermie aux États-Unis est également faible, bien que les États-Unis disposent de la plus grande capacité géothermique installée au monde, avec 3,7 GWe.

Les centrales géothermiques, qui utilisent des turbines à vapeur pour produire de l'électricité, ont produit environ 0,4 % de la production totale d'électricité aux États-Unis et environ 2,0 % de la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables en 2021, selon les données de l'EIA.

La Californie et le Nevada contribuent à plus de 90 % de la production actuelle d'énergie géothermique aux États-Unis, avec des contributions supplémentaires de centrales en Alaska, à Hawaï, dans l'Idaho, au Nouveau-Mexique, dans l'Oregon et dans l'Utah.

Les grandes compagnies pétrolières explorent les possibilités géothermiques

Malgré le potentiel des ressources géothermiques, leur part dans la production et les installations d'énergie renouvelable reste très faible. Certains grands noms de l'industrie pétrolière et gazière ont récemment redoublé d'efforts pour exploiter ce potentiel et étudier des technologies de pointe à cet effet.

Par exemple, la supermajor américaine Chevron a annoncé en septembre un accord de collaboration avec la société japonaise Mitsui Oil Exploration Co. Ltd (MOECO) afin d'explorer la faisabilité technique et commerciale de la production d'énergie géothermique avancée au Japon. Cette collaboration permettra d'étudier le potentiel des ressources géothermiques à travers le Japon et d'évaluer l'efficacité de la technologie ACL (Advanced Closed Loop) en vue d'un futur projet pilote commun au Japon.

"Cette collaboration permet à Chevron de combiner ses capacités et technologies souterraines avec la connaissance intime qu'a MOECO du potentiel géologique des ressources géothermiques du Japon et de sa longue histoire de développement responsable des ressources ", a déclaré Barbara Harrison, vice-présidente de Offsets & Emerging, Chevron New Energies.

À la fin de l'année dernière, Chevron, par l'intermédiaire de son entreprise Chevron New Energies, a annoncé la création d'une coentreprise avec Baseload Capital pour développer des projets géothermiques aux États-Unis. Weepah Hills, au Nevada, a été identifié comme un site possible pour un premier projet.

À peu près au même moment, Baker Hughes a lancé le consortium d'énergie géothermique Wells2Watts, qui vise à transformer les puits géothermiques secs non productifs et les puits de pétrole et de gaz non productifs en puits géothermiques capables de produire de l'énergie électrique renouvelable. Le consortium est un partenariat industriel privé formé par Baker Hughes, Continental Resources, INPEX et Chesapeake Energy.

Baker Hughes, ainsi qu'un autre grand fournisseur de services de forage pétrolier, SLB, forent des puits géothermiques depuis des décennies. SLB, le nouveau nom de Schlumberger, affirme avoir participé à 80 % des projets géothermiques dans le monde.

Selon une étude récente menée par des chercheurs de cinq universités texanes, les grandes sociétés pétrolières et gazières soutiennent également les investissements dans les start-ups, les projets pilotes et les démonstrations géothermiques au Texas, le premier État producteur de pétrole des États-Unis.

"L'industrie pétrolière et gazière pourrait jouer un rôle particulièrement important dans l'avancement de nouvelles applications plus évolutives à l'échelle mondiale qui pourraient élargir la base de ressources de l'énergie géothermique", écrivent les auteurs de l'étude.

L'IRENA prévient que les projets de production d'énergie géothermique ont, en moyenne, des coûts

d'investissement relativement élevés par rapport à l'hydroélectricité, au solaire photovoltaïque et à l'éolien terrestre, en raison des coûts de développement élevés et des profils de risque très différents par rapport aux autres technologies de production d'énergie renouvelable, en termes de développement et d'exploitation de projet.

"Par rapport à d'autres technologies énergétiques, les projets géothermiques ont des délais de développement plus longs, nécessitent des dépenses d'investissement initiales plus élevées et sont confrontés à un risque élevé au cours des premières phases d'exploration", a déclaré l'IRENA dans un rapport 2023 évaluant le marché et la technologie géothermiques au niveau mondial.

L'industrie de la technologie géothermique est "à la pointe de certaines percées", a déclaré au Wall Street Journal Amanda Kolker, géoscientifique et responsable du programme géothermique au National Renewable Energy Laboratory (NREL).

L'industrie pétrolière et gazière pourrait jouer un rôle dans les percées de la technologie géothermique avancée, mais les coûts élevés et les faibles rendements pourraient continuer à être des obstacles à la production d'énergie géothermique courante.

▲ [RETOUR](#) ▲

.La tyrannie de la minorité

Simon Sheridan 8 avril 2023



Vers la fin de sa vie, Carl Jung s'est intéressé à l'utilisation du **concept d'archétypes** pour combler le fossé entre la psyché et le monde physique. Il a notamment collaboré avec le physicien Wolfgang Pauli et s'est intéressé à l'étude qualitative des nombres. Jung en est venu à considérer le nombre comme une forme primitive de l'esprit. Il a également mis l'accent sur le chiffre 4 et, dans son livre Aion, il a soutenu que la tâche du monde moderne était d'intégrer la matière, le féminin et le diable dans la trinité, formant ainsi une quaternité. (Si ce regroupement vous semble étrange, sachez que le linguiste George Lakoff a fourni des preuves interculturelles de cette catégorisation dans son livre Women, Fire and Dangerous

Things (Les femmes, le feu et les choses dangereuses).

Dans ma récente série de billets sur Spengler, j'ai abordé la théorie du cycle de civilisation telle qu'elle a été décrite à la fois par Spengler et Toynbee et, plus tôt, par l'historien français Charles Rollin. Cela soulève la question suivante : le cycle de civilisation est-il un archétype ? Il me semble que cela pourrait être le cas puisque, comme Toynbee l'a souligné, il n'y a pas de nécessité logique à ce que le cycle soit suivi, mais il semble néanmoins que le cycle soit suivi comme s'il était déterminé par quelque chose comme un archétype.

L'un des processus fondamentaux identifiés par Spengler et Toynbee dans les derniers stades d'une civilisation est la prolétarianisation. Il s'agit de l'homogénéisation de la population, du passage de la qualité à la quantité. Il m'est récemment apparu que nous étions toujours sous l'emprise de cette prolétarianisation, mais qu'elle se manifestait aujourd'hui sous une forme différente. L'archétype sous-jacent - la civilisation tardive - est le même, mais son expression temporelle a changé.

Pour expliquer cela, nous pouvons utiliser l'une des idées les plus perspicaces de **Nassim Taleb** : la règle de la minorité. Je ne suis pas sûr que Taleb ait lu Spengler ou Toynbee. D'après la façon dont il décrit sa découverte de la règle de la minorité, il semble s'agir d'une intuition indépendante de sa part. Néanmoins, elle s'inscrit dans le cadre de la prolétarianisation de la civilisation tardive, et ce d'une manière mathématique que Jung aurait trouvée

convaincante.

La règle de la minorité stipule qu'une minorité intolérante peut déterminer le comportement de la majorité si la minorité atteint une certaine proportion de la population globale. L'exemple que Taleb utilise pour expliquer la règle de la minorité est celui de la nourriture casher, puisque c'est en buvant une canette de boisson gazeuse casher qu'il est tombé sur cette idée.



Ironiquement, Taleb est devenu un excellent exemple de minorité intolérante pendant l'affaire Corona, lorsqu'il est devenu un Covidien à part entière.

Imaginons un quartier d'une ville des États-Unis où la communauté juive atteint environ 5 % (c'est le seuil à partir duquel, selon Taleb, la règle de la minorité entre en jeu). Jusqu'à ce moment, les supermarchés locaux auront stocké des aliments casher et non casher. Cela a un coût, puisqu'il faut plus de place en rayon pour stocker deux types d'aliments identiques.

Si la communauté juive de la région continue de croître, la direction du supermarché s'apercevra à un moment donné qu'il est coûteux de stocker à la fois des produits casher et non casher et cherchera des moyens de contourner ce coût. L'une des mesures prises par la direction consiste à ne vendre que des produits casher. Cela peut fonctionner si le reste de la population de la région, la majorité, ne se soucie pas de savoir si les aliments sont casher ou non.

La structure de la règle de la minorité repose sur trois éléments essentiels : la majorité indifférente, la minorité intolérante et un groupe de dirigeants (la direction) qui recherche le pouvoir (les bénéfices). Lorsque ces trois conditions sont réunies, on peut dire que la minorité détermine le comportement de la majorité par l'intermédiaire du groupe dirigeant et que tous les habitants du quartier finissent par manger casher.

L'utilisation par Taleb de l'exemple de la nourriture casher pour décrire la règle de la minorité est utile parce qu'elle ouvre des parallèles historiques qui nous permettent de voir le changement de paradigme historique qui active la règle de la minorité. La règle de la minorité fonctionne dans l'Amérique moderne, mais elle n'aurait pas pu fonctionner dans l'ancienne Europe, car les Juifs vivaient alors dans des ghettos. La population juive se distinguait physiquement et culturellement de la population générale. Cela créait des économies parallèles pour les Juifs et les Gentils.

Qu'est-ce qui a changé entre la vieille Europe et l'Amérique moderne ? Les Lumières. L'idéal spécifique des Lumières qui nous intéresse ici est l'idée de **l'égalité devant la loi**, où la loi représente la volonté générale du peuple exprimée par le parlement. Nous considérons aujourd'hui cette idée comme allant de soi, mais elle n'existait pas dans la vieille Europe.



Émancipation ou assimilation ?

Ce n'est pas un hasard si c'est Napoléon qui a "libéré" les Juifs. Son Code Napoléon a également mis un point final au cercueil du féodalisme. Il existe désormais des lois centralisées qui s'appliquent à tous les membres de la nation. Elles remplacent les coutumes locales, informelles et souvent tacites. Nous assistons à un processus d'homogénéisation similaire dans la langue parlée et écrite, les dialectes locaux, souvent inintelligibles entre eux, étant remplacés par des langues nationales "standard".

Hannah Arendt et d'autres penseurs ont ensuite analysé la "libération" des Juifs d'Europe comme la cause d'une crise de

l'identité juive européenne. C'est là que réside le problème des concepts de volonté générale et d'égalité devant la loi. L'égalité exige le sacrifice d'identités anciennes, immuables et intransmissibles. La doctrine de l'égalité vise à mettre fin à l'injustice qui consiste à traiter inégalement des personnes égales. Mais elle crée l'injustice inverse, à savoir que des personnes inégales sont traitées de la même manière.

L'égalité s'est également révélée être un mot d'ordre de conformité. La volonté générale s'est trouvée liée à des demandes de plus en plus pressantes de conformité, et les Juifs ont joué un rôle central dans cette dynamique car, même si leur identité était sans doute plus menacée que celle de n'importe qui d'autre, ils conservaient les derniers vestiges de l'ancien monde, où l'identité était plus importante que l'égalité.

D'un point de vue psychologique, les Allemands, les Français, les Russes et la plupart des autres populations européennes ont projeté sur les Juifs leur propre traumatisme psychologique, le sentiment de perte d'identité lié à la prolétarianisation. Les nazis représenteront finalement l'effondrement final de la prolétarianisation. Ils ont activement persécuté tous les groupes minoritaires, et pas seulement les Juifs.

Lorsque nous analysons cet effondrement final de la prolétarianisation, nous retrouvons les mêmes éléments archétypaux que ceux identifiés par Taleb dans son ouvrage *Minority Rule*. Il y a une majorité homogène impliquée par le concept de nation, une ou plusieurs minorités et un groupe dirigeant, c'est-à-dire l'État. Si l'on réunit tous ces éléments, on obtient l'État-nation qui, dès le départ, s'est heurté au concept de minorité.

En utilisant le langage de Taleb, nous pouvons appeler la dynamique qui est apparue dans les États-nations à la suite de la Révolution française - la règle de la majorité. L'archétype de la règle de la majorité est invoqué lorsqu'une majorité intolérante détermine le comportement de la minorité. Dans l'Europe d'avant l'État-nation, la règle de la majorité ne s'appliquait pas car le processus d'homogénéisation n'avait pas encore eu lieu. Les Juifs étaient confinés dans des ghettos. Mais pour la plupart, ils bénéficiaient d'une certaine protection pour pratiquer leur religion et vivre comme ils l'entendaient. La majorité ne cherchait pas à déterminer leur comportement.

Le fait que la règle de la majorité doive suivre les Lumières correspond à certaines analyses historiques qui considèrent que les concepts des Lumières de volonté générale et d'égalité devant la loi ont donné naissance à la tyrannie de la majorité. Bien que les nazis en soient l'exemple historique le plus célèbre, de nombreux pays européens de l'époque connaissaient une tyrannie de la majorité caractérisée par un dirigeant tyrannique prétendant représenter une majorité homogène dans la persécution des minorités.

Naturellement, dans les années d'après-guerre, il y a eu un effort concerté pour ne pas permettre une répétition de la Tyrannie de la Majorité et c'est là que nous arrivons à l'état actuel de notre politique. Les votes en faveur de Trump et du Brexit ont menacé un retour de la tyrannie de la majorité. Du moins, c'est ce qu'on nous a dit. Une chose qu'ils ont certainement menacé de faire, c'est de bouleverser le statu quo politique qui s'est construit après les guerres.

Les années d'après-guerre ont vu l'affaiblissement de l'État-nation au profit de l'internationalisation. Cette évolution est allée de pair avec l'essor des sociétés multinationales et de la société de consommation. Tant que l'économie était en croissance, tout le monde était heureux d'accepter cet état de fait. Tout a été fait pour qu'il perdure à travers les différentes crises qui l'ont menacé. L'intégration de la Chine dans l'OMC a peut-être été la dernière chance pour l'économie de consommation. Nous l'avons prolongée pendant deux décennies supplémentaires grâce à la main-d'œuvre chinoise bon marché. Mais elle est aujourd'hui menacée sur de multiples fronts, dont le gouvernement chinois n'est pas le moindre.

En réponse à ces menaces, et plus particulièrement à la menace intérieure posée par les votes Trump et Brexit, nos "élites", qui gouvernent désormais davantage par l'intermédiaire de l'État profond que de l'État, ont accéléré une dynamique que j'appellerai la tyrannie de la minorité. La tyrannie de la minorité est l'invocation de la règle de la minorité de Taleb dans la sphère politique.

Rappelons une fois encore les trois composantes de l'archétype : la majorité, une ou plusieurs minorités et les dirigeants. Dans la tyrannie de la majorité, c'est une majorité intolérante qui détermine le comportement des minorités par l'intermédiaire de l'État. Dans la tyrannie de la minorité, une minorité intolérante détermine le comportement de la majorité par l'intermédiaire de l'État profond.

Le débat sur le climat en est un exemple dans la politique récente, même si le "succès" a été limité. L'affaire Corona en a été un excellent exemple, la minorité intolérante de la branche Covidian et l'État profond ayant déterminé le comportement de la majorité. La question des transsexuels est le dernier exemple en date et peut-être le plus évident, car il est le moins fondé sur la raison et la logique. Ici en Australie, et je crois aussi en Nouvelle-Zélande et au Canada, le débat sur les autochtones prend de plus en plus la forme d'une tyrannie de la minorité. L'Australie votera même dans le courant de l'année pour l'inscrire dans la Constitution.

La tyrannie de la minorité est aujourd'hui activement encouragée par les plus hautes instances politiques des pays occidentaux. Tout comme les politiciens de l'Europe du début du XXe siècle ont utilisé le nationalisme et le socialisme pour créer une tyrannie de la majorité, nos politiciens utilisent les différentes idéologies énumérées ci-dessus pour créer une tyrannie de la minorité. C'est le mécanisme par lequel le pouvoir politique est exercé.

Rappelons que la règle de la minorité de Taleb s'applique lorsqu'une majorité indifférente se heurte à une minorité intolérante. On pourrait faire valoir que la majorité n'est pas indifférente aux sujets que j'ai énumérés ci-dessus. Une fois encore, la question des transgenres est très éclairante à cet égard, car de nombreuses femmes s'expriment désormais sur le sujet et ne sont donc pas indifférentes. Ces femmes ont simplement été qualifiées de nazies, de fascistes ou d'extrémistes de "droite dure". Il s'agit de la même diffamation utilisée contre les camionneurs canadiens, les Querdenker en Allemagne et à peu près tous les groupes qui s'expriment aujourd'hui contre la situation actuelle.

Logiquement, de telles accusations sont irrationnelles et contraires aux faits historiques. Mais c'est précisément la raison pour laquelle nous devons nous tourner vers une explication archétypale. Jung était très clair à ce sujet. C'est lorsque l'esprit rationnel s'effondre que les archétypes deviennent actifs. Il est clair que l'esprit rationnel collectif de l'Occident s'est effondré et que les archétypes entrent en jeu.

Pour comprendre ce qui se passe au niveau des archétypes, nous devons interpréter ces questions de manière symbolique et non logique. Ce faisant, nous pouvons voir que la diffamation nazie/fasciste est archétypiquement liée à la tyrannie historique de la majorité. Puisque nos "élites" actuelles facilitent une tyrannie de la minorité et qu'il s'agit en fait d'une inversion de la tyrannie de la majorité, il y a une certaine logique archétypale à ce qui se passe. On peut avoir une tyrannie de la minorité ou une tyrannie de la majorité. On ne peut pas avoir les deux.

Les plus convaincants des "élites" modernes croient fermement que les votes Trump/Brexit étaient la préfiguration d'un retour à la tyrannie de la majorité. C'est du moins leur excuse. Le problème est qu'elles ont un intérêt direct dans le statu quo et que le statu quo est fondé sur la tyrannie de la minorité.

Quoi qu'il en soit, l'objection fonctionne du point de vue de la propagande. Une tyrannie de la minorité nécessite une majorité docile pour fonctionner et les calomnies nazies/hitlériennes sont là pour s'assurer que la majorité reste docile. Bien sûr, au rythme où nous allons, tout le monde sera traité de nazi d'ici peu. Lorsque même les féministes se font traiter de nazies, on sait qu'on arrive à la fin de la partie.

En résumé, les "élites" occidentales ont militarisé la règle de la minorité et l'ont transformée en tyrannie de la minorité. C'est le mécanisme du pouvoir politique national.

La tyrannie de la majorité s'est exprimée à travers un véritable tyran (Napoléon, Hitler), tandis que la tyrannie de la minorité correspond au modèle que j'ai précédemment identifié comme le totalitarisme bienveillant. Elle fonctionne de manière décentralisée, sur la base d'une idéologie. La tyrannie de la majorité requiert l'archétype du père tyrannique. La tyrannie de la minorité nécessite la mère dévorante.

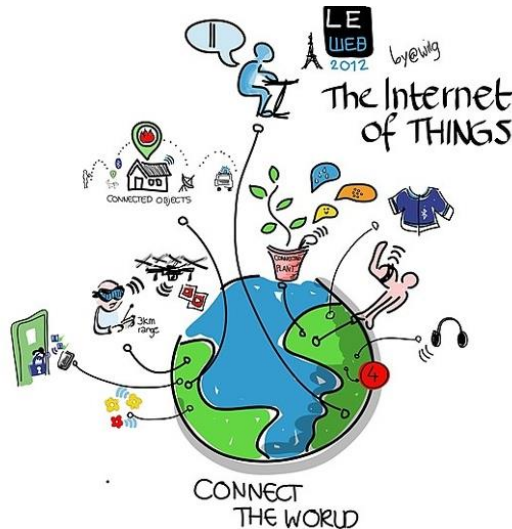
▲ RETOUR ▲

Les risques d'un monde connecté - Faut-il renoncer à l'internet des objets ?

Kurt Cobb Dimanche 09 avril 2023

Resource Insights

**Commentateur indépendant sur l'actualité de l'environnement et
des ressources naturelles** **KURT COBB**



L'une des merveilles de notre époque est que nous pouvons communiquer en temps réel avec des personnes partout dans le monde où il y a un accès à l'internet. Attendez un peu ! En fait, nous avons eu un accès similaire il y a un siècle, lorsque le premier appel téléphonique transatlantique a été passé en 1927. L'exploit a été réalisé en utilisant des signaux radio pour transmettre l'appel sur les eaux de l'Atlantique, de New York à Londres.

Aujourd'hui, bien sûr, nous pouvons transmettre des images et du texte dans des volumes que les premiers télétypes ne pouvaient pas atteindre. Nous pouvons même voir et entendre une ou plusieurs personnes lors d'une vidéoconférence.

Toutes ces commodités et cette rapidité ont toutefois engendré une grande vulnérabilité. Auparavant, il était relativement difficile, mais pas impossible, pour une personne extérieure à la compagnie de téléphone d'espionner les appels téléphoniques d'une autre personne. Et, à l'époque de la commutation manuelle (pensez aux opérateurs qui branchent et débranchent les prises) et même à l'époque suivante de la commutation électromécanique (les opérateurs ne sont plus nécessaires pour effectuer la commutation), il aurait presque certainement été impossible, d'un point de vue logistique, d'espionner tous les appels téléphoniques, par exemple, de l'ensemble des États-Unis à la fois.

Aujourd'hui, grâce aux nouvelles technologies, il est relativement facile pour un pirate informatique de s'introduire dans votre courrier électronique et dans d'autres comptes si vous ne respectez pas scrupuleusement les mesures de sécurité. De plus, vos appels téléphoniques, vos courriels et vos habitudes de navigation sont tous surveillés par les gouvernements, même s'il arrive qu'ils se fassent prendre et qu'ils soient obligés de modifier leurs activités.

La prochaine phase de cette prétendue commodité est l'internet des objets, c'est-à-dire des appareils domestiques et professionnels connectés sans fil (et plus rarement par des câbles) à un réseau local et, par son intermédiaire, à l'internet, auxquels il est possible d'accéder et de contrôler à distance. Les sonnettes avec caméra et les systèmes d'alarme domestiques en sont deux exemples majeurs.

Le problème réside dans le fait que ces dispositifs peuvent être contrôlés à distance. Cela signifie que vous n'êtes pas le seul à pouvoir accéder à ces appareils, mais aussi que toute personne capable de se connecter à votre réseau local peut y accéder. Les ouvre-portes de garage dits "intelligents" et le réseau CAN (Controller Area Network) de votre voiture en sont deux exemples. Il s'avère que les ouvre-portes de garage intelligents d'un type particulier peuvent être utilisés pour ouvrir des portes de garage dans le monde entier parce que les portes sont connectées par Wi-Fi à l'internet. Cette vulnérabilité permet également d'accéder à tous les autres appareils d'un réseau local domestique ou professionnel. C'est comme si la porte d'entrée était verrouillée, mais que quelqu'un laissait une porte latérale ouverte, ce qui permet à n'importe qui d'accéder à tout ce qui se trouve dans la maison.

Quant aux voitures, les nouveaux modèles sont équipés de systèmes électriques en réseau. Les voleurs ont compris comment, en utilisant les fils des phares, envoyer une commande pour déverrouiller la voiture et contourner les autres mesures de sécurité afin de s'en emparer. Précédemment, des chercheurs ont démontré comment des signaux sans fil pouvaient déverrouiller des millions de voitures Volkswagen.

Ma règle générale est que tout ce qui est mis en vente avec le mot "smart" dans son nom doit être présumé dangereux jusqu'à preuve du contraire.

Voici ce qu'il faut comprendre à propos de l'internet des objets. Il ne s'agit pas de votre confort ou de votre qualité de vie. Dans les pays riches et dans de nombreux pays pauvres, le marché des téléphones portables est saturé. Pratiquement tous ceux qui veulent un téléphone portable en ont déjà un. Il se peut qu'ils veuillent passer à un téléphone plus récent. Mais il n'y a pas énormément de nouveaux utilisateurs qui arrivent sur le marché. Que doit donc faire un fabricant d'appareils sans fil pour augmenter ses ventes et ses bénéfices ? C'est simple, en fait : Vendre des objets connectés sans fil pour nos foyers et nos entreprises. Il existe littéralement des dizaines de milliards d'objets que les humains pourraient être amenés à connecter à l'internet. Cha-ching \$!

Je sais qu'il doit être très agréable d'augmenter ou de diminuer son thermostat à l'aide de son téléphone portable. Mais est-ce vraiment si difficile de s'approcher du thermostat et de le faire à la main ? Est-ce que cela a été un tel inconvénient pour nous depuis tant d'années ? (À bien y penser, la plupart des thermostats permettent déjà de régler des températures différentes selon les heures de la journée et les jours de la semaine, sans intervention à distance).

Avez-vous vraiment besoin d'un capteur dans votre réfrigérateur pour savoir quand vous avez besoin de plus de lait ? Pourquoi ne pas simplement regarder à l'intérieur du réfrigérateur pour voir s'il reste du lait ?

Les avantages fallacieux de l'internet des objets s'accompagnent d'une multitude de responsabilités. Plus vous connectez d'appareils à votre domicile et à votre entreprise pour un accès à distance, plus un pirate informatique peut accéder à un grand nombre d'éléments et les contrôler. Voulez-vous vraiment que quelqu'un d'autre décide de faire geler vos tuyaux en hiver en éteignant votre chaudière à distance ? Voulez-vous vraiment que vos détecteurs de fumée et de dioxyde de carbone deviennent les otages de ces pirates ?

Bien sûr, ce n'est qu'un début. Si un pays hostile pouvait cibler les systèmes de chauffage des maisons et des entreprises de votre pays et les éteindre, il pourrait causer des ravages et des dommages considérables.

Nous entendons déjà parler presque quotidiennement d'intrusions et de vols informatiques, y compris de rançons pour permettre le décryptage de données cryptées à distance. Les infrastructures critiques telles que les systèmes d'approvisionnement en eau, en nourriture, en santé et en électricité sont gravement menacées. Qu'est-ce qui nous fait penser qu'en multipliant les dispositifs domestiques et professionnels susceptibles d'être la cible de cybercriminels, voire d'unités de cyberguerre d'adversaires étrangers, nous serons d'une manière ou d'une autre plus en sécurité ? Le système d'alarme antivol conçu pour protéger vos locaux pourrait devenir la porte d'entrée d'une cyberattaque sur l'ensemble de l'Internet des objets de votre maison ou de votre entreprise.

En 2019, la vulnérabilité du réseau électrique américain a tellement inquiété les sénateurs américains qu'ils ont

adopté un projet de loi visant à créer des coupures manuelles sur le réseau afin d'éviter qu'une attaque n'entraîne l'effondrement de l'ensemble du système. Pensez-y la prochaine fois que vous allumerez la lumière ou que vous réglerez votre thermostat. **Peut-être devriez-vous envisager de laisser les choses en l'état.**

▲ [RETOUR](#) ▲

Treize façons d'aborder la désinformation

Par Jacob Siegel – Le 29 Mars 2023 – Source [Tablet Mag](#)



Adam Maida

PROLOGUE : LA GUERRE DE L'INFORMATION

En 1950, le sénateur Joseph McCarthy affirmait avoir la preuve qu'un réseau d'espionnage communiste opérait au sein du gouvernement. Du jour au lendemain, ces accusations explosives ont fait le tour de la presse nationale, mais les détails n'ont cessé de changer. Dans un premier temps, McCarthy a déclaré qu'il disposait d'une liste contenant les noms de 205 communistes au sein du département d'État ; le lendemain, il a ramené cette liste à 57. Comme il gardait la liste secrète, les incohérences n'avaient pas d'importance. Ce qui compte, c'est la puissance de l'accusation, qui a fait du nom de McCarthy un synonyme de la politique de l'époque.

Pendant plus d'un demi-siècle, le maccarthysme a constitué un chapitre essentiel de la vision du monde des libéraux américains : une mise en garde contre l'attrait dangereux des listes noires, des chasses aux sorcières et des démagogues.

Allons maintenant en 2017, alors qu'une nouvelle liste d'agents russes présumés bouleverse la presse et la classe politique américaines. Une nouvelle organisation, Hamilton 68, prétend avoir découvert des centaines de comptes affiliés à la Russie ayant infiltré Twitter pour semer le chaos et aider Donald Trump à remporter l'élection. La Russie est accusée de pirater les plateformes de médias sociaux, les nouveaux centres de pouvoir, et de les utiliser pour diriger secrètement des événements à l'intérieur des États-Unis.

Rien de tout cela n'était vrai. Après avoir examiné la liste secrète de Hamilton 68, le responsable de la sécurité de Twitter, Yoel Roth, a admis en privé que son entreprise permettait à de « *vraies personnes* » d'être « *unilatéralement qualifiées de laquais de la Russie, sans preuve ni recours* ».

L'épisode de Hamilton 68 s'est déroulé comme un remake presque parfait de l'affaire McCarthy, à une différence près : McCarthy a dû faire face à une certaine résistance de la part de journalistes de premier plan, des agences de renseignement américaines et de ses collègues du Congrès. À notre époque, ces mêmes groupes se sont alignés pour soutenir les nouvelles listes secrètes et attaquer quiconque les remettait en question.

Lorsque la preuve est apparue au début de cette année que Hamilton 68 était un montage de haut niveau perpétré contre le peuple américain, elle a été accueillie par un grand mur de silence dans la presse nationale. Le

désintérêt était si profond qu'il suggérait une question de principe plutôt que de commodité pour les porte-drapeaux du libéralisme américain qui avaient perdu la foi dans la promesse de la liberté et embrassé un nouvel idéal.

Dans les derniers jours de son mandat, le président Barack Obama a pris la décision d'engager le pays sur une nouvelle voie. Le 23 décembre 2016, il a promulgué la loi nommée *Countering Foreign Propaganda and Disinformation Act*, qui utilise un langage de défense de la patrie pour lancer une guerre de l'information ouverte et offensive.

Le spectre de Donald Trump et les mouvements populistes de 2016 ont réveillé les monstres endormis de l'Occident. La désinformation, vestige à moitié oublié de la guerre froide, a été à nouveau évoquée comme une menace urgente et existentielle. La Russie aurait exploité les vulnérabilités de l'internet ouvert pour contourner les défenses stratégiques américaines en infiltrant les téléphones et les ordinateurs portables des particuliers. L'objectif final du Kremlin était de coloniser l'esprit de ses cibles, une tactique que les spécialistes de la cyberguerre appellent le « *piratage cognitif* ».

La lutte contre ce spectre était considérée comme une question de survie nationale. « *Les États-Unis perdent la guerre d'influence* », avertissait un article publié en décembre 2016 dans le journal de l'industrie de la défense, *Defense One*. L'article citait deux initiés du gouvernement qui affirmaient que les lois rédigées pour protéger les citoyens américains de l'espionnage étatique mettaient en péril la sécurité nationale. Selon Rand Waltzman, ancien directeur de programme à la Defense Advanced Research Projects Agency, les adversaires des États-Unis jouissent d'un « *avantage significatif* » en raison des « *contraintes juridiques et organisationnelles auxquelles nous sommes soumis et pas eux* ».

Michael Lumpkin, qui a dirigé le Global Engagement Center (GEC) du département d'État, l'agence désignée par Obama pour mener la campagne de contre-désinformation des États-Unis, s'est fait l'écho de ce point de vue. M. Lumpkin a qualifié d'obsolète le Privacy Act de 1974, une loi datant de l'après-Watergate qui protège les citoyens américains contre la collecte de leurs données par le gouvernement. « *La loi de 1974 a été créée pour s'assurer que nous ne recueillions pas de données sur les citoyens américains. Eh bien, ... par définition, le World Wide Web est mondial. Il n'y a pas de passeport qui l'accompagne. S'il s'agit d'un citoyen tunisien aux États-Unis ou d'un citoyen américain en Tunisie, je n'ai pas la capacité de le discerner... Si j'avais plus de possibilités de travailler avec ces [informations personnelles identifiables] et si j'y avais accès... je pourrais faire plus de ciblage, de manière plus définitive, pour m'assurer que je peux envoyer le bon message au bon public et au bon moment* ».

Le message de l'establishment de la défense américaine était clair : pour gagner la guerre de l'information – un conflit existentiel qui se déroule dans les dimensions sans frontières du cyberspace – le gouvernement doit se passer de distinctions juridiques obsolètes entre les terroristes étrangers et les citoyens américains.

Depuis 2016, le gouvernement fédéral a dépensé des milliards de dollars pour transformer le complexe de contre-désinformation en l'une des forces les plus puissantes du monde moderne : un léviathan tentaculaire dont les tentacules s'étendent aux secteurs public et privé, que le gouvernement utilise pour diriger les efforts de « *l'ensemble de la société* », visant à prendre le contrôle total d'Internet et à réaliser rien de moins que l'éradication de l'erreur humaine.

La première étape de la mobilisation nationale pour vaincre la désinformation a consisté à fusionner l'infrastructure de sécurité nationale des États-Unis avec les plateformes de médias sociaux, où se déroulait cette guerre de l'information. L'agence gouvernementale chargée de la lutte contre la désinformation, le GEC, a déclaré que sa mission consistait à « *rechercher et à engager les meilleurs talents dans le secteur de la technologie* ». À cette fin, le gouvernement a commencé à nommer des cadres de la technologie comme des commissaires à l'information de facto en temps de guerre.

Dans des entreprises comme Facebook, Twitter, Google et Amazon, les cadres supérieurs ont toujours compté des vétérans de l'establishment de la sécurité nationale. Mais avec la nouvelle alliance entre la sécurité nationale américaine et les médias sociaux, les anciens espions et fonctionnaires des agences de renseignement sont devenus un bloc dominant au sein de ces entreprises ; ce qui avait été une échelle de carrière par laquelle les gens passaient de leur expérience gouvernementale à des emplois dans le secteur privé de la technologie s'est transformé en un ouroboros qui a fusionné les deux ensembles. Avec la fusion Washington D.C. – Silicon Valley, les bureaucraties fédérales ont pu s'appuyer sur des relations sociales informelles pour faire avancer leur agenda au sein des entreprises technologiques.

À l'automne 2017, le FBI a créé son groupe de travail sur l'influence étrangère dans le but exprès de surveiller les médias sociaux pour repérer les comptes qui tentent de « *discréditer les personnes et les institutions américaines* ». Le département de la sécurité intérieure a endossé un rôle similaire.

À peu près au même moment, Hamilton 68 explosait. Publiquement, les algorithmes de Twitter ont transformé cette entité exposant l'influence russe en un sujet d'actualité majeur. En coulisses, les dirigeants de Twitter ont rapidement compris qu'il s'agissait d'une manipulation. Selon le journaliste Matt Taibbi, lorsque Twitter a procédé à une rétro-ingénierie de la liste secrète, il a découvert qu' *« au lieu de suivre l'influence de la Russie sur les attitudes américaines, Hamilton 68 s'est contenté de rassembler une poignée de comptes, pour la plupart réels et pour la plupart américains, et de décrire leurs conversations organiques comme étant des manigances russes »*. La découverte a incité le responsable de la confiance et de la sécurité de Twitter, Yoel Roth, à suggérer dans un courriel d'octobre 2017 que l'entreprise prenne des mesures pour dénoncer cette arnaque et *« considérer cela comme la connerie que c'est. »*

En fin de compte, ni Roth ni personne d'autre n'a dit un mot. Au lieu de cela, ils ont laissé un pourvoyeur de conneries de qualité industrielle – le terme démodé de désinformation – continuer à déverser son contenu directement dans le flux d'informations.

Mais que quelques agences puissantes luttent contre la désinformation ne suffisait pas. La stratégie de mobilisation nationale exigeait une approche *« non seulement de l'ensemble du gouvernement, mais aussi de l'ensemble de la société »*, selon un document publié par le GEC en 2018. *« Pour contrer la propagande et la désinformation »*, a déclaré l'agence, *« il faudra tirer parti de l'expertise de l'ensemble du gouvernement, des secteurs de la technologie et du marketing, du monde universitaire et des ONG. »*

C'est ainsi que la *« guerre contre la désinformation »* créée par le gouvernement est devenue la grande croisade morale de son temps. Les officiers de la CIA à Langley en sont venus à partager une cause avec de jeunes journalistes branchés à Brooklyn, des organisations non lucratives progressistes à Washington, des groupes de réflexion financés par George Soros à Prague, des consultants en équité raciale, des consultants en capital-investissement, des employés d'entreprises technologiques de la Silicon Valley, des chercheurs de l'Ivy League et des membres de la famille royale britannique qui ont failli à leur mission. Les Républicains *« Never Trump »* ont uni leurs forces à celles du Comité national démocrate, qui a déclaré que la désinformation en ligne était *« un problème qui touche l'ensemble de la société et qui nécessite une réponse de l'ensemble de la société »*.

Même les critiques les plus virulents du phénomène – y compris Taibbi et Jeff Gerth de [la Columbia Journalism Review](#), qui a récemment publié une dissection du rôle de la presse dans la promotion des fausses allégations de collusion entre Trump et la Russie – se sont concentrés sur les échecs des médias, un point de vue largement partagé par les publications conservatrices, qui traitent la désinformation comme une question de parti pris et de censure partisane. Mais s'il ne fait aucun doute que les médias se sont totalement déshonorés, ils sont aussi un bouc émissaire commode – de loin l'acteur le plus faible du complexe de contre-désinformation. La presse américaine, autrefois gardienne de la démocratie, a été vidée de sa substance au point d'être utilisée comme une marionnette par les agences de sécurité et les responsables des partis politiques américains.

Il serait agréable d'appeler ce qui s'est passé une tragédie, mais un public est censé apprendre quelque chose

d'une tragédie. En tant que nation, l'Amérique n'a non seulement rien appris, mais elle a été délibérément empêchée d'apprendre quoi que ce soit tout en étant forcée de courir après des ombres. Ce n'est pas parce que les Américains sont stupides, c'est parce que ce qui s'est passé n'est pas une tragédie, mais quelque chose de plus proche du crime. La désinformation est à la fois le nom du crime et le moyen de le couvrir ; une arme qui sert aussi de couverture.

Le crime est la guerre de l'information elle-même, qui a été lancée sous de faux prétextes et qui, par nature, détruit les frontières essentielles entre le public et le privé, entre l'étranger et le national, dont dépendent la paix et la démocratie. En associant la politique anti-establishment des populistes nationaux à des actes de guerre commis par des ennemis étrangers, elle a justifié le recours à des armes de guerre contre des citoyens américains. Elle a transformé les lieux publics où se déroule la vie sociale et politique en pièges de surveillance et en cibles pour des opérations psychologiques de masse. Le crime est la violation systématique des droits des Américains par des fonctionnaires non élus qui contrôlent secrètement ce que les individus peuvent penser et dire.

Ce que nous voyons aujourd'hui, dans les révélations exposant les rouages du régime de censure entre l'État et les entreprises, n'est que la fin du commencement. Les États-Unis n'en sont encore qu'aux premiers stades d'une mobilisation de masse qui vise à soumettre tous les secteurs de la société à un régime technocratique unique. Cette mobilisation, qui a commencé comme une réponse à la menace prétendument urgente de l'ingérence russe, évolue maintenant vers un régime de contrôle total de l'information qui s'est arrogé la mission d'éradiquer les dangers abstraits tels que l'erreur, l'injustice et le mal – un objectif digne uniquement de dirigeants qui se croient infaillibles ou de super-vilains des bandes dessinées.

La première phase de la guerre de l'information a été marquée par des manifestations typiquement humaines d'incompétence et d'intimidation brutale. Mais la prochaine étape, déjà en cours, est réalisée par des processus évolutifs d'intelligence artificielle et de pré-censure algorithmique qui sont encodés de manière invisible dans l'infrastructure de l'internet, où ils peuvent modifier les perceptions de milliards de personnes.

Quelque chose de monstrueux est en train de prendre forme en Amérique. D'un point de vue formel, cela montre la synergie du pouvoir de l'État et des entreprises au service d'un zèle tribal qui est la marque du fascisme. Pourtant, quiconque passe du temps en Amérique et n'est pas un zélote ayant subi un lavage de cerveau peut dire qu'il ne s'agit pas d'un pays fasciste. Ce qui est en train de naître, c'est une nouvelle forme de gouvernement et d'organisation sociale qui est aussi différente de la démocratie libérale du milieu du vingtième siècle que la première république américaine l'était du monarchisme britannique dont elle est issue et qu'elle a fini par supplanter. Un État organisé selon le principe qu'il existe pour protéger les droits souverains des individus est en train d'être remplacé par un léviathan numérique qui exerce son pouvoir par le biais d'algorithmes opaques et de la manipulation d'essais numériques. Il ressemble au système chinois de crédit social et de contrôle de l'État par un parti unique, mais cela aussi ne tient pas compte du caractère distinctement américain et providentiel du système de contrôle. Dans le temps que nous perdons à essayer de le nommer, la chose elle-même peut disparaître à nouveau dans l'ombre bureaucratique, couvrant toute trace par des suppressions automatisées à partir des centres de données top secret d'Amazon Web Services, « *le cloud de confiance pour le gouvernement* ».

*When the blackbird flew out of sight,
It marked the edge
Of one of many circles.*

/

*Quand le merle s'est envolé hors de vue,
Il a marqué le bord
D'un des nombreux cercles.*

D'un point de vue technique ou structurel, l'objectif du régime de censure n'est pas de censurer ou d'opprimer, mais de gouverner. C'est pourquoi les autorités ne peuvent jamais être accusées de désinformation. Pas lorsqu'elles ont menti sur les ordinateurs portables de Hunter Biden, pas lorsqu'elles ont prétendu que la fuite du laboratoire était une conspiration raciste, pas lorsqu'elles ont affirmé que les vaccins empêchaient la transmission du nouveau coronavirus. La désinformation, aujourd'hui et pour toujours, est ce qu'ils prétendent qu'elle est. Ce n'est pas un signe que le concept est mal utilisé ou corrompu ; c'est le fonctionnement précis d'un système totalitaire.

Si la philosophie sous-jacente de la guerre contre la désinformation peut être exprimée en une seule phrase, c'est bien celle-ci : On ne peut pas se fier à son propre esprit. Ce qui suit est une tentative de voir comment cette philosophie s'est manifestée dans la réalité. Il aborde le sujet de la désinformation sous treize angles, à l'instar des « *treize façons de regarder un merle* », poème de Wallace Stevens datant de 1917, dans l'espoir que la synthèse de ces points de vue partiels donne une impression utile de la véritable forme de la désinformation et de son dessein ultime.

SOMMAIRE

1. Le retour inattendu de la russophobie : Les origines de la « désinformation » contemporaine
2. L'élection de Trump : « *C'est la faute de Facebook* »

III. Pourquoi avons-nous besoin de toutes ces données sur les gens ?

1. Internet : De l'enfant chéri au démon
2. Russiagate ! Russiagate ! Russiagate !
3. Pourquoi la « *guerre contre la terreur* » de l'après 11 septembre n'a jamais pris fin

VII. La montée en puissance des « extrémistes nationaux »

VIII. Le Borg des ONG

1. COVID-19
2. Les ordinateurs portables de Hunter : L'exception à la règle
3. Le nouvel État à parti unique

XII. La fin de la censure

XIII. Après la démocratie

Le retour inattendu de la russophobie : Les origines de la « désinformation » contemporaine

Les fondements de la guerre de l'information actuelle ont été posés en réponse à une série d'événements qui se sont déroulés en 2014. La Russie a d'abord tenté d'empêcher la révolte du Maïdan soutenu par les États-Unis en Ukraine ; quelques mois plus tard, elle a envahi la Crimée ; et plusieurs mois après, État islamique s'empara de la ville de Mossoul, dans le nord de l'Irak, et l'a déclarée capitale d'un nouveau califat. Dans trois conflits distincts, un ennemi ou une puissance rivale des États-Unis a été considéré comme ayant utilisé avec succès non seulement la puissance militaire, mais aussi des campagnes de messagerie sur les médias sociaux conçues pour confondre et démoraliser ses ennemis – une combinaison connue sous le nom de « *guerre hybride* ». Ces conflits ont convaincu les responsables de la sécurité des États-Unis et de l'OTAN que le pouvoir des médias sociaux de façonner les perceptions du public avait évolué au point de pouvoir décider de l'issue des guerres modernes – une issue qui pourrait être contraire à celle souhaitée par les États-Unis. Ils en ont conclu que l'État

devait se donner les moyens de prendre le contrôle des communications numériques afin de présenter la réalité telle qu'il la souhaite et d'empêcher qu'elle ne devienne autre chose.

Techniquement, la guerre hybride désigne une approche qui combine des moyens militaires et non militaires – des opérations clandestines et secrètes mêlées à la cyberguerre et aux opérations d'influence – afin de désorienter et d'affaiblir une cible tout en évitant une guerre conventionnelle directe et à grande échelle. Dans la pratique, elle est notoirement vague. « *Le terme couvre désormais tous les types d'activités russes perceptibles, de la propagande à la guerre conventionnelle, et tout ce qui existe entre les deux* », écrivait le spécialiste de la Russie, Michael Kofman, en mars 2016.

Au cours de la dernière décennie, la Russie a en effet employé à plusieurs reprises des tactiques associées à la guerre hybride, notamment en cherchant à cibler le public occidental par le biais de messages diffusés sur des chaînes telles que *RT* et *Sputnik News* et par des opérations cybernétiques telles que l'utilisation de comptes de « *trolls* ». Mais ces pratiques n'étaient pas nouvelles, même en 2014, et les États-Unis, ainsi que toutes les autres grandes puissances, s'y livraient également. Dès 2011, les États-Unis construisaient leurs propres « *armées de trolls* » en ligne en développant des logiciels pour « *manipuler secrètement les sites de médias sociaux en utilisant de fausses personnalités en ligne pour influencer les conversations sur Internet et diffuser de la propagande pro-américaine* ».

« *Si vous torturez la guerre hybride assez longtemps, elle vous dira n'importe quoi* », avait admonesté Kofman, et c'est précisément ce qui a commencé à se produire quelques mois plus tard lorsque les détracteurs de Trump ont popularisé l'idée qu'une main russe cachée était le marionnettiste des développements politiques à l'intérieur des États-Unis.

Le principal promoteur de cette affirmation est un ancien agent du FBI et analyste de la lutte contre le terrorisme, Clint Watts. Dans [un article](#) d'août 2016 intitulé « *La Russie domine ton fil twitter pour y répandre des mensonges (et Trump aussi)* », Clint Watts et son coauteur, Andrew Weisburd, décrivent comment la Russie a relancé sa campagne « *Active Measures* » de l'époque de la guerre froide, en utilisant la propagande et la désinformation pour influencer les audiences étrangères. En conséquence, selon l'article, les électeurs de Trump et les propagandistes russes promouvaient sur les médias sociaux les mêmes histoires destinées à faire passer l'Amérique pour faible et incompétente. Les auteurs affirment de manière extraordinaire que « *la fusion des comptes favorables à la Russie et des électeurs de Trump dure depuis un certain temps* ». Si cela était vrai, cela signifiait que toute personne exprimant son soutien à Donald Trump pouvait être un agent du gouvernement russe, qu'elle ait ou non l'intention de jouer ce rôle. Cela signifiait que ceux qu'ils appelaient les « *Trumpkins* », qui représentaient la moitié du pays, attaquaient l'Amérique de l'intérieur. Cela signifiait que la politique était devenue une guerre, comme c'est le cas dans de nombreuses régions du monde, et que des dizaines de millions d'Américains étaient l'ennemi.

Watts s'est fait un nom en tant qu'analyste de la lutte contre le terrorisme en étudiant les stratégies de médias sociaux utilisées par ISIS, mais avec des articles comme celui-ci, il est devenu l'expert des médias sur les trolls russes et les campagnes de désinformation du Kremlin. Il semble qu'il ait également bénéficié de soutiens puissants.

Dans son livre « *l'assaut contre l'intelligence* », le chef de la CIA à la retraite, Michael Hayden, a qualifié Watts d'« *homme qui, plus que tout autre, a tenté de tirer la sonnette d'alarme plus de deux ans avant les élections de 2016.* »

Dans son livre, Hayden attribue à Watts le mérite de lui avoir enseigné le pouvoir des médias sociaux : « *Watts m'a fait remarquer que Twitter rendait les faussetés plus crédibles par la simple répétition et le volume. Il a parlé d'une sorte de « propagande informatique ». Twitter alimente à son tour les médias grand public* ».

Une fausse histoire amplifiée algorithmiquement par Twitter et diffusée par les médias – ce n'est pas une

coïncidence si cela décrit parfaitement les « *conneries* » diffusées sur Twitter au sujet des opérations d'influence russes : En 2017, c'est Watts [qui a eu l'idée](#) de créer Hamilton 68 et qui a aidé à accomplir l'initiative.

L'élection de Trump : « *C'est la faute de Facebook* »

Personne ne pensait que Trump était un politicien normal. En tant qu'ogre, Trump a horrifié des millions d'Américains qui ont ressenti comme une trahison personnelle la possibilité qu'il occupe le même poste que George Washington et Abe Lincoln. Trump a également menacé les intérêts commerciaux des secteurs les plus puissants de la société. C'est cette dernière offense, plutôt que son racisme supposé ou son caractère non présidentiel flagrant, qui a plongé la classe dirigeante dans un état d'apoplexie.

Étant donné qu'il s'est concentré sur l'abaissement du taux d'imposition des sociétés, il est facile d'oublier que les responsables Républicains et la classe des donateurs du parti considéraient Trump comme un dangereux radical qui menaçait leurs liens commerciaux avec la Chine, leur accès à une main-d'œuvre importée bon marché et l'activité lucrative de la guerre permanente. Mais c'est bien ainsi qu'ils le voyaient, comme en témoigne la réaction sans précédent à la candidature de Trump enregistrée par le *Wall Street Journal* en septembre 2016 : « *Aucun dirigeant des 100 plus grandes entreprises du pays n'avait fait de don à la campagne présidentielle du républicain Donald Trump jusqu'au mois d'août, un net revirement par rapport à 2012, lorsque près d'un tiers des PDG des entreprises du classement Fortune 100 avaient soutenu le candidat du GOP, Mitt Romney.* »

Le phénomène n'est pas propre à Trump. Bernie Sanders, le candidat populiste de gauche en 2016, était également considéré comme une menace dangereuse par la classe dirigeante. Mais alors que les Démocrates ont réussi à saboter Sanders, Trump a réussi à passer les garde-fous de son parti, ce qui signifie qu'il a dû être traité par d'autres moyens.

Deux jours après l'entrée en fonction de Trump, le sénateur Chuck Schumer, tout sourire, a déclaré à Rachel Maddow de *MSNBC* qu'il était « *vraiment stupide* » de la part du nouveau président de s'attirer les foudres des agences de sécurité qui étaient censées travailler pour lui : « *Laissez-moi vous dire que si vous vous attaquez à la communauté du renseignement, elle a six façons de se venger de vous, dès le dimanche.* »

Trump avait utilisé des sites comme Twitter pour contourner les élites de son parti et entrer directement en contact avec ses partisans. Par conséquent, pour paralyser le nouveau président et s'assurer que personne comme lui ne puisse jamais revenir au pouvoir, les agences de renseignement devaient briser l'indépendance des plateformes de médias sociaux. Comme par hasard, il s'agissait de la même leçon que de nombreux responsables du renseignement et de la défense avaient tirée des campagnes d'ISIS et de la Russie en 2014 – à savoir que les médias sociaux étaient trop puissants pour être laissés en dehors du contrôle de l'État – mais appliquée à la politique intérieure, ce qui signifiait que les agences seraient désormais aidées par des politiciens qui avaient tout intérêt à profiter de l'effort.

Immédiatement après l'élection, Hillary Clinton a commencé à accuser Facebook d'être responsable de sa défaite. Jusque-là, Facebook et Twitter s'étaient efforcés de rester en dehors de la mêlée politique, craignant de compromettre leurs profits potentiels en s'aliénant l'un ou l'autre parti. Mais un changement profond s'est produit, car l'opération derrière la campagne de Clinton s'est réorientée non seulement pour réformer les plateformes de médias sociaux, mais aussi pour les conquérir. La leçon qu'ils ont tirée de la victoire de Trump est que Facebook et Twitter – plus que le Michigan et la Floride – sont les champs de bataille cruciaux où les compétitions politiques sont gagnées ou perdues. « *Beaucoup d'entre nous commencent à parler de l'ampleur du problème* », déclarait Teddy Goff, stratège numérique en chef de Clinton, à *Politico* la semaine suivant l'élection, en faisant référence au rôle présumé de Facebook dans la diffusion de la désinformation russe qui a aidé Trump. « *Tant du côté de la campagne que de l'administration, et plus largement de l'orbite d'Obama, c'est l'une des choses que nous aimerions aborder après l'élection* », a déclaré Goff.

La presse a répété ce message si souvent qu'elle a donné à la stratégie politique l'apparence d'une validité objective :

« Donald Trump a gagné grâce à Facebook » ; *New York Magazine*, 9 novembre 2016.

« Facebook, dans la ligne de mire à la suite des élections, risqué de voir son influence remise en question » ; *The New York Times*, 12 novembre 2016.

« Les efforts de propagande russe ont aidé à propager des « fake news » pendant les élections, selon des experts » ; *The Washington Post*, 24 novembre 2016.

» La désinformation, non pas les fakes news, ont fait que Trump a été élu, et cela continue » ; *The Intercept*, 6 décembre 2016.

Et cela s'est poursuivi ainsi dans d'innombrables articles qui ont dominé le cycle de l'information pendant les deux années suivantes.

Dans un premier temps, Mark Zuckerberg, PDG de Facebook, a rejeté l'accusation selon laquelle les « *fake news* » publiées sur sa plateforme avaient influencé le résultat de l'élection, la [qualifiant](#) d'« assez folle ». Mais Mark Zuckerberg a dû faire face à une campagne de pression intense au cours de laquelle tous les secteurs de la classe dirigeante américaine, y compris ses propres employés, lui ont reproché d'avoir placé un agent de Poutine à la Maison-Blanche, l'accusant de fait de haute trahison. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est arrivée quelques semaines après l'élection, lorsque [Obama lui-même](#) a « *dénoncé publiquement la diffusion de fausses nouvelles sur Facebook* ». Deux jours plus tard, Zuckerberg s'est [plié à l'exercice](#) : « *Facebook annonce une nouvelle offensive contre les fake news après les commentaires d'Obama* ».

L'affirmation, fausse mais fondamentale, selon laquelle la Russie a piraté l'élection de 2016 fournissait la justification – tout comme les mensonges sur les armes de destruction massive ont permis de lancer la guerre d'Irak – pour plonger l'Amérique dans un état d'exception digne d'un temps de guerre. Les règles normales de la démocratie constitutionnelle étant suspendues, une coterie d'agents du parti et de responsables de la sécurité a ensuite installé une nouvelle architecture de contrôle social, vaste et largement invisible, sur l'arrière-plan des plus grandes plateformes d'internet.

Bien qu'il n'y ait jamais eu d'ordre public ni de votes au parlement, le gouvernement américain a commencé à appliquer la loi martiale en ligne.

III. Pourquoi avons-nous besoin de toutes ces données sur les gens ?

La doctrine américaine de la guerre contre-insurrectionnelle (COIN) appelle à « *gagner les cœurs et les esprits* ». L'idée est que la victoire contre les groupes d'insurgés dépend du soutien de la population locale, ce qui ne peut être obtenu par la seule force brute. Dans des pays comme le Viêt Nam et l'Irak, le soutien a été obtenu en combinant la construction d'une nation et l'attrait pour les habitants en leur fournissant des biens qu'ils étaient supposés apprécier : de l'argent et des emplois, par exemple, ou de la stabilité.

Étant donné que les valeurs culturelles varient et que ce qui est apprécié par un villageois afghan peut sembler sans valeur à un comptable suédois, les contre-insurgés qui réussissent doivent apprendre à connaître les motivations de la population locale. Pour conquérir un esprit, il faut d'abord le pénétrer pour comprendre ses désirs et ses craintes. En cas d'échec, il existe une autre approche dans l'arsenal militaire moderne pour la remplacer : le contre-terrorisme. Là où la contre-insurrection tente de gagner le soutien de la population locale, le contre-terrorisme s'efforce de traquer et de tuer les ennemis désignés.

Malgré l'apparente tension entre leurs approches opposées, les deux stratégies ont souvent été utilisées en tandem. Toutes deux s'appuient sur de vastes réseaux de surveillance pour recueillir des renseignements sur leurs cibles, qu'il s'agisse de déterminer où creuser des puits ou de localiser des terroristes afin de les tuer. Mais le contre-insurgé en particulier s'imagine que s'il peut en apprendre suffisamment sur une population, il sera possible de réorganiser sa société. Pour obtenir des réponses, il suffit d'utiliser les bonnes ressources : une combinaison d'outils de surveillance et de méthodes de sciences sociales, dont les résultats communs alimentent des bases de données centralisées toutes puissantes, censées contenir la totalité de la guerre.

En réfléchissant à [mon expérience](#) en tant qu'officier de renseignement de l'armée américaine en Afghanistan, j'ai observé que *« les outils d'analyse de données à la portée de toute personne ayant accès à un centre d'opérations ou à une salle de crise semblaient promettre la convergence imminente de la carte et du territoire »*, mais qu'ils finissaient par devenir un piège car *« les forces américaines pouvaient mesurer des milliers de choses différentes sans que nous ne puissions les comprendre »*. Nous avons essayé de combler ce déficit en acquérant encore plus de données. Si seulement nous pouvions rassembler suffisamment d'informations et les harmoniser avec les bons algorithmes, nous pensions que la base de données devinerait l'avenir.

Ce cadre est non seulement fondamental dans la doctrine américaine moderne de contre-insurrection, mais il a également été à l'origine de la construction de l'internet. Le Pentagone a construit le proto-internet connu sous le nom d'ARPANET en 1969 parce qu'il avait besoin d'une infrastructure de communication décentralisée capable de survivre à une guerre nucléaire, mais ce n'était pas le seul objectif. L'internet, écrit Yasha Levine dans son histoire du sujet intitulée « Surveillance Valley », était aussi *« une tentative de construire des systèmes informatiques capables de collecter et de partager des renseignements, d'observer le monde en temps réel, d'étudier et d'analyser les gens et les mouvements politiques dans le but ultime de prédire et de prévenir les bouleversements sociaux. Certains ont même rêvé de créer une sorte de radar d'alerte précoce pour les sociétés humaines : un système informatique en réseau qui surveillerait les menaces sociales et politiques et les intercepterait de la même manière que les radars traditionnels le faisaient pour les avions hostiles »*.

À l'époque du « *programme de liberté* » de l'internet, la mythologie populaire de la Silicon Valley la dépeignait comme un laboratoire de monstres, d'autodidactes, de libres penseurs et de bricoleurs libertaires qui voulaient simplement faire des choses géniales sans que le gouvernement ne les ralentisse. L'autre version de l'histoire, décrite dans le livre de Levine, souligne que l'internet *« a toujours eu une nature à double usage, enracinée dans la collecte de renseignements et la guerre »*. Il y a du vrai dans les deux versions, mais après 2001, la distinction a disparu.

Comme l'écrit Shoshana Zuboff dans *« l'âge du capitalisme de surveillance »*, au début de la guerre contre le terrorisme, *« l'affinité élective entre les agences de renseignement publiques et le capitalisme de surveillance naissant qu'était Google s'est épanouie dans le feu de l'action pour produire une déformation historique unique : l'exceptionnalisme de la surveillance »*.

En Afghanistan, l'armée a dû recourir à des drones coûteux et à des « *équipes de terrain humain* » composées d'universitaires aventureux pour sonder la population locale et en extraire les données sociologiques pertinentes. Mais comme les Américains passent des heures par jour à alimenter volontairement les monopoles de données liés au secteur de la défense avec leurs moindres pensées, il a dû sembler trivialement facile à quiconque contrôlant les bases de données de manipuler les sentiments de la population dans son pays.

Il y a plus de dix ans, le Pentagone a commencé à [financer le développement](#) d'une série d'outils destinés à détecter et à contrer les messages terroristes sur les médias sociaux. Certains faisaient partie d'une initiative plus large de « *guerre mémétique* » au sein de l'armée, qui comprenait des propositions visant à utiliser les mêmes pour *« vaincre une idéologie ennemie et gagner les masses de non-combattants indécis »*. Mais la plupart des programmes, lancés en réponse à la montée d'ISIS et à l'utilisation habile des médias sociaux par le groupe djihadiste, se sont concentrés sur le renforcement des moyens automatisés de détection et de censure des

messages terroristes en ligne. Ces efforts ont culminé en janvier 2016 avec l'annonce par le département d'État de l'ouverture du Centre d'engagement mondial susmentionné, dirigé par Michael Lumpkin. Quelques mois plus tard, le président Obama a chargé le GEC de la nouvelle guerre contre la désinformation. Le [jour même de l'annonce](#) de la création du GEC, Obama et « *plusieurs membres haut placés de l'establishment de la sécurité nationale ont rencontré des représentants de Facebook, Twitter, YouTube et d'autres puissances de l'Internet pour discuter de la manière dont les États-Unis peuvent lutter contre les messages d'ISIS par le biais des médias sociaux* ».

Dans le sillage des bouleversements populistes de 2016, des figures de proue du parti au pouvoir aux États-Unis se sont emparées de la boucle de rétroaction de la surveillance et du contrôle affinée par la guerre contre le terrorisme comme méthode de maintien du pouvoir à l'intérieur des États-Unis. Les armes créées pour lutter contre ISIS et Al-Qaïda ont été retournées contre les Américains qui entretenaient des pensées incorrectes sur le président ou les boosters de vaccins ou les pronoms de genre ou la guerre en Ukraine.

L'ancien fonctionnaire du département d'État Mike Benz, qui dirige aujourd'hui une organisation appelée [Foundation for Freedom Online](#) qui se présente comme un chien de garde de la liberté d'expression numérique, décrit comment une société appelée Graphika, qui est « *essentiellement un consortium de censure financé par le ministère américain de la Défense* » qui a été créé pour lutter contre les terroristes, a été réaffecté pour censurer le discours politique en Amérique. La société, « *initialement financée pour aider à effectuer un travail de contre-insurrection sur les médias sociaux dans les zones de conflit pour l'armée américaine* », a ensuite été « *redéployée au niveau national pour la censure sur le Covid et la censure politique* », [a déclaré](#) Benz à un intervieweur. « *Graphika a été déployé pour surveiller le discours des médias sociaux sur Covid et les origines de Covid, les conspirations à propos du Covid ou tout sujet concernant le Covid.* »

La lutte contre ISIS s'est transformée en lutte contre Trump et la « *collusion russe* », qui s'est transformée en lutte contre la désinformation. Mais il ne s'agit là que de changements de marque ; l'infrastructure technologique sous-jacente et la philosophie de la classe dirigeante, qui revendique le droit de refaire le monde sur la base d'un sens religieux de l'expertise, sont restées inchangées. L'art humain de la politique, qui aurait nécessité de véritables négociations et compromis avec les partisans de Trump, a été abandonné en faveur d'une science spéculative de l'ingénierie sociale descendante visant à produire une société totalement administrée.

Pour la classe dirigeante américaine, la COIN a remplacé la politique comme moyen approprié de traiter avec les indigènes.

Internet : De l'état de chouchou à celui de démon

Il fut un temps où Internet allait sauver le monde. Le premier boom des dot-com dans les années 1990 a popularisé l'idée qu'Internet était une technologie permettant de maximiser le potentiel humain et de répandre la démocratie. Le document « *A Framework for Global Electronic Commerce* », publié en 1997 par l'administration Clinton, présentait la vision suivante : « *L'Internet est un média qui a un potentiel énorme pour promouvoir la liberté individuelle et l'autonomisation de l'individu* » et « *par conséquent, dans la mesure du possible, l'individu devrait être laissé maître de la manière dont il ou elle utilise ce média* ». Les personnes intelligentes de l'Occident se moquaient des efforts naïfs déployés dans d'autres parties du monde pour contrôler le flux d'informations. En 2000, le président Clinton s'est moqué du fait que la répression de l'internet en Chine était « *comme essayer de clouer de la gelée sur un mur* ». Le battage médiatique s'est poursuivi sous l'administration Bush, lorsque les sociétés Internet ont été considérées comme des partenaires essentiels du programme de surveillance de masse de l'État et de son projet d'instauration de la démocratie au Moyen-Orient.

Mais le battage médiatique s'est vraiment emballé lorsque le président Obama a été élu grâce à une campagne axée sur les « *big data* », qui donnait la priorité à l'action sur les médias sociaux. Il semblait y avoir un véritable alignement philosophique entre le style politique d'Obama, président de l'« *espoir* » et du « *changement* » dont

le principe directeur en matière de politique étrangère était « *Ne faites pas de conneries* », et l'entreprise de recherche sur internet dont la devise initiale était « *Ne faites pas de mal* ». Des [liens personnels étroits](#) unissaient également les deux pouvoirs, avec 252 cas, au cours de la présidence d'Obama, de personnes passant d'un emploi à l'autre, entre la Maison Blanche et Google. Entre 2009 et 2015, les employés de la Maison-Blanche et de Google se rencontraient en moyenne plus d'une fois par semaine.

En tant que secrétaire d'État d'Obama, Hillary Clinton a dirigé le programme gouvernemental de « *liberté sur Internet* », qui visait à « *promouvoir les communications en ligne en tant qu'outil d'ouverture des sociétés fermées* ». Dans [un discours](#) prononcé en 2010, Hillary Clinton a mis en garde contre l'expansion de la censure numérique dans les régimes autoritaires : « *Un nouveau rideau est en train de se tirer sur l'information d'une grande partie du monde* », a-t-elle déclaré. « *Et au-delà de ce rideau, les vidéos virales et les articles de blog sont en train de devenir le samizdat de notre époque* ».

L'ironie suprême veut que les mêmes personnes qui, il y a dix ans, promouvaient un agenda de liberté pour les autres pays, poussent depuis les États-Unis à mettre en place l'une des machines de censure les plus importantes et les plus puissantes qui existent, sous prétexte de lutter contre la désinformation.

Ou peut-être que l'ironie n'est pas la bonne manière pour saisir la différence entre le Clinton épris de liberté d'il y a dix ans et l'activiste pro-censure d'aujourd'hui, mais elle touche à ce qui semble être la volte-face d'une classe de personnes qui étaient les porte-drapeaux publics d'idées radicalement différentes à peine 10 ans plus tôt. Ces personnes – les politiciens, avant tout – voyaient (et présentaient) la liberté d'Internet comme une force positive pour l'humanité lorsqu'elle leur donnait du pouvoir et servait leurs intérêts, mais comme quelque chose de démoniaque lorsqu'elle brisait ces hiérarchies de pouvoir et profitait à leurs adversaires. Voilà comment combler le fossé entre la Hillary Clinton de 2013 et la Clinton de 2023 : les deux voient Internet comme un outil extrêmement puissant pour conduire les processus politiques et effectuer un changement de régime.

C'est pourquoi, dans les mondes Clinton et Obama, l'ascension de Donald Trump ressemblait à une profonde trahison – parce que, selon eux, la Silicon Valley aurait pu l'arrêter mais ne l'a pas fait. En tant que chefs de la politique Internet du gouvernement, ils ont aidé les entreprises technologiques à bâtir leur fortune sur la surveillance de masse et ont évangélisé Internet comme un phare de liberté et de progrès tout en fermant les yeux sur leurs violations flagrantes des lois antitrust. En retour, les entreprises technologiques avaient fait l'impensable, non pas parce qu'elles avaient permis à la Russie de « *pirater les élections* », ce qui était une accusation désespérée lancée pour masquer la puanteur de l'échec, mais parce qu'elles avaient refusé d'intervenir pour empêcher Donald Trump de gagner.

Dans [son livre](#) intitulé « *À qui appartient l'avenir ?* », le pionnier de la technologie Jaron Lanier écrit : « *L'activité principale des réseaux numériques est devenue la création de méga-dossiers ultra-secrets sur ce que font les autres, et l'utilisation de ces informations pour concentrer l'argent et le pouvoir.* » Parce que les économies numériques produisent des concentrations toujours plus grandes de données et de puissance, l'inévitable s'est produit : les entreprises technologiques sont devenues trop puissantes.

Que pouvaient faire les dirigeants du parti au pouvoir ? Ils avaient deux options. Ils pouvaient utiliser le pouvoir réglementaire du gouvernement pour contre-attaquer : briser les monopoles de données et restructurer le contrat social qui sous-tend Internet afin que les individus conservent la propriété de leurs données au lieu de se les faire arnaquer chaque fois qu'ils cliquent sur un lien public. Ou, ils pourraient préserver le pouvoir des entreprises technologiques tout en les forçant à abandonner la prétention de neutralité et à la place s'aligner derrière le parti au pouvoir – une perspective tentante, étant donné ce qu'ils pourraient faire avec tout ce pouvoir.

Ils ont bien sûr choisi l'option B.

Déclarer les plates-formes coupables d'avoir élu Trump – un candidat tout aussi répugnant pour les élites

hautement éduquées de la Silicon Valley qu'il l'était pour les élites hautement éduquées de New York et de D.C. – a fourni au club ce que les médias et la classe politique avaient besoin pour pousser les entreprises technologiques à devenir plus puissantes et plus obéissantes.

Russiagate ! Russiagate ! Russiagate !

Si l'on imagine que la classe dirigeante américaine était confrontée à un problème – Donald Trump semblait menacer sa survie institutionnelle -, l'enquête sur la Russie n'a pas seulement fourni les moyens d'unir les différentes branches de cette classe, à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement, contre un ennemi commun. Elle leur a également donné la forme ultime d'influence sur le secteur non aligné le plus puissant de la société : l'industrie technologique. La coordination nécessaire pour mener à bien la machination de la collusion russe était le véhicule, fusionnant (1) les objectifs politiques du Parti démocrate, (2) l'agenda institutionnel des agences de renseignement et de sécurité, et (3) le pouvoir narratif et la ferveur morale des médias avec (4) l'architecture de surveillance des entreprises technologiques.

Le mandat secret de la FISA qui a permis aux agences de sécurité américaines de commencer à espionner la campagne de Trump était basé sur le dossier Steele, un travail partisan et bâclé payé par l'équipe d'Hillary Clinton qui consistait en des rapports manifestement faux alléguant une relation de travail entre Donald Trump et le gouvernement russe. Bien qu'il ait été une arme puissante à court terme contre Trump, le dossier était aussi une connerie évidente, ce qui laissait supposer qu'il pourrait éventuellement devenir un handicap.

La désinformation a résolu ce problème tout en plaçant une arme de qualité nucléaire dans l'arsenal de la résistance anti-Trump. Au début, la désinformation n'était qu'un point de discussion parmi une demi-douzaine d'autres émanant du camp anti-Trump. Elle l'emportait sur les autres parce qu'elle était capable d'expliquer tout et n'importe quoi tout en restant si ambiguë qu'elle ne pouvait être réfutée. Sur le plan défensif, il a permis d'attaquer et de discréditer quiconque remettait en question le dossier ou l'affirmation plus large selon laquelle Trump était de connivence avec la Russie.

Tous les vieux trucs maccarthystes ont été remis au goût du jour. Le *Washington Post* a fait grand cas de l'affirmation selon laquelle la désinformation avait fait basculer l'élection de 2016, une croisade qui a commencé dans les jours qui ont suivi la victoire de Trump, avec l'article « *Russian propaganda effort helped spread 'fake news' during election, experts say* » (L'effort de propagande russe a contribué à répandre des « fake news » pendant l'élection, selon des experts). (Le principal expert cité dans l'article est Clint Watts).

Un flux régulier de fuites de responsables du renseignement vers des journalistes spécialisés dans la sécurité nationale avait déjà établi le faux récit selon lequel il existait des preuves crédibles de collusion entre la campagne de Trump et le Kremlin. Lorsque Trump a gagné en dépit de ces rapports, les hauts fonctionnaires responsables de leur diffusion, en particulier le chef de la CIA John Brennan, ont redoublé d'efforts. Deux semaines avant l'entrée en fonction de Trump, l'administration Obama a publié une version déclassifiée d'une évaluation de la communauté du renseignement, connue sous le nom d'ICA, sur les « *Activités et intentions russes lors des récentes élections* », qui affirmait que « *Poutine et le gouvernement russe ont développé une nette préférence pour le président élu Trump* ».

L'ICA a été présenté comme le consensus objectif et apolitique atteint par de multiples agences de renseignement. Dans la *Columbia Journalism Review*, Jeff Gerth écrit que l'évaluation a fait l'objet d'une « *couverture massive et largement non critique* » dans la presse. En réalité, l'ICA était tout le contraire : un document politique élaboré de manière sélective qui omettait délibérément les preuves contraires afin de donner l'impression que la collusion n'était pas une rumeur largement contestée, mais un fait objectif.

Un rapport classifié de la commission du renseignement de la Chambre des représentants sur la création de l'ICA a expliqué en détail à quel point ce document était inhabituel et ouvertement politique. « *Il ne s'agissait*

*pas de 17 agences, ni même d'une douzaine d'analystes des trois agences qui ont rédigé l'évaluation» , [a déclaré](#) au journaliste Paul Sperry un haut responsable du renseignement qui a lu une version préliminaire du rapport de la Chambre des représentants. « Seuls cinq agents de la CIA l'ont rédigée, et Brennan les a choisis tous les cinq. Et le rédacteur principal était un bon ami de Brennan» . Nommé par Obama, Brennan avait rompu avec les précédents en se mêlant de politique lorsqu'il était directeur de la CIA. Cela a ouvert la voie à sa carrière post-gouvernementale en tant qu'analyste de *MSNBC* et figure de la « résistance» , qui a fait les gros titres en accusant Trump de trahison.*

Mike Pompeo, qui a succédé à Brennan à la CIA, a déclaré qu'en tant que directeur de l'agence, il avait appris que « *des analystes chevronnés qui avaient travaillé sur la Russie pendant presque toute leur carrière étaient devenus des spectateurs* » lors de la rédaction de l'ICA. Selon Sperry, Brennan « *a exclu du rapport des preuves contradictoires sur les motivations de Poutine, malgré les objections de certains analystes du renseignement qui soutenaient que Poutine comptait sur la victoire de Clinton et considérait Trump comme un 'joker'» .* (C'est également Brennan qui a passé outre les objections d'autres agences pour inclure le dossier Steele dans l'évaluation officielle).

Malgré ses irrégularités, l'ICA a fonctionné comme prévu : Trump a commencé sa présidence sous un nuage de suspicion qu'il n'a jamais pu dissiper. Comme l'avait promis Schumer, les responsables du renseignement n'ont pas tardé à prendre leur revanche.

Et pas seulement une revanche, mais aussi une action planifiée. L'affirmation selon laquelle la Russie a piraté le vote de 2016 a permis aux agences fédérales de mettre en œuvre le nouveau mécanisme de censure public-privé sous le prétexte d'assurer « *l'intégrité des élections* ». Les personnes qui ont exprimé des opinions vraies et protégées par la Constitution sur l'élection de 2016 (et plus tard sur des questions telles que le COVID-19 et le retrait des États-Unis d'Afghanistan) ont été qualifiées de non américaines, de racistes, de conspirationnistes et de laquais de Vladimir Poutine, et ont été systématiquement éliminées de la place publique numérique pour empêcher que leurs idées ne répandent la désinformation. Selon une estimation extrêmement prudente basée sur les rapports publics, il y a eu des [dizaines de millions](#) de cas de censure de ce type depuis l'élection de Trump.

Et voici le point culminant de cet article : Le 6 janvier 2017, le jour même où le rapport de l'ICA de Brennan apportait un soutien institutionnel à la fausse affirmation selon laquelle Poutine a aidé Trump, Jeh Johnson, le secrétaire sortant du ministère de la Sécurité intérieure nommé par Obama, a annoncé qu'en réponse à l'ingérence électorale russe, il avait désigné les systèmes électoraux américains comme « *infrastructure nationale critique* ». Cette décision a placé les biens de [8 000 administrations électorales](#) du pays sous le contrôle du ministère de la sécurité intérieure. C'était un coup que Johnson tentait de réaliser depuis l'été 2016, mais qui, comme il l'a expliqué dans un [discours ultérieur](#), a été bloqué par les acteurs locaux qui lui ont dit « *que la gestion des élections dans ce pays était la responsabilité souveraine et exclusive des États, et qu'ils ne voulaient pas d'une intrusion fédérale, d'une prise de contrôle fédérale ou d'une réglementation fédérale de ce processus.* » Johnson a donc trouvé une solution de contournement en faisant adopter unilatéralement la mesure dans les derniers jours de son mandat.

On comprend aujourd'hui pourquoi Johnson était si pressé : En l'espace de quelques années, toutes les affirmations utilisées pour justifier l'extraordinaire mainmise fédérale sur le système électoral du pays allaient s'effondrer. En juillet 2019, le rapport Mueller a conclu que Donald Trump n'était pas entré en collusion avec le gouvernement russe – la même conclusion à laquelle est parvenu le rapport de l'inspecteur général sur les origines de l'enquête Trump-Russie, publié plus tard dans l'année. Enfin, le 9 janvier 2023, le *Washington Post* a discrètement publié dans son bulletin d'information sur la cybersécurité un addendum à [l'étude](#) du Center for Social Media and Politics de l'Université de New York. Sa conclusion : « *Les trolls russes sur Twitter ont eu peu d'influence sur les électeurs de 2016* » .

Mais à ce moment-là, cela n'avait plus d'importance. Au cours des deux dernières semaines de l'administration Obama, le nouvel appareil de contre-désinformation a remporté l'une de ses victoires les plus importantes : le

pouvoir de superviser directement les élections fédérales, ce qui aurait de profondes conséquences pour les élections de 2020 entre Trump et Joe Biden.

Pourquoi la « guerre contre la terreur » de l'après 11 septembre n'a jamais pris fin

Clint Watts, qui a dirigé l'initiative Hamilton 68, et Michael Hayden, l'ancien général de l'armée de l'air, chef de la CIA et directeur de la NSA qui a défendu Watts, sont tous deux des vétérans de l'establishment antiterroriste américain. Hayden compte parmi les plus hauts responsables du renseignement que les États-Unis aient jamais produits et a été l'un des principaux architectes du système de surveillance de masse mis en place après le 11 septembre. En effet, un pourcentage étonnant des figures clés du complexe de contre-désinformation se sont fait les dents dans les mondes de la lutte contre le terrorisme et de la guerre contre-insurrectionnelle.

Michael Lumpkin, qui a dirigé le GEC, l'agence du département d'État qui a servi de premier centre de commandement dans la guerre contre la désinformation, est un ancien Navy SEAL ayant une expérience de la lutte contre le terrorisme. Le GEC est lui-même issu du Center for Strategic Counterterrorism Communications avant d'être réaffecté à la lutte contre la désinformation.

Twitter avait la possibilité d'arrêter le canular qu'était Hamilton 68 avant qu'il ne devienne incontrôlable, mais a choisi de ne pas le faire. Pourquoi ? La réponse se trouve dans les courriels envoyés par une responsable de Twitter, Emily Horne, qui déconseillait de dénoncer l'escroquerie. Twitter disposait d'une preuve irréfutable que l'Alliance for Securing Democracy, le groupe de réflexion néolibéral à l'origine de l'initiative Hamilton 68, était coupable de l'accusation qu'il portait contre d'autres : colporter de la désinformation pour attiser les divisions politiques nationales et saper la légitimité des institutions démocratiques. Mais cela doit être mis en balance avec d'autres facteurs, a suggéré M. Horne, tels que la crainte de rester dans le collimateur d'une organisation puissante. « *Nous devons être prudents dans la manière dont nous nous opposons publiquement à l'ASD* », a-t-elle écrit en février 2018.

L'ASD a eu de la chance d'avoir quelqu'un comme Horne à l'intérieur de Twitter. Mais ce n'était peut-être pas de la chance. Horne avait déjà travaillé au département d'État, où elle s'occupait des « *médias numériques et de la sensibilisation des groupes de réflexion* ». Selon son [profil LinkedIn](#), elle « *a travaillé en étroite collaboration avec des journalistes de politique étrangère couvrant [ISIS] [...] et a exécuté des plans de communication relatifs aux activités de la Coalition contre [ISIS]* ». En d'autres termes, elle avait une expérience des opérations antiterroristes similaire à celle de Watts, mais plus axée sur la communication avec la presse et les groupes de la société civile. De là, elle est devenue directrice des communications stratégiques pour le Conseil de sécurité nationale d'Obama, qu'elle n'a quitté que pour rejoindre Twitter en juin 2017. Si l'on met l'accent sur cette chronologie, voici ce qu'elle révèle : Horne a rejoint Twitter un mois avant le lancement de l'ASD, juste à temps pour plaider en faveur de la protection d'un groupe dirigé par le type de courtiers en pouvoir qui détenaient les clés de son avenir professionnel.

Ce n'est pas une coïncidence si la guerre contre la désinformation a commencé au moment même où la guerre mondiale contre le terrorisme (GWOT) semblait enfin toucher à sa fin. Pendant deux décennies, la GWOT a concrétisé les avertissements du président Dwight Eisenhower concernant la montée en puissance d'un complexe militaro-industriel exerçant une « *influence injustifiée* ». Elle s'est transformée en une industrie intéressée, qui se justifie elle-même, employant des milliers de personnes au sein et en dehors du gouvernement, qui opèrent sans contrôle clair ni utilité stratégique. Il aurait peut-être été possible pour les services de sécurité américains de déclarer la victoire et de passer d'une position de guerre permanente à une position de temps de paix, mais comme me l'a expliqué un ancien responsable de la sécurité nationale à la Maison Blanche, c'était peu probable. « *Si vous travaillez dans la lutte contre le terrorisme, il n'y a aucune raison de dire que vous êtes en train de gagner, de leur botter le cul, et qu'ils sont une bande de perdants. Il s'agit avant tout d'exagérer la menace* ». Il a décrit « *d'énormes incitations à gonfler la menace* » qui ont été intériorisées dans la culture de l'establishment de la défense américaine et qui sont « *d'une nature telle qu'elles n'exigent pas que l'on soit*

particulièrement crapuleux ou intellectuellement malhonnête» .

« Cette énorme machinerie a été construite autour de la guerre contre le terrorisme » , a déclaré le fonctionnaire. « Une infrastructure massive qui comprend le monde du renseignement, tous les éléments du ministère de la défense, y compris les commandements de combat, la CIA et le FBI et toutes les autres agences. Et puis il y a tous les contractants privés et la demande des groupes de réflexion. Ce sont des milliards et des milliards de dollars qui sont en jeu ».

Le passage sans heurt de la guerre contre la terreur à la guerre contre la désinformation était donc, dans une large mesure, une simple question d'autopréservation professionnelle. Mais cela n'a pas suffi à maintenir le système précédent ; pour survivre, il fallait continuellement élever le niveau de la menace.

Dans les mois qui ont suivi les attentats du 11 septembre 2001, George W. Bush a promis d'assécher les marais du radicalisme au Moyen-Orient. Ce n'est qu'en rendant la région sûre pour la démocratie, disait-il, qu'il pourrait s'assurer qu'elle cesserait de produire des djihadistes violents tels qu'Oussama ben Laden.

Aujourd'hui, pour assurer la sécurité de l'Amérique, il ne suffit plus d'envahir le Moyen-Orient et d'apporter la démocratie à ses habitants. Selon la Maison Blanche de Biden et l'armée d'experts en désinformation, la menace vient désormais de l'intérieur. Un réseau d'extrémistes de droite, de fanatiques de QAnon et de nationalistes blancs est soutenu par une population beaucoup plus large de quelque 70 millions d'électeurs de Trump dont les sympathies politiques constituent une cinquième colonne à l'intérieur des États-Unis. Mais comment ces personnes se sont-elles radicalisées pour accepter le jihad blanc amer et destructeur de l'idéologie trumpiste ? Par l'internet, bien sûr, où les entreprises technologiques, en refusant de « *faire plus* » pour combattre le fléau des discours de haine et des « *fake news* », ont permis à la désinformation toxique d'empoisonner l'esprit des utilisateurs.

Après le 11 septembre, la menace terroriste a été utilisée pour justifier des mesures telles que le Patriot Act, qui a suspendu les droits constitutionnels et placé des millions d'Américains sous une surveillance de masse. Ces politiques, autrefois controversées, ont fini par être acceptées comme les prérogatives naturelles du pouvoir de l'État. Comme l'a fait remarquer le journaliste Glenn Greenwald, la directive de George W. Bush « *avec nous ou avec les terroristes a suscité une certaine indignation à l'époque, mais elle est aujourd'hui la mentalité dominante au sein du libéralisme américain et du Parti démocrate au sens large* » .

La guerre contre le terrorisme a été un échec cuisant qui s'est soldé par le retour au pouvoir des talibans en Afghanistan. Elle est également devenue très impopulaire auprès de l'opinion publique. Pourquoi, alors, les Américains choisiraient-ils de confier aux dirigeants et aux sages de cette guerre le soin de mener une guerre encore plus vaste contre la désinformation ? On peut se risquer à une supposition : les Américains ne les ont pas choisis. Les Américains ne sont plus censés avoir le droit de choisir leurs propres dirigeants ou de remettre en question les décisions prises au nom de la sécurité nationale. Quiconque dit le contraire peut être qualifié d'extrémiste national.

VII. La montée en puissance des « extrémistes nationaux »

Quelques semaines après les émeutes des partisans de Trump au Capitole le 6 janvier 2021, l'ancien directeur du Centre de lutte contre le terrorisme de la CIA, Robert Grenier, a écrit [un article](#) pour le *New York Times* dans lequel il plaide pour que les États-Unis mènent un « *programme global de contre-insurrection* » contre leurs propres citoyens.

La contre-insurrection, comme le sait Grenier, n'est pas une opération chirurgicale limitée, mais un vaste effort mené sur l'ensemble d'une société et qui implique inévitablement des destructions collatérales. Il ne suffirait pas de cibler les extrémistes les plus violents qui ont attaqué les forces de l'ordre au Capitole pour vaincre

l'insurrection. La victoire nécessiterait de gagner les cœurs et les esprits des autochtones – dans ce cas, les chrétiens sans avenir et les populistes ruraux assez radicalisés par leurs griefs pour embrasser le culte du MAGA, semblable à celui de Ben Laden. Heureusement pour le gouvernement, il existe un cadre d'experts disponibles pour traiter ce problème difficile : des gens comme Grenier, qui travaille aujourd'hui comme consultant dans le secteur privé de la lutte contre le terrorisme, où il est employé depuis qu'il a quitté la CIA.

Bien sûr, il y a des extrémistes violents en Amérique, comme il y en a toujours eu. Toutefois, le problème est moins grave aujourd'hui qu'il ne l'était dans les années 1960 et 1970, lorsque la violence politique était plus fréquente. Les affirmations exagérées concernant une nouvelle race d'extrémisme domestique si dangereuse qu'elle ne peut être traitée par les lois existantes, y compris les lois sur le terrorisme domestique, sont elles-mêmes un produit de la guerre de l'information menée par les États-Unis, qui a effacé la différence entre le discours et l'action.

« Les guerres civiles ne commencent pas par des coups de feu. Elles commencent par des mots », a proclamé Clint Watts en 2017 lorsqu'il a [témoigné](#) devant le Congrès. « La guerre de l'Amérique contre elle-même a déjà commencé. Nous devons tous agir maintenant sur le champ de bataille des médias sociaux pour réprimer les rébellions de l'information qui peuvent rapidement déboucher sur des confrontations violentes. » Watts est un vétéran de l'armée et du gouvernement qui semble partager la conviction, commune à ses collègues, qu'une fois que l'internet est entré dans sa phase populiste et a menacé des hiérarchies bien établies, il est devenu un grave danger pour la civilisation. Mais il s'agit là d'une réponse craintive, largement fondée sur des croyances, et sans doute sincèrement, partagées au sein du Beltway, qui a pris pour un acte de guerre une réaction populiste tout aussi sincère, qualifiée de « *révolte du public* » par l'ancien analyste de la CIA Martin Gurri. La norme introduite par Watts et d'autres, qui est rapidement devenue le consensus de l'élite, traite les tweets et les memes – les principales armes de désinformation – comme des actes de guerre.

L'utilisation de la catégorie floue de la désinformation a permis aux experts en sécurité de faire l'amalgame entre les memes racistes, les fusillades de Pittsburgh et de Buffalo et les manifestations violentes comme celle qui s'est déroulée au Capitole. Il s'agit d'une rubrique permettant de catastrophiser les discours et de maintenir un état permanent de peur et d'urgence. Et elle a reçu le soutien total du Pentagone, de la communauté du renseignement et du président Biden, qui tous, [remarque](#) Glenn Greenwald, ont déclaré que « *la menace la plus grave pour la sécurité nationale américaine* » n'est pas la Russie, l'ISIS, la Chine, l'Iran ou la Corée du Nord, mais « *les extrémistes nationaux en général – et les groupes suprémacistes blancs d'extrême droite en particulier* ».

L'administration Biden n'a cessé de développer les programmes de lutte contre le terrorisme intérieur et l'extrémisme. En février 2021, les responsables du DHS ont annoncé qu'ils avaient reçu des fonds supplémentaires pour renforcer les efforts déployés à l'échelle du département pour « *prévenir le terrorisme intérieur* », y compris une initiative visant à contrer la propagation de la désinformation en ligne, qui utilise une approche apparemment empruntée au manuel soviétique, appelée « *inoculation attitudinale* ».

VIII. Le Borg des ONG

En novembre 2018, le Shorenstein Center on Media Politics and Public Policy de la Harvard Kennedy School a publié une étude intitulée « *The Fight Against Disinformation in the U.S. : A Landscape Analysis* » (le combat contre la désinformation aux États-Unis : Une analyse du paysage). Le champ d'application du document est complet, mais ses auteurs se concentrent particulièrement sur la centralité des organisations à but non lucratif financées par la philanthropie et sur leur relation avec les médias. Le Centre Shorenstein est un nœud clé dans le complexe décrit dans le document, ce qui confère aux observations des auteurs une perspective d'initié.

« Dans cette analyse du paysage, il est apparu qu'un certain nombre de défenseurs clés qui interviennent pour sauver le journalisme ne sont pas des entreprises, des plateformes ou le gouvernement américain, mais plutôt

des fondations et des philanthropes qui craignent la perte d'une presse libre et le fondement d'une société saine. ... Aucun des acteurs faisant autorité – le gouvernement et les plateformes qui diffusent le contenu – n'étant intervenu assez rapidement pour résoudre le problème, il incombe désormais aux salles de rédaction, aux universités et aux fondations de signaler ce qui est authentique et ce qui ne l'est pas. »

Pour sauver le journalisme, pour sauver la démocratie elle-même, les Américains devraient compter sur les fondations et les philanthropes – des gens comme Pierre Omidyar, fondateur d'eBay, George Soros, de l'Open Society Foundations, et Reid Hoffman, entrepreneur de l'Internet et collecteur de fonds pour le Parti démocrate. En d'autres termes, les Américains étaient invités à s'en remettre à des milliardaires privés qui injectaient des milliards de dollars dans des organisations civiques, par l'intermédiaire desquelles ils influenceraient le processus politique américain.

Il n'y a aucune raison de mettre en doute les motivations des employés de ces ONG, dont la plupart étaient sans doute parfaitement sincères dans la conviction que leur travail rétablissait les « *fondements d'une société saine* ». Mais certaines observations peuvent être faites sur la nature de ce travail. Tout d'abord, ce mandat les plaçait au-dessous des philanthropes milliardaires, mais au-dessus de centaines de millions d'Américains qu'ils devaient guider et instruire comme une nouvelle cléricature de l'information en séparant la vérité du mensonge, le bon grain de l'ivraie. Deuxièmement, ce mandat, et l'énorme financement qui l'accompagne, a ouvert des milliers de nouveaux emplois pour les régulateurs de l'information à un moment où le journalisme traditionnel était en train de s'effondrer. Troisièmement, les deux premiers points ont placé l'intérêt personnel immédiat du personnel des ONG en parfaite adéquation avec les impératifs du parti au pouvoir et de l'État sécuritaire américains. En effet, un concept issu du monde de l'espionnage et de la guerre – la désinformation – a été introduit dans les milieux universitaires et associatifs, où il s'est transformé en une pseudo-science utilisée comme instrument de guerre partisane.

Pratiquement du jour au lendemain, la mobilisation nationale, lancée par Obama, de « *l'ensemble de la société* » pour vaincre la désinformation a conduit à la création et à l'accréditation d'une toute nouvelle classe d'experts et de régulateurs.

[L'industrie moderne](#) du « *fact-checking* », par exemple, qui se fait passer pour un domaine scientifique bien établi, est en réalité un cadre ouvertement partisan d'agents de conformité pour le Parti démocrate. Sa principale organisation, l'International Fact-Checking Network, a été créée en 2015 par l'Institut Poynter, une plaque tournante du complexe de la contre-désinformation.

Aujourd'hui, partout où l'on regarde, il y a un expert en désinformation. On les trouve dans tous les grands médias, dans toutes les branches du gouvernement, dans les départements universitaires, dans les émissions d'information par câble et, bien sûr, dans les ONG. La mobilisation en faveur de la contre-désinformation génère suffisamment d'argent pour financer de nouvelles organisations et convaincre celles qui sont déjà établies, comme [l'Anti-Defamation League](#), de répéter les nouveaux slogans et de participer à l'action.

Comment se fait-il que tant de personnes puissent soudainement devenir des experts dans un domaine – la « *désinformation* » – qu'aucune d'entre elles n'aurait pu définir en 2014 ? Parce que l'expertise en désinformation implique une orientation idéologique, et non des connaissances techniques. Pour s'en convaincre, il suffit de suivre l'itinéraire du prince Harry et de Meghan Markle, qui sont passés du statut d'animateurs de podcasts ratés à celui de membres de la Commission sur le désordre de l'information de l'Institut d'Aspen. De telles initiatives ont fleuri dans les années qui ont suivi Trump et le Brexit.

Mais cela est allé au-delà des célébrités. [Selon](#) l'ancien fonctionnaire du département d'État Mike Benz, « *pour créer un consensus de l'ensemble de la société sur la censure des opinions politiques en ligne qui « jetaient le doute » avant l'élection de 2020, le DHS a organisé des conférences sur la « désinformation » pour réunir des entreprises technologiques, des groupes de la société civile et des médias d'information afin que tous parviennent à un consensus – sous l'impulsion du DHS (ce qui est significatif : de nombreux partenaires*

reçoivent des fonds gouvernementaux par le biais de subventions ou de contrats, ou craignent les menaces réglementaires ou de représailles du gouvernement) – sur l'élargissement des politiques de censure sur les médias sociaux. »

Un mémo du DHS, rendu public pour la première fois par le journaliste Lee Fang, [décrit](#) le commentaire d'un fonctionnaire du DHS « *au cours d'une discussion stratégique interne, selon lequel l'agence devrait utiliser des organisations à but non lucratif tierces comme « centre d'échange d'informations » pour éviter l'apparence de propagande gouvernementale* ».

Il n'est pas inhabituel qu'une agence gouvernementale veuille travailler avec des entreprises privées et des groupes de la société civile, mais dans ce cas, le résultat a été de briser l'indépendance d'organisations qui auraient dû enquêter de manière critique sur les efforts du gouvernement. Les institutions qui prétendent jouer le rôle de chien de garde du pouvoir gouvernemental se sont avérées être des véhicules de fabrication du consensus.

Ce n'est peut-être pas une coïncidence si les domaines qui ont le plus applaudi la guerre contre la désinformation et appelé à une plus grande censure – lutte contre le terrorisme, journalisme, épidémiologie – partagent un bilan public d'échecs spectaculaires au cours des dernières années. Les nouveaux régulateurs de l'information n'ont pas réussi à convaincre les sceptiques des vaccins, ni les partisans de MAGA de la légitimité des élections de 2020, ni à empêcher le public de s'interroger sur les origines de la pandémie de COVID-19, comme ils ont désespérément essayé de le faire.

Mais ils ont réussi à galvaniser un effort extrêmement lucratif de l'ensemble de la société, offrant des milliers de nouvelles carrières et un nouveau mandat aux institutionnalistes qui voyaient dans le populisme la fin de la civilisation.

COVID-19

En 2020, la machine de contre-désinformation était devenue l'une des forces les plus puissantes de la société américaine. C'est alors que la pandémie de COVID-19 a mis du carburant dans son moteur. Outre la lutte contre les menaces étrangères et la surveillance des extrémistes nationaux, la censure de la « *désinformation mortelle* » est devenue une nécessité urgente. Pour ne prendre qu'un exemple, la [censure de Google](#), qui s'appliquait aux sites de ses filiales comme YouTube, prévoyait de « *supprimer les informations qui posent problème* » et « *tout ce qui va à l'encontre des recommandations de l'Organisation mondiale de la santé* » – une catégorie qui, à différents moments d'un récit en constante évolution, aurait inclus le port de masques, l'interdiction de voyager, l'affirmation que le virus est hautement contagieux et l'idée qu'il pourrait provenir d'un laboratoire.

Le président Biden a publiquement accusé les entreprises de médias sociaux de « *tuer des gens* » en ne censurant pas suffisamment la désinformation sur les vaccins. Grâce à ses nouveaux pouvoirs et à des canaux directs au sein des entreprises technologiques, la Maison Blanche a commencé à envoyer des listes de personnes qu'elle souhaitait voir bannies, comme le journaliste Alex Berenson. Alex Berenson a été expulsé de Twitter après avoir tweeté que les vaccins à ARNm n'arrêtaient pas l'infection, ni la transmission. Il s'est finalement avéré que cette affirmation était vraie. Les autorités sanitaires de l'époque étaient mal informées ou mentaient sur la capacité des vaccins à empêcher la propagation du virus. En fait, malgré les affirmations des autorités sanitaires et des responsables politiques, les personnes en charge du vaccin le savaient depuis le début. Dans le compte rendu d'une réunion tenue en décembre 2020, le Dr Patrick Moore, conseiller de la Food and Drug Administration, [a déclaré](#) : « *Pfizer n'a présenté aucune preuve dans ses données d'aujourd'hui que le vaccin a un effet quelconque sur le portage ou l'excrétion du virus, qui est la base fondamentale de l'immunité collective* ».

Dystopique dans son principe, la réponse à la pandémie a également été [totalitaire dans la pratique](#). Aux États-

Unis, le ministère de la sécurité intérieure a produit en 2021 [une vidéo](#) encourageant « *les enfants à dénoncer les membres de leur propre famille sur Facebook pour « désinformation » s'ils remettaient en cause les récits du gouvernement américain sur le Covid-19* ».

« *En raison de la pandémie et de la désinformation concernant les élections, il y a un nombre croissant de ce que les experts en extrémisme appellent des « individus vulnérables » qui pourraient être radicalisés* », a averti Elizabeth Neumann, ancienne secrétaire adjointe à la sécurité intérieure chargée de la lutte contre le terrorisme et de la réduction des menaces, à l'occasion du premier anniversaire des émeutes du Capitole.

Klaus Schwab, directeur du Forum économique mondial et capo di tutti capi de la classe des experts mondiaux, a vu dans la pandémie l'occasion de mettre en œuvre une « *grande remise à zéro* » qui pourrait faire avancer la cause du contrôle de l'information à l'échelle planétaire : « *L'endiguement de la pandémie de coronavirus nécessitera un réseau de surveillance mondial capable d'identifier les nouveaux foyers dès qu'ils apparaissent* ».

L'ordinateurs portable de Hunter Biden : L'exception à la règle

L'ordinateur portable de Hunter est réel. Le FBI le sait depuis 2019, date à laquelle il en a pris possession. Lorsque le *New York Post* a tenté d'en faire état, des dizaines de hauts responsables de la sécurité nationale aux États-Unis ont menti au public, affirmant que les ordinateurs portables faisaient probablement partie d'un complot de « *désinformation russe* ». Twitter, Facebook et Google, fonctionnant comme des branches entièrement intégrées de l'infrastructure de sécurité de l'État, ont exécuté les ordres de censure du gouvernement sur la base de ce mensonge. La presse a avalé le mensonge et a applaudi la censure.

L'histoire de l'ordinateur portable a été présentée sous de nombreux aspects, mais la vérité la plus fondamentale est qu'il s'agit de l'aboutissement des efforts déployés depuis des années pour créer une bureaucratie fantôme spécialement conçue pour empêcher que la victoire de Trump en 2016 ne se reproduise.

Il est peut-être impossible de savoir exactement quel effet l'interdiction de publier des informations sur l'ordinateur portable de Hunter Biden a eu sur le vote de 2020, mais l'histoire a clairement été considérée comme suffisamment menaçante pour justifier une attaque ouvertement autoritaire contre l'indépendance de la presse. Les dommages causés au tissu social sous-jacent du pays, dans lequel la paranoïa et la conspiration ont été normalisées, sont incalculables. Pas plus tard qu'en février, la représentante Alexandria Ocasio-Cortez a qualifié le scandale d'« *histoire à moitié fausse de l'ordinateur portable* » et d'« *embarras* », des mois après que même les Biden ont été contraints de reconnaître que l'histoire était authentique.

Si l'ordinateur portable est le cas le plus connu de l'intervention du parti au pouvoir dans la course Trump-Biden, son aspect visible était une exception. La grande majorité des ingérences dans l'élection étaient invisibles pour le public et ont eu lieu par le biais de mécanismes de censure mis en œuvre sous les auspices de l'« *intégrité électorale* ». Le cadre juridique avait été mis en place peu après l'entrée en fonction de Trump, lorsque le chef sortant du DHS, Jeh Johnson, a adopté une règle de dernière minute – malgré les objections véhémentes des parties prenantes locales – déclarant que les systèmes électoraux étaient des infrastructures nationales critiques, les plaçant ainsi sous la supervision de l'agence. De nombreux observateurs s'attendaient à ce que la loi soit abrogée par le successeur de Johnson, John Kelly, nommé par Trump, mais curieusement, elle a été laissée en place.

En 2018, le Congrès a créé une nouvelle agence au sein du DHS, appelée Agence pour la cybersécurité et la sécurité des infrastructures (CISA), chargée de défendre les infrastructures américaines – y compris désormais ses systèmes électoraux – contre les attaques étrangères. En 2019, le DHS a ajouté une autre agence, la Foreign Influence and Interference Branch (Direction de l'influence et de l'interférence étrangères), chargée de lutter contre la désinformation étrangère. Comme s'il s'agissait d'une volonté délibérée, les deux rôles ont fusionné.

Le piratage russe et d'autres attaques malignes par des informations étrangères menaceraient les élections américaines. Mais, bien entendu, aucun des responsables de ces services n'était en mesure de dire avec certitude si telle ou telle affirmation relevait de la désinformation étrangère, si elle était tout simplement erronée ou si elle dérangeait. Nina Jankowicz, choisie pour diriger l'éphémère conseil de gouvernance de la désinformation du ministère de la sécurité intérieure, a déploré ce problème dans son livre *« How to Lose the Information War : Russia, Fake News and the Future of Conflict »* (Comment perdre la guerre de l'information : la Russie, les fausses nouvelles et l'avenir des conflits). *« Ce qui rend cette guerre de l'information si difficile à gagner », écrit-elle, « ce ne sont pas seulement les outils en ligne qui amplifient et ciblent ses messages ou l'adversaire qui les envoie ; c'est le fait que ces messages sont souvent délivrés à leur insu non pas par des trolls ou des robots, mais par des voix locales authentiques »*.

La latitude inhérente au concept de désinformation a permis d'affirmer que la prévention du sabotage électoral nécessitait la censure des opinions politiques des Américains, de peur que ne soit partagée en public une idée qui, à l'origine, avait été lancée par des agents étrangers.

En janvier 2021, la CISA a *« transféré son groupe de travail sur la lutte contre l'influence étrangère afin de promouvoir une plus grande flexibilité pour se concentrer sur la GDM générale [ndlr : un acronyme pour la désinformation, la désinformation et la malinformation] »*, selon [un rapport](#) d'août 2022 du bureau de l'inspecteur général du DHS. Après la disparition du prétexte de la lutte contre une menace étrangère, il ne restait plus que la mission principale consistant à imposer un monopole narratif sur la vérité.

Le nouveau groupe de travail axé sur le marché intérieur était composé de 15 employés chargés de trouver *« tous les types de désinformation »* – mais plus particulièrement ceux liés aux *« élections et aux infrastructures critiques »* – et d'être *« réactifs aux événements actuels »*, un euphémisme pour promouvoir la ligne officielle sur les questions qui divisent, comme ce fut le cas avec le *« COVID-19 Disinformation Toolkit »* publié pour *« sensibiliser les gens à la pandémie »*.

Gardé secret pour le public, le commutateur a été *« tracé sur les propres livestreams et documents internes du DHS »*, selon Mike Benz. La justification collective des initiés du DHS, sans rien dire des implications révolutionnaires de l'échange, était que la *« désinformation domestique »* constituait désormais une plus grande *« cybermenace pour les élections »* que les faussetés provenant de l'ingérence étrangère.

C'est ainsi que, sans annonce publique ni hélicoptère noir volant en formation pour annoncer le changement, l'Amérique s'est dotée de son propre ministère de la vérité.

Ensemble, ils ont mis en place une machine de censure à l'échelle industrielle dans laquelle le gouvernement et les ONG envoyaient des tickets aux entreprises technologiques qui signalaient les contenus répréhensibles qu'ils souhaitaient voir supprimés. Cette structure a permis au DHS de sous-traiter son travail à l'Election Integrity Project (EIP), un consortium de quatre groupes : l'Observatoire de l'Internet de Stanford, l'entreprise privée de lutte contre la désinformation Graphika (qui avait déjà été employée par le ministère de la Défense contre des groupes comme ISIS dans le cadre de la guerre contre le terrorisme), le Center for an Informed Public de l'Université de Washington et le Digital Forensics Research Lab du Conseil de l'Atlantique. Fondé en 2020 en partenariat avec le DHS, l'EIP a servi de *« signaleur de désinformation domestique délégué par le gouvernement »*, selon le [témoignage au Congrès](#) du journaliste Michael Shellenberger, qui note que l'EIP affirme avoir classé plus de 20 millions d'*« incidents de désinformation »* uniques entre le 15 août et le 12 décembre 2020. Comme l'a expliqué Alex Stamos, directeur de l'EIP, il s'agissait d'une solution de contournement au problème que le gouvernement *« manquait à la fois de financement et d'autorisations légales »*.

En examinant les chiffres de la censure que les propres partenaires du DHS ont rapportés pour le cycle électoral de 2020 dans leurs audits internes, la [Fondation pour la liberté en ligne](#) a résumé l'ampleur de la campagne de censure en sept points :

- [22 millions](#) de tweets étiquetés « *désinformation* » sur Twitter ;
- [859 millions](#) de tweets collectés dans des bases de données pour l'analyse de la « *désinformation* » ;
- [120 analystes](#) surveillent la « *désinformation* » dans les médias sociaux en se relayant jusqu'à 20 heures par jour ;
- [15 plateformes](#) technologiques surveillées pour la « *désinformation* », souvent en temps réel ;
- Le temps de réponse moyen entre les partenaires gouvernementaux et les plateformes technologiques est [inférieur à une heure](#) ;
- [Des dizaines](#) de « *récits de désinformation* » ciblés pour un blocage à l'échelle de la plateforme ; et
- Des centaines de millions de posts Facebook, de vidéos YouTube, de TikToks et de tweets impactés en raison des modifications apportées aux conditions d'utilisation en matière de « *désinformation* », un effort que les partenaires du DHS ont ouvertement préparé et dont ils [se sont vantés](#), ce que les entreprises technologiques n'auraient jamais fait sans l'insistance des partenaires du DHS et « *l'énorme pression réglementaire* » exercée par le gouvernement.

Le nouvel État à parti unique

En février 2021, un long article de la journaliste Molly Ball dans le magazine *Time* célébrait la « *campagne de l'ombre qui a sauvé les élections de 2020* ». La victoire de Joe Biden, écrit-elle, est le résultat d'une « *conspiration qui s'est déroulée en coulisses* » et qui a rassemblé « *une vaste campagne trans-partisane pour protéger l'élection* » dans un « *extraordinaire effort fait dans l'ombre* ». Parmi les nombreuses réalisations des conspirateurs héroïques, Ball note qu'ils ont « *réussi à faire pression sur les entreprises de médias sociaux pour qu'elles adoptent une ligne plus dure contre la désinformation et qu'elles utilisent des stratégies basées sur les données pour lutter contre les diffamations virales* ». Il s'agit d'un article incroyable, comme une page du registre des crimes qui se serait glissée d'une manière ou d'une autre dans les pages de la société, un hymne aux sauveurs de la démocratie qui décrit en détail la manière dont ils l'ont démembrée.

Il n'y a pas si longtemps, il suffisait de parler d'un « *État profond* » pour être considéré comme un dangereux conspirationniste à surveiller et à censurer. Mais le langage et les attitudes évoluent, et aujourd'hui, les partisans de l'État profond se sont réapproprié l'expression avec insolence. Par exemple, un nouveau livre, *American Resistance*, de l'analyste néolibéral de la sécurité nationale David Rothkopf, est sous-titré *The Inside Story of How the Deep State Saved the Nation* (L'histoire vécue de l'intérieure sur la façon dont l'État profond a sauvé la nation).

L'État profond désigne le pouvoir exercé par des fonctionnaires non élus et leurs auxiliaires paragouvernementaux en outrepassant les procédures officielles et légales d'un gouvernement. Mais une classe dirigeante décrit un groupe social dont les membres sont liés par quelque chose de plus profond qu'une position institutionnelle : leurs valeurs et instincts communs. Bien que le terme soit souvent utilisé de manière vague et parfois comme une étiquette péjorative plutôt que descriptive, la classe dirigeante américaine peut en fait être définie de manière simple et directe.

Deux critères définissent l'appartenance à la classe dirigeante. Tout d'abord, comme [l'a écrit](#) Michael Lind, elle est composée de personnes qui appartiennent à une « *oligarchie nationale homogène, avec le même accent, les mêmes manières, les mêmes valeurs et le même niveau d'éducation, de Boston à Austin et de San Francisco à New York et Atlanta* ». L'Amérique a toujours eu des élites régionales ; ce qui est unique à l'heure actuelle, c'est la consolidation d'une classe dirigeante nationale unique.

Deuxièmement, être membre de la classe dirigeante, c'est croire que seuls les autres membres de cette classe peuvent être autorisés à diriger le pays. En d'autres termes, les membres de la classe dirigeante refusent de se soumettre à l'autorité de toute personne extérieure au groupe, qu'ils disqualifient en la considérant comme illégitime d'une manière ou d'une autre.

Face à une menace extérieure sous la forme du trumpisme, la cohésion naturelle et la dynamique d'auto-organisation de la classe sociale ont été renforcées par de nouvelles structures de coordination descendantes qui étaient l'objectif et le résultat de la mobilisation nationale d'Obama. Dans la période précédant l'élection de 2020, selon le rapport de Lee Fang et Ken Klippenstein pour The Intercept, « *les entreprises technologiques, y compris Twitter, Facebook, Reddit, Discord, Wikipedia, Microsoft, LinkedIn et Verizon Media, se sont réunies tous les mois avec le FBI, la CISA et d'autres représentants du gouvernement [...] pour discuter de la manière dont les entreprises allaient gérer la désinformation pendant l'élection.* »

L'historien [Angelo Codevilla](#), qui a popularisé le concept de « *classe dirigeante* » américaine dans un essai publié en 2010 et qui en est ensuite devenu le principal chroniqueur, considère la nouvelle aristocratie nationale comme une émanation du pouvoir opaque acquis par les agences de sécurité américaines. « *La classe dirigeante bipartisane qui s'est développée pendant la guerre froide, qui s'est imaginée et s'est arrangée pour être considérée comme habilitée à conduire les affaires de guerre et de paix de l'Amérique, a protégé son statut contre un public dont elle continuait à s'éloigner en traduisant les affaires de guerre et de paix dans un langage privé, pseudo-technique et impénétrable pour les non-initiés* », écrit-il dans son livre de 2014, « *To Make and Keep Peace Among Ourselves and with All Nations* » (Pour faire et maintenir la paix entre nous et avec toutes les nations).

Que croient les membres de la classe dirigeante ? Ils croient, [selon moi](#), « *aux solutions informationnelles et managériales pour résoudre les problèmes existentiels* » et à leur « *destin providentiel et à celui des gens comme eux de régner, quels que soient leurs échecs* ». En tant que classe, leur principe suprême est qu'ils sont les seuls à pouvoir exercer le pouvoir. Si un autre groupe devait gouverner, tout progrès et tout espoir seraient perdus, et les forces obscures du fascisme et de la barbarie s'abattraient immédiatement sur la terre. Si, techniquement, un parti d'opposition est toujours autorisé à exister aux États-Unis, la dernière fois qu'il a tenté de gouverner au niveau national, il a été soumis à un coup d'État qui a duré des années. En effet, toute contestation de l'autorité du parti au pouvoir qui représente les intérêts de la classe dirigeante est décrite comme une menace existentielle pour la civilisation.

Le célèbre athée Sam Harris a récemment formulé de manière admirablement directe cette vision des choses. Tout au long des années 2010, le rationalisme de haut niveau de Harris a fait de lui une star sur YouTube, où des milliers de vidéos le montraient en train de « *posséder* » et de « *vaincre* » des adversaires religieux dans des débats. Puis Trump est arrivé. Harris, comme tant d'autres qui voyaient dans l'ancien président une menace pour tout ce qui était bon dans le monde, a abandonné son engagement de principe pour la vérité et est devenu un défenseur de la propagande.

Dans un podcast diffusé l'année dernière, Harris a reconnu que la censure des informations relatives à l'ordinateur portable de Hunter Biden était motivée par des considérations politiques et a admis l'existence d'une « *conspiration de gauche visant à empêcher Donald Trump d'accéder à la présidence* ». Mais, faisant écho à Ball, il a déclaré qu'il s'agissait d'une bonne chose.

« *Je me fiche de ce qu'il y a dans l'ordinateur portable de Hunter Biden. ... Hunter Biden aurait pu avoir des cadavres d'enfants dans sa cave, et je m'en serais moqué* », a déclaré Harris à ses interlocuteurs. Il pouvait ignorer les enfants assassinés parce qu'un danger encore plus grand se cachait dans la possibilité d'une réélection de Trump, que Harris a comparée à « *un astéroïde se précipitant vers la Terre* ».

Dans le cas d'un astéroïde fonçant sur la Terre, même les rationalistes les plus respectueux des principes pourraient finir par préférer la sécurité à la vérité. Mais un astéroïde tombe sur la Terre chaque semaine depuis des années. Dans ces cas, la classe dirigeante justifie les libertés prises avec la loi pour sauver la planète, mais finit par violer la Constitution pour cacher la vérité et se protéger.

XII. La fin de la censure

Le fait que le public commence à percevoir les premières étapes de la transformation de l'Amérique d'une démocratie en un léviathan numérique sont le résultat de procès et de FOIA [Freedom of information Act, loi qui oblige l'administration à déclassifier des dossiers sur demande] – des informations qui ont dû être arrachées à l'État sécuritaire – et d'un coup de chance. Si Elon Musk n'avait pas décidé d'acheter Twitter, de nombreux détails cruciaux de l'histoire de la politique américaine à l'ère Trump seraient restés secrets, peut-être pour toujours.

Mais le système reflété par ces révélations pourrait bien être en voie de disparition. Il est déjà possible de voir comment le type de censure de masse pratiqué par l'EIP, qui nécessite un travail humain considérable et laisse derrière lui de nombreuses preuves, pourrait être remplacé par des programmes d'intelligence artificielle qui utilisent les informations sur les cibles accumulées dans les dossiers de surveillance comportementale pour gérer leurs perceptions. L'objectif ultime serait de recalibrer l'expérience des internautes par des manipulations subtiles de ce qu'ils voient dans leurs résultats de recherche et sur leur fil d'actualité. L'objectif d'un tel scénario pourrait être d'empêcher la production de contenus susceptibles d'être censurés.

En fait, cela ressemble beaucoup à ce que Google [fait déjà](#) en Allemagne, où l'entreprise a récemment dévoilé une nouvelle campagne visant à étendre son initiative « *prebunking* » « *qui vise à rendre les gens plus résistants aux effets corrosifs de la désinformation en ligne* », selon *Associated Press*. L'annonce a suivi de près l'apparition du fondateur de Microsoft, Bill Gates, dans un podcast allemand, au cours de laquelle il [a appelé](#) à utiliser l'intelligence artificielle pour lutter contre les « *théories du complot* » et la « *polarisation politique* ». Meta dispose de son propre programme de prébunkerisation. Dans une déclaration au site web *Just The News*, Mike Benz a qualifié le *prebunking* de « *forme de censure narrative intégrée dans les algorithmes des médias sociaux pour empêcher les citoyens de former des systèmes de croyances sociales et politiques spécifiques* » et l'a comparé au « *pré-crime* » présenté dans le film de science-fiction dystopique *Minority report*.

Pendant ce temps, l'armée développe une technologie d'IA militarisée pour dominer l'espace de l'information. Selon [USASpending.gov](#), un site web officiel du gouvernement, les deux plus gros contrats liés à la désinformation proviennent du ministère de la Défense et visent à financer des technologies de détection automatique et de défense contre les attaques de désinformation à grande échelle. Le premier, d'un montant de 11,9 millions de dollars, a été attribué en juin 2020 à PAR Government Systems Corporation, un entrepreneur de la défense situé au nord de l'État de New York. Le second, émis en juillet 2020 pour un montant de 10,9 millions de dollars, a été attribué à une société appelée SRI International.

SRI International était à l'origine lié à l'université de Stanford avant de s'en séparer dans les années 1970, un détail pertinent si l'on considère que le Stanford Internet Observatory, une institution toujours directement liée à l'école, a dirigé l'EIP de 2020, qui pourrait bien avoir été l'événement de censure de masse le plus important de l'histoire du monde – une sorte de point d'orgue à l'histoire de la censure pré-AI.

Il y a aussi les travaux en cours à la National Science Foundation (NSF), une agence gouvernementale qui finance la recherche dans les universités et les institutions privées. La NSF a son propre programme, appelé Convergence Accelerator Track F, qui contribue à l'incubation d'une douzaine de technologies automatisées de détection de la désinformation, explicitement conçues pour surveiller des questions telles que « *l'hésitation face aux vaccins et le scepticisme électoral* ».

Selon Benz, « *l'un des aspects les plus troublants* » du programme « *est sa similarité avec les outils militaires de censure et de surveillance des réseaux sociaux mis au point par le Pentagone pour les contextes de contre-insurrection et de contre-terrorisme à l'étranger* ».

En mars, Dorothy Aronson, responsable de l'information de la NSF, a annoncé que l'agence était en train de « *construire un ensemble de cas d'utilisation* » pour explorer comment elle pourrait utiliser ChatGPT, le modèle linguistique de l'IA capable de simuler raisonnablement le langage humain, pour automatiser davantage la production et la diffusion de la propagande d'État.

Les premières grandes batailles de la guerre de l'information sont terminées. Elles ont été menées par une classe de journalistes, de généraux à la retraite, d'espions, de dirigeants du Parti démocrate, d'apparatchiks du parti et d'experts en contre-terrorisme contre le reste du peuple américain qui refusait de se soumettre à leur autorité.

Les futures batailles menées grâce aux technologies de l'IA seront plus difficiles à percevoir.

XIII. L'après démocratie

Moins de trois semaines avant l'élection présidentielle de 2020, le *New York Times* publiait un article important intitulé « *Le premier amendement à l'ère de la désinformation* ». L'auteur de l'essai, Emily Bazelon, rédactrice au *Times* et diplômée de la faculté de droit de Yale, affirme que les États-Unis sont « *au milieu d'une crise de l'information causée par la propagation de la désinformation virale* » qu'elle compare aux effets « *catastrophiques* » sur la santé du nouveau coronavirus. Elle cite un ouvrage du philosophe Jason Stanley et du linguiste David Beaver de Yale : « *La liberté d'expression menace la démocratie tout autant qu'elle permet son épanouissement* ».

Le problème de la désinformation est donc aussi un problème de la démocratie elle-même, et plus précisément du fait qu'il y en a trop. Pour sauver la démocratie libérale, les experts ont prescrit deux étapes essentielles : L'Amérique doit devenir moins libre et moins démocratique. Cette évolution nécessaire impliquera de faire taire les voix de certains rabatteurs de foule en ligne qui n'ont pas renoncé au privilège de s'exprimer librement. Il faudra suivre la sagesse des experts en désinformation et abandonner notre attachement à la Déclaration des droits. Ce point de vue peut heurter ceux qui sont encore attachés à l'héritage américain de liberté et d'autonomie, mais il est devenu la politique officielle du parti au pouvoir et d'une grande partie de l'intelligentsia américaine.

L'ancien ministre du travail de Clinton, Robert Reich, a réagi à l'annonce du rachat de Twitter par Elon Musk en déclarant que la préservation de la liberté d'expression en ligne était « *le rêve de Musk. Et celui de Trump. Et celui de Poutine. Et le rêve de tous les dictateurs, hommes forts, démagogues et barons voleurs des temps modernes sur Terre. Pour le reste d'entre nous, ce serait un nouveau cauchemar.* » Selon Reich, la censure est « *nécessaire pour protéger la démocratie américaine* ».

Pour une classe dirigeante qui s'était déjà lassée de l'exigence démocratique de liberté accordée à ses sujets, la désinformation a fourni un cadre réglementaire pour remplacer la Constitution américaine. En visant l'impossible, l'élimination de toute erreur et de tout écart par rapport à l'orthodoxie du parti, la classe dirigeante s'assure qu'elle sera toujours en mesure d'évoquer la menace imminente des extrémistes – une menace qui justifie sa propre mainmise sur le pouvoir.

Un chant de sirène appelle ceux d'entre nous qui vivent à l'aube de l'ère numérique à se soumettre à l'autorité des machines qui promettent d'optimiser nos vies et de les rendre plus sûres. Face à la menace apocalyptique de l'« *infodémie* », on nous fait croire que seuls des algorithmes super intelligents peuvent nous protéger contre l'ampleur écrasante et inhumaine de l'assaut de l'information numérique. Les vieux arts humains de la [conversation, du désaccord et de l'ironie](#), dont dépendent la démocratie et bien d'autres choses, sont soumis à une machinerie flétrissante de surveillance de qualité militaire – une surveillance à laquelle rien ne peut résister et qui vise à nous faire craindre notre propre capacité de raisonnement.

▲ [RETOUR](#) ▲

Urgence écologique, le rôle de la violence

Par biosphere 9 avril 2023



Jean-Pierre : c'est un article politique, donc automatiquement stupide.

L'idée que la seule manière d'obtenir gain de cause serait la non-violence a été construite par les universitaires. Et il n'y a pas de loi générale disant que dès que vous commencez dans des modes de confrontation plus violents, le mouvement meurt. Les seules questions de fond à se poser sont : est-ce que ces actions consistent à réduire les inégalités entre les gens, ou à les augmenter ? S'opposent-elles aux causes de la crise écologique ou l'aggravent-elles ?

Certes il faut avant toute chose un mouvement plus large. Et on ne peut pas envisager un mouvement plus puissant avec moins de personnes. Des cibles choisies plus précisément, comme les SUV des plus riches dont on dégonfle les pneus, un aéroport de jets privés ou une usine de ciment, offrent un meilleur potentiel pour que d'autres personnes rejoignent la lutte. Mais l'essentiel est de voir qu'au slogan « pas dans mon jardin » (mouvement Nimby) a succédé des pratiques de lutte très diversifiées au niveau mondial sous la bannière « **ni chez moi, ni ailleurs** ».

Andreas Malm : Dans tous les conflits, la police était là pour défendre l'ordre des choses : les lois Jim Crow et la suprématie blanche aux États-Unis, le système de l'apartheid en Afrique du Sud... C'est aussi la branche armée de l'appareil d'État chargée de protéger la propriété privée, donc le statu quo. A Sainte-Soline, j'ai été très impressionné à la fois par le degré de militantisme déployé par les manifestants, et par la violence employée par la police. Il s'agit d'un événement d'importance historique : c'est le premier conflit social majeur qui se déploie autour d'un dispositif d'adaptation au changement climatique — c'est, en tout cas, ainsi que le présentent ses promoteurs. Les mégabassines ne sont pas des réponses naturelles et normales au changement climatique, ce sont des mesures pensées pour le secteur privé, qui ne prévoient pas de partager la ressource, et sont donc profondément brutales. En Allemagne, où la mobilisation était particulièrement forte et où il y a un parti Vert dans la coalition de gouvernement, l'État est allé jusqu'à rouvrir une mine de charbon et construit des terminaux de gaz naturel liquéfié. Face à ce sentiment que nous traversons un moment historique où les mobilisations de masse sont impuissantes, on se dit qu'il faut aller plus loin.

Presque toutes Les mobilisations qui ont fait changer les choses ont intégré une composante de violence. La révolution chilienne en 2019 a commencé quand des manifestants sont entrés dans le métro et ont détruit les automates. En Iran, dans la crise déclenchée par la mort de Mahsa Amini, on a parlé des écolières qui enlevaient leur hijab, mais il y a aussi eu des confrontations avec les forces armées. Les luttes sont amenées à s'intensifier, à mesure que le dérèglement climatique s'accroît.

Le point de vue des écologistes radicaux

Nous voici déjà profondément entrés dans l'effondrement de la société thermo-industrielle, mais nous ne savons pas exactement quelle échappatoire pourrait fonctionner. La seule chose dont nous pouvons être sûrs est la suivante : nous sommes dans une spirale de mort, le temps de la protestation polie est peut-être définitivement révolu.

▲ RETOUR ▲

LA MANIPULATION

7 Avril 2023 , Rédigé par Patrick REYMOND

... Monétaire, désormais, est inutile.

On le voit bien, son impact est non seulement dérisoire, mais contre-productive.

Pour une base bien connue, l'immobilier, c'est simple. **“Inflation, hausse des taux de crédit et baisse des prix de l'immobilier : c'est le cercle infernal”.**

En même temps, on ne se pose même pas la question de savoir si la bulle immobilière vieille de 50 ans (début des années 1970) n'était pas une anomalie des économies développées rentrées en phase terminale.

Résumons, on crée la loi du 3 janvier pour endetter un état qui ne l'était pas. On abandonne l'encadrement du crédit, les banques peuvent commencer à faire n'importe quoi, notamment recréer le servage de la dette.

Mais il fallait que l'économie réelle puisse le supporter. Après avoir progressé jusqu'en 1980, les taux d'intérêts et l'inflation ne cessent de baisser pour s'adapter à la baisse de tonus économique. Je me rappelle du taux d'intérêt des découverts courants, quand j'ai commencé à travailler, 18.18 %. Le taux d'usure, c'était 28.28 %. Impressionnant, non ? Le taux "bonifié" pour les emprunts immobiliers ? 20 %.

Les flux de marchandises, fabriquées dans les pays pauvres sont désormais insoutenables, et les dirigeants de l'ouest collectif, déconnectés de la réalité dans leur propre pays, et encore plus vis-à-vis des bougnoules, noirs, basanés, jaunes ou blancs, ne l'ont pas compris. Et la seule chose qui leur permettait de régner encore en Bwana (ou en O'b(w)ama), c'était la manipulation monétaire et les sanctions. Bien que celles-ci n'aient jamais réellement fonctionné.

Bref, l'économie monétaire irréaliste a été déconnectée de l'économie physique réelle. Augmenter les taux d'intérêts pour lutter contre l'inflation, est insoutenable, les productions et les exportations chutent pour des problèmes énergétiques.

Certains produits rentrent en inflation débridée (la nourriture), d'autres en déflation carabinée (immobilier), et l'immobilier se partage en deux parts, l'un, le bâtiment est touché temporairement par l'inflation, l'autre, définitivement, la vente, par la déflation.

C'était déjà le cas, si on décomptait en monnaie réelle, l'or, depuis une quinzaine d'années.

"Dans ce cadre, il est malheureusement clair que les prix de l'immobilier vont continuer de baisser sur l'ensemble du territoire national".

Certaines banques, d'ailleurs, suspendent totalement, la "production" de crédits immobiliers. D'ailleurs, le crédit immobilier n'a jamais été le rôle des banques, en dehors de la toute petite période historique, née dans les années 1950, adulte dans les années 1970.

Bercy veut assouplir, la banque de France, et la BCE n'en veulent pas. Le pouvoir politique reconnaît explicitement le caractère explosif du dossier.

De fait, le schéma mental implanté dans les populations, n'est plus valable devant la défaillance des ressources. Et comme on nous sort des conneries en barres de 100 kg, à savoir, covid, richofemenclimatic, et qu'on ne nous dit pas le problème réel d'épuisement des ressources, c'est incompréhensible pour le pékin moyen.

Les crédits immobiliers s'effondrent, en nombre et en montant, et vont s'effondrer encore plus. Là aussi, le schéma mental est totalement obsolète.

L'occupation cesse. La mine d'or de l'immobilier d'entreprise se vide.

Les divagations sur les audits énergétiques corsent le problème.

L'électeur macroniste débile (répétition) aura du mal à partir pour le voyage "indispensable".

J'VOUDRAIS BEN, MAIS J'PEUX POINT...

Sacrée Annie (Cordy), elle avait tout compris 50 ans à l'avance.

Ici, c'est l'aristocratie occidentale, oxydentale et oxydé qui voudrait ben, mais qui peut point.

On veut produire des obus à la pelle (petite, voire minuscule), mais même ça, on ne sait pas si on y arrivera, et de fait, on est même sur et certain de pas y arriver.

Engager l'aviation OTAN dans les combats en Russie ? il ne faut pas même y penser, les aéroports seraient détruits aussi secs, d'ailleurs, vu le peu d'avions en capacité de voler, ça n'irait pas loin, sans compter ceuzes pour qui c'est même impossible -le fameux F35-. Là aussi, l'arme de la dimoucrassie oxydentale, c'est juste fait pour taper sur bougnoules, niakoués et négros. Comme je l'ai dit souvent, les passer au barbecue, c'est pas grave, mais écrire les mots comme dans la phrase précédente, c'est se vouer aux gémonies et au bûcher.

De plus, faut il le rappeler, la capacité anti-aérienne de l'état de l'est européen, n'a cessé de gagner en efficacité. Ce fait est constant depuis le 22 juin 1941. De fait aussi, ils ont même accéléré en la matière. L'aviation Otan disparaîtrait aussi vite des radars que l'aviation ukrainienne. Sans compter le brouillard de guerre qui s'épaissirait, avec la fin probable des satellites et des awacs.

On dit que l'Egypte [livrerait des munitions](#) (des missiles) à la Russie. De fait, les américains ne donnent qu'une chose au pays, des armes dont le paiement est couvert à 80 % par une "aide". Il reste les 20 % à payer. Avec la Russie, c'est beaucoup plus basique. Les céréales contre des missiles, pas forcément parce que la Russie en a besoin, mais parce que ça mouille le pays dans la guerre, et puis, de toutes façons, les égyptiens n'ont pas de quoi payer... Les 50 milliards d'aide militaire US et les 30 milliards d'aides économiques ont surtout, en fait, aidé le complexe militaro industriel des USA.

Sans doute, l'arme nucléaire US et occidentale est sans doute dans le même état que le reste, ça n'existe plus, pour une bonne part, que sur le papier. Quand aux stocks dans les déserts, il faudrait avoir des usines pour les remettre en l'état.

La dédollarisation a commencé, et même [la France achète du GNL](#) en Yuans.

[Même un larbin](#) de très haute volée (et même un champion du monde en matière de larbinat) comme Macron est capable de mettre les pieds dans le plat en Chine. Bon, bien sûr, les mots ne seront suivis d'aucun effet, mais il doit être aussi, [voué aux gémonies](#) et brûlé en place de grève.

[Musique d'ambiance](#).

Pour Taïwan, rien ne pourrait briser un blocus chinois.

~~Ursula~~ Ursula, Cruela a été traitée comme une malpropre en Chine, ou plutôt, remis à sa place -touristique- à son entrée en Chine. Certains trouvent désagréable qu'on composte les cadavres. Moi je dis comme ça que ça dépend du cadavre.

Cruela, d'ailleurs, n'a aucune compétence en [matière internationale](#). Je déments. Cruela n'a aucune compétence en quoi que ce soit, sauf en jocrisserie, méchanceté, pourriture et bêtise. Comme chaque personnage politique éliminé dans son pays, elle a été recyclé en "Europe".

[Même un traineux](#) de sabre comme Rubio reconnaît que le siècle américain est passé. Quand à rebâtir des usines aux USA, il faudra 50 ans.

Exemple de gabegie oxydentale : chaque sans abri californien [coûte 57 000 dollars](#) à la collectivité. Dont très peu atterrissent dans leurs poches loqueteuses. On disait la même chose des soldats français pendant la guerre

de 100 ans, juste après la mort de Jeanne d'Arc et peu de temps avant l'élimination de Georges de la Trémoille. Celui-ci, grand chambellan, était visiblement plus préoccupé de sa guerre personnelle avec le connétable de Richemont qu'à la guerre contre les anglais...

La France veut un nouveau porte-avion. Et réduire son armée de terre, déjà squelettique. On perdure dans la vision coloniale, alors que la plupart de l'empire est déjà perdu. Et qu'il n'y a plus d'armée pour défendre les frontières.

▲ [RETOUR](#) ▲

Quand les victimes des lois anti-carbone prennent le pouvoir

rédigé par Bill Wirtz 12 avril 2023



La victoire électorale du parti des agriculteurs néerlandais préfigure les prochaines batailles environnementales en Europe.



Le Mouvement des agriculteurs citoyens néerlandais (BBB) a remporté une grande victoire lors des élections provinciales du pays, le 15 mars dernier. Avec 19,36% des voix et 139 des 572 sièges en jeu, il est devenu, 4 ans après sa création, le plus puissant parti du pays au niveau local.

Le 30 mai prochain, lors des élections sénatoriales, il devrait obtenir environ 15 des 75 sièges de la Première Chambre (équivalente à notre Sénat), gagnant ainsi une place majeure dans l'échiquier politique

national. Il pourra ainsi saper les efforts du gouvernement du Premier ministre Mark Rutte, dont la coalition reste majoritaire dans la Seconde Chambre (équivalente à notre Assemblée nationale).

A l'origine d'une protestation

Le BBB n'a été créé qu'en 2019, mais il a bénéficié d'un soutien populaire à la suite de la décision du gouvernement de réduire considérablement les émissions d'azote en fermant environ un tiers des exploitations agricoles néerlandaises. Et sa victoire dans les urnes n'est probablement qu'un début.

Au cours de l'été dernier, les agriculteurs néerlandais ont protesté contre la politique prévue par le gouvernement en bloquant des routes et des aéroports, et en jetant du fumier sur les fonctionnaires. Le gouvernement de La Haye tente de suivre les directives de l'UE en réduisant les émissions d'azote de 50 % d'ici à 2030. Les émissions d'oxyde nitreux et de méthane sont des sous-produits de l'élevage, par exemple lorsque le fumier est déposé.

Les Pays-Bas, ainsi que le Danemark, l'Irlande et la région flamande de la Belgique, bénéficiaient d'exemptions concernant les plafonds fixés par l'UE pour le fumier en raison de leur faible superficie, mais cette exemption est sur le point de prendre fin pour les agriculteurs néerlandais.

Le gouvernement de Mark Rutte entend réduire les émissions en rachetant les éleveurs, même si ces derniers n'ont guère manifesté d'intérêt pour les cartes-cadeaux.

Le BBB a été critiqué pour ses positions anti-immigration et son hostilité à l'élargissement de l'UE, mais son succès dans les sondages n'a pas grand-chose à voir avec un glissement à droite aux Pays-Bas. En fait, ce scrutin a non seulement attiré de nouveaux électeurs qui ont utilisé les élections provinciales comme un sondage sur le gouvernement, mais il a également porté un coup important aux partis d'extrême droite qui ont subi de lourdes pertes, notamment le « Forum voor Democratie » (15 sièges, contre 86 en 2019).

Symptôme européen

Le gouvernement néerlandais n'a donc que deux options. Prétendre qu'il s'agit d'une phase politique temporaire, exploiter le fait que ce nouveau parti fera inévitablement des erreurs de communication, et continuer sur la même voie... ou en changer. Il semble que cette dernière option devienne inévitable, et pas seulement parce que le gouvernement a besoin de l'approbation de la Première Chambre pour ses objectifs de réduction d'émissions d'azote.

S'il est possible que la coalition de M. Rutte trouve des voix à l'extrême-gauche, cette stratégie ne serait pas sans inconvénients. Les sénateurs verts et d'extrême gauche sont susceptibles de soutenir les objectifs de la réduction des émissions d'azote, mais aussi de demander des objectifs encore plus ambitieux pour l'avenir, ce qui ne ferait qu'aggraver le climat politique.

Le Premier ministre Mark Rutte, surnommé « Teflon Mark » (pour sa capacité à surmonter de multiples crises politiques au cours de ses 13 années de mandat), est également confronté à la possibilité que les membres de sa propre coalition quadripartite se dégonflent au cours du processus.

Les événements politiques qui se déroulent aux Pays-Bas sont un symptôme de ce qui risque de se produire dans toute l'Europe. L'agriculture, un domaine habituellement réservé aux débats politiques obscurs et aux réunions de commissions qui durent des heures et font bailler, est en train de devenir un élément central des ambitions vertes de l'Europe. Le secteur agricole est indéniablement responsable d'une grande partie des émissions de gaz à effet de serre, mais il s'est retrouvé injustement ciblé par des règles simplistes.

Des promesses intenables

La politique néerlandaise d'élimination progressive d'un tiers des exploitations agricoles est née du constat que le seul moyen réaliste de réduire les émissions de manière fiable serait de réduire considérablement les secteurs de l'aviation et de la construction, deux secteurs que les Pays-Bas ne peuvent pas se permettre de manière réaliste compte tenu de leur activité économique.

La décision de cibler les agriculteurs en dernier recours est emblématique de l'approche européenne qui suscitera beaucoup d'hostilité : c'est l'histoire parfaite pour créer des mouvements populistes.

Au cours de la dernière décennie, l'Europe a fait des promesses ambitieuses en matière d'objectifs d'émissions, mais maintenant que l'UE et ses États membres sont confrontés à la réalité de la manière dont ces objectifs seront atteints, il est probable que les choses se gâtent.

La stratégie « Farm to Fork » de l'Union européenne connaît le même sort : le commissaire à l'Agriculture de la Commission européenne, Janusz Wojciechowski, a déclaré qu'il pensait que cette stratégie désavantage injustement les États membres d'Europe de l'Est. Ce même commissaire est pourtant censé défendre les politiques de réduction des pesticides, des engrais et de l'utilisation des terres agricoles.

Selon une étude d'impact réalisée par l'USDA, cette stratégie entraînerait une baisse de la production agricole comprise entre 7 et 12%. Dans le même temps, la baisse du PIB de l'UE représenterait 76% de la baisse du PIB mondial. Les ménages à faibles revenus, qui souffrent déjà de l'inflation, subiraient une pression encore plus forte et seraient très probablement politisés.

Ces dernières années ont vu défiler de jeunes activistes climatiques qui ont dressé des listes de demandes politiques ambitieuses. Dans les années à venir, ce seront les manifestations de ceux qui devront les financer.

[**▲ RETOUR ▲**](#)



« Le plus grand krach, -92 % d'ici l'été selon Dent Investissement. Analyse ! »

par Charles Sannat | 12 Avril 2023



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

« Que je sois pendu. Que le grand crique me croque si je mens ! »

Je suis tombé de ma chaise quand j'ai vu cette prévision et j'en ai mangé mon chapeau !

À côté, je fais figure d'optimiste béat et de grand naïf économique !

La question est donc de savoir si nous allons avoir le plus « grand krach de votre vie (Nasdaq -92 %, BTC -95 %) d'ici mi-juin ».

Pour répondre à cette question, je vous propose d'analyser les propos du type en question et de voir si cela tient la route.

Au passage, j'insiste un poil pour que vous lisiez l'article sur la « contraction du crédit », ils sont liés et cela vous aidera à mieux mettre en perspective les sombres prévisions d'Harry.

Oui, Harry Dent, « économiste, fondateur de HS Dent Investment Management et auteur de plusieurs livres à succès, a averti dans un entretien avec David Lin publié vendredi que le plus grand krach de notre vie « va se produire entre aujourd'hui et la mi-juin environ ».

Il s'est montré particulièrement alarmiste, jugeant que « les gens vont savoir qu'il ne s'agit pas d'une correction importante, mais d'un krach majeur, un krach que vous n'avez jamais vu de votre vivant », prédisant que cela se produira d'ici environ 2 mois.

« Nous ne reverrons pas cela. Nous ne verrons pas une économie de bulles, nos enfants ne verront probablement même pas une économie de bulles dans des dizaines et des dizaines d'années... Cela n'arrive qu'une fois dans une vie tout au plus » a-t-il expliqué.

Bon ça y est normalement vous tremblez de peur.

Vous êtes gagné par l'effroi.

Vos jambes tremblent.

Et votre patrimoine se hérisse.

Regardons les éléments qu'il soumet à notre sagacité pour étayer sa prévision.

« Selon lui, le plus grand krach qui se prépare est celui qu'aurait dû avoir lieu en 2008-2009, notant que le S&P 500 avait chuté de 57 % à l'époque. « Environ un an et demi après le début de ce krach, les banques centrales sont intervenues et ont commencé à imprimer de l'argent à des rythmes sans précédent... Cette récession n'a donc pas vraiment réussi à éliminer la plus grande bulle d'endettement de l'histoire », a expliqué M. Dent ».

Ce qu'il dit là est vrai.

Indéniable.

En 2008, le monde aurait dû s'effondrer et l'économie se faire balayer par une énorme récession dont les banques centrales n'ont pas voulu. Elles ont changé les règles du jeu en pleine partie et elles ont inondé la planète d'argent. Taux bas ou négatifs, et liquidités open bar pour tout le monde.

Résultat, la « destruction créatrice » n'a pas eu lieu et les bulles ont repris de plus belle pour gonfler encore plus jusqu'à aujourd'hui.

Dent s'attend à un effondrement de 86 % pour le S&P 500 et de 92 % pour le Nasdaq.

« Or, il a estimé que « ce n'est que la première vague de baisse », et a expliqué que « nous avons déjà entamé la prochaine vague de baisse qui pourrait amener le Nasdaq jusqu'à 8 000 », et prévoyant que « c'est à ce moment-là que les gens se rendront compte qu'il ne s'agit pas d'une correction importante, mais d'un krach majeur, un krach que vous n'avez jamais vu de votre vivant et même les milléniaux ne verront pas de krach plus important que celui-ci ».

L'économiste a par ailleurs mis en garde contre le fait que « nous sommes sur le point d'atteindre la troisième vague », soulignant qu'il ne croit pas que la Réserve fédérale sera en mesure de l'arrêter.

Il a en effet expliqué que la Réserve fédérale a trop stimulé l'économie et qu'elle doit maintenant « resserrer fortement », alors que « l'économie sous-jacente est faible depuis 2008 et ne se renforcera que dans quelques années », un cocktail fatalement négatif pour l'économie ».

La contraction du crédit !

Le propre d'une économie de bulle c'est d'être alimentée et portée par le recours facile au crédit abondant et pas cher.

Quand vous retirez le crédit abondant et pas cher, vous créez une contraction majeure du crédit et donc vous faites exploser les bulles accumulées depuis des années maintenant.

La question maintenant est de savoir si ce que dit Dent peut produire une baisse de 86 % pour le S&P et de 92 % pour le Nasdaq.

Est-ce possible ?

Oui. Enfin en théorie.

Mais la destruction de valeur que cela impliquerait pousserait sans doute les banques centrales à l'intervention car de telles chutes de valorisation mettraient le système financier au sens large à genoux, sans oublier que ce serait la destruction des retraites par capitalisation des Américains.

Nous pouvons donc raisonnablement nous dire qu'à -50 % de baisse des marchés boursiers ou immobiliers, la FED comme la BCE se mettraient à rebaisser les taux et à stimuler à nouveau l'économie qui serait alors en plein marasme entre déflation et terrible récession.

Disons que je trouve cette prévision excessive et que pour le moment ce n'est pas mon scénario central.

Après si Taïwan se fait envahir par la Chine, que l'on coupe brutalement la mondialisation en soumettant la Chine aux mêmes sanctions que la Russie, alors toutes les valeurs de la mondialisation baisseront évidemment d'au moins 50 % en perdant le marché chinois.

Pour que ce scénario noir se matérialise, il faudrait à mon sens plusieurs autres facteurs pour multiplier les effets négatifs des hausses de taux et de la contraction de crédit que les banques centrales peuvent tout de même piloter en cessant la hausse des taux, puis en les baissant si nécessaire.

Une bonne correction oui.

Un krach même avec un -30 % ou -40 %, c'est possible (et ce serait sans doute un bon point d'entrée sur les marchés boursiers).

A ce stade un effondrement de 90 % des cours reste non pas impossible, mais pas le scénario le plus probable.

A surveiller donc.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Charles SANNAT

Chine, vers un embargo sur les terres rares et les aimants à l'égard de l'Occident.



C'est un article du Monde ([source ici](#)) qui arrive presque un peu tard et intitulé: « Si l'Union européenne s'inquiète aujourd'hui de sa dépendance en matières premières, c'est assurément à raison »

« La Commission européenne a publié à la mi-mars sa stratégie concernant les matières premières critiques (CRM, pour Critical Raw Material), laquelle inclut une liste de 51 minerais qu'elle qualifie de « bientôt plus importants que le charbon et le pétrole ». La Commission suit cet enjeu avec attention depuis 2008 car il s'agit de ressources

nécessaires à la production de nombreuses technologies-clés pour la transition énergétique, comme les éoliennes, les panneaux solaires et les batteries électriques.

Ainsi, la décarbonation des systèmes énergétiques nécessite des quantités importantes de ces minerais, parmi

lesquels le lithium, le nickel, le cobalt, le cuivre ou encore les terres rares. L'Union européenne (UE) ne produisant sur son territoire qu'une infime partie de ses besoins, de larges dépendances à des pays tiers apparaissent.

Diversification et sécurisation

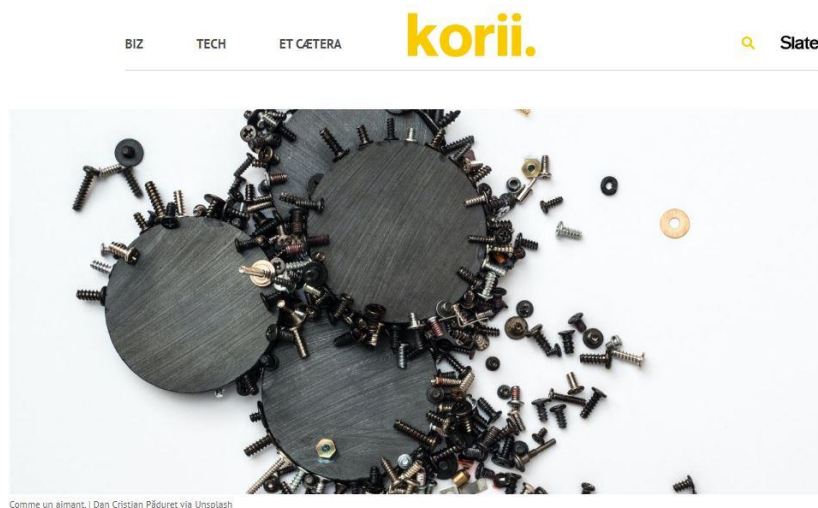
L'objectif de la Commission européenne est clair : garantir l'approvisionnement européen en matières premières critiques sur le long terme, et ce malgré deux éléments : une explosion attendue de la demande d'ici à 2050 et une dépendance forte sur toute la chaîne de valeur auprès de pays extra-européen et en particulier de la Chine.

La stratégie annoncée repose sur deux piliers. Premièrement, européeniser les chaînes de valeurs, c'est-à-dire accroître le pourcentage de minerais produits et raffinés qui dépendent uniquement de l'UE. Ainsi, un dixième des matières premières stratégiques devra être extrait au sein de l'UE, contre 3 % actuellement. Au moins 40 % de la transformation et du raffinage des matériaux devront également être effectués dans l'UE, contre moins de 20 % aujourd'hui, et les objectifs de recyclage sont fixés à 15 % ».

Et oui les vedettes qui nous dirigent, ici, comme à Bruxelles nous envoient dans le mur. Quand on fait la guerre, le mieux c'est quand même d'avoir les moyens de sa guerre, et ici les comptes n'y sont évidemment pas et tout ceci est prévisible depuis des lustres !

Nous n'avons pas les ressources minières suffisantes pour fabriquer notre transition énergétique décarbonée et surtout électrifiée à base de « renouvelables » qui nécessitent éoliennes, panneaux solaires et beaucoup, beaucoup de ressources naturelles qui viennent de Chine !

Alors on peut s'inquiéter, parce que si la Chine n'est pas encore tout à fait sur les chemins de la guerre elle est sur les chemins de l'embargo.



Comme un aimant. | Dan Cristien Pécurel via Unsplash

Coup de tonnerre: la Chine envisage un embargo sur les terres rares et les aimants

Cela mettrait le reste du monde dans une très, très délicate position.

Repéré par Thomas Burget sur [Nikkei Asia](#)
06/04/2023 à 7h08

Pour le moment la Chine qui prévient toujours avant de monter dans les tours a très clairement averti

Macronl  on lors de sa petite escapade en Chine.

D'ailleurs quand le Tintin en Chine est revenu, il a dit « qu'il ne fallait pas forcément suivre les Américains », et il se fait depuis copieusement insulter par tous les journalistes parisiens appointés par la CIA.

Pour une fois je suis d'accord avec la phare éteint du Palais... si la lumière lui revient, ce sera une bonne nouvelle pour nous le petit peuple, même si cette lumière est d'origine nucléaire ce sera toujours bon à prendre.

Alors quand on entend ce que l'on entend, il est aisé de prédire qu'au rythme actuel de nos âneries, la transition écologique de l'Union Européenne va foirer dans les grandes largeurs faute d'éoliennes dont les aimants et autres minerais nécessaires ne seront plus livrés par la Chine.

La démondialisation avec la Chine sera terriblement violente, et elle entraînera d'effroyables pénuries et une inflation proportionnelle.

L'indépendance coûte toujours très cher.

La lâcheté, encore plus cher.

Charles SANNAT

Le problème majeur c'est la contraction du crédit selon El Erian d'Allianz



Mohamed El-Erian est le patron de PIMCO qui entre temps a été racheté par Allianz, l'assureur allemand, qui du coup est devenu le plus gros fonds obligataires de la planète.

Il gère en fait le plus gros portefeuille obligataire au monde.

Ce n'est pas rien.

Et quand il parle, c'est un peu plus sérieux en termes de conséquences que quand votre économiste de grenier normand vous raconte l'histoire de ses deux poules.

« Dans une tribune publiée dans le Financial Times, le célèbre économiste Mohamed El-Erian a déclaré que l'économie américaine était de plus en plus susceptible de connaître une récession et une stagflation après les turbulences qui ont affecté le secteur bancaire.

« Le feu rouge clignotant résultant d'une course à la vitesse de la lumière sur le système bancaire américain, ou ce que les économistes appellent globalement la contagion financière, est derrière nous », a écrit El-Erian, prévenant toutefois qu'il est encore trop tôt pour affirmer que les risques sont écartés.

Selon lui, la conséquence de la récente crise sera que système bancaire deviendra plus prudent, ce qui conduira probablement à une contraction significative du crédit.

« Le rouge s'est transformé en jaune clignotant en raison d'une contagion économique plus lente dont le principal canal de transmission, la réduction de l'octroi de crédit à l'économie, augmente le risque non seulement de récession mais aussi de stagflation » a-t-il expliqué.

« Tout cela nous amène à la conclusion inconfortable que nous sommes à l'aube d'une contraction du crédit qui se manifestera au cours des prochains trimestres et atteindra probablement son apogée vers la fin de cette

année ou le début de l'année prochaine », a écrit le conseiller économique en chef d'Allianz .

Or, il a averti que « c'est un phénomène qui, contrairement à la contagion financière, n'est pas facilement contrôlé par les politiques ».

La contraction du crédit.

C'est aussi appelé « **credit crunch** » et vous allez en entendre parler dans les prochaines semaines et mois.

Il a évidemment raison.

Oui les banques centrales peuvent aider les banques en refilant les liquidités nécessaires et autres garanties.

Le problème avec la hausse des taux c'est que les banques centrales les montent pour casser la croissance, casser l'investissement et donc pour créer évidemment un credit crunch.

La seule manière de lutter contre une contraction du crédit c'est de faire plus de crédit en baissant les taux... mais cela relance l'inflation.

Bref, vous l'avez compris, il est presque impossible pour les banques centrales d'éviter une contraction du crédit qui est exactement ce qui est recherché en augmentant les taux.

Charles SANNAT

« Compagnie d'Assurances : 419 milliards d'euros de pertes latentes selon la Banque de France ! »

par Charles Sannat | 13 Avril 2023



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Ce qui est bien c'est que quand on cherche on trouve. Ce qui est encore mieux quand on y pense, c'est que l'on nous dit presque tout. Il suffit de lire, des documents, il est vrai assez arides. Voyez-vous, les sources officielles sont parfaitement suffisantes pour atteindre un certain degré de véracité à condition de travailler, de fouiller, de lire et d'analyser.

La banque de France vient de nous gratifier de son « StatInfos » un bulletin consacré aux assurances-vie.

Vous pouvez [télécharger gratuitement ce bulletin ici](#), directement sur le site de la Banque de France.

L'encours des placements financiers des assureurs en baisse de 438 milliards d'euros !

Bon, apportons quelques précisions.

1. Dans les encours des assureurs ce sont les assureurs en général pas uniquement les compagnies d'assurances-vie. Votre assureur voiture place aussi l'argent des primes du coup cela fait monter les encours des placements.

2. Dans les encours nous trouvons plein d'actifs. Il peut y avoir bien évidemment des obligations, des actions, des fonds divers et « avariés » ou encore même un poil d'immobilier.
3. Laissez tomber l'histoire de la diminution des flux c'est en gros lié au transfert d'actifs vers 12 nouveaux organismes appelés ORPS c'est donc purement « comptable », pas de risque spécifique identifié à ce niveau. Mieux, le flux net de placement des assureurs atteint +9 milliards, ce qui veut dire que pour le moment il n'y a pas de décollecte.

Ceci étant posé voici ce qu'écrit la Banque de France.

« À fin décembre 2022, l'encours de placements financiers des assureurs s'établit à 2 369 Mds €, **en forte baisse de – 438 Mds € sur l'année 2022**. La diminution résulte d'abord d'**une importante baisse des prix des actifs** (- 328 Mds sur 2022) mais aussi d'importants flux nets annuels négatifs (- 109 Mds sur 2022). En corrigeant des cessions d'actifs effectuées dans le cadre de la création de 12 nouveaux ORPS (Organismes de Retraite Professionnelle Supplémentaire) en cours d'année (pour – 117 Mds), les flux nets de placements des assureurs atteignent + 9 Mds.

En 2022 les effets de valorisations négatifs des placements proviennent principalement des titres de créance à long terme (**– 235 Mds**), en lien avec la remontée des taux longs (+ 292 points de base de l'OAT 10 ans sur l'année). Cette remontée affecte aussi les valorisations des fonds obligations (**– 15 Mds** sur l'année) et des fonds mixtes (- 27 Mds) au sein des fonds non monétaires (- 79 Mds). Les valorisations des fonds actions (- 37 Mds) et des actions cotées (- 13 Mds) diminuent aussi fortement en lien avec le recul des marchés actions (- 9 % pour le CAC 40 sur l'année 2022).

Les flux nets annuels négatifs concernent la plupart des catégories d'instruments, à l'exception principalement des actions non cotées (+ 9 Mds) et des prêts (+ 15 Mds dont + 5 Mds de prêts intra-groupe). Les titres de créance à long terme enregistrent des ventes nettes de – 95 Mds, suivis par les fonds monétaires (- 14 Mds), la monnaie et dépôts (- 11 Mds), les actions cotées (- 10 Mds) et les fonds non monétaires (- 5 Mds). Si l'on exclut l'effet des cessions aux ORPS cependant, les assureurs se révèlent acquéreurs nets d'OPC non monétaires (+ 26 Mds) et de titres de capital (+ 9 Mds) au détriment principalement des titres de créances à long terme (- 26 Mds) et des OPC monétaires (- 12 Mds) ».

Que faut-il comprendre ?

Comme prévu, l'assurance-vie, si l'on parle des placements est, dans sa composante principale constituée de fonds en euros c'est-à-dire d'obligations.

Ces obligations avec la hausse des taux ont baissé d'environ 15 % en termes de valeur.

Les pertes latentes sont de 235 milliards + 15 milliards en gros 250 milliards pour ce qui est des obligations.

A ces pertes principales (latentes) se rajoutent quelques autres cadavres plus boursiers avec les pertes sur actions.

Cela veut dire que si demain les assureurs devaient redonner tous leurs sous aux clients, il manquerait en gros 438 milliards si l'on compte toutes les pertes latentes du secteur.

Les pertes obligataires de la SVB la Silicon Valley Bank américaine sont évidemment partout ailleurs, car tous les détenteurs d'obligations ont d'évidentes pertes latentes dont personne ne parle histoire de ne pas créer la panique. C'est plutôt une bonne idée de ne pas le crier trop fort.

Mais bon, la Banque de France nous donne le vrai chiffre officiel des pertes du secteur en France.

Et comme c'était prévisible, le nuage des pertes obligataires ne s'est évidemment pas arrêté à la frontière.

Si demain, dans un cas théorique, tous les épargnants voulaient sortir des fonds en euros, il y aurait 15 % de pertes au moins car ces chiffres retardent un peu. Il s'agit du 4ème trimestre 2022 et les taux continuent de monter.

Faut-il fuir l'assurance-vie en courant ?

Cela je vais en parler dans un Flash Stratégie que je vais vous sortir dans les prochains jours. Il est important de revenir sur plusieurs mécaniques celles des taux, des obligations mais aussi les avantages de l'assurance-vie et comment s'en servir et aussi comment calculer son risque final de liquidité et de contrepartie. Je vais vous expliquer tout cela et plein d'autres choses encore pour vous donner les éléments pour prendre les meilleures décisions pour votre patrimoine.

Disons, que, normalement, il est fort probable que les banques centrales assurent la liquidité en reprenant les obligations à leur valeur d'émission en cas de forts retraits pour éviter un effondrement du système comme elles ont pu le faire avec la SVB et les annonces de la FED.

Pour autant, encore, une fois, sauver les banques et sauver les dépôts sont deux choses différentes, et la politique de la BCE et de la FED pourraient bien différer, et pas forcément à notre avantage.

Je vous expliquerai tout dans ce flash. Je vous préviendrai de sa mise en ligne. [Pour vous abonner dès maintenant tous les renseignements sont ici.](#)

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Charles SANNAT

Pour la Banque de France, l'inflation va... durer !



La Banque de France découvre que « l'inflation en zone euro risque de s'enliser ».

« L'inflation en zone euro risque de stagner au-dessus de 2 %, a déclaré le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, précisant que la Banque centrale européenne (BCE) continuerait de combattre la hausse des prix.

La BCE a relevé ses taux de 350 points de base depuis juillet 2022 et d'autres augmentations semblent probables alors que la hausse

des prix est toujours trop élevée et que les pressions sous-jacentes sur les prix, qui éliminent la volatilité des prix des denrées alimentaires et des carburants, continuent d'augmenter.

« Nous sommes maintenant confrontés au risque d'une inflation persistante, qui réside dans la composante sous-jacente ou 'core' », a déclaré mardi François Villeroy de Galhau, membre du Conseil des Gouverneurs de la BCE, à New York. « L'inflation est devenue plus répandue et potentiellement plus persistante. »

Le gouverneur de la Banque de France a toutefois estimé que la politique monétaire était plus efficace pour lutter contre l'inflation sous-jacente et a indiqué qu'il s'attendait à voir la hausse des prix revenir autour de

l'objectif de 2 % fixé par la BCE à la fin de 2024 ou en 2025. »

Mais oui mon François, pour François Villeroy de Galhau le gouverneur de notre Banque de France.

Mais oui, et la marmotte elle met le chocolat dans le papier d'aluminium !

Le problème ce sont les facteurs inflationnistes et Villeroy de Galhau le sait très bien, mais encore une fois, il ne peut pas vous dire d'un coup que nous allons tous souffrir d'une inflation persistante pour au moins une décennie.

Et oui...

Pourquoi ?

Parce que la démondialisation c'est inflationniste, parce que le manque d'énergie c'est inflationniste, parce que la raréfaction des ressources c'est inflationniste, parce que la transition énergétique et écologique c'est inflationniste, regardez le prix de la voiture électrique ou de la pompe à chaleur. Une Mégane essence à 20 000 euros, une électrique à 48 000 euros, une chaudière gaz à 3 000 euros, une pompe à chaleur à 15 000€ !

Je vous assure sauver la planète et le climat c'est très inflationniste mais c'est également très profitable tant que les gueux pensent qu'en se faisant ruiner ils vont empêcher la planète de chauffer hahahahahahaha. Ne faites surtout pas le calcul de la proportion d'habitants en France par rapport à la population mondiale.

Nous sommes partis pour au moins dix ans d'inflation nettement plus élevée et en moyenne elle sera plus de l'ordre de 3 à 5 % par an qu'inférieure à 2 %.

Charles SANNAT Source [Agence de presse Reuters.com ici](https://www.reuters.com)

La précarité des banques inquiète le FMI !



« Dans un entretien accordé mardi à CNBC, Pierre-Olivier Gourinchas, l'économiste en chef du Fonds monétaire international, a estimé que les hausses de taux d'intérêt ont accru la vulnérabilité des banques, ce qui présente risque important pour la croissance mondiale ».

« Nous sommes préoccupés par ce que nous avons vu dans le secteur bancaire, en particulier aux États-Unis mais peut-être aussi dans d'autres pays, qui pourrait affecter la croissance en 2023 », a-t-il déclaré

« Les banques sont dans une situation plus précaire. Elles disposent de coussins sains, mais cela va certainement les amener à être un peu plus prudentes et peut-être à réduire quelque peu leurs prêts », a ajouté Gourinchas.

Cela porte le nom de « contraction du crédit »

« Dans l'un des scénarios, le FMI prévoit que les conditions de financement des banques se resserreront davantage et que les prêts diminueront, ce qui ramènerait ses prévisions de croissance mondiale de 2,8 % en 2023 à 2,5 %.

M. Gourinchas a déclaré que ses modèles avaient également prévu un scénario plus défavorable dans lequel la stabilité financière n'est pas maîtrisée.

« Cela entraînerait des flux massifs de capitaux du reste du monde qui tenteraient de se mettre à l'abri, en se tournant vers les bons du Trésor américain, l'appréciation du dollar, l'augmentation des primes de risque, la perte de confiance », a-t-il déclaré. Dans ce scénario, le FMI prévoit une croissance de l'économie mondiale d'environ 1 % pour cette année. Mais la probabilité d'une telle évolution est relativement faible, a l'économiste du FMI, puisqu'elle est de l'ordre de 15 % ».

Toutes ces prévisions n'ont pas grand intérêt car elles sont aussi mollassonnes que consensuelles en réalité et ne vont pas au bout de la logique actuelle parce que ces grandes institutions procèdent toujours par itérations progressives pour que les agents économiques s'habituent et s'approprient les évolutions de tendance.

Ici nous sommes confrontés à des taux à 5 % aux Etats-Unis, et cela bien évidemment va avoir un impact très conséquent et sévère sur la production de crédit.

Nous allons vivre un credit crunch, un krach de crédit si vous préférez avec une telle contraction, que cela pèsera aussi bien sur la croissance, que sur les investissements des entreprises et donc sur l'emploi.

Mais c'est exactement ce qui est souhaité puisque les banques centrales veulent « casser » l'inflation.

Je pense que c'est une très grave erreur.

Il va au contraire falloir accepter de vivre avec une inflation plus forte parce qu'elle est inéluctable.

Charles SANNAT Source [Investing.com](https://www.investing.com) ici

Macron, l'homme qui lèche le cul de la Chine !



Hahahahahaha, la géopolitique est à l'image de l'évolution du monde, elle deviendrait presque vulgaire.

Depuis la saillie de notre président sur l'autonomie stratégique rien ne va plus et tout ce qui compte d'atlantistes en France crie haro sur le président français.

Revenons sur ces propos.

En effet le président français a déclaré au site américain Politico et au quotidien économique Les Echos que l'Europe ne devrait pas s'aligner sur les Etats-Unis ou sur la Chine en cas de conflit à propos de Taïwan.

En cas de conflit à Taïwan, « la pire des choses serait de penser que nous, Européens, devrions être suivistes » et « nous adapter au rythme américain et à une surréaction chinoise », a estimé le chef de l'Etat, plaidant pour une « autonomie stratégique » de l'Union européenne.

Et du coup Trump a réagi aux derniers propos de Macron par un commentaire d'une grande élégance qui peut se traduire par un « Macron lèche le cul de la Chine ». Vous apprécierez l'expression américaine qui se dit kissing his ass, littéralement « embrasser le cul ». Charmant.

BFM TV ne trouve pas grand chose à redire à la colère américaine et concède tout juste la vulgarité des propos de Trump, pour aussitôt comparer Macron à un adolescent attardé qui veut de l'autonomie mais ne travaille pas.

Les propos tenus par BFM sont hallucinants et montrent en fait à quel point lécher le cul de la Chine c'est mal,

mais que lécher le cul des Etats-Unis ça c'est bien !

J'ai toujours été gaulliste.

La place de la France est évidemment dans un non-alignement sur les intérêts américains, russes ou chinois, et dans une autonomie stratégique.

Oui, une France libre et grande ne peut qu'être indépendante et autonome.

Être autonome et indépendante cela implique de payer le prix de sa liberté.

Cela veut dire travailler.

Cela veut dire dépenser moins que l'on ne gagne pour être indépendant des marchés financiers.

Cela veut dire avoir une armée digne de ce nom et une dissuasion nucléaire performante.

Cela veut dire exercer notre souveraineté à l'échelle nationale et non européenne, car l'Europe c'est pour la moitié des pays totalement soumis aux diktats américains.

Bref, ce n'est pas parce que les Etats-Unis ne veulent pas partager leur pouvoir et souhaitent dominer le monde entier, y compris la Russie et la Chine que nous sommes obligés, nous Français, d'aller faire la guerre à la Russie ou à la Chine pour le compte des Américains.

Alors peut-être que Macron lèche le cul de la Chine, mais BFM et tous les journalistes « atlantistes » lèchent objectivement le cul de l'Amérique et ce qui est incroyable, c'est de voir à quel point, en une phrase (au demeurant parfaitement juste) Macron a été lâché par la presse française.

Je n'aime pas Macron parce que je pense qu'il enchaîne les âneries à un rythme effréné, mais quand il parle d'autonomie stratégique, de non alignement, et d'indépendance je ne peux que soutenir cette ligne politique qui est la seule voie possible pour la France et notre diplomatie.

Je pense hélas, qu'il ira vite Canossa avaler sa valda.

Pour le reste la France n'a pas d'ami. Elle a des ennemis, et des intérêts.

▲ [RETOUR](#) ▲

.L'inflation alimentaire hors de contrôle en France

par Charles Sannat | 11 Avril 2023



Voici l'essentiel de ce « tweet » qui résume parfaitement un article du Parisien qui revient sur une enquête de l'IFOP.

Les données sont catastrophiques.

Que le pouvoir se rassure.

Il peut toujours matraquer.

Il peut passer en force des réformes à coups de 47.2 et autre

calibre 49.3.

Ce sera difficile. Ce sera compliqué, mais cela passera.

Mais que le pouvoir s'inquiète.

Quand les gamelles se vident, que la paix civile vacille, et que les ventres crient famine, alors qu'il tremble.

En France, les révolutions viennent quand les gamelles sont vides.

Macron et ses ministres vident les gamelles des Français.

Ils avaient attaqué celles des Gilets Jaunes à un moment où globalement il y avait encore un peu de gras. Ce coup de semonce n'a pas été compris comme il devait l'être.

Une dynamique révolutionnaire prend du temps. C'est un processus.

Il manquait les gamelles vides.

Nous y arrivons.

Tremblez au palais.

La violence c'est comme le dentifrice qui sort du tube. Impossible de le faire rentrer et donc de l'arrêter.

La meilleure solution c'est toujours l'anticipation.

Les prix alimentaires se sont envolés de + 15,8 % en mars sur un an, selon l'INSEE

- 🔥 Pour 2023, le risque c'est +20 % SUPPLÉMENTAIRE sur l'alimentaire
- ➡ C'est déjà une augmentation des courses de 800 € en moyenne sur l'année.
- ➡ Le nombre de foyers financièrement fragilisés s'accroît en flèche : ils sont 13 millions (+25 % par rapport à mai 2022) et 3 millions de foyers ne s'en sortent plus du tout.
- ➡ 2,4 millions de Français ont recours quotidiennement à la banque alimentaire, soit trois fois plus qu'en 2017 ; parmi eux, beaucoup de jeunes.
- ➡ 11 millions de pauvres.
- ➡ 12 millions de mal-logés et 14 millions ayant eu des difficultés à se chauffer cet hiver.
- ➡ Plus de 300 000 de sans-abris.

Selon l'enquête
@IfopOpinion
publiée dans
@le_Parisien

- 🔥 80 % des 30 % des Français les plus pauvres (gagnant le Smic ou moins) ont restreint leurs achats de nourriture à cause de la hausse des prix.
- 🔥 42 % affirment avoir supprimé un repas pour rentrer dans leur budget.
- 🔥 Des enfants arrivent affaiblis à l'école faute de n'avoir pas pris un petit-déjeuner.



Charles SANNAT

La Chine s'entraîne au blocus de Taïwan



À peine le grand phare Elyséen et vedette de la diplomatie internationale, le grand seigneur Manu était parti de Chine, accompagnée de Cruella Von der Leyen la mamouchette européenne insignifiante et obligée de passer par le comptoir d'enregistrement des touristes la Chine ne la considérant pas comme un chef d'État, que Pékin lançait des manoeuvres d'encerclement de Taïwan.

Macron était allé à Pékin pour demander aux Chinois de s'allier à lui pour raisonner Poutine !

J'en rigole encore.

A ce niveau-là ce n'est pas plus un bide qu'un camouflet. C'est Tintin au Tibet... alors que le Dalaï-lama lèche les petits enfants, ce qui n'a rien à voir avec Xi-Jinping.

Le monde entier part en vrille.

Bref, comme le dit l'AFP « la Chine se félicite de manoeuvres d'encerclement de Taïwan menées « avec succès ».

« L'armée chinoise a affirmé lundi avoir « achevé avec succès » ses manoeuvres militaires ayant visé à encercler pendant trois jours l'île autonome de Taïwan, qui a détecté 12 navires de guerre et 91 avions au dernier jour de

l'opération.

Du 8 au 10 avril, le commandement militaire chinois « a accompli avec succès diverses tâches » de préparation militaire « autour de l'île de Taïwan, revendiquée par Pékin comme une province chinoise, avec l'exercice Joint Sword, a indiqué l'armée dans un message diffusé sur les réseaux sociaux.

Il a « testé de manière approfondie sa capacité de combat » interarmées « en conditions réelles », a ajouté le commandement chinois, précisant « être prêt pour le combat, à n'importe quel moment, et résolu à écraser toute forme de séparatisme pour l'indépendance de Taïwan et tentatives d'interférences étrangères ».

Dénoncées par Taïwan et les Etats-Unis qui ont appelé à la « retenue » tout en déployant un destroyer dans des eaux revendiquées par Pékin, ces manoeuvres ont reçu lundi le soutien de la Russie.

« La Chine a le droit souverain de réagir (aux) actions provocatrices » des Etats-Unis, « notamment en conduisant des manoeuvres », a déclaré le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov.

Débutées samedi, les manoeuvres chinoises visaient à protester contre une rencontre mercredi de la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen avec le président de la Chambre américaine des représentants, Kevin McCarthy.

Elles « servent de sérieux avertissement contre la collusion entre les forces séparatistes recherchant l'indépendance de Taïwan et les forces extérieures, ainsi que leurs activités provocatrices », avait averti un porte-parole de l'armée chinoise, Shi Yi.

Le blocus de Taïwan.

Ces manoeuvres sont très intéressantes à analyser, car en creux ce qui se dessine, c'est la possibilité pour les Chinois de faire avec Taïwan ce que les Américains ont fait avec Cuba.

Un blocus.

Et là, que feront nos vedettes américaines ?

Les Etats-Unis auront-ils le courage de briser le blocus ou feront-ils comme les Russes... demi-tour au dernier moment lors de la crise des missiles de Cuba ?

Sinon, je sais de source sûre, qu'il y a une chose que ne feront pas les Américains.

Demander à Macronlèon d'aller négocier...

Hahahahahahaha .

C'est un cancre, il faut dire, qu'il vient de dissoudre le corps diplomatique.

C'est vrai que la diplomatie ne sert à rien.

C'est ahurissant d'être capable de se tromper à ce point-là.

A ce niveau c'est du grand art.

Charles SANNAT

Saison des bénéfices. -7 % (pertes) attendus par Goldman Sachs



Sachs »

Il n'y a qu'une bonne récession des bénéfices qui fera une bonne baisse des cours de bourse !

Et cela tombe bien, nous commençons à avoir des prévisions de bénéfices en... baisse ce qui est logique vu le niveau des taux d'intérêt.

« Ce sera la pire saison des bénéfices depuis la pandémie selon Goldman

Sachs »
« Le consensus s'attend à une baisse de 7 % des bénéfices pour les actions de S&P 500 au premier trimestre 2023, marquant la plus forte baisse depuis le troisième trimestre 2020, note l'équipe de Lily Calcagnini et David Kostin dans une note reprise par Bloomberg. « Si les projections des analystes se confirment, ce trimestre représentera le point le plus bas de la croissance des bénéfices du S&P 500. »

Selon ces analystes, une forte contraction des marges compensera en grande partie la modeste croissance des ventes au premier trimestre. Seuls trois secteurs (énergie, industrie et consommation discrétionnaire) devraient enregistrer une amélioration de leurs marges. La plupart des secteurs devraient voir leurs marges se contracter de plus de 200 points de base, note Goldman ».

On va donc pouvoir voir dans les prochains jours comment les entreprises ont réussi ou pas, à s'adapter au ralentissement économique.

Je ne me réjouis pas du tout de mauvais résultats.

Ils seraient juste assez logique de constater une dégradation des résultats des entreprises car nous avons d'une part une dégradation des conditions de financement (la hausse des taux) des prix de l'énergie très élevés qui ponctionnent le revenu disponible des ménages et vient amputer la consommation, et bien évidemment l'inflation qui réduit significativement le pouvoir d'achat au niveau planétaire.

Alors, la baisse devrait s'amorcer et s'amplifier.

Puis les cours de bourse se réajusteront.

▲ RETOUR ▲

Préparez-vous à une avalanche économique, car une crise majeure du crédit a déjà commencé

9 avril 2023 par Michael Snyder



Cela va encore plus vite que beaucoup d'entre nous ne le pensaient. Pendant des semaines, j'ai averti mes lecteurs de la prochaine crise du crédit. Lorsque les banques [ont des problèmes](#), elles commencent à être très serrées avec leur argent. Cela signifie moins de prêts hypothécaires, moins de prêts immobiliers commerciaux, moins de prêts automobiles et moins de cartes de crédit émises. Mais je pensais qu'il faudrait un certain temps pour que la crise du crédit passe à la vitesse supérieure. Malheureusement, je me suis trompé à ce sujet. En fait, il est [rapporté](#) qu'au cours des deux dernières semaines de mars, les prêts bancaires aux États-Unis ["se sont contractés le plus jamais enregistré"](#) ...

Les prêts bancaires aux États-Unis se sont contractés le plus jamais enregistré au cours des deux dernières

semaines de mars, indiquant un resserrement des conditions de crédit à la suite de plusieurs effondrements de banques de premier plan qui risquent de nuire à l'économie.

En d'autres termes, nous n'avons jamais vu les prêts bancaires se contracter plus rapidement qu'au cours de la seconde quinzaine de mars.

Ouah.

Et il s'avère que [les petites banques](#) sont particulièrement tendues avec leur argent...

Les prêts des banques commerciales ont chuté de près de 105 milliards de dollars au cours des deux semaines terminées le 29 mars, le plus dans les données de la Réserve fédérale remontant à 1973. La baisse de plus de 45 milliards de dollars au cours de la dernière semaine était principalement due à une baisse des prêts des petites banques.

Le recul du total des prêts au cours de la dernière moitié de mars a été généralisé et comprenait moins de prêts immobiliers, ainsi que des prêts commerciaux et industriels.

Comme je l'ai mentionné précédemment, les petites et moyennes banques fournissent la majeure partie des prêts immobiliers commerciaux dans ce pays.

Nous commençons déjà à voir les prix de l'immobilier commercial plonger, et maintenant Morgan Stanley prévient que la baisse que nous verrons finalement pourrait rivaliser avec ["la baisse pendant la crise financière de 2008"](#) ...

Les investisseurs se sont davantage concentrés sur ce secteur, compte tenu de la part importante des banques régionales dans les prêts CRE. Cependant, avant même les turbulences du secteur bancaire, la CRE était confrontée à des risques liés à des tendances à long terme, le travail à distance menaçant le sous-secteur des bureaux.

De plus, le secteur est maintenant confronté à un énorme « mur de refinancement » : plus de la moitié des 2,9 billions de dollars de prêts hypothécaires commerciaux seront refinancés au cours des deux prochaines années. Même si les taux actuels restent inchangés, les nouveaux taux de prêt seront probablement supérieurs de 3,5 à 4,5 points de pourcentage à ceux de bon nombre des prêts hypothécaires existants de la CRE.

Les prix de l'immobilier commercial ont déjà baissé et les analystes de Morgan Stanley prévoient que les prix pourraient chuter jusqu'à 40 %, rivalisant avec la baisse de la crise financière de 2008. Ces types de défis peuvent nuire non seulement au secteur de l'immobilier, mais également à l'ensemble des communautés d'affaires qui y sont liées.

Beaucoup de gens pensaient que j'exagerais lorsque j'affirmais que nous nous dirigeons vers la pire crise de l'immobilier commercial de notre histoire.

Mais je n'exagerais pas du tout.

Bien sûr, la crise du crédit que nous connaissons actuellement aura d'énormes répercussions sur l'ensemble de l'économie.

Lorsque les consommateurs ont accès à moins de crédit, ils dépensent moins d'argent.

Et lorsque les consommateurs dépensent moins d'argent, les entreprises génèrent moins de revenus et

commencent à licencier des travailleurs.

Et lorsque les travailleurs sont licenciés, ils accusent du retard sur leurs dettes.

Et cela crée encore plus de stress pour les banques.

Cette nouvelle crise du crédit menace de devenir incontrôlable, mais les responsables de la Fed insistent sur le fait que tout va bien.

En fait, James Bullard semble convaincu que les taux d'intérêt [devraient aller encore plus haut](#) ...

"Le stress financier semble s'être atténué, du moins pour le moment", a déclaré Bullard aux journalistes jeudi après avoir pris la parole lors d'un événement à Little Rock, Arkansas. "Et c'est donc un bon moment pour continuer à lutter contre l'inflation et essayer de s'engager sur cette voie désinflationniste."

Le chef de la Fed de Saint-Louis a déclaré qu'il ne pense pas que le resserrement des conditions de crédit résultant de la récente tourmente bancaire sera suffisamment important pour faire basculer l'économie américaine dans la récession, notant que la demande de prêts est toujours forte.

La demande de prêts est peut-être forte, mais l'offre de crédit commence à se tarir très rapidement.

Pendant ce temps, les Américains continuent de retirer de l'argent des banques [à un rythme effarant](#) ...

Le rapport de vendredi a également montré que les dépôts des banques commerciales avaient chuté de 64,7 milliards de dollars au cours de la dernière semaine, marquant la 10e baisse consécutive qui reflétait principalement une baisse dans les grandes entreprises.

Chaque semaine que cela se produit, cela va simplement amener les banques à se resserrer encore plus avec leur argent.

Et les économistes bancaires interrogés par l'American Bankers Association s'attendent à ce que les conditions de crédit [continuent de se resserrer](#) au cours des mois à venir...

- L' **indice global de crédit** a chuté au deuxième trimestre à 5,8, diminuant de 6,7 points à son point le plus bas depuis le début de la pandémie. La lecture indique des attentes générales pour des conditions de marché du crédit plus faibles au cours des six prochains mois parmi les économistes bancaires, et les banques sont susceptibles de devenir plus prudentes quant à l'octroi de crédit.
- L' **indice du crédit à la consommation** a reculé de 7,9 points à 5,8 au deuxième trimestre. Les membres de la CAE s'attendent à ce que la disponibilité du crédit se détériore davantage que la qualité du crédit, même si presque tous s'attendent à ce que les deux baissent. La lecture inférieure à 50 indique que les conditions de crédit à la consommation devraient s'affaiblir au cours des six prochains mois.
- L' **indice de crédit aux entreprises** a chuté de 5,6 points à 5,8 au deuxième trimestre. Tous les membres de l'EAC s'attendent à ce que la disponibilité du crédit aux entreprises se détériore au cours des six prochains mois, et la plupart s'attendent à ce que la qualité du crédit aux entreprises se détériore. La lecture inférieure à 50 indique que les membres de la CAE s'attendent à ce que les conditions générales de crédit pour les entreprises continuent de s'affaiblir au cours des deux prochains trimestres.

Regardez ces chiffres.

Tout chiffre inférieur à 50 est mauvais, et ces chiffres sont à un seul chiffre.

Depuis toutes ces années que j'écris, je n'ai jamais rien vu de tel.

J'encourage donc tous mes lecteurs à se préparer à une avalanche économique massive.

Un resserrement majeur du crédit est déjà là, mais la plupart des Américains ne comprennent toujours pas que de graves difficultés économiques sont à venir.

▲ [RETOUR](#) ▲

« La Banque de France met en garde Bercy sur les crédits ! »

par Charles Sannat | 7 Avril 2023



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

A la Banque de France on n'est pas content, et c'est le moins que l'on puisse dire de la tentative de Bercy de faire pression pour faciliter le financement des crédits immobiliers.

Voilà ce que l'on pouvait lire il y a quelques jours dans les colonnes des Echos ([source ici](#)), dans un article intitulé « Crédit immobilier : le gouvernement prêt à assouplir certains critères d'octroi »

« La chute de la production de crédit immobilier commence à inquiéter jusqu'à Bercy. Le ministère de l'Economie et des Finances serait ainsi prêt à ouvrir la discussion sur les critères d'octroi gravés dans le marbre en 2022 par le Haut Conseil de stabilité financière (HCSF). »

En effet les critères imposés depuis le 1^{er} janvier 2022 fixent un taux d'endettement maximum de 35 % et une durée des prêts limitée à 25 ans. Mais alors que la production de crédit immobilier ralentit, courtiers et banquiers souhaiteraient un peu plus de souplesse.

Faut-il laisser les gens s'endetter plus facilement maintenant ?

Vous connaissez mon point de vue, ou ceux qui me suivent régulièrement le devineront, je pense qu'il est important de ne jamais pousser au crime les gens, de ne jamais les forcer, ou les inciter de manière malsaine ou parfois juste excessive.

Faire croire à un ménage fragile qu'il peut devenir propriétaire facilement, qu'un crédit c'est facile à rembourser, et que les charges se payent toutes seules, n'est pas forcément faire preuve de générosité. Tous les parents savent bien que la démagogie n'est pas la meilleure manière d'élever les enfants. Il faut savoir parfois refuser.

D'ailleurs, en droit « bancaire », endetter un ménage fragile cela est un délit bancaire, et porte le nom de « soutien abusif ». La banque doit toujours s'assurer à ce que l'emprunteur soit bien solvable et les juges sont toujours très sévères sur ce point là et ils ont bien raison.

Lorsque les taux montent très fort, lorsque les travaux énergétiques peuvent être coûteux, lorsque les prix de l'immobilier peuvent baisser, ce n'est pas le moment d'engager sur 20 ans des profils fragiles. Pour ceux qui ont plus de mou, acheter sa résidence principale a toujours un intérêt patrimonial fort. Commencer jeune également.

Les critères actuels du HCSF, n'ont rien de délirants et une capacité de 35 % d'endettement est une bonne limite adaptée dans l'écrasante majorité des cas. Je suis donc complètement aligné sur l'analyse de la Banque de France qui dit que depuis que le mode de fixation du taux d'usure a été revu, il n'y a plus de problème de

financement sur le marché immobilier et c'est globalement vrai.

Voici la note de la Banque de France.

« Nous sommes sortis d'une période de taux d'intérêt exceptionnellement favorables, liés à la politique monétaire accommodante menée depuis 2015. Le crédit immobilier revient aujourd'hui logiquement aux niveaux de taux d'intérêt et de volume de production de la période antérieure à 2015.

C'est en France, cependant, que cette normalisation se passe de façon la plus progressive et ordonnée pour les emprunteurs : le crédit y est moins cher, plus abondant et plus sûr que chez tous nos voisins européens. Le bon réglage du taux de l'usure, désormais mensualisé, y contribue. L'accès au crédit reste équitable entre les différentes catégories d'emprunteurs (dont les primo-accédants) et les différents âges.

La moindre production du crédit immobilier, qui fait suite à plusieurs années de très forte croissance du crédit à des taux très bas, s'explique aujourd'hui avant tout par la moindre demande des ménages. Ils ont satisfait beaucoup de leurs demandes durant ces années, y compris jusqu'au premier semestre 2022. Ils attendent de façon assez logique la stabilisation des prix de l'immobilier. La remontée des taux d'intérêt rend bien sûr les emprunts moins attractifs et certaines mensualités trop lourdes.

Les mesures d'octroi du HCSF ne jouent pas, à l'inverse, de rôle significatif dans le ralentissement du crédit :

- Elles sont en vigueur depuis début 2021 et ont coïncidé avec 18 mois de production record. Comme le HCSF l'avait annoncé, il ne s'agissait pas en effet de rendre le crédit plus rare, mais de le rendre plus sûr ;
- Ces mesures coïncident avec une pratique prudentielle du secteur bancaire consistant à limiter le taux d'effort à 35 % maximum et limiter la durée des prêts à 25 ans (à un niveau significativement plus élevé que les habitudes du passé). Elles sont assorties d'une flexibilité de 20 % qui n'est utilisée que partiellement par les banques, à 14,5 %;
- Elles ont été adoptées à l'unanimité par le HCSF qui, lors de sa dernière réunion du 7 mars, en a relevé la bonne application. Le HCSF estime que ces mesures permettent de protéger aussi bien les Français emprunteurs que les prêteurs – la solidité des banques ;
- Les flexibilités accordées aux banques sont à 80 % réservées aux primo-accédants. La proportion de ces derniers dans les nouveaux crédits accordés est stable, ce qui valide l'équilibre d'ensemble des mesures.

Modifier aujourd'hui ces normes de protection ne changerait pas le cycle normal du crédit immobilier ; par contre, ceci risquerait de pousser nombre de ménages vers des situations de surendettement à durée longue et taux plus hauts. Ce serait le plus mauvais moment pour le faire, alors que l'endettement des ménages français, à 66 % du PIB, est déjà supérieur au reste de la zone euro et à tous nos grands voisins.

Au-delà d'éventuels aménagements à la marge, il est important de ne pas déséquilibrer le financement sain de l'immobilier comme base du développement durable de ce secteur ». [Source Banque de France ici.](#)

Attention aux crises de crédits !

Ces crises menacent toujours les banques car en cas de hausse significative des incidents de remboursement, c'est la solvabilité des banques qui est en jeu, et cela menace également directement les foyers, les ménages, les familles endettées, qui peuvent tout perdre et au-delà des dégâts financiers, les dégâts humains peuvent être ravageurs.

Alors, oui, il faut encadrer les crédits, car l'usage de l'emprunt nécessite toujours de la prudence et de la pondération aussi bien à titre personnel que collectif. Mesurez toujours votre recours aux crédits.

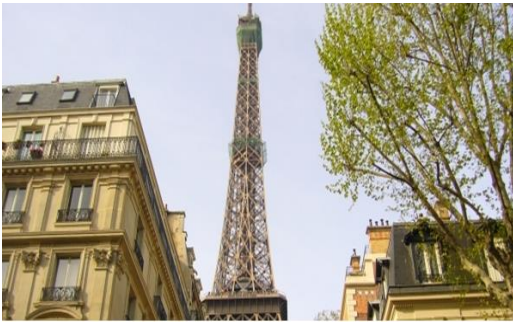
Mon pépé me disait toujours, il n'y a que pour deux choses que tu peux emprunter, pour acheter ta voiture ou pour acheter ta maison, bien que pour ta voiture, le mieux c'est quand même de l'acheter au comptant, même si elle est d'occasion. Résultat je roule en Dacia, mais sans crédit, à cause du pépé !!

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Charles SANNAT

Les très riches fuient Paris !



Haaaaa, la compétitivité de la place parisienne.
Haaaaa, l'art de vivre à la française.
Haaaaa, le luxe de la capitale parisienne.
Bon, ça c'est pour la légende et c'était vrai avant.

Dans les faits Paris est devenu une ville immonde. C'est moche, c'est sale, c'est pollué, c'est bouché, c'est plein de rats, on ne peut plus s'y déplacer, même les trottinettes sont interdites, vous finirez tous en RATP pour rentrer avec tes pieds, entre les poubelles pas ramassées, les

agressions, les vols, et la vie qui y est hors de prix.

Alors, évidemment, tous ceux qui sont allés voir ailleurs si l'herbe était plus verte ne s'y trompent pas et partent de Paris, surtout avec le télétravail qui permet à tous ceux dont les dents ne rayent pas le parquet d'axer sur la qualité de vie.

Vous savez quelle est la meilleure manière détruire une ville sans faire la guerre ?

Confier sa gestion à des socialistes et à des écologistes !



Charles SANNAT

Vers une nouvelle hausse des taux de la BCE dès le mois de mai.

A large, three-dimensional red graphic of the number '10%' is positioned on the left side of the page. The characters are thick and have a slight shadow, giving them a 3D appearance.

Vous l'entendez la petite musique de la hausse qui continue sa poursuite folle vers les 4 % en zone euro ?

Comme nous l'apprend l'agence Reuters, « la Banque centrale européenne (BCE) devra relever ses taux d'intérêt en mai si l'économie et l'inflation continuent d'évoluer conformément aux dernières projections économiques de l'institution de mars, a déclaré son économiste Philip Lane ».

« Si le scénario de base que nous avons développé avant le stress bancaire se confirme, il sera approprié de procéder à une nouvelle augmentation des taux en mai », a-t-il dit dans une interview publiée jeudi par la Cyprus News Agency, principale agence de presse chypriote.

« Toutefois, nous devons être dépendants des données pour évaluer si ce scénario est toujours valable au moment de notre réunion de mai », a-t-il ajouté.

Si les marchés prévoient en mai une hausse de 0.25, portant à 3.75 % les taux de la BCE, ce qui veut dire des taux d'emprunt largement au-dessus des 4 %, une hausse de 0.5 est parfaitement possible, notamment, si l'inflation sous-jacente devait continuer à montrer des signes d'accélération.

La BCE profitera certainement des moments de calme entre les périodes de « stress bancaire » comme il est dit pudiquement.

« Philip Lane a fait valoir que la prochaine décision de l'institution dépendra des perspectives d'inflation, de l'évaluation par la banque de la dynamique sous-jacente des prix et de la transmission d'une politique plus restrictive à l'économie ».

L'inflation sous-jacente, c'est globalement l'inflation hors énergie, tabac, et globalement tout ce qui monte !

Tenez, voici la définition exacte de l'inflation sous-jacente selon l'Insee.

L'indice d'inflation sous-jacente est un indice désaisonnalisé qui permet de dégager une tendance de fond de l'évolution des prix.

Il traduit l'évolution profonde des coûts de production et la confrontation de l'offre et de la demande.

Il exclut les prix soumis à l'intervention de l'État (électricité, gaz, tabac...) et les produits à prix volatils (produits pétroliers, produits frais, produits laitiers, viandes, fleurs et plantes...) qui subissent des mouvements très variables dus à des facteurs climatiques ou à des tensions sur les marchés mondiaux.

L'indice d'inflation sous-jacente est corrigé des mesures fiscales (hausse ou baisse de la TVA, mesures spécifiques sur les produits...) de façon à neutraliser les effets sur l'indice des prix de la variation de la fiscalité indirecte ou des mesures gouvernementales affectant directement les prix à la consommation. L'inflation sous-jacente est ainsi plus adaptée à une analyse des tensions inflationnistes, car moins perturbée par des phénomènes exogènes.

[Source Insee ici](#)

Bon, pour résumer, l'inflation que regardent les banques centrales c'est uniquement celles des salaires ! Si les salaires montent et si les gens sont augmentés ce qui est le cas, alors les banques centrales monteront les taux, car l'inflation va-être alimentée structurellement par ces hausses de salaires.

Les banques, canaris dans la mine économique

Charles Gave 10 avril, 2023



INSTITUT DES LIBERTÉS
le moment est arrivé



Tout le monde sait qu'à la grande époque du charbon, les mineurs descendaient avec un canari dans la mine. La petite bête était la première à mourir quand des gaz délétères commençaient à envahir les galeries. Si le canari mourait, les mineurs essayaient de retourner à la surface avant que le coup de grisous ne tue ceux qui n'avaient pu s'échapper à temps. .

Depuis des années, je soutiens que les banques remplissent ce même office dans les systèmes capitalistes. Et le but de ce papier est de démontrer une fois encore cette réalité.

Commençons par le début (ce qui est souvent une bonne idée) : à quoi sert une banque ?

Revenons aux bases essentielles de tout système économique : d'un côté nous avons mes petites fourmis travailleuses qui épargnent pour leurs vieux jours et qui peuvent avoir besoin de leur argent à tout moment et de l'autre des besoins d'investissements à long terme dont on espère qu'ils seront très rentables mais qui sont parfaitement illiquides.

Ce qui m'amène à la première question ?

Que fait une banque qui soit utile aux autres agents économiques.

Voici la réponse. La banque est l'**intermédiaire** qui accepte de prendre et le **risque du temps** et les **risques de défaut** de ceux à qui elle a prêté l'argent des dépôts.

La banque va commencer par **emprunter** l'argent des fourmis sous forme de dépôts et elle garantit qu'à tout moment n'importe lequel des déposants pourra retirer **tout** son argent quand il le voudra. Ayant emprunté cet argent, elle doit ensuite le placer à un taux supérieur à celui qu'elle paiera aux déposants et ce taux doit couvrir d'abord les frais de fonctionnement de la banque (intérêts payés aux déposants, salaires loyers etc..) et ensuite les **deux** risques que prend la banque

1. **Le risque du temps.** La banque prête à long terme des actifs à court terme, ce qui peut être très dangereux si les fourmis veulent leur argent toutes à la fois. C'est pour contrer ce risque que les banques centrales ont été créées, leur rôle étant de fournir du cash pendant les paniques bancaires en contrepartie des actifs à long terme que la banque a accumulé. Une telle crise s'appelle une « **crise de liquidités** » et les banques centrales savent très bien traiter ce genre de problèmes. C'est ce que nous venons d'avoir avec les banques aux USA.
2. **Le risque de non-remboursement des prêts qu'elle a consentis.** Prêter à des gens qui se retrouvent en faillite quelque temps après, bien incapables de rembourser leurs dettes, voilà quel est le danger mortel pour une banque. Cela s'appelle une « **crise de solvabilité** » et la situation est sans espoir si les pertes sont supérieures au capital de la banque. Dans ce second cas, il faut fermer la banque et les déposants perdent leurs dépôts, ou en tout cas la partie de ces dépôts qui ne seraient pas assurés.

Quelle va être la réaction des marchés financiers à chaque type de risque ?

La réponse est simple.

Dans le cas d'une crise de liquidités, les marchés financiers baissent brutalement (krach) et cette baisse est une occasion d'achat. Dans ce premier cas, il faut racheter les financières pendant la panique.

Si nous avons affaire à une crise de solvabilité, la situation est totalement différente, nous avons affaire à un cancer plutôt qu'à un arrêt du cœur et les dégâts sont beaucoup plus importants à moyen et long terme sur l'économie et les marchés financiers. Dans ce second cas, il faut éviter les financières comme la peste.

La différence entre les deux est que la crise de liquidités est très difficilement prévisible, alors que l'on voit arriver la crise de solvabilité littéralement des années à l'avance, en analysant le cours des banques dans les marchés financiers. Une crise de solvabilité s'annonce par une sous performance constante des actions du secteur bancaire créée par d'énormes erreurs monétaires ou budgétaires.

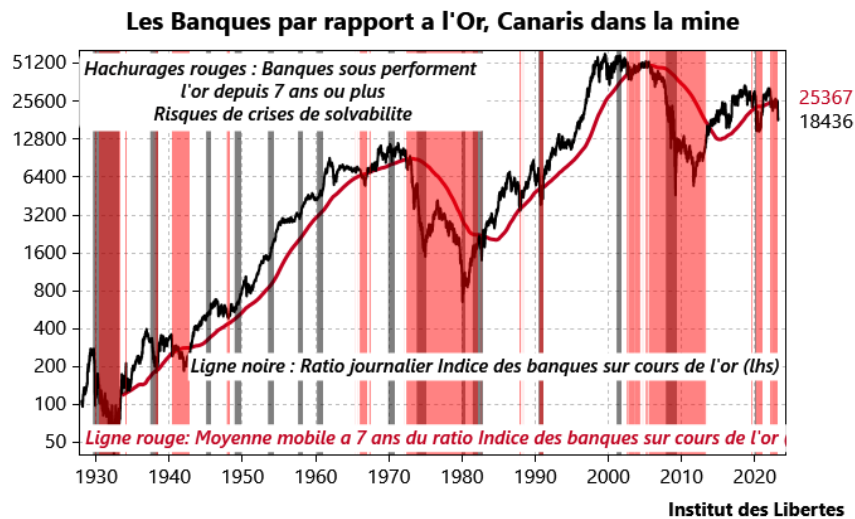
Je vais consacrer ce papier aux crises de solvabilité.

Pour ce faire, je vais utiliser l'indice des banques américaines cotées à Wall Street pour lequel je dispose des cours journaliers depuis 1927.

Et je vais montrer que quand les banques voient leurs cours sous performer le placement sans risque qu'est l'or pendant 7 ans au moins, cela veut dire que l'économie est malade puisque le travail d'intermédiation des deux risques n'est plus rentable.

Et je diagnostique un cancer, c'est-à-dire une crise de solvabilité.

Voici le premier graphique.



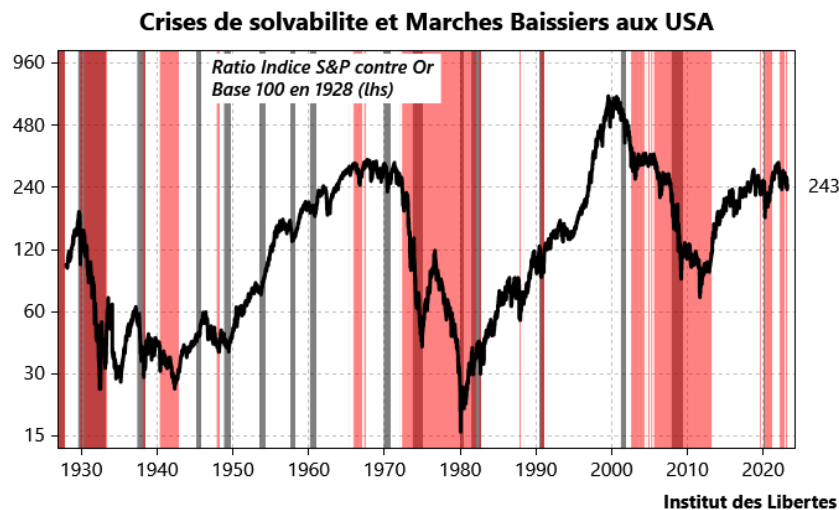
TOUTES les périodes hachurées en rouge, c'est-à-dire les moments où les banques faisaient moins bien que l'or depuis 7 ans au moins, ont été des périodes de grandes tensions financières aux USA : La grande dépression,

L'entrée en guerre des USA,

La grande inflation des années 70,

La grande crise financière de 2008,
la première crise de l'euro de 2011,
le Covid...

Et à chaque fois les marchés des actions ont fortement baissé comme le montre le graphique suivant.



Dans le deuxième graphique, j'ai laissé les périodes hachurées rouges et grises (crises de solvabilité et récessions) que j'avais sur le premier graphique et la ligne noire représente le ratio entre l'indice des actions US et l'or.

Chaque crise de solvabilité (hachures rouges) a été accompagnée par des baisses monstrueuses des marchés financiers... sauf si les banques se mettaient à surperformer, ce qui nous sortait de la zone rouge.

Hélas, nous venons de rentrer dans une nouvelle période rouge et je ne crois pas que les banques vont surperformer l'or dans les mois qui viennent.

Comme je n'ai cessé de le dire depuis des mois, le danger se précise et il est nécessaire de protéger les actions aux USA avec de l'or et des obligations chinoises (Cf les articles sur le portefeuille IDL).

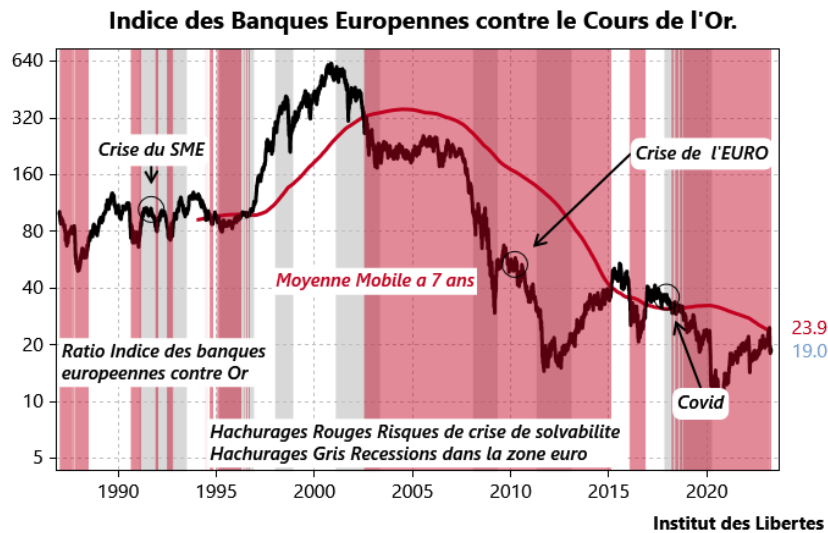
Le risque que nous ayons devant nous aux USA une baisse assez forte des marchés financiers reste entier.

Mais au moins, aux USA, les fonds propres des banques ont été reconstitués depuis la dernière crise de solvabilité, celle de 2008-2009 puisque de 2012 à 2022, les banques ont fait mieux que l'or. (Voir le premier graphique)

Là où le danger est le plus grand est sans doute la zone euro.

Là, à l'évidence, nous n'avons eu aucune reconstitution des marges bancaires.

Que le lecteur veuille bien considérer mon dernier graphique.



Depuis 2004, le cours des banques européennes n'a cessé d'être sous sa moyenne mobile sauf de 2016 à 2018.

- Ce qui implique que cela fait seize au moins que les banques dans la zone euro ne gagnent plus d'argent en intermédiant le temps et le risque.
- Ce qui veut dire que le capital de ces banques a dû fondre comme neige au soleil. La situation financière de ces banques est d'autant plus préoccupante que ce qui leur reste de capital est investi dans les obligations des États de la zone euro, dont un grand nombre ne pourront rembourser cette dette.

Une nouvelle crise de solvabilité en France ou en Italie porterait sans nul doute un coup mortel à de nombreux établissements financiers dans la zone euro, sans que la BCE puisse intervenir puisque la BCE, sous l'influence de la Bundesbank, a décidé de mettre en priorité la lutte contre l'inflation.

Continuez donc à surveiller l'indice des bancaires de la zone Euro (SX7E) et le cours de l'or.

C'est eux qui nous renseigneront bien mieux quels n'importe quels économistes ou banquiers centraux.

▲ [RETOUR](#) ▲

Le calme avant la tempête

rédigé par Zach Scheidt 13 avril 2023



La saison des publications des résultats est ouverte, et cette semaine comme la suivante risquent d'être fatidique pour les marchés...



Après un long week-end férié, le marché boursier a démarré la semaine dans le calme. Mais ne vous laissez pas bercer par un faux sentiment de sécurité...

La période actuelle reste très incertaine. Et ces prochains jours sont remplis de catalyseurs potentiels qui pourraient faire évoluer les actions à la hausse ou à la baisse.

Aujourd'hui, nous allons examiner de près ce qui attend les investisseurs et vous aider à vous préparer à affronter les jours à

venir en toute sécurité.

L'inflation reste un problème majeur

Malgré tous les sujets qui ont fait la une, sur la Chine, la Russie et l'OPEP, un problème majeur subsiste et continue de préoccuper les investisseurs...

L'INFLATION !

Et tant que l'inflation reste la principale préoccupation, toute actualité liée à ce problème est susceptible de faire évoluer les actions à la hausse ou à la baisse.

Vendredi dernier, alors que les marchés étaient fermés, le département du Travail a publié son rapport sur l'emploi pour le mois de mars, qui était à peu près conforme aux attentes.

En mars, l'économie américaine a créé 236 000 emplois et le taux de chômage a baissé sous les 3,5%.

Nous pouvons interpréter la baisse du chômage comme une mauvaise nouvelle pour l'inflation. En effet, plus il y a d'employés, plus les consommateurs dépensent. Et ces dépenses peuvent être à l'origine de l'inflation.

Mais nous attendons également de voir ce que fera la Fed suite à la publication de l'indice des prix à la consommation, hier. Les chiffres ont en effet été un peu moins élevés qu'attendu, avec un IPC à 5% pour mars, contre 5,2% attendu et 6% le mois précédent. Les données « core », sans les produits alimentaires et énergétiques, étaient en revanche identiques à ce qui était attendu.

Bien qu'il soit difficile de prédire dans quel sens les actions se négocieront à la suite de ces actualités, elles nous donneront des indications précieuses sur les secteurs du marché qui seront les plus vigoureux...

Et quels secteurs seront les plus affaiblis en avril et en mai.

La saison des résultats

Nous sommes également sur le point d'entrer dans la période de publication des résultats. Traditionnellement, les grandes banques sont les premières entreprises à publier leurs rapports trimestriels, aux Etats-Unis.

Si les résultats bancaires ont toujours été de bons baromètres pour anticiper les aléas du marché, ils sont encore plus importants cette fois-ci.

Après la crise bancaire qui a fait chuter toutes les actions le mois dernier, les investisseurs attendent avec impatience ce que les grandes banques nous indiqueront sur l'état du système financier.

Si les grandes banques annoncent un durcissement des conditions de crédit, une diminution du nombre de prêts accordés ou la constatation d'une plus grande prudence de la part des consommateurs en matière de dépôts d'argent, le marché pourrait réagir fortement.

Je suis personnellement particulièrement préoccupé par la direction que risquent de prendre certaines des valeurs technologiques les plus populaires, dont les bénéfices nets sont négatifs ou les profits actuels très faibles.

En effet, si les grandes banques annoncent que le système financier est en train de se gripper, ces entreprises technologiques seront les premières exclues des marchés financiers.

Comme ces entreprises ont besoin de liquidités supplémentaires pour continuer à fonctionner, elles pourraient se retrouver dans une situation désastreuse.

Ainsi, même si la plupart des valeurs technologiques ne publieront pas leurs résultats avant la fin du mois, les résultats des grandes banques pourraient déclencher un exode massif de ces valeurs spéculatives dans le courant de la semaine.

Protégez votre patrimoine et restez à l'écoute

Comme je l'ai indiqué précédemment, le marché qui est aujourd'hui plutôt optimiste pourrait rapidement devenir hostile ; c'est pourquoi je vous conseille de vous préparer dès aujourd'hui aux turbulences à venir.

Voici ce que vous devriez appliquer à vos investissements...

Tout d'abord, privilégiez les actions de sociétés qui génèrent des bénéfices fiables, quelle que soit l'évolution de l'économie.

Pensez à des titres comme Proctor & Gamble, qui vendent des produits de première nécessité que nous achetons même lorsque les temps sont durs.

Les services publics sont un autre domaine à considérer, car nous avons tendance à payer notre facture d'eau ou d'électricité, que l'économie soit en bonne ou en mauvaise posture.

Deuxièmement, envisagez d'équilibrer votre compte avec des opérations baissières.

Si vous achetez des options de vente sur des actions dont vous pensez qu'elles pourraient se négocier à la baisse, ou si vous détenez plus de liquidités qu'habituellement, vous aurez plus de chances de réaliser des bénéfices, même dans un marché baissier.

▲ **RETOUR** ▲

Pas de solution à l'inflation

rédigé par Bruno Bertez 13 avril 2023



C'est le terrible aveu publié dans The Economist, suite aux faillites bancaires du mois dernier.



Je vous propose aujourd'hui l'analyse [d'un texte excellent, que je vous invite à lire et relire.](#)

Il est publié par *The Economist*, qui est l'organe de presse de la dynastie Rothschild.

Celle-ci a une longue tradition de participation au débats dans la presse par l'intermédiaire des journaux qu'elle contrôle ou qu'elle finance en sous-main. Prenez la peine de lire l'histoire financière.

Croyez-moi, j'en sais quelque chose !

Les initiés et les professionnels n'hésitent pas à dire que *The Economist* est à juste titre considéré comme le

journal le plus influent du monde. Il bénéficie non seulement de fonds illimités, mais surtout d'un carnet d'adresses qui lui fait côtoyer en tant qu'interlocuteur d'égal à égal tout ce qui a du pouvoir en ce monde, y compris le Pape et les royautés.

Et je partage cet avis sur l'influence de *The Economist*, puisque je livre régulièrement les points saillants qui sont abordés ou mis en évidence dans cette publication. Je considère que *The Economist* est une sorte de phare, il se comporte comme un *think tank*. Il faut rendre hommage à sa qualité même si elle est au service non seulement d'idées, mais aussi de personnes. Quand *The Economist* parle, il faut l'écouter, que l'on soit pour ou que l'on soit contre, et analyser car ce n'est jamais indifférent.

Pas de retour en arrière

Voici quelques points importants de l'article :

Premièrement, *The Economist* reste et s'inscrit dans le cadre de la financiarisation, puisqu'ils considèrent que du moment que l'on maintient l'inflation à un bas niveau, on peut continuer dans le même système. Ils ne parlent pas de retour à l'orthodoxie ; la monnaie reste déconnectée de l'économie réelle. Cet aspect est fondamental. Pas de retour en arrière ; normal, car les Rothschild ont été parmi les grands artisans de la dérégulation financière aussi bien dans les pays anglo-saxons qu'en France (*via* Bérégovoy).

Mais la prédominance souhaitée par *The Economist* est en fait strictement financière, et c'est intéressant.

The Economist reconnaît qu'il y a antagonisme et contradiction entre des objectifs qui s'excluent. Ce que j'explique depuis des décennies. L'inflationnisme monétaire ne peut être éternel ; un jour, en raison des effets de stocks, il bute sur des limites : l'inflation des signes monétaires et quasi monétaire cesse de rester cantonnée et elle se déverse sur la sphère réelle.

L'argent et les quasi monnaies partent à la recherche de leur valeur. Ceci est inéluctable, mais n'intervient que dans des circonstances particulières, aléatoires. Vous êtes sûrs de mourir, mais rien ne permet de dire de quoi et quand. Le déversement est certain, mais son calendrier est totalement aléatoire.

Deuxièmement, pour éviter la destruction des banques il faudrait réduire les taux d'intérêt, mais ceci relancerait l'inflation des prix des biens, des services et c'est sous-entendu – mais il ne faut pas en parler – des salaires :

« Réduire les taux d'intérêt aiderait les banques ; il en va de même, la baisse des taux aiderait à soutenir le système financier. Mais l'une ou l'autre option stimulerait l'économie et aggraverait l'inflation. »

Et pas plus de solution

Troisièmement, le phénomène de destruction des banques est général. Toutes les banques souffrent, ose dire *The Economist* :

« Toutes les banques américaines, sauf les plus grandes, souffrent des conséquences de la hausse des taux d'intérêt. L'argent plus cher a réduit la valeur de leurs portefeuilles de titres. »

Quatrièmement, les solutions mises en place en 2007 et 2008 n'ont pas marché. Les apprentis sorciers espéraient qu'en jouant sur la réglementation, la surveillance et les contrôles, ils pourraient faire l'économie de l'action sur les taux et réussir à avoir les mains libres en matière de politique monétaire, mais cela n'a pas marché.

Je l'ai expliqué et réexpliqué cent fois. Le plan de Bernanke, puis de Yellen, n'a pas fonctionné, car il ne peut pas fonctionner :

« Les nouvelles règles introduites après la crise financière de 2007-2009 visaient à empêcher les faillites bancaires de menacer l'économie et le système financier. Cela, à son tour, était censé laisser la politique monétaire libre de se concentrer sur la croissance et l'inflation. Mais le plan n'a pas fonctionné, obligeant les banques centrales à effectuer un exercice d'équilibre atroce. »

Cinquièmement, The Economist n'a pas de solution et ils sont obligés de faire une pirouette pour faire semblant de s'en sortir ou de gagner du temps. Ils sont obligés de faire du « en même temps », à savoir qu'il faut donner la priorité à la stabilité bancaire, et donc entreprendre une action longue de réparation et de réglementation ; et en même temps, il ne faut pas arrêter de lutter contre l'inflation sous prétexte de préserver les banques :

« Tant que les banques ne sont pas réparées, les responsables de la politique monétaire n'ont d'autre choix que de tenir compte des dangers qu'elles font peser sur l'économie.

La Fed doit examiner le comportement de prêt des banques concernées et l'intégrer dans ses prévisions économiques, et elle doit également surveiller de près les marchés du crédit.

Ce serait une erreur d'arrêter de lutter contre l'inflation pour préserver les banques. Mais l'inflation doit également être maîtrisée de manière contrôlée, et non à la suite du chaos d'une crise financière et des affres économiques qu'elle entraînerait. »

Enfin, sixièmement, une question ouverte : comment maîtriser l'inflation sans crise financière et sans récession ?

La question est sans réponse, bien entendu !

Personne n'a de réponse, car c'est la nature des choses, c'est la nécessité ; tout ce qui a été créé par l'inflationnisme monétaire doit être détruit.

Plus que jamais, il est temps de relire Faust, et de se souvenir que, lorsque l'on mange avec le diable et que l'on fait un pacte avec lui, il faut une longue cuiller.

Les élites ont fait un pacte avec le diable en allant vers la financiarisation. Elles ne peuvent plus en sortir, elles sont coincées devant l'impossible.

Cioran disait : le suicide n'est pas un remède à la vie, le seul remède, c'est de ne pas être né.

Il ne fallait pas y aller !

▲ RETOUR ▲

La solution aux faillites : la dévaluation du dollar

rédigé par Henry Bonner & Simone Wapler 11 avril 2023



La tendance à la baisse du dollar, initiée mi-octobre, continue à prévaloir. Ce qui arrange bien les affaires du gouvernement américain pour l'instant...



Les quasi-faillites et sauvetages bancaires récents le confirment : la plus grande bulle spéculative de tous les temps commence à se dégonfler.

Il y a eu trop de mauvais investissements. Pensez à toutes les décisions prises lorsque 18 000 Mds\$ d'obligations se négociaient à taux négatif et que la Fed disait qu'elle ne pensait même pas à relever ses taux.

Tous ces mauvais investissements doivent être liquidés, de gigantesques pertes doivent être prises, d'énormes erreurs doivent être corrigées.

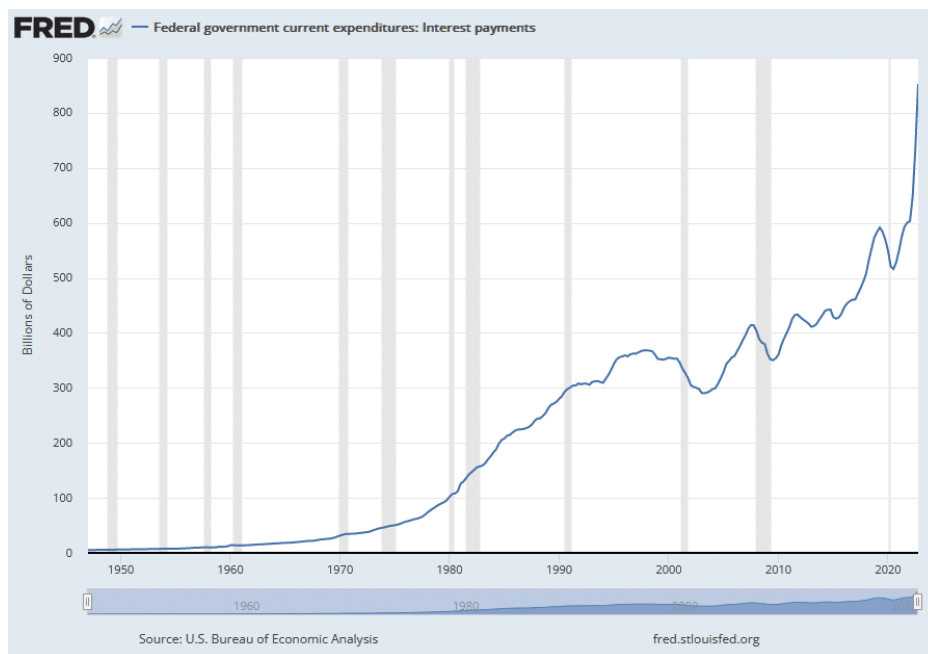
Nous sommes donc dans un marché baissier. Toutes les expansions artificielles gonflées par le crédit doivent se terminer. Les marchés haussiers deviennent baissiers.

Aucune provision

Dans le même temps, le gouvernement américain est plus endetté qu'il ne l'a jamais été. Ses dépenses échappent à tout contrôle. Il a fait des promesses qu'il sera incapable de tenir.

Un marché baissier va mettre la pression sur les finances publiques car les recettes fiscales baissent tandis que les dépenses publiques augmentent.

Évolution des intérêts payés sur la dette fédérale américaine



Aucune provision n'a été prévue pour les mauvais jours. Le gouvernement a seulement emprunté et dépensé sans avoir pensé une seconde à devoir rembourser.

Un marché baissier sera destructeur pour les finances publiques américaines.

Le premier signal d'un tel problème a commencé, avant les problèmes bancaires, dans l'illiquidité des marchés des obligations souveraines que nous avons entrevue à la fin de l'année dernière. L'appétit gargantuesque du gouvernement ne peut plus être satisfait car les investisseurs ne souscrivent pas aux taux d'intérêt proposés.

La solution – du point de vue du gouvernement – est de dévaluer la devise.

Ceci a pour effet de transférer les pertes sur le marché des devises et non plus sur les prix nominaux des obligations et des actions. Cela « socialise » les pertes. Le dollar agit comme une soupape de sécurité.

Entre inflation et déflation

Le marché semble anticiper cette évolution des choses : le dollar, après un renforcement inédit, se met à chuter depuis le dernier trimestre de 2022.

Cela a aussi comme effet la remontée des prix sur le marché-actions, ce qui rassure les investisseurs.

C'est ce que nous appelons la volatilité de l'inflation : on oscille entre la déflation (baisse du prix des actifs financiers) et l'inflation monétaire pour tenter de conserver la solvabilité du gouvernement durant l'effondrement de la méga-bulle.

C'est pourquoi il est important d'observer les prix des marchés rapportés à l'or (c'est-à-dire au pouvoir d'achat). C'est la seule façon d'apprécier la performance réelle de vos investissements.

Notre spécialiste Tom Dyson estime que 1 909 \$ l'once est un niveau critique. C'est le prix qu'avait atteint l'once d'or en 2011 (crise des dettes en euros). L'or est depuis repassé trois fois au-dessus de 1 909 \$ l'once : en 2020, en 2022, et dernièrement à la mi-mars. Il est depuis resté à un autre niveau critique, un peu au-dessus de la barre des 2 000 \$ l'once.

Cette tendance à la baisse du dollar, notamment face à l'or, a été initiée mi-octobre. Elle continue à prévaloir, même si la Fed a continué à élever ses taux directeurs et à tenir un langage ferme contre la hausse des prix.

Pour la plupart des investisseurs, la solution la plus simple consiste à rester en dehors du marché et à attendre avec des liquidités et de l'or. Les liquidités permettent d'échapper à la déflation des actions, des obligations, et de l'immobilier. L'or protège contre la dévaluation de la monnaie quelle que soit la devise dans laquelle vous dépensez. Il est essentiel de détenir les deux en proportions similaires.

[▲ RETOUR ▲](#)

.Quand les empires meurent

Jeff Thomas 10 avril 2023



Il y a quelques années, Doug Casey déclarait : *"Les empires meurent à une vitesse surprenante"*.

À l'époque, ce commentaire a fait froncer les sourcils, mais il était tout à fait juste dans son observation.

Ernest Hemingway a fait une remarque similaire lorsqu'on a demandé à un personnage de son roman *Le soleil se lève aussi* comment il avait fait faillite. La réponse fut : **"Graduellement, puis soudainement"**.

Encore une fois, cela semble énigmatique, mais c'est exact.

Tout empire, à son apogée, est tout-puissant, mais la fragilité d'un empire en déclin est difficile à saisir, car les images ne révèlent généralement pas ce qui va bientôt arriver.

Les grands pays se construisent sur des valeurs traditionnelles : travail, autonomie, honneur, etc. Mais les empires sont très différents. Bien que cela puisse sembler discutable, un empire est un grand pays dont les valeurs traditionnelles l'ont conduit à une prospérité inhabituelle. De nombreux pays, grands ou petits, sont "grands" dans leurs valeurs fondatrices, mais seuls quelques-uns deviennent des empires.

Certes, la prospérité est due aux valeurs traditionnelles, mais un grand pays ne devient un empire que lorsque sa prospérité est suffisante pour lui permettre de se développer, d'envahir d'autres pays, de piller leurs biens et d'asservir leurs peuples.

Nous avons tendance à comprendre, avec le recul, que c'est ce qui a rendu possible l'Empire romain. Nous acceptons que l'Empire espagnol ait été créé par l'invasion des Amériques et le pillage de l'or précolombien.

Et nous comprenons que la minuscule île de Grande-Bretagne a créé son empire en couvrant le monde de colonies qu'elle avait prises par la force.

Dans tous les cas, le schéma était le même : s'étendre, conquérir, piller, dominer.

En tant que sujet britannique, j'ai compris dans mon enfance que les empires précédents étaient nés d'actions néfastes, mais on m'a encouragé à croire que l'empire britannique était en quelque sorte différent - que mes ancêtres naviguaient sur les sept mers pour **libérer** des populations éloignées. Bien entendu, c'était un non-sens.

L'empire britannique est aujourd'hui révolu depuis longtemps, et l'empire actuel est celui des États-Unis. Vers 1900, le grand pays qu'étaient alors les États-Unis cherchait à atteindre l'empire et, à cette époque, son président, Teddy Roosevelt, était insatiable dans son désir de conquérir des terres étrangères, à la fois proches (Nicaragua, Guatemala, El Salvador, Panama, Porto Rico, Cuba) et lointaines (Hawaï, Philippines, Japon).

Les résultats de ses efforts ont été pour la plupart couronnés de succès, et bien que les pays pris n'aient pas été appelés colonies, ils étaient certainement destinés à être des États vassaux. Et il ne fait aucun doute que les méthodes du gouvernement américain n'étaient pas plus gentilles que celles des Huns. Certains endroits, comme Hawaï, se sont déroulés assez pacifiquement, tandis que d'autres, comme les Philippines, ont nécessité un massacre brutal à grande échelle.

De telles tactiques changent la nature d'un "grand" pays. Certes, elle lui permet de devenir encore plus grand, en termes de domination, mais il cesse d'être grand en termes de valeurs.

Dans la plupart des cas, c'est le germe d'un effondrement empirique. L'empire, même s'il grandit, pourrit de l'intérieur, avec des principes et une moralité qui se détériorent - les caractéristiques mêmes qui l'ont créé.

Cela conduit l'empire à développer une habitude de soumission - même à l'égard de ses amis et alliés à l'étranger - les pays qui se sont ralliés à la prospérité. Bien que, dans une certaine mesure, les loyautés des autres nations soient sincères, elles sont traitées comme des nations inférieures, ce qui finit par susciter du ressentiment à l'égard de l'empire.

Ainsi, dans les derniers temps de l'empire, les nations alliées deviennent des laquais. Leur haine pour l'empire est palpable, mais elles maintiennent leur obéissance, à contrecœur.

Les empires sont construits sur la prospérité monétaire. Nous pouvons comprendre qu'un empire, à son apogée,

attire tout et n'importe qui sur ses côtes. Il acquiert la capacité de dicter sa loi aux autres, puisque le monde entier espère obtenir ses faveurs. Mais, vers la fin de la période empirique, il est mal vu par tous ceux qui étaient autrefois de véritables alliés.

À la fin de la période empirique, l'empire se vide de sa substance. Il est accablé par un gouvernement coûteux et lourd. On attend de la classe moyenne qu'elle fournisse des largesses aux masses par le biais du pain et du cirque, et qu'elle soit fidèle à la classe politique. Les valeurs traditionnelles ont largement disparu et "chacun cherche à vivre aux crochets des autres".

À ce stade, l'empire n'est plus qu'une simple superstructure, de moins en moins solide. Il est important de noter que la prospérité qui a rendu l'empire possible est remplacée par **l'illusion de la prospérité : la dette.**

Parallèlement, la classe politique devient de plus en plus tyrannique afin de maintenir l'édifice qui s'effondre. Dans les phases finales, les efforts tyranniques augmentent à la fois en fréquence et en ampleur afin de maintenir l'asservissement des masses aussi longtemps que possible.

Il peut être utile au lecteur de relire cette dernière ligne, car cette évolution est le symptôme le plus reconnaissable de la phase finale précédant l'effondrement de l'empire.

Cette dernière période n'est pas seulement difficile à vivre, elle est aussi très déroutante pour ceux qui vivent au sein d'un empire moribond.

L'édifice est toujours debout. À chaque élection, l'électorat espère que, d'une manière ou d'une autre, un champion surgira et "remettra tout comme avant".

Mais il est important de noter que, historiquement, cela ne se produit jamais. Alors que le citoyen moyen espère en vain que ses dirigeants politiques se "réveillent" et mettent fin à toutes ces absurdités, il ne comprend pas que, **pour le dirigeant politique, la quête la plus importante est le pouvoir. Il ne se soucie pas le moins du monde du bien-être de la population.**

La classe politique n'a aucunement l'intention d'abandonner ne serait-ce qu'une petite partie de son pouvoir pour le bien des personnes qu'elle a été élue pour représenter.

Historiquement, chaque empire s'est effondré de l'intérieur. Une fois que la pomme est vraiment pourrie, on ne peut plus l'enlever.

Ainsi, si nous avons été observateurs au cours des dernières années et décennies, nous reconnâtrons que l'empire actuel a déjà dépassé sa date de péremption. Sa structure politique est totalement corrompue des deux côtés de l'allée ; **l'économie est condamnée en raison de la dette impayable ; la population est devenue improductive, et il est maintenant en train d'aliéner ses anciens amis par des mesures de plus en plus désespérées.**

Et là, nous revenons à nos premiers paragraphes.

Dans sa dernière étape avant l'effondrement, l'empire vend ses laquais et n'est donc plus d'aucune utilité pour eux. Soudain, l'empire devient un handicap. Et, à ce stade, ceux qui ont dû tolérer l'indignité d'être des larbins attendent avec impatience la chute, même partielle, de l'empire.

À l'heure actuelle, l'empire américain maintient une illusion de domination, mais il ne peut pas résister à un test. Une défaite à la guerre, un effondrement de la finance, la perte du pétrodollar ou de la monnaie de réserve, ou n'importe lequel des nombreux déclencheurs qui se profilent à l'horizon, suffiraient à mettre les États-Unis à genoux du jour au lendemain. Il suffit que l'un des déclencheurs soit actionné.

La nature de l'événement importe peu ; il suffit de comprendre que nous nous approchons à grands pas et que l'événement est **inévitabile**.

Historiquement, lorsqu'un empire meurt, tous les billets arrivent soudainement à échéance.

La classe politique d'un empire dépend avec arrogance d'alliés qui font ce qu'on leur dit de faire, mais lorsqu'un coup décisif est porté à l'empire, ceux qui avaient été des alliés loyaux sont maintenant aussi prêts à abandonner l'empire que des rats abandonneraient un navire en train de couler.

Lorsque cela se produit, les béquilles sur lesquelles l'empire comptait pour se maintenir se détachent rapidement. **L'effondrement se sera produit "graduellement, puis soudainement".**

Une fois cela compris, la question pour le lecteur est de savoir où il souhaite se trouver lorsque l'édifice s'écroulera ; s'il a préparé une situation alternative qui augmentera la probabilité qu'il survive à la débâcle en gardant sa peau.

▲ [RETOUR](#) ▲

Cette BNS qui cherche à nous faire peur

avril 4, 2023 3 Par MICHEL SANTI

f Share



Nous y voilà: la Banque Nationale Suisse utilise désormais les bonnes vieilles ficelles de la stratégie de la peur.

Pour justifier de l'absorption du Crédit Suisse par l'UBS, en catimini et face aux critiques généralisées, son Vice-Président nous confie que -1 seul jour plus tard – cette banque aurait fait faillite et aurait plongé le monde dans un marasme généralisé.

Que ce monsieur justifie ses déclarations qui – si étaient vraies – sont très graves. Qu'il ne se contente pas de lancer de telles phrases creuses.

Je le réaffirme : Une banque centrale ne devrait pas faire ça !

<https://www.bnnbloomberg.ca/credit-suisse-faced-bankruptcy-without-ubs-deal-snb-s-schlegel-says-1.1904050>

▲ [RETOUR](#) ▲

.Adieu, roi dollar

Jim Rickards 10 avril 2023

DAILY RECKONING



Cela fait des années que j'écris sur les efforts persistants des différents pays pour **détrôner le dollar américain en tant que première monnaie de réserve mondiale et principal moyen d'échange**.

En même temps, j'ai dit que de tels processus ne se produisaient pas du jour au lendemain, mais qu'ils s'étaient lentement et progressivement sur des décennies.

C'est vrai, mais **le processus s'accélère** d'une manière que personne n'aurait pu prévoir il y a un peu plus d'un an.

Les sanctions économiques extrêmes prises à l'encontre de la Russie, y compris son exclusion du système mondial de messagerie SWIFT, ont révélé à d'autres pays que les États-Unis pouvaient leur faire subir le même sort s'ils désapprouvaient leur conduite.

Aucune de ces sanctions ne serait efficace ni même possible sans l'utilisation du dollar et de son système de paiement.

Ainsi, après 79 ans d'accords de Bretton Woods, 52 ans depuis que Nixon a fermé la fenêtre de l'or et 49 ans depuis l'accord sur le pétrodollar avec l'Arabie saoudite, **le règne du roi dollar en tant que première monnaie de paiement au monde touche rapidement à sa fin.**

Le mouvement de dédollarisation en cours représente un changement radical à l'échelle mondiale, qui ne fera que s'accélérer dans les années à venir. Cela n'a rien de surprenant puisque les accords monétaires mondiaux changent généralement tous les 40 ans environ.

Nous sommes en retard depuis longtemps.

La tendance n'est pas favorable au dollar

Les annonces d'accords bilatéraux et multilatéraux entre pays visant à échanger des biens et des services dans des monnaies autres que le dollar américain se multiplient. **Un accord clé a été conclu entre la Chine et le Brésil**, qui se sont mis d'accord pour accepter la monnaie de l'autre pays pour les biens et les services échangés entre eux.

La Chine est désormais le premier partenaire commercial du Brésil. La Chine achète d'énormes quantités de soja au Brésil, ainsi que des avions, du sucre, du bœuf et du pétrole. Le Brésil achète des produits manufacturés à la Chine, ainsi que des terres rares, des semi-conducteurs et des panneaux solaires. Par ailleurs, les deux pays offrent aux citoyens de l'autre pays de nombreuses possibilités de voyage et de loisirs.

Il s'agit de l'un des nombreux accords commerciaux bilatéraux qui voient le jour et dans le cadre desquels l'une ou l'autre des parties paiera ou acceptera des devises autres que le dollar américain.

Par exemple, Dubaï a conclu un accord avec la Chine en vertu duquel elle accepte le yuan pour le pétrole. L'Arabie saoudite est en train de discuter d'un accord similaire avec la Chine. Les BRICS+ (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud et une vingtaine d'autres pays invités) développent une nouvelle monnaie, éventuellement adossée à un panier de matières premières, qui sera utilisée sur une base multilatérale pour les échanges entre les membres

participants.

La Russie et la Chine sont très avancées dans l'utilisation de leurs monnaies respectives pour le commerce bilatéral. La Russie peut acheter des produits manufacturés et des technologies chinoises en roubles, et la Chine peut acheter du pétrole et du gaz naturel russes, ainsi que du blé, des armes et des métaux stratégiques en yuans.

Pensez-vous que tout cela n'a aucun rapport ?

Même les petites économies veulent une alternative au dollar

Le désir d'abandonner le dollar américain pour l'utiliser sous de nombreuses formes ne se limite pas aux grandes relations commerciales. Même des économies relativement petites comme le Kenya se sont jointes à la croisade anti-dollar.

Dans le passé, le Kenya appréciait le dollar comme moyen de paiement pour les exportations kenyanes telles que le café, et dans son précieux secteur touristique. En conséquence, de nombreux particuliers et entreprises kenyanes ont accumulé des dollars, souvent sous la forme de billets de 100 dollars, en raison de leur valeur perçue et pour se prémunir contre la dévaluation de la monnaie locale, le shilling kenyan.

Aujourd'hui, le gouvernement déclare la guerre aux thésauriseurs et au dollar lui-même. Il a annoncé son intention de permettre aux importateurs de pétrole d'utiliser des shillings pour payer le pétrole. Ces nouvelles dispositions élimineront le besoin de dollars dans une grande partie de l'économie, puisque le secteur pétrolier représente 30 % des importations kenyanes.

Dans le même temps, le gouvernement tente de débusquer les accapareurs. Pour l'instant, cela se fait sur une base volontaire. Le gouvernement estime qu'étant donné que l'économie aura besoin de moins de dollars en raison des nouvelles dispositions relatives au shilling, le secteur privé a moins de raisons de thésauriser des dollars.

Au-delà de l'invitation faite aux thésauriseurs d'encaisser leurs dollars, le gouvernement menace implicitement de saisir les dollars ou de les rendre non convertibles dans un avenir proche.

Le président du Kenya a déclaré : *"Je vous donne un conseil gratuit : ceux d'entre vous qui thésaurisent des dollars risquent de subir des pertes sous peu. Vous feriez mieux de faire ce que vous avez à faire parce que ce marché sera différent dans quelques semaines"*.

Le président n'a pas précisé ce qu'il entendait par "différent", mais la menace de confiscation est une déduction raisonnable. L'abandon du dollar est visible partout, même dans les ruelles de Nairobi.

Ne pas confondre monnaie de paiement et monnaie de réserve

Il est important de noter que ces développements dans l'utilisation de nouvelles monnaies de paiement pour le commerce ne sont pas les mêmes que les changements dans le monde des monnaies de réserve, qui jouent un rôle différent. Il existe une différence entre une **monnaie de paiement** et une **monnaie de réserve**.

Une monnaie de réserve fait référence à l'unité de dénomination des titres détenus en réserve par les pays. C'est un peu comme votre compte d'épargne, mais il est contrôlé par le Trésor ou le ministère des finances de chaque pays.

Ces réserves ne sont pas des dépôts de monnaie proprement dits. Il s'agit de titres tels que les bons du Trésor américain ou les bons du gouvernement allemand (bunds). Ils sont libellés en dollars ou en euros, mais ce sont des titres, pas des liquidités. C'est là l'essentiel.

Si vous ne disposez pas d'un marché des titres d'État important et liquide, avec une bonne règle de droit, vous ne pouvez pas être considéré comme une monnaie de réserve. Le marché du Trésor américain est le seul marché au monde suffisamment important pour absorber l'épargne des grandes puissances commerciales telles que la Chine, le Japon et Taïwan, de sorte que le dollar est la principale monnaie de réserve.

Cela ne changera pas dans un avenir proche. Lorsque le dollar a remplacé la livre sterling, il a fallu 30 ans, de 1914 à 1944, pour achever le processus.

Une monnaie de paiement est différente. C'est l'unité de compte pour le paiement des importations et des exportations, mais ce n'est en fait qu'un moyen de compter les points. Périodiquement, les partenaires commerciaux règlent leurs comptes en transférant des actifs qui peuvent être des matières premières, des dollars, des euros ou de l'or.

Il est beaucoup plus facile de lancer une nouvelle monnaie de paiement qu'une nouvelle monnaie de réserve, car il n'est pas nécessaire de disposer d'un grand marché de titres. Il suffit d'un système de registre fiable et de partenaires volontaires.

Je tiens à faire la distinction entre une monnaie de paiement et une monnaie de réserve parce que beaucoup de gens les confondent, alors qu'il y a des différences importantes.

Pourtant, le monde entier dit aux États-Unis : "Des dollars ? Nous n'avons pas besoin de ces foutus dollars". En effet.

[▲ RETOUR ▲](#)

Cette fois-ci pourrait vraiment être différente

James Rickards 11 avril 2023

DAILY RECKONING



La nouvelle crise financière mondiale, illustrée par les faillites successives de la Silvergate Bank, de la Silicon Valley Bank, de la Signature Bank, du Crédit Suisse et la faillite potentielle de la First Republic Bank, est en bonne voie.

Voici ce qu'il faut retenir : Malgré une brève pause après le mariage forcé UBS-Crédit Suisse le 19 mars, la crise est loin d'être terminée.

Il faut s'attendre à d'autres faillites de grandes banques et à une tension continue sur le système dans les mois à venir. Cette crise financière vient s'ajouter à une récession émergente, comme le montrent la contraction du commerce mondial, la baisse de la production manufacturière, le resserrement monétaire, la poursuite de l'inflation, la baisse des prix de l'immobilier et bien d'autres données concrètes.

La combinaison d'une crise financière et d'une récession est similaire à la crise financière mondiale de 2008. Les investisseurs s'inquiètent à juste titre de cette crise combinée, mais il existe une autre menace potentielle qui pourrait être plus dangereuse qu'une récession ou une panique et qui ferait de 2023 un triplé historique.

Il s'agit de la possibilité que le Trésor américain se retrouve en faillite et fasse défaut sur les titres du gouvernement américain et sur d'autres obligations de paiement du gouvernement.

Cette menace découle de l'incapacité du Congrès à relever le plafond de la dette.

Le plafond de la dette est une limite statutaire au montant total de la dette que le Trésor américain est autorisé à émettre. Le plafond de la dette est atteint tous les deux ou trois ans parce que le Trésor ne cesse d'émettre de la dette pour financer les déficits budgétaires en cours.

La dette totale des États-Unis s'élève aujourd'hui à environ 31 000 milliards de dollars. Il s'agit du montant de la dette sous forme de bons, de billets et d'obligations du Trésor américain. Bien sûr, il y a des dizaines de milliers de milliards de dollars supplémentaires en engagements conditionnels sous la forme de prestations de sécurité sociale et d'assurance-maladie promises, de garanties de prêts étudiants et de garanties de prêts hypothécaires.

Mais laissons tout cela de côté pour l'instant et concentrons-nous sur les 31 000 milliards de dollars de la dette dite "obligataire".

Lorsque le Congrès et la Maison Blanche sont contrôlés par le même parti politique (comme ce fut le cas en 2021 et 2022), le relèvement du plafond de la dette en cas de besoin est routinier.

Mais lorsqu'un parti contrôle la Maison Blanche et que l'autre parti contrôle l'une ou les deux chambres du Congrès, comme c'est le cas aujourd'hui, un jeu de poule mouillée politique peut s'ensuivre, où les deux parties font des demandes et négocient jusqu'aux derniers jours avant que le Trésor ne se retrouve en faillite.

Cela s'est déjà produit au cours des dernières décennies. Pourquoi les choses sont-elles plus dangereuses aujourd'hui ?

Tout d'abord, la dette est plus importante que jamais et croît plus rapidement que jamais. Sur les 31 000 milliards de dollars de dette, environ 10 000 milliards ont été ajoutés au cours des trois dernières années, principalement sous le couvert de l'"allègement COVID" et de la nouvelle arnaque verte (appelée à tort "loi sur la réduction de l'inflation de 2022"). Les dépenses sont incontrôlables.

La deuxième raison est que la Chambre des représentants, contrôlée par les Républicains, est guidée par des membres plus conservateurs sur le plan fiscal, qui appartiennent au Freedom Caucus ou font partie du Gang des vingt qui a empêché l'élection de Kevin McCarthy au poste de président de la Chambre des représentants par 15 tours de scrutin, le plus grand nombre en plus de 100 ans.

Les républicains exigent une responsabilité fiscale et une réduction des dépenses prévues pour les postes discrétionnaires nationaux. De son côté, la Maison Blanche exige une loi "propre" sur le plafond de la dette, ce qui signifie qu'elle ne fera aucune concession aux républicains.

Les deux camps se sont retranchés dans leurs positions.

À l'heure actuelle, le Trésor peut émettre de nouvelles obligations pour remplacer celles qui arrivent à échéance (ce qui n'augmente pas la dette totale), mais pas plus. Le Trésor paie ses factures avec des caisses noires (comme le Fonds de stabilisation des changes) et avec le flux de trésorerie positif résultant de la saison des impôts.

Ces artifices seront bientôt épuisés.

Le Trésor se rapproche de la "date X" où il fera vraiment faillite. Personne ne connaît le jour exact de cette date, mais les estimations convergent vers le 15 juillet.

Les investisseurs commenceront bientôt à exiger des taux d'intérêt beaucoup plus élevés pour compenser le risque de défaillance à l'approche du 15 juillet.

La Maison Blanche et le Congrès parviendront-ils à un accord pour relever le plafond de la dette ? Oui,

probablement, mais cela risque de se jouer sur le fil du rasoir.

En plus de la crise bancaire et de la récession, il s'agit là d'un autre risque critique pour les marchés des valeurs mobilières.

L'or est une bonne valeur refuge jusqu'à ce que les tirs croisés cessent.

La question à 64 000 dollars est bien sûr de savoir ce qui se passera ensuite. Les récentes faillites bancaires sont-elles le signe avant-coureur d'une crise bien plus grave ? Lire la suite.

Quelle est la suite des événements ?

Cette nouvelle crise financière va-t-elle se poursuivre ? Nous savons qu'une crise bancaire a déjà commencé.

Nous avons assisté à cinq faillites ou sauvetages de banques en 11 jours, dont le Crédit suisse, l'une des plus grandes banques du monde et la deuxième de Suisse. Les pertes combinées des actionnaires et des créanciers de ces institutions dépassent 200 milliards de dollars. Les pertes du marché dans le secteur bancaire sont bien plus importantes.

Walter Wriston, le plus grand banquier du XXe siècle après Pierpont Morgan, m'a personnellement enseigné ce sujet il y a 40 ans. En cas de ruée sur les banques, vous pouvez retirer votre argent des banques et l'investir dans l'or, l'argent, la terre ou toute autre chose. Mais vous donnez l'argent au vendeur et il le remet à la banque. Le fait est que l'argent finit toujours à la banque. Le système est un circuit fermé.

Bien sûr, il peut aller dans une autre banque, mais toutes les banques peuvent s'emprunter les unes aux autres par l'intermédiaire du marché des fonds fédéraux et du marché des eurodollars. Là encore, l'argent finit toujours à la banque. Mettre de l'argent liquide dans une boîte à café (ou un matelas) est une exception, mais si vous essayez de retirer plus de 10 000 dollars, votre banque déposera un rapport de transaction sur les devises (CTR) auprès du Financial Crimes Enforcement Network (FinCEN) et vous finirez dans un dossier à côté d'Oussama ben Laden. Et le fisc est prévenu.

Ce n'est donc pas une solution pratique. En fin de compte, l'argent finit toujours à la banque. Là encore, le système est un circuit fermé.

Les récentes faillites et sauvetages de banques ont été accompagnés de mesures réglementaires extraordinaires. Ces mesures ont plongé le système bancaire américain et les déposants dans la confusion la plus totale. Tous les dépôts bancaires sont-ils désormais assurés ou seulement ceux que Janet Yellen considère comme "d'importance systémique" ? Sur quoi se fonde cette décision ?

La question la plus importante est la suivante : la crise est-elle terminée ? La Fed a-t-elle fait assez pour rassurer les déposants sur la solidité du système ? La panique est-elle retombée ?

La réponse est non. La panique ne fait que commencer. Nous fondons cette réponse sur l'histoire des deux crises financières aiguës de ces dernières décennies - 1998 et 2008. La crise de 1998 a atteint son paroxysme le 28 septembre 1998, juste avant le sauvetage de Long Term Capital Management (LTCM).

Nous étions à quelques heures de la fermeture séquentielle de toutes les bourses d'actions et d'obligations du monde. Mais cette crise a commencé en juin 1997 avec la dévaluation du baht thaïlandais et la fuite massive des capitaux d'Asie, puis de Russie. Il a fallu 15 mois pour passer d'une crise grave à une menace existentielle.

De même, la crise de 2008 a atteint le stade aigu le 15 septembre 2008 avec le dépôt de bilan de Lehman Bros. Mais cette crise a commencé au printemps 2007 lorsque HSBC a surpris les marchés en annonçant que les

pertes sur les prêts hypothécaires avaient dépassé les prévisions. Elle s'est ensuite poursuivie durant l'été 2007 avec la faillite de deux fonds hypothécaires à haut rendement de Bear Stearns et la fermeture d'un fonds monétaire de la Société Générale.

La panique a ensuite provoqué la faillite de Bear Stearns (mars 2008), de Fannie Mae et Freddie Mac (juin 2008) et d'autres institutions avant d'atteindre Lehman Bros. D'ailleurs, la panique s'est poursuivie après Lehman pour inclure AIG, General Electric, le marché du papier commercial et General Motors avant de finalement se calmer le 9 mars 2009.

À partir de l'annonce de HSBC, la panique des subprimes et les effets domino ont duré 24 mois, de mars 2007 à mars 2009. En faisant la moyenne de nos deux exemples (1998, 2008), la durée de ces crises financières est d'environ 20 mois. Cette nouvelle crise n'a qu'un mois. Elle pourrait avoir une longue durée de vie.

D'un autre côté, cette crise pourrait atteindre le stade aigu plus rapidement. En effet, la technologie permet de déclencher un bank run à la vitesse de la lumière. Avec un iPhone, vous pouvez effectuer un virement d'un milliard de dollars à partir d'une banque en faillite pendant que vous faites la queue au McDonald's. Il n'est pas nécessaire de faire la queue tout autour du pâté de maisons. Plus besoin de faire la queue autour du pâté de maisons sous la pluie en attendant son tour.

En outre, la réponse des autorités de régulation est plus rapide, car elles ont déjà vu ce film. On peut donc se demander si les régulateurs ne sont pas à court de balles parce qu'ils ont déjà presque tout garanti et qu'ils n'ont pas d'autres lapins à sortir du chapeau. Cette crise pourrait être celle où la panique se déplace des banques vers le dollar lui-même.

Si les épargnants perdent confiance dans la Fed (nous y sommes presque), non seulement les banques s'effondreront, mais le dollar aussi. À ce moment-là, la seule solution est le lingot d'or.

Autre preuve de la persistance de la crise : à peine le mariage forcé du Credit Suisse terminé, les investisseurs ont jeté leur dévolu sur la Deutsche Bank, autre maillon faible de la chaîne. Qui sera le prochain ? La Barclays ? Santander ? Nous ne le savons pas. Les régulateurs et les investisseurs non plus. Mais nous savons que d'autres faillites sont à venir.

D'ailleurs, il ne s'agit pas vraiment d'une crise bancaire, même si elle se traduit par des faillites de banques. Je ne veux pas trop m'étendre sur le sujet, mais il s'agit en fait d'une crise des eurodollars.

Les eurodollars sont des dépôts libellés en dollars détenus par des banques étrangères et qui échappent donc à la juridiction de la Fed et à la réglementation bancaire américaine. Bien qu'ils soient appelés eurodollars, les banques où ils sont déposés peuvent se trouver n'importe où dans le monde. Il s'agit d'un système mondial.

Le marché des eurodollars est en fait l'un des principaux marchés de capitaux du monde. Il a besoin d'un approvisionnement constant en déposants qui placent leur argent dans des banques étrangères. Ces banques sont confrontées à un problème de liquidité si les dépôts diminuent.

Ce qui se passe derrière le rideau, c'est une crise des eurodollars causée par une pénurie de garanties en bons du Trésor pour soutenir les positions sur les produits dérivés, et par le rétrécissement des bilans en conséquence de la pénurie de garanties. Pourquoi le Trésor n'émet-il pas simplement, disons, 2 000 milliards de dollars de nouveaux bons du Trésor et ne laisse-t-il pas les négociants principaux et la Fed les garantir avec autant d'argent imprimé que nécessaire ?

L'une des raisons est que ni Jay Powell ni Janet Yellen ne comprennent ce que je viens de décrire. L'autre raison est que nous nous rapprochons de la date X où le Trésor sera à court de liquidités et ne pourra pas emprunter davantage en raison du plafond de la dette. Le Congrès est-il prêt à relever le plafond de la dette ?

Non. C'est l'habituel jeu de la poule mouillée entre démocrates et républicains, sans qu'aucune solution ne soit en vue. En un rien de temps, nous passons donc d'une crise bancaire à une crise des eurodollars, à une pénurie de bons du Trésor et à une impasse sur le plafond de la dette. Les régulateurs et les journalistes financiers comprennent-ils cela ? Non, ils ne savent pas comment relier les points.

Cette fois, nous ne pouvons pas compter sur les régulateurs. Nous sommes seuls.

[**▲ RETOUR ▲**](#)

A quel point les taux d'intérêt sont-ils élevés ?

Brian Maher 12 avril 2023

DAILY RECKONING



Comme le rapporte CNBC :

L'inflation s'est ralentie en mars alors que les hausses de taux d'intérêt de la Réserve fédérale ont eu plus d'impact, a rapporté mercredi le département du Travail.

L'indice des prix à la consommation, une mesure largement suivie des coûts des biens et services dans l'économie américaine, a augmenté de 0,1 % pour le mois contre une estimation de 0,2 % par le Dow Jones, et de 5 % par rapport à l'année précédente contre une estimation de 5,1 %.

C'est tout à fait exact. Nous rappelons toutefois qu'une inflation de 5 % - annualisée - n'en est pas moins belle. Elle reste un phénomène authentique.

L'étalon-or inflationniste de la Réserve fédérale est de 2 %. Entre-temps, le taux des fonds fédéraux oscille actuellement entre 4,75 % et 5 %.

Ainsi, le taux d'inflation officiel et le taux des fonds fédéraux flottent dans un équilibre général.

Les bons du Trésor à 10 ans rapportent actuellement 3,44 % - l'inflation les devance.

Mais qu'en est-il du taux d'inflation "réel" ?

Le taux d'intérêt "réel" est défini comme le taux d'intérêt nominal moins le taux d'inflation.

Supposons un taux d'intérêt nominal de 3 %, par exemple.

Supposons en outre que l'inflation s'élève à 1 %.

Dans ce cas, le taux réel est de 2 % ($3 - 1 = 2$).

Considérons maintenant le cas qui nous occupe...

Nous utilisons comme règle le rendement du Trésor à 10 ans plutôt que le taux des fonds fédéraux. C'est le taux de référence.

Pour connaître le taux d'intérêt réel d'aujourd'hui, nous soustrayons à nouveau le taux d'inflation du taux nominal.

Que constatons-nous ?

Nous constatons que le taux d'intérêt réel d'aujourd'hui n'est pas de 3,44 %, mais plutôt négatif de 1,56 % ($3,44 \% - 5 \% = 1,56 \%$).

En d'autres termes, le taux réel est nettement inférieur au taux nominal.

Nous devons donc conclure que les taux d'intérêt nominaux n'ont aucune signification en l'absence de taux d'inflation.

Ce n'est pas pour rien qu'on l'appelle le taux d'intérêt réel.

Il pénètre les brumes numériques. Il dissipe les brouillards statistiques.

Il clarifie.

Comme l'explique Jim Rickards :

Ce sont les taux réels qui déterminent les décisions d'investissement. Si vous êtes économiste ou analyste et que vous essayez de prévoir les marchés en fonction de l'impact des taux sur l'économie, vous devez vous concentrer sur les taux réels.

Un bon du Trésor à 10 ans rapportant 7 % peut vous séduire, par exemple.

Mais que se passerait-il si l'inflation atteignait en moyenne 8 % sur la durée de l'obligation ?

L'inflation engloutirait votre rendement de 7 %, et même un peu plus.

Vous auriez besoin d'un rendement de 9 % pour vous contenter d'éviter l'inflation.

En attendant, vous pourriez être réticent à l'égard d'une obligation du Trésor à 10 ans offrant un rendement de 3 %.

Mais si l'inflation s'élève à 2 %... votre obligation du Trésor à 3 % vous rapporte 1 %.

Un gain minime, certes. Mais c'est un gain. Vous vous échappez avec votre peau - plus un peu de graisse.

Votre bon du Trésor à 3 %... dans ces conditions... est infiniment meilleur qu'un bon du Trésor à 7 % si l'inflation atteint 8 %.

Les rendements actuels de 3,44 % dominent majestueusement les rendements de 2020 qui approchaient les 0,50 %.

Pourtant, en termes réels, les rendements de 2020 étaient plus élevés car l'inflation n'existait pas.

Qu'en est-il de l'or ? Comment l'or se situe-t-il dans un panorama de taux réels négatifs ? Jim Rickards :

C'est un environnement idéal pour l'or.

Lorsque l'on considère l'or comme un actif monétaire (comme c'est mon cas), l'analyse des prix s'oriente rapidement vers des formes de monnaie concurrentes.

L'or n'a pas de rendement. Il n'est pas censé le faire parce qu'il s'agit de la forme de monnaie la plus pure : une monnaie toujours acceptée et toujours demandée, mais qui n'est pas émise par une banque ou un courtier. Un billet d'un dollar n'offre pas non plus de rendement. Lorsque d'autres formes de monnaie offrent des rendements réels élevés, l'or est à la peine, sauf dans la mesure où il est détenu à titre de précaution ou de valeur refuge.

Mais lorsque les autres formes de monnaie ont des rendements réels négatifs (comme c'est le cas aujourd'hui), l'or brille. Et l'or peut être encore plus performant lorsque l'aspect refuge est contemporain d'une période de forte inflation qui se traduit par des rendements réels négatifs... Un rendement nul sur l'or est en fait plus important que le rendement réel négatif des billets de banque.

Nous notons que l'or a fait un bond de 218 dollars depuis le début du mois de mars - soit dit en passant. Il se négocie actuellement à 2 030 dollars l'once.

Pourtant, en août 2020, l'once d'or s'échangeait à 2 069 dollars. Il a rétrogradé de 39 dollars en trois ans.

Et ce, malgré des taux d'inflation délirants, jamais vus depuis les années 1970, et de fortes tensions géopolitiques, notamment en Ukraine.

Pourquoi l'or ne s'est-il pas envolé ? L'or a-t-il perdu sa touche Midas ?

[**▲ RETOUR ▲**](#)

.Contes de la vallée de Calchaqui **Meurtre, intrigue et agriculture malchanceuse dans les hauteurs du** **grand nord-ouest argentin...**

Bill Bonner 6 avril 2023



Jean-Pierre : ce que nous dit Bill Bonner c'est que « faire de l'argent dans un pays pauvre est presque impossible ».

Bill Bonner nous écrit aujourd'hui de San Martin, en Argentine...



Histoires de la vallée...

"La vallée est un endroit spécial", commente un voisin dont la famille est agricultrice depuis des générations. "Elle rend certaines personnes folles. Tout est si difficile à faire... il est presque impossible de gagner de l'argent. Lorsque de nouvelles personnes arrivent, elles font venir des experts qui nous disent comment améliorer nos troupeaux ou comment gérer nos champs. C'est toujours un désastre. Les choses qui fonctionnent ailleurs ne fonctionnent pas ici. Et les choses qui semblent bonnes sur le papier ne fonctionnent jamais. Et peut-être est-ce dû à l'isolement... ou à l'altitude... mais la vallée est pleine d'excentriques, de rêveurs et de cinglés".

Nous n'étions pas sûrs de savoir dans quelle catégorie il nous plaçait. Mais après 15 ans, nous avons dû admettre que la vallée fait des ravages.

"La pauvre Fermina est venue nous rendre visite", raconte Elizabeth.

Le rôle des propriétaires terriens (ceux qui passent réellement du temps ici) est complexe. Nous assurons l'emploi des gens. Nous apportons de l'argent à la vallée (toutes les fermes perdent de l'argent). Nous arrivons avec de nouvelles machines et de nouvelles méthodes d'exploitation... en espérant toujours une percée qui justifiera enfin nos investissements.

Mais nous servons aussi d'intermédiaires entre la vie particulière de la vallée, ses familles, ses coutumes et ses rituels... et le monde extérieur.

Coeurs brisés

Fernando, le fils de Fermina, est le deuxième mort mystérieux de notre ferme. Il y a deux ans, Carlos s'est inexplicablement et improbablement noyé, accidentellement, dans un réservoir. C'est du moins ce que l'on dit. Personne n'y a cru. Plus récemment, Fernando, un jardinier, est mort sans raison apparente.

"Fermina dit qu'il est mort d'un chagrin d'amour", nous dit Elizabeth. "Cette famille a tellement de problèmes. Elle est maintenant seule. Fernando, qui devait avoir une quarantaine d'années, a vécu avec elle toute sa vie.

"Il y a d'autres membres de la famille... et elle a au moins deux petits-enfants. Mais quelque chose s'est très mal passé. Elle ne les voit jamais.

"Le père des petits-enfants est en prison... il a été condamné à cinq ans de prison pour avoir battu sa femme.

"Et la femme - la mère des enfants, la sœur de Fernando - est en prison pour avoir assassiné son plus jeune enfant.

"Nous avons voulu savoir comment nous pouvions aider Fermina.

"Elle doit se rendre à Salta pour un traitement contre le cancer du sein. Elle a demandé si nous pouvions l'aider à trouver un endroit où elle pourrait rester. Je lui ai dit que nous demanderions à Sergio de chercher une auberge près de l'hôpital".

Les cœurs brisés ne sont pas le seul danger.

L'un de nos voisins éloignés est un ingénieur agronome intelligent qui est arrivé d'Australie il y a plus de 20 ans. Il a acheté une grande ferme dans les montagnes et y a installé un vaste système d'irrigation. Il a planté des oignons. Il a essayé le quinoa. Il a essayé la luzerne. Il a essayé le raisin. Rien n'a fonctionné comme il l'espérait.

Peut-être est-ce dû à la solitude ou à la frustration, mais il s'est mis à boire. Cela l'a conduit à se jeter d'une falaise dans la rivière. Il s'est cassé une jambe et est resté coincé dans sa voiture, alors que l'eau de la rivière montait. Il n'a été sauvé que parce qu'un ami fidèle est parti à sa recherche et l'a trouvé coincé dans la voiture accidentée.

Dernièrement, il s'est tourné vers le tourisme. Nous avons des doutes à ce sujet lorsque nous sommes allés lui rendre visite en voiture. Comme Gualfin, son ranch est éloigné et n'est accessible que par une route traîtresse et étroite qui serpente sur le flanc de la montagne. Un autre ami, qui est venu en voiture il y a quelques années, a été tellement terrifié par la route qu'il n'a pas pu continuer. Sa femme a dû terminer le trajet. Et même nous, qui sommes habitués aux routes de la région et équipés de quatre roues motrices, n'osons toujours pas regarder en bas lorsque nous nous rendons chez l'Australien.

"Vous ne comprenez pas", explique-t-il. "Les touristes adorent. C'est le clou de leur voyage. Ils n'ont pas ce genre de sensations à Paris ou à New York. Ils en parlent à leurs amis restés au pays.

Le Paris du Sud

Parmi les autres rêveurs de la vallée, on trouve un couple "français" qui s'est passionné pour le vin de haute altitude et a acheté un petit vignoble à environ une heure de la rivière. Ni l'un ni l'autre n'est vraiment français, mais ils vivent à Paris... et nous avons eu le plaisir de leur rendre visite lorsque nous étions tous les deux "enfermés" pendant la pandémie. Ils séjournèrent dans un hôtel local, n'ayant nulle part où aller. La direction de l'hôtel, qui avait reçu l'ordre de fermer ses portes, leur a simplement remis les clés et leur a dit de faire comme chez eux. Lorsque nous avons réalisé qu'ils étaient là, nous sommes allés leur rendre visite.

C'était étrange, presque effrayant, de manger tous les quatre, seuls, dans l'hôtel abandonné. Lui, Orlando, est neurologue. Plus important encore, elle, Virginia, est psychiatre. Tous deux sont pleins d'esprit et charmants. Et maintenant, nous avons quelqu'un à appeler si l'un d'entre nous se met à aboyer à la lune.

Orlando vient ici pendant ses vacances pour faire du vin. Les bouteilles sont expédiées à Paris, où il les vend à des prix très élevés, en se rendant en personne dans les meilleurs restaurants.

"Notre vin est beaucoup plus riche que le vin français", explique Orlando. "C'est le sol, le soleil, l'altitude. Tout est plus intense.

Orlando est lui aussi intense. Il se moque des autres vins... et considère les fûts de chêne - un élément essentiel pour la plupart des vignerons à prix élevé - comme un péché.

Son vin est excellent. Mais sa production n'est pas facile. Une année, il y a une sécheresse. Une autre année, il y a une gelée précoce. Et cette année ?

"C'était un cauchemar ; les raisins étaient prêts à être cueillis et nous ne pouvions pas trouver de cosecheros (vendangeurs) pour les cueillir. Tout le monde avait du raisin à cueillir... et les vendangeurs étaient tous en ville pour toucher leurs allocations sociales et se saouler."

L'intensité semble affecter tout et tout le monde.

Sergio est notre propre "administrateur". Il vient chaque semaine, apportant des nouvelles, des pièces détachées et de la nourriture de la ville. Son voyage aller-retour dure environ 15 heures, sur des routes cahoteuses... souvent impraticables... tout en écoutant le Grateful Dead.

"J'ai franchi le col... aux Colorados (une étendue de collines rouges)", a-t-il déclaré hier. "Il ne pleut presque jamais ici... mais il pleuvait hier... juste assez pour que la route soit recouverte d'une couche de boue. Il y avait deux gros camions. Ils n'arrivaient pas à monter la colline. Leurs roues tournaient en rond. Ils vont rester là jusqu'à ce que le soleil apparaisse. Demain, j'imagine.

Agneaux à l'abattoir

Sergio a lui aussi des rêves.

"J'ai une idée", a-t-il dit lors du dîner d'hier soir. "Des moutons."

Nous sommes dans un ranch de bétail. Mais à côté de Sergio à la table, une bouteille de vin vide devant lui, il y avait un vétérinaire qui a plaidé sa cause.

"Les moutons ne sont pas une entreprise commerciale par ici. Il y en a beaucoup. Mais il n'y a pas de véritable marché. Les gens en vendent un ou deux.... surtout pendant la semaine sainte. [La coutume veut que l'on mange un agneau pour le dimanche de Pâques.]

"Mais nous essayons de trouver des moyens de donner aux habitants quelque chose à faire... des moyens de gagner de l'argent. Le maire de Seclantas [une ville voisine], par exemple, est en train de construire un abattoir agréé... pour qu'ils puissent vendre leurs moutons. Et il a obtenu un camion frigorifique qui le transportera jusqu'à la ville".

"Tout le monde sait que les choses d'ici ont meilleur goût", interrompt Sergio. "Le vin... les fruits... et la viande aussi. Un agneau de la pampa n'a pas du tout le même goût qu'un agneau d'ici. Parce que l'herbe est plus riche.

"L'idée est de développer une race et une marque - Calchaqui Lamb... ou Gualfin Sheep - afin de pouvoir vendre de bons animaux en quantité et à un bon prix.

Le marketing et la gestion des marques s'apprennent dans les écoles de commerce. On peut aussi les apprendre en se lançant soi-même dans les affaires. Sergio ne s'est embarrassé ni de l'un ni de l'autre. Et c'est tant mieux, car une vraie connaissance aurait probablement fait capoter le projet.

"Si vous êtes d'accord, nous commencerons avec 50 animaux. Nous choisirons une race qui donne à la fois de la bonne laine et de la bonne viande. Nous vendrons la viande en ville. Et nous vendrons la laine aux artisans locaux pour qu'ils fabriquent des ponchos."

"Trois pour un", c'est la remarque énigmatique de Sebastian, le vétérinaire. "On peut nourrir trois fois plus de moutons par hectare... peut-être cinq fois. Une vache pèse 10 fois plus qu'un mouton. Mais on obtient deux agneaux par an, et non un seul veau. Et avec trois fois plus de moutons, on se retrouve avec 6 fois plus de jeunes animaux. Je pense que l'on peut aussi gagner trois fois plus d'argent si l'on s'y prend bien. Car les moutons demandent deux fois moins de travail".

La tête pleine de chiffres, il ne restait plus à Elizabeth qu'à élaborer un plan d'action.

"Oui... élevons des moutons. Et nous pourrions les vendre comme Orlando vend son vin. Nous

prendrons un agneau à trois pattes et nous le promènerons de restaurant en restaurant. Gentil et moelleux. Mignon. Et quand les gens demanderont pourquoi il manque une jambe, on leur expliquera...

"C'est un agneau Calchaqui. Ce n'est pas un agneau normal. Il est si savoureux que nous n'avons pas eu le courage de le manger en une seule fois."

▲ [RETOUR](#) ▲

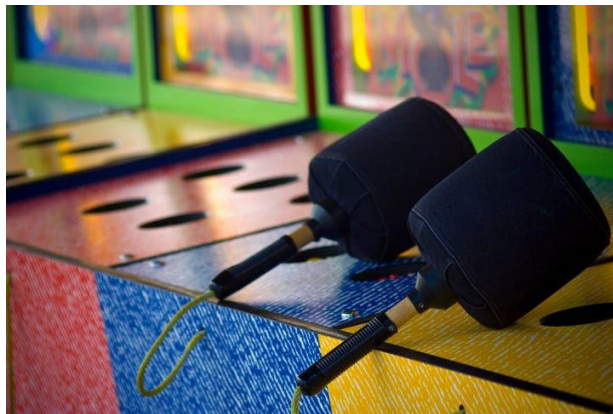
.Retour à la normale

Récession imminente, entreprises zombies, problèmes immobiliers et courbes de rendement inversées...

Bill Bonner 10 avril 2023



Bill Bonner nous écrit aujourd'hui de San Martin, en Argentine...



Le marché du travail a créé 236 000 emplois en mars, le chiffre le plus bas depuis 2020, et les économistes craignent que la récession ne soit déjà en cours.

Alors que des vagues de licenciements déferlent sur un marché du travail longtemps florissant, le rapport sur l'emploi du département du Travail a montré vendredi un ralentissement continu de l'emploi, s'ajoutant à une série de signes cette semaine indiquant que l'économie pourrait se refroidir plus rapidement que prévu, risquant potentiellement de provoquer l'atterrissage brutal que ~~les responsables de la Réserve fédérale ont longtemps essayé d'éviter.~~

Qu'est-ce qui les "inquiète" ? De quoi sont-ils "inquiets" ?

Demandez à n'importe qui, il vous dira qu'une "récession" est une mauvaise chose. La baisse des cours boursiers est également une mauvaise chose. Et des taux d'intérêt plus élevés ne sont pas non plus une bonne chose.

Ils doivent partir du principe que les investisseurs, les spéculateurs et les entrepreneurs ne font jamais d'erreurs, que tout le monde est un vendeur d'actions et non un acheteur, et que **les taux d'intérêt élevés sont une sorte de malédiction** - comme la peste - et pas seulement un moyen de faire en sorte que l'offre de fonds disponibles corresponde à la demande.

Remettre les pendules à l'heure

Les choses qui sont dérégées ont une façon de se remettre en place. C'est une autre façon de dire qu'il existe un état "normal" des choses... et que lorsqu'elles s'éloignent trop, il y a fort à parier qu'elles reviendront bientôt au bercail. Les économistes parlent de "régression à la moyenne" ; c'est l'une des forces les plus puissantes de la finance.

Aujourd'hui, l'économie américaine a besoin de se redresser... elle a besoin de se remettre dans le sens de la marche. **Les taux négatifs (inférieurs à l'inflation) de la Fed** ont affecté presque toutes les transactions financières dans l'ensemble de l'économie. Les faibles taux hypothécaires ont provoqué une bulle dans l'immobilier résidentiel... et commercial. Ils ont également provoqué un énorme boom des emprunts - des ménages, des entreprises et des gouvernements. Ils ont financé des entreprises qui n'auraient jamais dû voir le jour... et ont permis à des entreprises zombies de dilapider des milliards de dollars de capital réel. Ils ont aidé le gouvernement fédéral à financer des programmes qui n'auraient jamais dû voir le jour... et encore moins être lancés... ils lui ont permis d'accorder des pensions, des subventions, des prêts et des mesures de relance qu'il ne pouvait pas se permettre... et d'imaginer qu'il pouvait réparer des erreurs commises il y a plus de 150 ans (réparations) ainsi que celles commises à l'autre bout de la planète (guerres en Irak, en Afghanistan et en Ukraine).

Une récession est nécessaire. C'est ainsi qu'une économie honnête se remet en ordre de marche.

Et quel bonheur ! La voilà qui arrive. Outre la chute du marché de l'emploi, regardons le marché du logement. L'année dernière, les prix ont atteint un niveau record. Depuis, il y a eu sept mois consécutifs de baisse, soit une perte totale de 5 % - la plus forte baisse sur sept mois depuis plus de dix ans.

Cinq pour cent, ce n'est pas beaucoup. Les prix des logements sont encore près de 40 % plus élevés qu'il y a trois ans. Il leur reste encore beaucoup de chemin à parcourir avant de revenir à la normale. Mais là encore, pourquoi un logement moins cher est-il une si mauvaise chose ? En 1971, il fallait à l'Américain moyen environ 36 heures de travail par mois pour payer l'hypothèque d'une maison moyenne. Aujourd'hui, ce chiffre est de 110 heures, soit trois fois plus. Une récession du marché de l'immobilier faciliterait grandement la tâche des gens qui veulent garder un toit au-dessus de leur tête.

Une correction périlleuse

L'immobilier commercial pourrait être confronté à une correction encore plus périlleuse. USA Today :

Selon les analystes de Morgan Stanley, l'immobilier commercial se dirige vers une crise pire que celle de 2008.

...un propriétaire de bureaux appartenant à PIMCO a fait défaut sur un prêt hypothécaire à taux variable pour sept immeubles de bureaux en Californie, à New York et dans le New Jersey, lorsque les paiements mensuels ont augmenté en raison des taux d'intérêt élevés.

Brookfield, le plus grand propriétaire de bureaux dans le centre de Los Angeles, a choisi ce mois-là de ne pas rembourser les prêts sur deux immeubles plutôt que de refinancer la dette en raison de la faible demande d'espaces de bureaux.

Selon Morgan Stanley, plus de la moitié des 2 900 milliards de dollars de prêts hypothécaires commerciaux devront être refinancés au cours des deux prochaines années, ce qui donne une idée de ce qui se passera probablement à l'avenir.

"Même si les taux actuels restent inchangés, les nouveaux taux de prêt seront probablement supérieurs de 3,5 à 4,5 points de pourcentage à ce qu'ils sont pour de nombreux prêts hypothécaires existants", a écrit Lisa Shalett, responsable des investissements chez Morgan Stanley, dans un rapport récent.

Et il y a d'autres bonnes nouvelles. Les prêts bancaires reprennent également du poil de la bête. Bloomberg :

Les prêts bancaires américains chutent plus que jamais dans les dernières semaines de mars

*Les prêts bancaires américains ont connu la plus forte contraction jamais enregistrée au cours des deux dernières semaines de mars, ce qui indique **un resserrement des conditions de crédit** dans le sillage de plusieurs faillites bancaires très médiatisées qui risquent de nuire à l'économie.*

Le temps, c'est de l'argent

L'indicateur de récession le plus important provient des taux d'intérêt eux-mêmes. L'un des signes avant-coureurs les plus sûrs d'une récession est l'inversion de la courbe des taux d'intérêt, c'est-à-dire le fait que les taux soient plus élevés pour les prêts à court terme que pour les prêts à long terme.

Les risques augmentent avec le temps. Ainsi, normalement, le taux d'intérêt que vous payez

lorsque vous empruntez à long terme est plus élevé que pour un prêt à court terme. Et lorsque les deux sont inversés, c'est le signe que quelque chose ne va pas. Voici Reuters :

NEW YORK, 7 mars - Les commentaires optimistes du président de la Réserve fédérale Jerome Powell ont contribué à pousser une partie très surveillée de la courbe des rendements du Trésor américain à son inversion la plus profonde depuis 1981 mardi, mettant une fois de plus l'accent sur ce que de nombreux investisseurs considèrent comme un signal de récession ancestral.

...ils estiment que la hausse des coûts d'emprunt finira par nuire à l'économie, obligeant la Fed à assouplir ultérieurement sa politique monétaire, phénomène est suivi de près par les investisseurs car il a précédé les récessions passées.

Pour les six dernières récessions, la récession a commencé en moyenne six à 36 mois après l'inversion de la courbe, a déclaré [Anu Gagar].

Comment l'inversion sera-t-elle corrigée ? Comment la bulle immobilière va-t-elle éclater ? Comment les sociétés qui gaspillent l'argent seront-elles liquidées, les créances douteuses effacées et la discipline rétablie dans le monde de la finance ?

Une récession y contribuera.

▲ [RETOUR](#) ▲

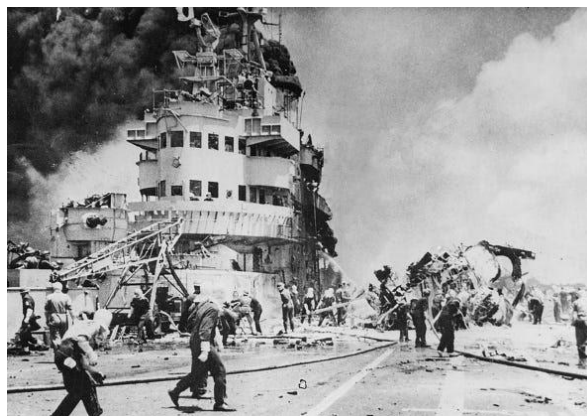
.À l'attaque !

Des bombardiers en piqué kamikazes déferlent sur la vallée de Calchaqui

Bill Bonner 11 avril 2023



Bill Bonner nous écrit aujourd'hui depuis San Martin, Argentine...



Hier, sans raison apparente, notre ordinateur a cessé de fonctionner. Il n'a pas voulu s'allumer. Nous avons appuyé sur le bouton... nous l'avons maintenu enfoncé... nous avons donné un coup de poing. Nous avons prié. Nous avons bercé l'ordinateur d'avant en arrière... nous l'avons caressé tendrement... puis nous lui avons donné un coup de fouet et nous nous sommes assurés qu'il était complètement chargé...

Mais que pouvions-nous faire ?

Les outils de l'ère moderne sont des boîtes noires. On ne peut pas "ouvrir le capot". On ne peut pas bricoler une puce de silicium. On ne peut rien faire. S'ils ne fonctionnent pas, vous êtes KO.

Dans les années 60, si quelque chose ne fonctionnait pas, on le démontait. Dans les vieilles voitures, par exemple, on pouvait démonter le carburateur, le nettoyer... et le remonter. De même, les "aiguilles" pouvaient être légèrement tordues, nettoyées avec de la laine d'acier et remises en service. Même chose pour les bougies d'allumage. Vous pouviez en retirer une et voir par vous-même si elle produisait des étincelles.

Ensuite, vous avez vérifié si le carburant parvenait au moteur. La pompe à carburant fonctionnait-elle ? C'est facile à vérifier : il suffit de débrancher la conduite d'essence et de tourner la clé. Les filtres sont-ils bouchés ? Il suffit de jeter un coup d'œil.

S'il y a du carburant et des étincelles, il va se passer quelque chose.

Pas d'étincelle

Mais hier, nous n'avions ni carburant ni étincelle. Nous ne savions pas ce que nous n'avions pas ; cela ne fonctionnait tout simplement pas... et nous ne pouvions rien y faire.

Le destin technologique était clairement contre nous. Car non seulement notre ordinateur refusait de faire son travail, mais les ondes étaient aussi soudainement vides. Pas de signal.

Pas de signal, pas de téléphone. Pas de téléphone, pas d'internet. Pas d'internet, pas de contact avec le monde extérieur. Nous avons été "annulés"... disparus de la vie active sur le web mondial.

Que pouvions-nous faire d'autre que de rejoindre le monde réel ?

Nous sommes allés nous promener.

Antonio donnait à manger aux veaux. Le 'chango' (jeune homme) qui fait habituellement ce travail était occupé avec le bétail de l'autre côté de la rivière. Antonio, le contremaître, a dû le faire lui-même.



(Retour dans le monde réel. Source : Bill)

Les rouleaux de foin sont très serrés. Il faut donc creuser avec une fourche pour casser une partie du foin, puis le mettre dans l'auge en béton. C'est beaucoup de travail, et il faut le faire deux fois par jour.

"Pourquoi ne pas simplement mettre les balles dans le corral et laisser les veaux les manger de cette façon ; c'est ce que nous faisons avec les chevaux ?

"Le vétérinaire dit que c'est mieux ainsi. Nous ne voulons pas que les veaux utilisent leur énergie pour se battre entre eux. Les plus forts encercleront les balles et les plus faibles - ceux qui en ont besoin - n'auront rien à manger.

"Ils prennent presque un kilo par jour... si nous les nourrissons correctement. Ensuite, nous pouvons les vendre.

Nous avons continué à marcher... en soulevant de la poussière... sur quelques petites collines... en nous frayant un chemin à travers les épines... et puis, sur une falaise non loin de la maison principale, surplombant la vallée, se trouvait ce que nous cherchions : l'épave d'une modeste habitation.

Nous avons terminé la petite chapelle lors de cette visite. Il ne restait plus que le sol. Et pour cela, nous avons fait une croix en quebracho super-dur... posé une bordure de pierres, mises bout à bout... puis nous avons rempli le tout avec des pierres plates en ciment.

L'effet n'est pas aussi élégant que nous l'espérions. Le sable était trop grossier et nous a laissé une surface granuleuse et inégale. Peu importe. Nous finirons par l'apprécier... ou par poser une fine couche de ciment pur sur le dessus, profilée autour des pierres, l'année prochaine.

Mais maintenant, nous sommes prêts pour un autre projet.

Dormir à la dure

Lorsque la famille est venue cette année, nous étions un peu à court d'espace. Un couple... deux fils et un petit-fils... un ami de la famille - tous sont venus en même temps. Et l'hôtel le plus proche est à une demi-heure de route. Si d'autres étaient venus, ils auraient dû dormir dehors.

Alors... direction le dortoir !



(Dortoir ? Source : Bill)

Nous sommes allés explorer. Sale. Des trous dans le toit. Poutres tordues. Des briques d'adobe qui s'effritent. Sol en terre battue. Parfait ! Un endroit agréable à transformer en dortoir pour les petits-enfants. Nous en avons 7 jusqu'à présent... et un autre est prévu pour le 21 avril. (Aujourd'hui, nous entamons notre voyage de retour à Dublin pour apporter notre soutien à la famille).

En passant la tête dans l'une des chambres, nous avons aperçu une énorme excroissance noire sur le mur. Nous étions encore en train de nous demander ce que c'était... en nous rapprochant du blob, qui avait à peu près la taille d'une cuisinière... lorsque nous avons réalisé que nous avions fait une erreur. Nous avons entendu un grand bourdonnement... et nous avons rapidement été attaqués. Les abeilles nous ont attaqués comme des bombardiers kamikazes... en piqué... en frôlant nos joues, puis en tournant autour pour une nouvelle attaque.

En un clin d'œil, nous sommes partis... suivis par un essaim d'abeilles. Nous avons traversé la cour, comme les Britanniques à la bataille de la Nouvelle-Orléans, nous avons couru à travers les ronces et nous avons couru à travers les ronces... en utilisant notre chapeau comme arrière-garde, en les frappant pour les éloigner. Nous avons plongé entre deux lignes de grillage, puis nous avons dévalé la colline.

Les abeilles nous ont poursuivis ; nous nous sommes souvenus que nous avions gardé une dose d'urgence d'épinéphrine dans le pick-up. Mais aucune n'a piqué. C'était comme si elles essayaient de nous faire fuir... pour nous avertir de ne pas revenir. Nous avons couru environ 50 mètres, en frappant l'air autour de nous... jusqu'à ce que la dernière abeille mette fin à la poursuite.

Premier ordre du jour : dès que la température baisse... les abeilles doivent partir.

Ensuite, lorsque nous reviendrons en mars prochain, nous pourrons nous mettre au travail... de préférence avec l'aide d'au moins un petit-enfant robuste.

Nous allons faire simple. Rustique. Authentique. Deux lits superposés dans une pièce. Deux dans l'autre. Sols en pierre. Murs en adobe non revêtus. Des cannes sur le toit, recouvertes de boue. Une salle de bain. Un peu d'électricité solaire. Un peu de gâteau.

Mais c'est pour l'année prochaine.

C'est le cœur lourd que nous quittons la vallée ce matin. Son soleil radieux... ses excentriques... ses défis - ils nous manqueront tous. Nous nous dirigeons vers Buenos Aires. Nous y rencontrerons notre vieil ami, Doug Casey, avant de partir pour Dublin.

▲ [RETOUR](#) ▲

.C'est ça le capitalisme !

Ce que Bernie Sanders, Elizabeth Warren, Jon Stewart et d'autres riches politicocélébrités ne comprennent tout simplement pas...

Bill Bonner 12 avril 2023



Bill Bonner nous écrit aujourd'hui de San Martin, en Argentine...



Quelque chose semble s'être brisé avec le capitalisme. ~ Albert Edwards

Quelque chose semble s'être brisé avec Albert Edwards. ~ Bill Bonner

On peut dire que nous traversons une crise économique. Les personnes influentes commencent à nous dire que le "capitalisme" a échoué... Oui, le "système" qui nous a rendus si riches est arrivé au bout du rouleau... il n'y a plus de jus dans ce citron, disent-ils. Il est temps que les experts prennent le relais. Voici Futurism :

Un économiste met en garde contre la fin du capitalisme

Le monde change et devient de plus en plus cher, alors que les salaires, comme la plupart des travailleurs l'ont constaté dans leur propre vie, n'ont pas réussi à suivre l'augmentation du coût de presque tout. Selon Albert Edwards, stratège mondial à la Société Générale, une banque vieille de 159 ans, ce phénomène est le résultat de ce qu'il appelle la "greedflation".

"La dernière publication des données sur les bénéfices de l'ensemble de l'économie américaine a provoqué un nouveau choc dans ma confiance de plus en plus faible dans le fait que le système capitaliste fonctionne comme il le devrait", poursuit la note. Les entreprises ont d'abord profité de la pandémie, puis de la guerre en Ukraine, pour "tirer profit".

En d'autres termes, aux yeux de M. Edwards, le fait que les entreprises du classement Fortune 500 engrangent des bénéfices normaux, voire records, dans le sillage des tensions géopolitiques et économiques provoquées par la pandémie et la guerre, et qu'elles pratiquent des prix abusifs à l'égard des consommateurs alors que les salaires de la classe ouvrière restent inchangés, n'est pas exactement un mode de vie durable pour les gens..."

Non ! Incroyable ! Ces salauds cupides augmentent les prix... quand ils le peuvent !

Des salaires en baisse tous les jours

Dieu merci, d'autres segments de la population font preuve de plus d'esprit d'entreprise, d'abnégation et de civisme. On ne les voit pas essayer de profiter d'une mauvaise situation, n'est-ce pas ?

Prenons l'exemple du consommateur qui souffre depuis longtemps. Il se rend compte que les producteurs sont toujours coincés entre le coût des ressources, la main-d'œuvre, les taxes et les taux d'intérêt. Le consommateur veut donc toujours payer le prix fort pour que les marges bénéficiaires des producteurs puissent être maintenues, n'est-ce pas ? Pas d'achats à prix réduits pour lui.

Et qu'en est-il des travailleurs ? Des employés ? On ne les voit pas demander des augmentations de salaire... simplement parce qu'ils savent qu'il y a une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. HUn Hun. Ils se contentent de leurs bas salaires pour que les employeurs puissent maintenir des prix aussi bas que possible pour les consommateurs.

Mais qu'en est-il ? Rutgers fait déjà payer 33 963 dollars par an aux étudiants étrangers. Fortune :

Environ 9 000 employés de Rutgers se mettent en grève pour la première fois en 275 ans

Les cours se poursuivaient à Rutgers, tandis que des piquets de grève étaient mis en place sur les campus de l'école à New Brunswick/Piscataway, Newark et Camden.

Les responsables syndicaux avaient décidé dimanche soir de se mettre en grève, invoquant l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations contractuelles qui durent depuis juillet. Le mois dernier, les membres du corps enseignant avaient voté à une écrasante majorité en faveur de l'autorisation de grève.

Je suppose que les frais de scolarité vont augmenter.

Bon pour l'oie

Mais si vous cherchez des exemples de vertu civique, vous ne pouvez pas ignorer les fonctionnaires, qui ne demandent jamais rien d'autre qu'un petit "merci" de temps en temps. Envisageraient-ils d'augmenter leurs salaires ou leurs pensions, sachant que les gouvernements sont déjà un peu à court d'argent ? Bien sûr que non.

La cupidité est uniquement concentrée dans le secteur des entreprises. Et si les entreprises n'étaient pas aussi gourmandes, les prix seraient beaucoup plus bas, n'est-ce pas ?

C'est ce qu'affirment au moins deux des représentants les plus désintéressés de la population : Bernie Sanders (valeur nette : 3 millions de dollars) et Elizabeth Warren (valeur nette : 67 millions de dollars). Il convient également de mentionner Jon Stewart (valeur nette : 120 millions de dollars), qui s'est illustré en mettant sur la sellette l'ancien secrétaire au Trésor, Larry Summers. Tous pensent que leurs salaires et leurs bénéfices ne sont que le reflet de leur valeur... et qu'ils méritent leur argent. Les sommes gagnées par les dirigeants d'entreprise et les actionnaires, en revanche, ne sont que la preuve d'une "cupidité obscène".

Ce qui nous préoccupe, c'est ceci :

Stewart, Sanders et Warren sont payés pour se comporter comme des imbéciles, ce qui n'est pas le cas d'Albert Edwards. C'est un analyste financier sérieux. Qu'est-ce qui ne va pas chez lui ?

Il doit savoir que **le "capitalisme" n'est pas un "système". C'est simplement ce qui se passe lorsque des personnes avides - consommateurs, travailleurs et propriétaires - s'arrangent comme ils le peuvent.** Il est infiniment adaptable. Les travailleurs et les propriétaires pourraient se mettre d'accord pour partager les gains qu'ils obtiennent, par exemple, comme nous le faisons avec nos métayers. Nous fournissons la terre, les tracteurs, le carburant, les engrais et le marketing.... ils fournissent la main-d'œuvre. Nous partageons les gains à parts égales. S'agit-

il de capitalisme ? Oui, bien sûr.

Par ailleurs, une entreprise capitaliste pourrait parfaitement accepter de répercuter une partie de ses marges sur les consommateurs, comme le font certaines coopératives et certains clubs de consommateurs. C'est aussi du capitalisme. De même, un groupe de personnes pourrait se réunir et accepter de vivre dans des tipis, de partager leurs épouses et leurs revenus, de fabriquer des perles de verre et de les vendre aux touristes. C'est ça le capitalisme.

Le capitalisme aveugle

Le capitalisme ne se soucie pas du coût des choses. Il ne se soucie pas de savoir qui travaille pour qui... ce qu'ils font... comment ils le font... ou comment ils partagent les profits et les pertes. Tout ce qui compte, c'est que, quoi qu'ils fassent, ils le fassent volontairement. C'est vraiment la seule différence. Le capitalisme est gagnant-gagnant. D'autres "systèmes" sont gagnant-perdant, où un groupe utilise son pouvoir de police... ou le vol... ou la trahison... pour obtenir ce qu'il veut.

Et qu'en est-il des entreprises détenues par leurs salariés ? Elles sont également capitalistes. Et nous supposons que, puisque les salariés ne sont pas cupides, ils doivent offrir les meilleurs produits aux marges les plus faibles possibles. Pas question pour eux de pratiquer des prix abusifs ! Ce n'est donc qu'une question de temps avant qu'ils n'éliminent les profits exorbitants des entreprises, qu'ils ne séduisent les clients avec leurs prix plus bas et qu'ils ne deviennent la forme dominante d'entreprise aux États-Unis, n'est-ce pas ?

C'est faux. Toutes les petites entreprises familiales sont détenues par leurs salariés. De nombreuses grandes entreprises le sont également. Et ils sont tout aussi avides que les autres. Car nous sommes tous soumis aux mêmes émotions et compulsions - avidité, pouvoir, ambition, célébrité, vanité - travailleurs, investisseurs, dirigeants, politiciens, faiseurs d'opinion... tout le monde.

Et le "capitalisme" n'est qu'un mot utilisé pour décrire ce qui se passe lorsque des personnes - avec tous leurs défauts et leurs manies - sont laissées seules pour faire le travail. Ils mettent au point toutes sortes d'arrangements différents. Certains fonctionnent mieux que d'autres. Mais les alternatives - l'étatisme, la planification centrale, diverses formes de collectivisme parrainé par l'État - nécessitent toutes l'utilisation de la force. Elles donnent aux "experts" plus de pouvoir et d'argent.

Mais "le peuple" est toujours plus pauvre. Demain, nous examinerons ce qui a vraiment mal tourné avec le "capitalisme".

▲ [RETOUR](#) ▲